

AUX ÉTATS-UNIS

Les sidérurgistes acceptent une réduction de 9 % de leur salaire horaire

LIRE PAGE 29
L'ARTICLE DE ROBERT SOLÉ

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dir. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Australie, 16 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 340 F CFA : Danemark, 6,50 kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 86 c. : G.-B., 50 p. : Grèce, 65 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Liban, 300 P. : Libye, 0,350 D. : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 60 esc. : Sénégal, 225 F CFA : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 f. : Yougoslavie, 65 d. Tarifs des abonnements page 27 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. MONDIPAR 659572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

LA CONSULTATION EN R.F.A. ET LES RAPPORTS EST-OUEST

Bonn dénonce l'«ingérence» soviétique dans la campagne électorale

Le franc au gré des urnes

Chacun mesure que les élections législatives allemandes du dimanche 6 mars peuvent avoir d'importantes répercussions dans les rapports Est-Ouest. Mais il est un autre domaine où leurs conséquences sont encore beaucoup plus immédiates : la France : celle de la monnaie et des échanges extérieurs.

Si les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl l'emportent, et aussi largement que les derniers sondages peuvent le leur laisser espérer, le système monétaire européen connaîtra très vraisemblablement de fortes tensions. Les milieux financiers internationaux sont unanimes à le prévoir, et le « Wall Street Journal » de ce mercredi va jusqu'à estimer que le sort du S.M.E. pourrait se jouer au lendemain des élections allemandes et des municipales françaises.

Porté par une balance commerciale largement excédentaire, une balance des paiements courants équilibrée et un taux d'inflation ramené à 0,1 % pour le mois de janvier, le mark devra très vraisemblablement être réévalué (ainsi, sans doute, que le florin) par rapport aux monnaies « faibles » du système : la lire italienne, le franc français et le franc belge. La Banque de France va donc très certainement devoir faire face à de nouvelles et très vives pressions sur le franc, dans les circonstances les plus difficiles qui soient, financièrement et politiquement.

Financièrement : les milieux bancaires de Francfort - et ils ne sont certes pas les seuls - estiment que Paris a déjà considérablement puisé dans ses réserves de devises pour maintenir le franc à un taux compatible avec les exigences du S.M.E. Une victoire de la C.D.U. risque d'annoncer « désastreux pour la monnaie française ».

Politiquement : point n'est besoin d'être grand clerc pour imaginer le résultat produit sur les électeurs français par une nouvelle dévaluation du franc, opérée en catastrophe entre les deux tours des municipales. Le gouvernement devra donc tout mettre en œuvre pour différer jusqu'au lendemain du vote du 13 mars - ce « réajustement monétaire » - le troisième déjà depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ce réajustement serait certes retardé en cas d'échec de M. Kohl. Les perspectives ainsi ouvertes en République fédérale seraient plus incertaines, ce qui devrait donner un coup d'arrêt aux spéculations sur la hausse du mark et laisser quelque répit aux monnaies faibles. Mais pour combien de temps ?

En toute hypothèse, les jours qui viennent vont être très difficiles pour le franc. La publication, par « le Canard enchaîné » de ce mercredi, d'une note de travail destinée au ministre des finances et prenant pour hypothèse une troisième dévaluation (de 8 %) durant le premier semestre de 1983, suivie d'une quatrième en 1984, n'est pas faite pour corriger cette impression.

M. Kohl n'a, il est vrai, aucune raison, s'il est reconduit, de chercher à « enfouir » un pays voisin et ami, qui reste son principal partenaire commercial. D'autant moins, même, que M. Mitterrand lui a apporté dans la controverse sur les euro-missiles l'appui que l'on sait.

Page 2 : un dossier sur le seizième congrès du parti communiste italien

A quelques jours des élections générales du 6 mars, le dernier sondage publié en R.F.A. par l'institut Allensbach donne, pour la première fois, la majorité absolue aux chrétiens-démocrates de la C.D.U.-C.S.U., avec 50,4 % des intentions de vote. Les sociaux-démocrates sont en net recul (37,3 %). Les Verts entreraient au Bundestag avec 6,3 % des voix, et les libéraux, avec 5,5 %, y resteraient.

D'autre part, le gouvernement de M. Kohl a de nouveau dénoncé l'«ingérence» soviétique dans les affaires allemandes. Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Stalze, s'en est pris à une dépêche de l'agence Tass rapportant un appel lancé aux Allemands de l'Ouest par les travailleurs de Minsk pour qu'ils s'appuient au déploiement des nouveaux missiles de l'OTAN en R.F.A.

M. Kohl en quête de légitimité

I. - La peur des autres

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Bonn. - Jamais la République fédérale n'aura été l'objet de tant de sollicitude avant ce qui n'est après tout qu'un épisode normal de la vie des États démocratiques : des élections législatives. Si chacun depuis plusieurs mois s'en mêle, c'est que le scrutin du 6 mars paraît - de Washington à la destinée intérieure de la R.F.A. - être le point de l'issue des négociations de Genève sur les armes nucléaires, de la stratégie de l'OTAN, de la sécurité en Europe. L'Union soviétique aurait-elle aussi explicitement choisi son candidat si elle n'était convaincue que de ces élections dépendra l'insulation des Pershing-2 en République fédérale ? Ce sondage est d'habitude le pire service que les Soviétiques puissent rendre à un parti démocratique occidental. Le fait qu'ils s'y risquent n'est-il pas, se demande-t-on, le signe qu'une bonne partie de l'opinion allemande est déjà en état de « finalisation » avancée ?

L'Allemagne a peur, dit-on : elle est prête à fléchir. Mais peur de quoi au juste ? N'est-ce pas plutôt que l'Allemagne, une fois de plus, fait peur ? Tout concourt soudain à engendrer le doute : la « crise des valeurs », la morosité générale et le malaise de la jeunesse ; la crise économique, la spectaculaire accélération du chômage dans un pays que l'on croyait, il n'y a pas si longtemps encore, solide comme un roc au cœur de la tourmente ; la crise d'identité enfin, car on suppose que s'ils ne peuvent plus être les sages enfants du « miracle », les Allemands, jeunes surtout, doivent bien se poser quelques questions dangereuses. Et d'abord ? L'Allemagne, ce mot qu'on n'emploie guère dans le langage politique d'outre-Rhin, que signifie-t-il ? Une nation, une culture, une unité perdue ? Une histoire ? Mais laquelle ? Et qui a commencé quand ?

On se demande, chez les alliés, si l'on n'en raison de miser sur la fidélité d'une « demi-nation » : si le pilier central de l'alliance en Europe n'est pas en train de se lézarder sous les coups de boutoir de la « tentation neutraliste ». Dans l'illusion pacifiste, le désarmement, la sortie des blocs, ne lèvent-ils pas l'obstacle à la réunification ? Chimère bien sûr. Mais on se souvient, que dans ce

pays, les foules, quand elles descendent dans la rue, peuvent nourrir des rêves monstrueux. Le rêve dont on soupçonne les pacifistes serait seulement dangereux, mais d'autant plus, précisément, qu'il aurait une fonction rédemptrice, qu'il réconcilierait l'idée de la nation allemande avec celle de la paix. Et voilà le vieux spectre du nationalisme allemand qui pointe à l'horizon. Et voilà qu'on croit voir de loin l'armée sans armes des pacifistes se lever et marcher vers le mur pour tenter de l'abattre.

Ces élucubrations sont sans grand rapport avec les réalités de la République fédérale. Mais il n'y a pas de femme sans feu. Ce qui inquiète, c'est de sentir la R.F.A. aux prises avec des interrogations qui n'ont pas grand-chose à voir avec la « politique » mais dont la politique - ces élections le montrent - ne peut pas ne pas tenir compte.

(Lire la suite page 5.)

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

La grève de Carmaux relance le débat sur la production de charbon

Cinq heures de négociations nocturnes à la préfecture de Toulouse n'ont pas permis de rapprocher les points de vue entre l'intersyndicale des mineurs de Carmaux (Tarn), qui réclame l'embauche d'une centaine de personnes et la direction des Charbonnages, qui en a proposé treize.

Selon notre correspondant, la tension demeure très vive à Carmaux, où toute la population se sent concernée. Selon la direction, les négociations « ne sont pas rompues, mais seulement suspendues ».

Ce conflit embarrasse la direction des Charbonnages de France, mais aussi le gouvernement, qui, après avoir annoncé une relance de la production nationale, a dû limiter ses ambitions au maintien de cette production.

Les mineurs de Carmaux, comme avant eux ceux de Lardoch, veulent encore croire à la relance de la production du charbon. Le premier ministre, lors de la définition, en octobre 1981, de la politique énergétique, n'avait-il pas qualifié de « souhaitable » l'objectif d'une production nationale de 30 millions de tonnes en 1990 ? N'a-t-on pas nommé à la présidence des Charbonnages de France un militant C.G.T., membre du bureau politique du parti communiste, M. Valbon, qui a toujours clamé sa foi dans l'avenir de la houille ?

De ce piège dans lequel il s'est mis lui-même, le gouvernement a bien du mal à sortir, cachant, par des formules ambiguës, la réalité d'une politique qui est maintenant bien définie et qui sera, dans le meilleur des cas, celui du maintien du niveau actuel de production.

Voilà pourquoi sans doute la C.G.T., appuyée à Carmaux par un syndicat Force ouvrière fort actif, a voulu faire de ce conflit le symbole de la manifestation d'une volonté de relance.

Pour la direction des Charbonnages de France, l'avenir était clair.

Le prix de revient à la tonne de cette mine du Tarn (681,84 F) est supérieur à sa valorisation (406,60 F). L'aide de l'Etat (dite « préférence nationale ») ne suffit pas à rendre ce charbon rentable. Il s'agit donc de substituer à ce puits le développement d'une mine à découvrir dans laquelle les rendements sont nettement supérieurs. Bien que le F.D.E.S. n'ait pas donné son accord à ces travaux - Carmaux figurant même parmi les 9,5 milliards de francs d'économies annoncées pour 1983 (le Monde du 26 février) - le directeur des Charbonnages de France, M. Hug, s'est engagé à les commencer.

Cela ne satisfait nullement les mineurs de Carmaux qui ne veulent pas être transférés, au fur et à mesure du déclin, du fond à la mine découverte. Ils entendent voir développer cette mine tout en maintenant le maintien de l'activité des puits en production. D'où la demande d'une embauche d'une centaine de mineurs, inacceptable pour la direction.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 29.)

LA COMMUNAUTÉ JUIVE DANS LA CAMPAGNE MUNICIPALE

Un électorat très sollicité

Parmi les différentes catégories d'électeurs en direction desquelles les candidats aux élections municipales font un effort de propagande spécifique, les communautés juives de plusieurs grandes villes sont sollicitées à mesure de leur importance numérique.

L'opposition a pu subir les effets, auprès des électeurs juifs, de la politique menée au Proche-Orient par M. Valéry Giscard d'Estaing, avec MM. Jacques Chirac, puis Raymond Barre, et d'une série de maladroits, liés à cette politique - comme le contournement d'Israël lors du voyage de M. Giscard d'Estaing dans la région, en mars 1980 - ou sans rapport apparent avec elle, comme l'absence de geste de solidarité de la part du président de la République et de M. Barre lors de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en octobre 1980 (M. Chirac, au contraire, s'était rendu sur le lieu de l'attentat). A

ces comportements, les socialistes peuvent comparer avantageusement le voyage de M. François Mitterrand en Israël, en mars 1982, et sa visite rue des Rosiers, quelques heures après l'attentat du 9 août dernier.

Toutefois, cet attentat avait été prévu, par certains juifs, dans le contexte babilonien créé, selon eux, par la façon dont la presse et les médias avaient rendu compte des opérations militaires israéliennes au Liban. L'impression ressentie était que l'attitude des principaux moyens d'information, ajoutée à certaines déclarations de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, montrait que, sous un pouvoir de gauche, la position de la France à l'égard d'Israël n'avait, en fait, pas changé. L'opposition voyait là des signes d'une déception dont elle proposait l'explication suivante : les socialistes, dans ce domaine

comme dans d'autres, avaient encouragé des illusions, qui ne pouvaient que se heurter, tôt ou tard, à la réalité de la situation au Proche-Orient, à celle de la politique israélienne et à celle des intérêts de la France dans cette partie du monde.

Il est difficile d'apprécier la part de l'électorat susceptible de se déterminer en fonction de cet aspect de la politique française. Elle semble, en tout état de cause, limitée, et, dans le cadre d'élections municipales, des problèmes d'ordre administratif ou de politique locale préoccupent tout autant la partie organisée des communautés juives, à Paris comme dans plusieurs villes de la région parisienne, telles que Sarcelles ou Aulnay-sous-Bois, à Marseille, comme à Toulouse ou à Montpellier. On observe, néanmoins, une attention particulière portée aux électeurs juifs.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Un service national sur mesure

Le ministère de la défense tente actuellement une double opération : allonger la durée du service militaire pour dix mille volontaires (dont six mille dans la seule armée de terre) et prescrire, au maximum d'appelés possible, une affectation en corps de troupe plus proche de leur département de domicile. Deux décisions qui illustrent la volonté gouvernementale de modifier le style et le contenu du service militaire pour en faire du « sur mesure ».

Inégalités

Par petites touches, imperceptiblement, l'armée de terre change de visage et, dans quelque temps, elle s'éveillera profondément bouleversée. Au risque - car il y a des risques - de repousser sur une organisation du service militaire parmi les plus complexes qui soient et, peut-être, parmi les plus inégalitaires aussi : un service différencié, en effet, se mettra progressivement en place, à la manière de ces puzzles composés définitivement lorsque la dernière pièce est déposée et, comme toute construction « à la carte », il multiplie les occasions d'injustice.

En premier lieu, ce fut la décision, approuvée par le Parlement, d'être plus généreux en matière de sursis (ou reports) d'incorporation, dont bénéficient des étudiants. Puis celle-ci a été l'annonce d'une expérience de service prolongé, au-delà de douze mois, pour des appelés volontaires - entre 8 000 et 10 000 pour 1983 - qui recevront des soldes que ne manquent pas de leur envier déjà certaines catégories d'engagés. Aujourd'hui, c'est l'effort demandé aux armées d'affecter la recrue - sans que cela devienne un nouveau droit - au plus proche de son domicile si aucun autre impératif professionnel ne prime.

A toutes ces mesures, on peut trouver une justification de circonstance. On dira que l'armée participe à la politique de solidarité nationale, qui vise à donner la priorité à la formation des jeunes pour tenter de résorber le chômage. On ajoutera que le gouvernement tient ses promesses, envers les jeunes électeurs, de déposséder de ses archaïsmes et de ses lourdeurs le style de la vie militaire.

Mais ce serait sans doute faire injure aux responsables du ministère de la défense que de croire à ces seules explications conjoncturelles, comme s'il n'existait pas une logique commune à des décisions qui paraissent avoir été préparées au coup par coup.

En réalité, à travers elles, c'est un système nouveau qui s'instaure. Pas à pas.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Bruit

Le silence, une idée qui fait son chemin. A Paris, MM. Chirac et Quilès ont fait de la lutte contre le bruit un des thèmes de leurs campagnes. Chacun présente des solutions pour lutter contre le phénomène traumatisant, les matos vrombissants, les chantiers infernaux, les cris, les pleurs et les gémissements.

Les Parisiens ont une certitude : la promesse sera tenue. Quel que soit le vainqueur du scrutin, dès le 14 mars, après quelques commentaires enroués, un bruit ira décroissant, celui d'une campagne qui assourdit la ville.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT D'UN MÉCÈNE

Tout le monde l'appelait Florence

Mme Florence Gould, amateur d'art et mécène - elle lança aussi la Côte d'Azur touristique au lendemain de la première guerre mondiale - est morte le 28 février, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Cannes (nos dernières éditions). Elle sera inhumée près de son époux à New-York, et, auparavant, une cérémonie religieuse aura lieu le 4 mars, à 18 h 15, à l'église Notre-Dame-des-Pins à Cannes.

Dominique Aury, écrivain, membre du comité de lecture des éditions Gallimard, secrétaire général de la N.R.F., nous rappelle le rôle que Mme Florence Gould a joué dans le monde des lettres durant et après la dernière guerre.


par DOMINIQUE AURY

Florence était petite, vive et blonde. Elle avait d'admirables épaules et de jolies jambes. Ses petites mains trapues où l'annulaire ne portait ordinairement qu'une grosse émeraude sombre, ou bien un saphir plus foncé que le bleu de ses yeux. Des yeux très grands, comme à certaines poupées, mais elle les cachait constamment, aussi bien chez elle que dehors, sous des lunettes noires. On les apercevait comme un éclair, lorsqu'elle les enlevait un instant ; on en était saisi.

Pourquoi les cachait-elle ? Pour voir et n'être pas vue ? Pour ne pas se trahir ?

(Lire la suite page 12.)

Le nouveau spectacle de Ionesco à Villeurbanne
Lire page 13 dans « le Monde des arts et des spectacles » l'article de COLETTE GODARD



Philippe SOLLERS
Femmes
roman
GALLIMARD nrf

Le seizième congrès du parti communiste italien à Milan

Le seizième congrès du parti communiste italien, qui se tient au Palais des congrès de Milan, du 2 au 6 mars, est placé sous le signe de l'échange : en politique intérieure, l'« alternative démocratique » apparaît comme une révision de la politique de « compromis historique » et comme la liquidation de l'expérience de « solidarité nationale » de la fin des années 70. En matière internationale, d'autre part, le jugement sur le « socialisme réalisé » tend à placer le parti communiste italien en rupture non seulement avec Moscou mais aussi avec son passé et sa tradition.

Ce congrès s'annonce particulièrement important. Il réunit 1 200 délégués, et il est suivi par 120 délégations étrangères, dont celle de l'Union soviétique, dirigée par le directeur de la Pravda, et celle de la Chine populaire, qui a à sa tête un membre du secrétariat du P.C.C.

Depuis le quatorzième congrès (printemps 1979), le P.C.I. a dû affronter nombre de problèmes qui constituent le cadre de son évolution actuelle : la fin de la politique de « solidarité nationale » (qui revenait pour les communistes à soutenir au Parlement la politique de la démocratie chrétienne) et le recul électoral sanctionnant cette ligne (de 34,4 % en

1976, le P.C.I. passait à 30,4 % en 1979). Sur le plan international, les réactions du P.C.I. à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, puis à la crise polonaise, furent les prémices du « tournant » de novembre 1981. A la télévision, M. Berlinguer prononça sa fameuse phrase : « La force propulsive de la révolution d'Octobre est désormais épuisée ».

De ces événements, le document du comité central de novembre 1982, qui a été, ces dernières semaines, à la base des discussions préparatoires au congrès, tire les conclusions, essayant de présenter ces thèmes en des termes plus politiques qu'idéologiques. Il porte sur trois grands thèmes : d'abord, l'alternative démocratique « à la démocratie chrétienne et à son système de pouvoir », qui, selon le P.C.I., doit se construire sur « l'entente entre les forces de gauche et les autres forces démocratiques » ; ensuite, le rejet du modèle soviétique et l'insistance sur la démocratie nécessaire au développement du socialisme ; enfin, le problème du fonctionnement interne du parti.

Le projet de thèses du comité central a donné lieu à 569 amendements. Mais c'est par une majorité quasi plébiscitaire (96,57 %), avec 1,2 % de

votes contraires et 2,2 % d'abstentions, que les délégués ont approuvé la ligne définie par la direction.

Les congrès provinciaux ont en fait contribué à déplacer l'importance des questions qui seront au cœur du débat de ce seizième congrès du P.C.I. Alors qu'il y a quelques semaines on pouvait penser qu'il serait dominé par les questions du jugement sur l'Union soviétique et par le débat ouvert à la suite des amendements présentés par M. Cossutta au document du comité central, c'est un autre problème, celui de la démocratie interne, et plus particulièrement du centralisme démocratique, qui est devenu le principal thème du débat.

Les congrès provinciaux ont consacré en fait un recul des pro-soviétiques, lesquels l'attribuent à des filtrages successifs pour l'élection des délégués. Certes, les travaux de ces congrès ont été orientés vers le problème politique de base du P.C.I., l'alternative démocratique de fond : l'« alternative démocratique » et les débats dans les sections ont avant tout mis en lumière les insatisfactions provoquées par le fonctionnement de la vie interne du parti et la manière dont sont prises les décisions par une direction qui ne cherche qu'ensuite à obtenir l'adhésion de la base.

Le recours au vote à bulletin secret pour l'élection des délégués au congrès national a témoigné d'un mécontentement latent, et les résultats n'ont pas été sans surprise, des dirigeants prestigieux enregistrant de substantielles régressions dans la liste des élus.

Comme l'attachement à l'Union soviétique, la politique de « compromis historique » a aussi ses nostalgiques, enclins à voir l'« alternative démocratique » comme une version diluée. L'« Unità » a symboliquement placé le congrès sous le signe de Marx à la fin du vingtième siècle. Beaucoup de militants voient sans doute ce qui du marxisme n'est plus valable dans une société industrialisée, mais ils ne perçoivent pas encore les lignes de force de l'alternative qu'on leur propose. Entre l'airitage bolchevique et le « parti différent » par rapport aux autres dont parle M. Berlinguer, il y avait une continuité. Mais, aujourd'hui, c'est à une différence par rapport à ce qui fit leur identité que M. Berlinguer convie les communistes italiens.

Dossier établi par PHILIPPE PONS

Les voies tortueuses de l'alternative démocratique

Plus qu'ailleurs coexistent à Naples, au sein du P.C.I., plusieurs « âmes », avec leurs exclusives et leurs nostalgies, tout schématisant étant au demeurant d'autant plus hasardeux dans le cas de la troisième ville d'Italie qu'est complexe le jeu d'une classe politique rompue depuis les Bourbons, à la dialectique du pouvoir.

Naples a été l'un des creusets où s'est articulée, approfondie et affinée la politique du compromis historique, c'est-à-dire la tentative de convergence des forces communistes et démocrates-chrétiennes, les deux grandes composantes politiques nationales. De là, une certaine difficulté de rompre avec le passé pour un P.C.I. qui tente aujourd'hui de se dégager de sa tradition en portant un jugement sévère sur l'Union soviétique et en prônant l'alternative démocratique. Le passage ne s'est pas fait sans nostalgie.

Beaucoup moins manichéenne, infiniment plus « italienne » dans sa subtilité que celle que suscita sa rupture avec l'U.R.S.S., est la nostalgie que certains nourrissent à l'égard de la politique du compromis historique, voire de la forme qu'il prit entre 1976 et 1979 de « solidarité nationale ». Naples est d'autant plus symptomatique à cet égard que depuis 1975 la ville est gouvernée par une administration de gauche avec l'appui de la démocratie chrétienne. Cette situation, inverse de celle qui existait au temps de la « solidarité nationale » au niveau gouvernemental, est due à la composition du conseil municipal où sont présents dix-huit néo-fascistes du M.S.I., dont aucune force politique ne souhaite voir les voix s'incorporer à sa majorité. De là une nécessité de compromis.

A une majorité relative de gauche (P.C.I., P.S.I. et P.S.D.I.) forment l'exécutif de la municipalité de Naples, les démocrates-chrétiens avaient jusqu'à présent apporté leur soutien, notamment en votant régulièrement le budget annuel. Cet équilibre a été rompu : d'une part, la majorité de gauche s'est effritée en raison d'un scandale (le racket sur la construction de tombes dans les cimetières) où étaient compromis des sociaux-démocrates et un républicain, qui, en conséquence, ont renoncé à siéger au conseil municipal. D'autre part, le changement d'attitude de la démocratie chrétienne, qui, en 1982, était même

allée jusqu'à signer une sorte d'accord de programme de gouvernement, et, début 1983, annonçant que cette expérience était terminée, a mis en crise la municipalité de Naples et contraint son maire, M. Velenzi, à donner sa démission. Cette rupture du pacte entre démocrates-chrétiens et partis laïcs, qui apparut dictée par la direction de la D.C. pour contraindre les petits partis et les socialistes à choisir leur camp (avec ou contre eux) et rejeter les communistes dans l'opposition, a profondément influencé le congrès provincial du P.C.I. qui s'est tenu du 18 au 20 février.

Contre la « Realpolitik » du maire

Il y a toujours eu deux grandes « âmes » dans le P.C. napolitain. Ceux qui, au niveau de la municipalité et derrière M. Velenzi, ont été favorables à une alliance des « forces saines » du pays. « Je crois toujours, nous dit le maire, à un accord qui permet de mobiliser les énergies contre le Cancer, le terrorisme et l'inflation. Pour cela, il faut une entente, y compris avec la démocratie chrétienne : ce qui est vrai à Naples l'est aussi pour le reste de l'Italie. »

A cette « Realpolitik » de M. Velenzi s'oppose une bonne moitié du P.C. napolitain, qui, au niveau de la fédération régionale et des cellules, avait accepté le compromis historique plus par discipline de parti que par conviction. « Quand on vit dans la périphérie de Naples et qu'on voit la Camorra se raviver et l'inflation, pour cela, il faut une entente, y compris avec la démocratie chrétienne : ce qui est vrai à Naples l'est aussi pour le reste de l'Italie. »

La crise municipale fait basculer le congrès provincial dans sa grande majorité vers l'alternative démocratique. « Le socialisme de la démocratie chrétienne a rejeté le P.C.I. vers la gauche », commente M. Velenzi, qui lui-même, à fait un discours très anti-démocrate-chrétien au congrès. Dans une ville comme Naples, l'attitude de

la D.C. a mis en relief la coexistence de deux mondes qui semblent vivre dans des temps différents, celui de la ville réelle avec ses problèmes énormes (séculaires mais aussi nouveaux : la reconstruction, la chômage) et celui d'un conseil communal paralysé par ses luttes politiques qui parissent complètement étrangères aux carences des services sociaux.

« Très clairement, affirme un tenant de l'alternative démocratique, l'alliance avec la démocratie chrétienne apparaît incompatible avec un projet de transformation sociale. » Il reste que pour les nostalgiques de l'entente avec la D.C. l'alternative démocratique sa conçoit cartes comme une alliance des forces de gauche, mais qu'elle doit aller jusqu'à inclure les composantes « saines » de la D.C. Cette conception classique de l'alternative est au demeurant partagée par ceux qui ont toujours pensé la compromission historique non comme un accord de gouvernement — ce qu'il est devenu avec la politique de solidarité nationale — mais comme une alliance avec les mouvements sociaux catholiques qui constituent la base de la démocratie chrétienne.

Le congrès du P.C.I. de Naples est révélateur des problèmes que devra affronter le congrès national de Milan. Le question du jugement sur l'Union soviétique, qui, pensait-on il y a quelques semaines, allait être le point de référence des clivages, est déjà supplantée par d'autres problèmes. Est notamment apparue clairement une certaine réticence envers la direction du parti et surtout sa manière quelque peu autoritaire de décider en ne cherchant qu'ensuite l'adhésion de la base.

Signe sans doute de l'insuffisance de l'ouverture du débat interne, la vote à bulletin secret a provoqué quelques surprises : par exemple, la régression dans la liste des délégués du congrès national de M. Giorgio Napolitano, membre de la direction, chef du groupe parlementaire du P.C.I., et l'un des plus prestigieux dirigeants de celui-ci. Le mécontentement s'est porté sur des personnes, ce qui sans doute est injuste, parce qu'il ne peut s'exprimer, ou imparfaitement, dans un débat ouvert, ce nous dit un intellectuel du parti. Des insinuations dont la direction devra tenir compte pour le déroulement du congrès de Milan.

CORRESPONDANCE

A propos des « kaboulistes » de « Paese-Sera »

A la suite de l'article sur le quotidien romain Paese-Sera intitulé « Les « kaboulistes » auraient-ils leur quotidien ? », paru dans le Monde dans 20-21 février, nous avons reçu de M. Piero Pratesi, directeur de ce journal, une lettre contenant les précisions suivantes :

« Cet article fait référence uniquement à des polémiques malheureuses au début de l'année 1982, plutôt qu'à ce que le journal a été et écrit

depuis deux mois... Il aurait fallu savoir, par exemple, qu'en fait de catholiques-communistes ou de communistes-catholiques dans la rédaction, s'il y en a un, c'est le sous-jugé lui-même, qui au surplus n'a jamais été communiste au sens strict... En fait d'embauche, on a seulement repris ceux qui avaient été mis en chômage voilà un an, et le directeur pourrait difficilement s'entourer de

représentants de « tendances ». Personnellement, je n'aime pas l'antisocialisme, qui me paraît pernicieux, mais je n'aime pas non plus Kaboul... Il semble que, par un étrange préjugé, le fait de s'interposer son opinion dans l'aire communiste, que beaucoup souhaitent un élément de libération, ne puisse être défini autrement qu'en termes sinon péjoratifs, du moins simplificateurs et soupçonneux.

La difficile renonciation à la référence à l'Union soviétique

« H EUREUSEMENT que l'U.R.S.S. même une politique de puissance : non seulement parce qu'elle constitue ainsi un contre-poids à l'impérialisme, mais aussi parce qu'elle nous permet à nous, P.C.I., et au tiers-monde, de survivre. Sans l'U.R.S.S., on serait déjà tous morts », affirme M. Pietro Firola, trente-trois ans, technicien de la compagnie d'électricité municipale de Milan. Pour lui, comme pour beaucoup de membres de la section Pietro-Scaccia — qui a voté en masse les amendements en faveur de l'U.R.S.S. au document de base du comité central présentés par M. Cossutta, — l'Union soviétique reste un modèle.

« Il y a eu des erreurs mais les conquêtes sociales restent incontestables (droit au travail, aux études, à la santé). Ce sont des objectifs qui sont aussi valables pour nous : alors, parler de la fin de la force propulsive de la révolution d'Octobre, comme la fait la direction, est un jugement liquidateur que je n'accepte en rien. »

Rôle et force des « afghans »

Volontiers ironique et cinglant à l'égard de la direction de son parti, dénonçant la marginalisation dont, selon lui, ont été victimes les tenants du courant pro-soviétique dans la désignation des délégués au congrès national qui commence le 2 mars, M. Firola et ses compagnons sont représentatifs d'une sorte d'« avant-garde », radicale dans ses propos, du pro-soviétisme au sein du P.C.I. : ceux que l'on appelle par dérision les « afghans » ou les « kaboulistes », parce que, contrairement à la direction, ils ne condamnent pas l'intervention soviétique en Afghanistan. Des appellations que nos interlocuteurs récusent énergiquement, estimant représenter au contraire la tradition du parti communiste.

Alors qu'au sein des organes dirigeants du P.C.I. cette composante pro-soviétique reste faible (deux membres du comité central sur cent quarante ont voté le 25 novembre les amendements au document de la direction et trois se sont abstenus), elle est plus importante, quoique diffuse et peu homogène, à la base, précisément parce que le strappo (la rupture) avec l'U.R.S.S. est avant tout une déchirure dans une tradition. Avec une gamme de variantes et de nuances, exprimée ouvertement par des votes ou simplement dans des conversations, sans franchir le pas de se démarquer du berlinguerisme, l'attachement à l'U.R.S.S. tient pour beaucoup à un état d'âme.

Il relève d'une culture, de la nécessité aussi de s'accrocher à des certitudes : « Il ne s'agit pas de faire de l'U.R.S.S. un mythe, mais, s'il n'y a plus de point de référence, pourquoi se battre ? », nous dit un ouvrier de Sesto-San-Giovanni, bonhe ouvrier de Milan.

« L'U.R.S.S., explique un autre, ce n'est pas un modèle, c'est une

force qui incarne des idéaux, ceux de la révolution d'Octobre : il y a eu des erreurs, mais les idéaux, eux, n'ont pas perdu leur force propulsive. »

« Est-ce que l'on peut dire que les idéaux de la révolution française ont perdu leur force propulsive ? », réchéri pour sa part M. Cossutta, vice-président de la région lombarde.

Combien sont les « afghans » du P.C.I. ? Les estimations varient entre 5 % et 20 % des militants. Ils se sont en tout cas donnés beaucoup de peine pour se faire entendre, développant la diffusion de leur revue *Interstampa*, ou redonnant vie à des associations locales italiennes. Sans doute a-t-on quel que peu dramatisé le « péril » soviétique — à commencer par le P.C.I. lui-même — et, au demeurant, le document du comité central présente la condamnation de l'U.R.S.S. en des termes beaucoup plus nuancés, voire ambigus, que ne le firent les dirigeants dans leurs prises de position sur la Pologne en décembre 1981.

C'est à Milan, capitale industrielle de l'Italie, que la présence des « afghans », et, apparemment, est la plus notable : 15 % des membres du congrès provincial de Lombardie ont révoqué les amendements de M. Cossutta. « En réalité, le système de vote et un parti pris des représentants de la fédération régionale ont écarté notre représentation », affirment les « cossutians », qui estiment constituer 30 % du parti en Lombardie.

Ce n'est pas un hasard si Milan est la ville où le pro-soviétisme est le plus marqué. Il y a toujours eu dans le P.C. milanais une forte tradition « résistante », issue de la Résistance. Le groupe dirigeant milanais s'est d'ailleurs déjà trouvé en opposition, même avec Togliatti : notamment en 1944, lors du « tournant » (svolta) de Salerno sur la question de l'Union des forces contre le fascisme en laissant de côté le problème du système institutionnel (alors la monarchie). Pour nombre de communistes milanais, c'était là une trahison.

De même, au lendemain du vingtième congrès du P.C.U.S., en 1956, la « voie italienne » vers le socialisme, définie par Togliatti ne fut pas acceptée sans heurts. Ironie de l'histoire, il revint alors à M. Cossutta d'« homogénéiser » la direction du P.C. milanais, c'est-à-dire d'évincer ce qui restait de stalinisme... La survie de cette culture ne facilite pas aujourd'hui l'acceptation de la ligne de la direction, qualifiée de social-démocrate.

Où est la « troisième voie » ?

Sans aller contre la direction, de vieux militants estimés, comme M. Giovanni Pesce, médaillé d'or de la Résistance, se sont symboliquement abstenus lors des votes au congrès provincial. Plus symptomatique du traumatisme qu'a provoqué la nouvelle ligne de la direction est le fait que, parmi les « cossutians », se rangent nombre de jeunes. Le phénomène est notable à Sesto-San-Giovanni. Il est certes difficile de ne pas être manichéen dans ce décor sorti tout droit d'un film néo-réaliste, avec sa rue Karl-Marx, ses murs couverts de représentations de faucilles et de marteaux et d'inscriptions rageuses, ses « enfilières » de H.L.M., ses usines à l'infini (Breda, Falch, Marelli), dont certaines pratiquent le chômage technique à haute dose.

Dans ce « Stalingrad » italien, haut lieu de la résistance au fascisme, bastion de l'ouvrierisme, vivier du terrorisme en usine (dans

son cimetière repose Walter Alasia, le jeune ouvrier « brigadiste » tué en 1976 par les carabinieri et dont une colonne des Brigades rouges prendra le nom), sont venues se fracasser bien des utopies. Or, aujourd'hui, c'est le tour de la thèse de la « classe ouvrière accablée de l'histoire » qui semble vaciller.

Même Sesto n'est plus ce qu'elle a été : avec le développement du secteur tertiaire dans le centre, elle a perdu son caractère de banlieue ouvrière typique. Et les cercles du P.C. ont fait place aux cinémas et aux parkings. De là une régression de la vieille, et sans doute mythique, solidarité de classe dont parlent dans les cafés les militants formés à l'école de la Résistance. Lise au chômage technique et à l'apparition de la drogue, cette désagrégation du monde ouvrier tend à faire perdre son poids sociologique au prolétariat comme classe porteuse d'avenir.

Pour le militant communiste, même jeune, confronté déjà à cette nouvelle réalité, le balayage de la référence à l'U.R.S.S. est difficile à accepter. « Qu'est-ce qui nous différencie dans ces conditions des autres partis ? », interroge une militante. « Certes, poursuit-elle, il faut tenir compte de ces « nouveaux sujets sociaux », qui au demeurant existaient bien avant que la direction et la mode s'en préoccupent, mais c'est à la classe ouvrière d'exprimer leurs intérêts. Le document du comité central n'est acceptable qu'à condition que soit précisé le choix d'une ligne radicalement anticapitaliste, qui est absente de cette « troisième voie », encore bien fumée, de M. Berlinguer. »

En fait, le problème du jugement porté sur le « socialisme réalisé » a déclenché une série d'interrogations au sein du parti. Au désenchantement des tenants de l'ouvrierisme, se sont ajoutées l'impatience des jeunes « pacifistes » demandant que l'Italie sorte de l'OTAN et l'amertume de ceux qui critiquent le centralisme démocratique. Cette dernière question étant posée depuis vingt ans par un homme comme Ingrao (la gauche du P.C.I.), qui n'a guère de tendresse pour l'U.R.S.S., et est sans doute plus crédible que M. Cossutta sur ce terrain.

Il reste que les « cossutians » ont cristallisé les déceptions sur les formes de la vie interne du parti, en mettant l'accent sur la marginalisation, comme étant de nature « fractionniste », de toute opinion discordante par rapport à la ligne de la direction. « Sans doute, dans sa « sagesse », nous dit avec un point d'ironie un membre de la fédération nationale, le groupe dirigeant tient-il compte des diverses sensibilités dans ses choix. Mais, lorsque le désaccord est ouvert, cette « sagesse » ne suffit plus : il faut des garanties. »

« Le risque, souligne pour sa part un « cossutian », c'est d'aboutir à une sclérose du débat et d'encourager le conformisme : ce que nous revendiquons, c'est un droit au désaccord. »

Depuis le dernier congrès, il y a cinq ans, font valoir en outre ses interlocuteurs, la ligne a changé trois fois (sur la question du compromis historique, de l'U.R.S.S., et de la majorité des 51 % que désormais M. Berlinguer considère suffisante pour gouverner) et, à chaque fois, la base a été mise devant le fait accompli : ce n'est qu'après que l'on a cherché à « conquérir » son adhésion. Partie de la question du jugement sur l'U.R.S.S., la polémique lancée par les pro-soviétiques a, à la veille du congrès, largement dépassé son thème initial. Au demeurant, il ne manque pas de savoir que ce soient précisément ceux qui se réclament de l'U.R.S.S. qui posent le problème de la démocratie interne dans le P.C.I.

ARLEQUIN
loterie nationale
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale

Jean-Paul II a quitté Rome ce mercredi 2 mars, à 7 h 30 GMT (8 h 30 heure de Paris), pour un voyage d'une semaine en Amérique centrale que l'Observateur Romano, journal du Vatican, juge particulièrement risqué, tant du point de vue de la sécurité personnelle du pape que des répercussions politiques éventuelles. Jean-Paul II devait faire escale à San José de Costa-Rica, première étape de son voyage dans les sept États de l'Amérique centrale et à Haïti. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises par les autorités du Costa-Rica, ainsi que par celles des autres pays visités.

La violence en Amérique centrale se poursuit, bien que le général Garcia, ministre de la défense du Salvador (où Jean-Paul II est

attendu le dimanche 6 mars), ait laissé entendre, mardi 1^{er} mars, qu'une trêve tacite des combats pourrait finalement être envisagée durant la visite papale. Les représentants du Front Farabundo-Marti de libération nationale ont réaffirmé, de leur côté, leur intention de cesser toute action armée. Mais la découverte d'un nouveau massacre de paysans par les forces armées a relancé, mardi, la tension à San-Salvador. Une vingtaine de paysans au moins, dont des femmes et des enfants, auraient été fusillés par des militaires dans une coopérative agricole à une soixantaine de kilomètres de la capitale. Le général Garcia a promis une enquête officielle. Mgr Rivera y Damas, successeur de Mgr Oscar Romero, assassiné en mars 1980, a été nommé, mardi, archevêque en titre de San-Salvador par Jean-

Paul II. Se réclamant de la même ligne que le prêtre assassiné par l'extrême droite salvadorienne, Mgr Rivera y Damas, administrateur apostolique de la capitale depuis mars 1980, a vivement déploré, mardi, les intentions prêtées à M. Reagan d'accroître le nombre et le rôle des conseillers militaires américains au Salvador. Il a insisté sur la nécessité d'une trêve dans les combats. Un porte-parole du gouvernement salvadorien a écarté, de son côté, toute possibilité d'amnistie pour les prisonniers politiques à l'occasion de la venue de Jean-Paul II.

La tension persiste également au Nicaragua, où le pape est attendu vendredi 4 mars. Seize membres d'une organisation sandiniste y ont été tués lundi lors d'un affrontement avec un groupe de somozistes à la frontière nord du pays.

LA SÉCURITÉ DU PAPE

Gardes suisses, gorilles et voitures blindées

« La visite de Jean-Paul II en Amérique centrale est la plus risquée qu'il ait jamais effectuée en tant que pape, car cette région est un volcan bouillonnant de violence, de révolution et de pauvreté. » Ce jugement de l'hebdomadaire américain Time est largement partagé par tous ceux qui ont organisé ce voyage.

Les proches de Jean-Paul II au Vatican ne dissimulent pas leur appréhension et se demandent même s'il est sage pour le pape de multiplier ainsi les voyages à l'étranger et d'aller au-devant de dangers non négligeables. Ils affirment que Jean-Paul II refuse de s'attacher personnellement aux mesures concernant sa sécurité, malgré les deux attentats graves dont il a déjà été victime. Il en laisse la charge aux services du Vatican et aux autorités des pays qui le reçoivent.

C'est ainsi qu'il a refusé un gilet pare-balles qu'on lui proposait après l'attentat du 13 mai 1981, place Saint-Pierre. Il a en revanche accepté que sa voiture soit blindée et que le soient également les « papamobiles », ces véhicules inaugurés en Espagne et dont un exemplaire a déjà été schématisé au Guatemala, où le gouvernement du général Rios Montt a refusé d'engager des dépenses exceptionnelles pour la visite d'un pape dont la venue ne satisfait guère les très nombreux et très passionnés partisans des Églises protestantes dans ce pays.

Jusqu'à sa visite en Espagne, en 1982, Jean-Paul II avait, lors des quinze autres voyages à l'étranger, été « protégé » par Mgr Paul Marcinkus, le robuste archevêque américain surnommé « le gorille du Saint-Père », qui est le président de

la Banque du Vatican (institut pour les œuvres de religion). A la suite du scandale du Banco Ambrosiano, où il a été mis en cause, ce prêtre n'accompagne plus Jean-Paul II. Il a été remplacé par le jésuite napolitain Roberto Tucci, directeur de Radio-Vatican, qui, bien que sportif et passionné de tennis, n'est pas en mesure de remplir véritablement les fonctions de « gorille ». Il se borne à organiser les voyages.

D'un pays à l'autre

En Amérique centrale, Jean-Paul II sera accompagné, comme d'habitude, par deux gardes suisses et par le commandant des gardes, Camillo Cibin, qui pourra, cette fois-ci, être accompagné de plusieurs de ses hommes. « En tout cas, assure-t-on au Vatican, la présence de quatre ou cinq gendarmes ou lieu des deux habituels ne saurait être interprétée comme une mesure de sécurité plus importante. Elle sera tout simplement la réalisation du souhait du pape d'éviter d'être entouré par des agents du pays armés de mitraillettes. »

An Costa-Rica, pays sans armée, où Jean-Paul II doit passer deux nuits, les mesures de sécurité seront « les plus civiles possibles ». Quelques deux mille cinq cents hommes de différents corps assureront sa protection à son arrivée, dans la soirée du mercredi 2 mars, et le 3, lors de ses activités à San-José. Certains lieux seront interdits d'accès, comme l'aéroport, la résidence présidentielle, l'hôpital des enfants et la cathédrale métropolitaine.

Le gouvernement du Costa-Rica a demandé au Panama la collaboration de sa garde nationale pour assurer une surveillance aérienne à bord de deux hélicoptères, ainsi que le détachement de vingt experts chargés de la sécurité. Les autorités ont aussi décidé de contrôler plus étroitement la présence et l'entrée d'étrangers sur le territoire costaricien. Jean-Paul II parcourra San-José, la capitale, à bord d'une « papamobile » construite par une entreprise locale.

Au Guatemala, où Jean-Paul II se rendra le 6 mars au soir, quelques milliers de policiers et de soldats seront mobilisés. Le dispositif de sécurité sera particulièrement sévère dans la ville de Quetzaltenango, à l'ouest du pays, où il doit rencontrer les Indiens le 7 mars. Dans tous ses déplacements, le pape utilisera une « papamobile », sauf pour le voyage de Guatemala à Quetzaltenango, pour lequel il prendra un hélicoptère. Un véhicule blindé, sans doute la « papamobile », l'amennera ensuite au milieu des sept cent mille personnes attendues sur place.

An Nicaragua, Jean-Paul II doit rester onze heures, il se rendra en hélicoptère de l'aéroport Augusto-Cesar-Sandinin jusqu'à Lennu, à 90 kilomètres à l'ouest de Managua, où il célébrera une messe.

Au Salvador, le 6 mars, les mesures de sécurité seront « très importantes », a indiqué un porte-parole militaire. Deux mille soldats, pour la plupart habillés en civil, seront placés avant l'arrivée de Jean-Paul II à des endroits stratégiques, affirme-t-on à San-Salvador. Jean-Paul II doit se rendre en véhicule découvert de l'aéroport d'Ilopango jusqu'à San-Salvador, mais on envisage, à aussi, la construction d'une « papamobile » blindée. Equipes médicales et ambulances sont prévues.

Costa-Rica :

Le charme discret de la démocratie

Le Costa-Rica n'est plus tout à fait ce qu'il était : une oasis paisible, nonchalante, un peu surannée mais charmante, dans une Amérique centrale en proie à la violence. Mais il reste encore largement une exception - ce qui n'est pas sans lui procurer de graves et nouveaux soucis - alors que les rumeurs de conflits armés grossissent à ses frontières.

San Jose, sa capitale, juchée sur le haut-plateau verdoyant et frais, a le savoir dédaigné d'une sous-préfecture française de la Belle Époque. Il faut descendre sur la côte atlantique, à Puerto-Limon, pour retrouver la turbulence noire et la moiteur des tropiques. Originalité : la population du Costa-Rica est largement blanche, et le pays n'a pas de véritable armée. Le souci numéro un des dirigeants a toujours été de donner la priorité à l'éducation. Pendant des décennies, les seuls ennemis des Ticos, les habitants du Costa-Rica, se trouvaient au nord, dans ce Nicaragua dominé par le clan des somozas. Pour s'opposer, entre autres, aux visées expansionnistes des « Nicas » et des somozas, l'ancien président et fondateur du Mouvement de libération nationale, « Don Pepe » Figueres, avait créé une légion des Caribes, hostile à tous les totalitarismes, de gauche comme de droite. Confrontés à une montée des périls, économiques, politiques et

étrangers, les Costariciens sont restés modérés, pacifiques, et ils pratiquent la démocratie avec discrétion et constance.

L'accélération des tensions dans la région a cependant touché à son tour le Costa-Rica, moins ignoré, moins protégé, plus menacé de troubles, jusqu'alors réservés aux républiques « bananières » de l'isthme. Des conflits sociaux ont éclaté, particulièrement sur la côte atlantique, dans les plantations de bananes, en partie contrôlées par des sociétés nord-américaines. En août 1979, puis en 1980, Puerto-Limon a été paralysé par des grèves, et le garde-chiève a dû intervenir brutalement.

La guerre entre les sandinistes et somozas, puis la victoire à Managua des révolutionnaires, victoire souhaitée et approuvée par le gouvernement alors démocrate-chrétien de M. Carrazo, ont eu des répercussions au Costa-Rica. Pendant la guerre contre la dictature de somozas, des dizaines de milliers de réfugiés nicaraguayens avaient trouvé refuge au Costa-Rica. Des appasants de gauche, la « groupe des douze », avaient leur quartier général à San-José.

La radicalisation de la situation au Nicaragua a conduit de nouveaux réfugiés au Costa-Rica, hostiles au sandinisme mais à l'égard du gouvernement (au pouvoir depuis 1982) de M. Luis Alberto Monge, membre du Mouvement de libération nationale de Figueres, mais très lié aux États-Unis, s'efforce de ne froisser personne et de défendre une neutralité difficile. La très lourde dette extérieure (environ 4 milliards de dollars) réduit encore la marge de manœuvre de M. Monge, qui répète que l'aide américaine, indispensable, ne saurait hypothéquer l'indépendance et le souverainisme du pays. Mais le Costa-Rica est déjà, de toute évidence, impliqué dans les conflits d'Amérique centrale, et il participe au projet de création d'une alliance « démocratique » avec le Salvador et le Honduras.

M. N.

Canada

La visite à Paris de l'ambitieux premier ministre de l'Ontario

L'Ontario va réduire considérablement les taxes qui frappent les vins étrangers. Tel est le principal résultat de la visite de trois jours qu'a achevée, mardi 1^{er} mars à Paris, le premier ministre conservateur de cette province anglophone canadienne, M. William Davis. M. Michel Jobert, qui l'avait invité en France, devait se réjouir a priori de voir ainsi les vins français mieux à même de pénétrer un marché important (on consomme de plus en plus de vin en Amérique du Nord). Hélas ! cette mesure va probablement surtout profiter aux vins new-yorkais, californiens, voire tawans. Car si les Québécois ont un faible pour le Bordeaux ou le Bourgogne, les Ontariens, qui ont d'ailleurs une petite production locale, ont pris l'habitude de boire le vin de Concord (dans l'État de New-York) ou le pinot noir de Californie.

M. Davis, qui est un homme sérieux, un conservateur convaincu et un partisan convaincu de la libre entreprise, ne mettait pas le vin en premier rang de ses préoccupations en venant en France. Il a fait ce cadeau au mi-

nistre du commerce extérieur, et puis, il a parlé « business ». Le sujet qui tient au cœur du premier ministre ontarien est celui des technologies de pointe, dont sa province est abondamment pourvue. Dans le domaine des fibres optiques, comme dans celui des communications en général, la province anglophone est en effet bien placée. Après avoir été le moteur industriel du Canada, l'Ontario cherche à devenir son cerveau en développant les activités nouvelles concernant l'informatique, la communication à distance et les nouvelles techniques médicales et biologiques.

M. Davis lui-même, dont c'était le premier voyage officiel en France, alors qu'il est premier ministre depuis 1971, poursuivait vraisemblablement aussi à Paris un but plus personnel. Le parti conservateur est à la recherche d'un nouveau leader fédéral, qui sera peut-être le prochain premier ministre du Canada, si on en croit les sondages, quand M. Trudeau se retirera. M. Davis estime sans doute que l'heure est venue pour lui de se faire mieux connaître à l'étranger. — D. Dh.

El Salvador

La guérilla des jours ouvrables

Les forces armées salvadoriennes ont intensifié leurs opérations mardi 1^{er} mars, à Guazapa, à 30 kilomètres de la capitale, et dans le département de Cabanas, au nord du pays. Les combats sont qualifiés de « très durs » par un porte-parole militaire qui a fait état de « succès ». Ces dernières semaines, les forces régulières ont souvent abandonné les villages à la guérilla pour se concentrer sur la défense des villes, ainsi que le rapporte notre envoyé spécial.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Guerre ou pas, le week-end est sacré, dans le capitale. Dès la vendredi soir, les fêtes se multiplient. Les boîtes sont pleines. Aucun orchestre, même médiocre, ne manque de contrat, et ceux qui préfèrent la calme ont toujours le loisir d'aller se dorser sur les plages du Pacifique. San-Salvador déborde d'activité. On s'y emuse plus que dans aucune capitale d'Amérique centrale. Un peu pour oublier, sans doute ; un peu pour nier la réalité.

Au nord, vers Suchitoto, la route a été coupée, le samedi dernier, par la guérilla. Plusieurs postes de contrôle de l'armée ont été attaqués. Bilan, selon les autorités : une trentaine de morts, dont au moins sept militaires. Quand on s'éloigne de San-Salvador, vers le nord, on s'abandonne à l'impression que la vie suit normalement son cours. Au kilomètre 60, tout s'arrête. Plus personne ne circule. Les soldats sont absents, les guérilleros aussi. Dès qu'on se rapproche du village de La Palma, proche de la frontière hondurienne, la vie recommence, hors du contrôle de l'armée. Des jeunes, en chaussures de sport, vont jouer leur match de football hebdomadaire ; l'église est pleine.

Le curé fait son sermon sous un tableau multicolore du Christ et cette phrase peinte en grandes lettres rouges : « Venez à moi, vous qui êtes fatigués ». Fin janvier, les rebelles ont pris La Palma, qui était défendue par des policiers et des membres des patrouilles civiles. Ils sont revenus le 6 février et ont organisé un défilé militaire et un meeting avant de faire leurs emplettes.

« Ils se contentent de piller »

« Je ne sais pas exactement tout ce qu'ils font, dit une vieille commerçante toute ridée. A partir de 5 heures du soir, chacun s'enferme chez soi. On a surtout peur de ceux qui pillent. En ce qui me concerne, ils ont payé tout ce qu'ils ont pris sans problème. » En face, le représentant de la compagnie de télécommunications amplies ses meubles dans un camion. Ceux qui démontrent ne sont guère bavards. « L'armée ne vient plus depuis le début décembre. Eux, si. »

Dans Chelatenango, chef-lieu du département du même nom — le dimanche aussi est sacré. La discipline est souple. Il faut multiplier les inspections afin d'éviter que les soldats ne s'enivrent. On a déploré plusieurs morts de ce fait ces derniers temps. Pour faire ses tournées conformément aux ordres du capitaine, un jeune cadet formé à Panama prend son fusil et enfila son harnachement : gourde, chargeurs et un walkman. Il

s'installe confortablement à bord d'une jeep blanche, ajuste les écouteurs et en gèle une balle dans le canon de son fusil.

Le camp d'El Paraíso, quelques kilomètres plus au sud, est le plus moderne de l'armée. C'est là que sont formées certaines unités d'élite. L'officier de garde reçoit fort courtoisement les journalistes de passage. L'occupation de nombreux villages du département par la guérilla ne l'inquiète pas outre mesure. « Nous les avons abandonnés », dit-il, « se contentent de rentrer et de piller, affirme-t-il. Notre tort à long terme est de vouloir mener une guerre propre, une guerre régulière et de protéger la population des méfaits des subversifs. Nous devons maintenant nous concentrer et gagner en mobilité. Aujourd'hui, cent soldats dans un village ne suffisent plus. Les autres viennent à mille et finissent par l'emporter. »

Ce vieux routier ajoute : « Je ne peux pas toujours envoyer des renforts, car ils dressent des embuscades sur tous les chemins qui mènent aux points qu'ils attaquent ; de plus, ils choisissent d'agir de préférence la nuit. Je serais fou d'envoyer mes hommes dans ces conditions. Alors j'ai inventé une nouvelle tactique : quand ceux qui sont assiégés ne peuvent plus faire face, je dis à mes hommes : oubliez le romantisme. Cachez vos fusils, mettez-vous en civil et sauvez votre vie. Aujourd'hui, ce sont eux qui portent un uniforme et se déplacent en camion, et nous qui employons leurs stratagèmes. »

Ce qui est nouveau, c'est que la guérilla fait beaucoup de prisonniers et qu'elle les relâche. Voilà qui inquiète les militaires et leurs conseillers américains : « S'ils les gardent assez longtemps pour leur lever le cerveau, nous les renvoyons dans leurs foyers. Ils sont trop dangereux, poursuit l'officier. Surtout que maintenant ils s'adressent par mégaphone aux soldats avant de les attaquer et leur promettent la vie sauve s'ils se rendent. Nous ne pouvons pas tolérer que l'un d'entre eux dise à ses camarades : « C'est vrai, j'ai déjà été prisonnier et ils m'ont bien traité. »

Rien de tout cela me semble cependant suffisant pour inquiéter l'officier. « On leur laisse les villages, dit-il, car ils n'ont aucune importance stratégique. Et puis quand il n'y a pas de soldats, c'est moins dangereux pour la population. En fait, presque tous les vrais Salvadoriens ont déjà déserté la guérilla. Seuls les mercenaires se battent. On m'a même dit qu'il y avait des Français parmi eux. »

FRANCIS PISANI.

LE SOUVERAIN PONTIFE A NOMMÉ Mgr RIVERA Y DAMAS ARCHEVÊQUE DE SAN-SALVADOR

(De notre correspondant)

Rome. — Pour la première fois à la veille d'un voyage papal, l'Observateur Romano, dans son édition spéciale du 1^{er} mars consacrée à l'Amérique centrale, parle des « risques » pour la sécurité personnelle de Jean-Paul II. Dans un article de première page, le cardinal Lopez Trujillo, président du conseil épiscopal latino-américain, affirme qu'il « est impossible de minimiser ou d'oublier les risques ». Il souligne que ceux-ci concernent également les possibilités de « manipulation par des interprétations politiques calculées et erronées ».

Mardi 1^{er} mars, Jean-Paul II a nommé Mgr Arturo Rivera y Damas archevêque de San-Salvador en titre (nos dernières éditions du 2 mars). Cette nomination renforce la position du successeur de Mgr Romero, assassiné en mars 1980. Jean-Paul II a, d'autre part, reçu la vice-présidence de l'Association des évêques de « disparus » d'Argentine, qui lui a remis un dossier sur les disparitions de trente mille personnes en Amérique latine.

Dans sa prière en polonais prononcée au cours de son audience générale, le pape a dit : « Les expériences de ma nation m'aidèrent à accomplir ma mission évangélique envers des populations qui sont tant éprouvées en cette période de l'histoire. » Et il a placé son voyage sous la protection de la Vierge noire de Czestochowa, patronne de la Pologne.

Ph. P.

Daniel Sibony

La juive

Une transmission d'inconscient

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy

Une traversée de la « question » juive, ouverte sur un partage de la parole, aux frontières des identités fissurées et des langues qui se cherchent...

GRASSET

EUROPE

Union soviétique

Le mathématicien Valéri Senderov est condamné à sept ans de camp et cinq ans de relégation

Moscou (A.P.-U.P.I.). - Le mathématicien soviétique Valéri Senderov a été condamné lundi 28 février par un tribunal de Moscou à sept ans de camp suivis de cinq ans de relégation pour « activités contre l'Etat », annonce ses amis. Il avait été arrêté le 17 juin dernier, après avoir collaboré à la rédaction d'un document sur la discrimination pratiquée à l'encontre d'étudiants juifs à la faculté de mathématiques de l'université de Moscou. L'autre co-auteur de ce document, M. Boris Kanevsky, a été condamné, il y a un mois, à cinq ans de relégation seulement, peut-être parce qu'il avait témoigné contre M. Senderov.

En fait, cette affaire n'a pas été évoquée au cours du procès de M. Senderov. On lui a reproché en revanche d'avoir distribué en U.R.S.S. et fait parvenir à l'étranger des informations sur l'activité du SMOT (syndicat ouvrier libre indépendant). L'acte d'accusation a, selon l'agence Tass, reproché au mathématicien d'avoir eu « des contacts criminels » avec le N.T.S. (organisation des solidaires russes émigrés).

Après l'annonce du verdict, M. Senderov a déclaré, selon ses amis : « Ce que nous avons vu ici reflète le système soviétique, cruel et hypocrite de ce pays (...). Si je suis jamais libéré de prison, je poursuivrai mon combat. »

Le procès de la poétesse Irina Rationovskaya s'est ouvert mardi 1^{er} mars à Kiev. Elle risque une peine de sept ans de camp et de cinq ans de relégation pour « propagande

antisoviétique. On lui reproche d'avoir distribué des poèmes qui critiquent l'histoire soviétique. L'été dernier, plus de quatre-vingts personnes ont été interrogées à Moscou, Leningrad, Kiev et Odessa sur quelque cent dix poèmes qui ont circulé pendant six ans dans les milieux intellectuels soviétiques. Elle s'était vu refuser avec son mari, M. Igor Gerachtchenko, le droit d'émigrer à l'Ouest parce qu'elle n'est pas juive.

Yougoslavie

Les programmes d'assainissement prévoient une nouvelle baisse du niveau de vie

De notre correspondant

Belgrade. - Pour la première fois depuis la disparition de Tito, le président en exercice de la direction collégiale de l'Etat, M. Petar Stambolich, a présenté, mardi 1^{er} mars, devant l'Assemblée nationale, un rapport sur la politique de la Yougoslavie. Les résultats du programme d'assainissement économique obtenus depuis le début de l'année, sans être entièrement satisfaisants, confirment que « nous sommes sur la bonne voie ». La réalisation du plan de développement social à long terme exigera une réduction globale de la consommation de 10 %, une sévère discipline financière, notamment dans les investissements, et aura donc pour conséquence une nouvelle baisse du niveau de vie de la population.

Pour régler les difficultés économiques, la Yougoslavie compte, en

premier lieu, sur ses propres forces, mais elle a sollicité également une aide financière de l'étranger. Lors d'une récente conférence de presse, le gouverneur de la Banque nationale a dit que des négociations étaient en cours avec le Fonds monétaire international, la Banque internationale de développement, plusieurs banques d'affaires et les gouvernements d'une quinzaine de pays. Il s'agit de crédits financiers ou en marchandises d'un montant total de 4,5 milliards de dollars environ. Cette somme ne saurait, en aucun cas, servir à alimenter la consommation intérieure. Elle sera destinée à l'accroissement de la production et des exportations et permettra l'achat de certaines matières premières et produits semi-finis, qui, depuis des mois, font défaut. - P. Y.

Pologne

Le gouvernement dénonce l'utilisation des cérémonies religieuses à des fins politiques

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a vigoureusement dénoncé, mardi 1^{er} mars, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, l'utilisation des cérémonies religieuses à des fins politiques. Faisant suite aux commentaires sévères et répétés de la presse officielle à ce propos, cette prise de position des autorités sonne comme un rappel à l'ordre de la hiérarchie ecclésiastique : le pouvoir attend qu'elle rappelle à la réserve les clergés et modère les évêques les plus radicaux.

Soulignant que l'intention du gouvernement était bien que du pape et de l'épiscopat était de voir se réaliser la visite pontificale prévue pour juin prochain, déclarant dans le même temps que les rassemblements organisés à l'occasion des messes étaient de nature à compromettre ce voyage, M. Urban a ainsi implicitement fait comprendre que l'attitude qu'adopterait à ce sujet l'épiscopat, serait déterminante dans les négociations en cours sur la venue de Jean-Paul II.

En attendant, le porte-parole du gouvernement a lancé un avertissement à l'opposition en disant que, si le caractère d'« asile sacré » était reconnu aux églises, cela relevait du droit non pas « écrit » mais « coutumier » et qu'il pouvait donc y être fait des « exceptions ». Le 23 février déjà, la milice avait, pour la première fois, procédé à des interpellations à l'intérieur d'une église, à Katowice, et dimanche dernier une foule de quelque dix mille fidèles avait été dispersée par les forces de l'ordre aux abords d'une paroisse de la capitale.

Déclarant que « les conditions nécessaires à la levée de l'état de guerre n'étaient pas encore apparues », M. Urban a d'autre part indiqué que l'instruction ouverte contre cinq des animateurs du KOR était close, et que leur procès, tout comme celui de M. Belaka, pourrait débiter « bientôt ». L'instruction contre les sept anciens dirigeants de Solidarité, placés en état d'arrestation en décembre dernier, ne serait en revanche pas terminée. L'une des figures légendaires du syndicat dispo- M. Walenty Nowicki, doit enfin passer en jugement, le 9 mars, pour violation de la loi martiale.

La filière bulgare

L'ambassade de Bulgarie à Rome a démenti « catégoriquement », mardi 1^{er} mars, les nouvelles accusations émises à l'encontre de l'ancien employé de la compagnie aérienne bulgare en Italie, M. Antonov, qui serait impliqué, outre l'attentat contre le pape, dans un complot visant M. Walesa (le Monde du 2 mars). Par ailleurs, l'agence bulgare B.T.A. annonce que le procès des deux touristes italiens arrêtés en août à Sofia, M^{me} Trevisan et M. Farocci, reprend ce mercredi. Le procès avait été ajourné aussitôt après son ouverture, en décembre.

Tribune internationale

Plaidoyer pour Antonov

par NINO NINOV (*)

Plusieurs pas viennent d'être franchis dans l'enquête sur le sujet de la piste bulgare. Après les « révélations » de l'ancien syndicaliste italien Sorciolo (le Monde du 2 mars), il ne serait pas surprenant que l'ambassade Agca se mette à s'accuser d'avoir voulu aussi tuer Lech Walesa pour le compte des Bulgares. Les services secrets de Sofia démentent-ils et il leur est fallu charger le même terroriste turc de tuer à la fois le pape et Walesa ?

Rappelons aussi la controverse qui a opposé à la fin février M. Traikov, porte-parole du gouvernement bulgare, et le bureau du juge d'instruction romain. Il y avait question notamment des recrudescences de la chasse les délégués d'Agca après que les avocats d'Antonov aient obtenu certains détails de leur client. Ainsi, le Turc avait soutenu d'abord que le Bulgare ne travaillait à son compte au moment de l'attentat. Réflexion faite, il dit maintenant que son compagnon l'avait quitté deux heures plus tôt. Fait troublant dans la mesure où Agca, tenu au secret, est supposé ne rien connaître des affaires d'Antonov.

La question reste entière à travers ces péripéties : le gouvernement de Sofia se serait-il comporté comme un truand ? Répondre que, pour les pays de l'Est, la piste spirituelle de Solidarité était un générer n'a pas de sens. On est toujours gêné par quelque chose. Si c'était une raison pour lui, il n'y aurait eu aucune raison de le commettre. Voyons néanmoins si Jean-Paul II était à ce point encombrant.

Nous d'abord que les violents ne sont pas accordés. Ce qu'on appelle la filière bulgare repose entièrement sur les deux têtes d'Agca. Or celui-ci fait remarquer sa participation au complot au 11 juillet 1980. Compte tenu des délais minimums nécessaires pour répandre une telle décision au niveau des agents d'exécution, celle-ci aurait dû être prise vers le fin juin 1980. A ce moment, il n'y a pas d'événements en Pologne. Le gouvernement bulgare se sent-il bien en place qu'il va majorer le prix de la viande, ce qui fera des vagues. Solidarité viendra bien plus tard.

Plus encore que l'incohérence des faits allégués, c'est l'incohérence de l'analyse politique qui rend l'attention. Car, le chef de l'Eglise catholique entendait bien que son pontificat soit perçu par les fidèles de Pologne comme un réconfort, mais il se garde de la présenter comme un secours. D'ailleurs, on voit mal ce qu'une crise internationale à propos de la Pologne aurait apporté aux parties en cause. Tout au plus aurait-elle incité certains Occidentaux à chercher quelques « déclarations » de la part des pays latins n'auraient fait que les froisser. Or un tel marché avait tout pour déplaire au pape polonais. Aussi à la stratégie de rupture, qui a semblé séduire un moment l'allemand de Solidarité, l'Eglise a préféré celle du dialogue. On prétend que la raison d'Etat est sourde. Serait-elle aussi aveugle ? Quel autre pape aurait fait mieux pour égarer aux Polonais la guerre civile ?

Et puis pourquoi les Bulgares devaient-ils tout cela ? Entre Sofia et le Saint-Siège, il n'y a pas de contestation, mais au contraire des rapports empreints de respect et de bonne volonté qui remontent à une époque où la Bulgarie était le seul d'Europe à ne pas être brisée par la guerre civile. L'existence de ces rapports avait fait dire que, dans la « division du travail » entre les pays de l'Est, la Bulgarie avait pour mission de faire du charme au Vatican. Se serait-elle vu confier une autre mission si peu complémentaire de la première ?

Enfin, outre les Etats, il y a les hommes. Derrière les barreaux, Antonov vit dans l'angoisse de l'incertitude. Qui est-il ? Un amateur de belle vie, un robot programmé ? On devrait en avoir une idée, puisqu'il a été surveillé. Or personne n'a l'air de s'y intéresser. C'est à peine si l'on se demande pourquoi il s'est obstiné à rester à Rome, alors que l'état de santé autour de la filière bulgare, déclinée à grand fracas outre-Atlantique.

Cet homme, qui ne semblait pas pressé à la notoriété, est devenu un Amédée dans ce qui n'est censé être un défilé. Un non-homme promené dans l'angoisse de la mort pour lui un idéal de justice. L'angoisse n'est vraiment levée que lorsqu'on sent les complices. Ils existent. Souvenez-vous de la piste à conviction (le soleil), la photo prise sur la place Saint-Pierre. Une main avait encadré au crayon un prétendu Antonov. Cette main est coupable. Il importe de promener la lumière dans tous les recoins de cette sombre affaire. Serait-ce trop demander aux magistrats italiens ?

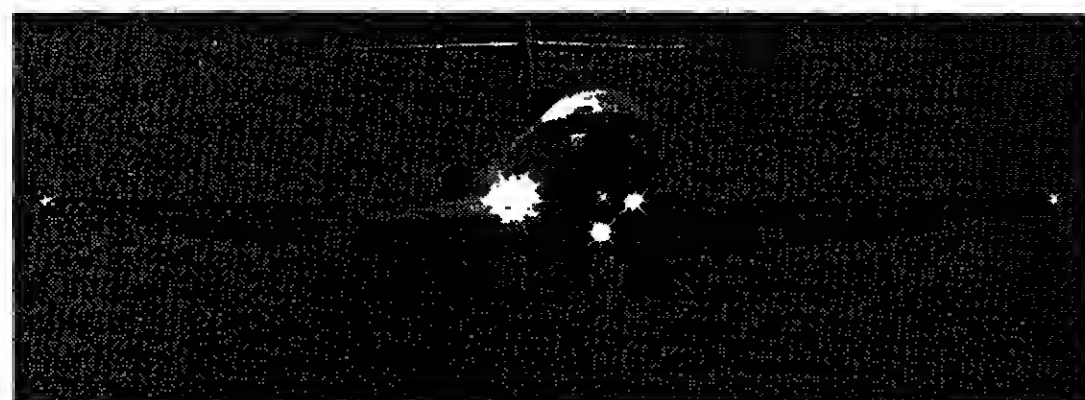
(*) Journaliste bulgare, ancien diplomate à Paris.

Partez pour l'Allemagne. Traitez vos affaires. Rentrez chez vous. Tout dans la même journée avec Lufthansa.

Il suffit de prendre le premier avion au départ, le dernier au retour.

Par exemple: vous quittez Paris à 7h25.

Arrivé à Francfort, vous y restez ou vous continuez vers une autre ville d'Allemagne. Les correspondances sont immédiates. Vous êtes en pleine forme pour la journée et vous retrouvez Paris à 22h30 précises. Ou vous partez pour Hambourg à 7h 50 et rentrez à Paris à 22h20. Pour vous, pas une minute de perdue. Une grande journée d'efficacité.



 Lufthansa

A TRAVERS LE MONDE

Cap-Vert

• L'ANCIEN PRÉSIDENT LUIS CABRAL DE GUINÉE-BISSAU, renversé en 1980 au cours d'un coup d'Etat, est arrivé mardi 2 mars au Cap-Vert. M. Cabral, qui est d'origine cap-verdienne, avait été assigné à résidence pendant un an après le putsch, qui avait mis fin au projet d'unification des deux anciennes colonies portugaises. Ensuite, le chef de l'Etat déchu s'était exilé à Cuba. (Reuter.)

Centrafrique

• LE GÉNÉRAL ANDRÉ KOLINGBA, chef de l'Etat centrafricain, a fait remettre en liberté M^{me} Mbakoua, Fayanga et Patasse, épouses de responsables politiques de l'opposition, a annoncé lundi 28 février Radio-Bangui. Ces libérations ont été décidées pour raisons « humanitaires » à la suite d'une visite effectuée par le président Kolingba au camp du Kassa, où étaient détenues les trois femmes depuis près d'un an. M. Ange Patasse, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), résidé à Lomé, où les autorités togolaises lui ont accordé l'asile politique. - (A.F.P.)

Etats-Unis

• LA VISITE D'ELIZABETH II. - Les éléments se sont décalés mardi 1^{er} mars en Californie mais n'ont pas empêché la reine Elizabeth II d'Angleterre de rencontrer le président Reagan dans son ranch de Santa-Barbara. C'est à bord d'un véhicule à quatre roues motrices que la reine et le prince Philip ont pu franchir les derniers kilomètres de la route sinueuse menant à la propriété de M. Reagan dans les montagnes surplombant Santa Barbara. Les pluies torrentielles avaient rendu cette route impraticable aux limousines officielles. - (A.F.P.)

Grèce

• FIN DE L'ÉTAT D'ALERTE. - L'état d'alerte de l'armée et de la police a cessé après trois jours dans la région d'Athènes. Le ministre de l'ordre public a réaffirmé qu'il s'agit d'un simple exercice. De même, le porte-parole gouvernemental a déclaré que la mise à la retraite de seize officiers généraux n'était pas en relation avec les rumeurs de coup de force, mais résultait très normalement du rythme des tableaux d'avancement. - (A.P.)

Inde

• L'ADMINISTRATION DIRECTE NE SERA PAS RÉTABLIE EN ASSAM, a déclaré, le lundi 28 février, devant le Parlement, à New-Delhi, le ministre de l'Intérieur. Il a invité l'opposition à coopérer avec le nouveau gouvernement local. Celui-ci s'est engagé à restaurer l'harmonie entre les différentes communautés et à venir en aide aux victimes des récents affrontements. Des dizaines de milliers de personnes se seraient réfugiées en Arunachal-Pradesh, ou regroupées dans la cinquantaine de camps mis en place en Assam. - (Corresp.)

Namibie

• M. JAVIER PEREZ DE CUEL-LAR, secrétaire général de l'ONU, juge « inacceptable » le lien établi par Washington entre la « présence cubaine en Angola » et le règlement de la question namibienne. Dans une interview à l'agence Algérie-Presse-Service, publiée lundi 28 février, le secrétaire général ajoute que l'affaire namibienne est une affaire bilatérale entre l'Afrique du Sud et l'ONU. « Nous attendons, ajoute-t-il, le signal pour prendre nos responsabilités et administrer le pays. » - (A.F.P.)

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

M. Kohl en quête de légitimité

(Suite de la première page.)

On pourrait ne voir là que le choc de deux univers culturels, mettre en regard l'image de ce que l'establishment ouest-allemand a de plus ordonné et de plus guindé et, selon ce que l'on veut prouver, celle des drogues du *Kurfürstendamm*, des squatters de Francfort ou de jeunes protestants manifestant pour la paix. On pourrait s'en tenir à l'analyse que faisait M. Kohl, en octobre, dans une petite ville d'eau bavaroise, devant un public de curistes rétrogrades : il s'en prenait en substance aux jeunes gens turbulents qui ne veulent plus travailler, qui ne veulent plus faire leur service militaire, qui sont prêts à brader la sécurité de leur pays, enfants gâtés d'une société que les aînés ont reconstruite pour eux à la sueur de leur front. Mais le malaise allemand ne se résume pas à un conflit de générations, et les groupuscules de jeunes marginaux n'ont jamais, que l'on sache, fait trembler le Pentagone.

Le mouvement écologiste, le mouvement pour la paix surtout ne seraient-ils pas des symptômes de la société allemande tout entière. Des comités pour la paix se sont constitués dans presque toutes les institutions. L'un des deux grands partis qui briguent le pouvoir semble leur faire écho. Les syndicats, ennemis jurés des Verts, fournissent des militants au pacifisme. La hiérarchie catholique elle-même, bastion du conservatisme, a finalement considéré qu'elle ne pouvait plus rester absente du débat.

La majorité des Allemands, c'est clair, sont hostiles aux missiles. Cela ne veut pas dire qu'ils voteront pour les Verts, cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent quitter l'OTAN, ni que l'Allemagne est en train de « choisir

son camp », ni qu'elle prépare une nouvelle version du pacte germano-soviétique. Mais cela veut dire que les nouveaux dirigeants, quels qu'ils soient, ne seront pas quittes avec le mouvement pour la paix en en faisant une caricature grossièrement réductrice.

Les Verts, les pacifistes ont, sur les contestataires étudiants de la fin des années 60, l'insigne avantage de parler un langage que l'on peut comprendre sans avoir besoin d'être diplômé. C'est celui du bon sens, du respect de la vie, de la méfiance contre tout ce qui l'altère ou qui la menace. « Comment comprendre, dit l'un d'eux, qu'on goudronne jusqu'au dernier chemin forestier alors que la forêt se meurt ? Comment comprendre qu'on canalise jusqu'à la dernière rivière alors qu'on attend aucun bénéfice économique ? Comment comprendre qu'on industrialise jusqu'à la dernière exploitation agricole dans un Marché commun qui détruit les récoltes ? Comment comprendre que, par souci d'équilibre, on accumule sans limite les armes nucléaires, alors que dans d'autres domaines, social par exemple, on nous explique que les meilleures choses ont une fin ? »

Contre les Américains surtout

Un tel discours peut-il être traduit en langage politique ? C'est ce que les Verts tentent de faire sans y parvenir, car cela impliquerait de leur part une mutation qui serait presque en elle-même un reniement ; c'est ce que le S.P.D., avec plus de prudence et plus de maîtrise, est en train de réaliser d'autant plus librement qu'il se trouve maintenant dans l'opposition.

Mais pourquoi les Allemands de l'Ouest semblent-ils, ces temps-ci, redouter davantage les armes américaines que les armes soviétiques bricolées sur eux ? C'est d'abord parce qu'elles sont plus visibles et que la R.F.A. est le pays qui, en temps de paix, connaît la plus forte concentration de matériel militaire. Deux témoignages à cet égard sont édifiants, parce qu'ils sont deux extrêmes de l'échelle sociale que l'on croirait a priori les plus éloignées de l'engagement pacifiste : elle, à Francfort, est sorti de prison pour avoir pour des sympathies trop actives (trafic d'armes) avec la Fraction armée rouge ; lui, officier au ministère de la Défense à Bonn, ils commencent de la même manière. Elle, d'emblée : « Viens, on va faire un tour. Je vais te montrer les casernes en pleine ville, comme si on était en pays occupé... ». Lui : « Il y a dans ce pays 500 000 soldats allemands, 200 000 américains, 30 000 français et autant de belges, 60 000 britanniques. Sans parler du matériel. Ces chiffres augmentent, ainsi que le nombre des chars, au moment des grandes manœuvres du printemps et de l'automne, et le pays alors résonne du vrillissement des jets. Nous avons accepté tout cela, à cause de notre histoire ; mais il est normal que beaucoup de gens ne puissent comprendre que cela ne suffit pas ».

La République fédérale, surtout, a pris conscience, ces deux dernières années, de ce que signifiait pour elle l'évolution de la stratégie de la dissuasion ; avec les armes à moyenne portée, la guerre nucléaire peut être limitée au théâtre européen et, en tout premier lieu, à l'Allemagne. Les Pershing-2 que la R.F.A. serait seule à porter, et que Moscou sem-

ble redouter le plus, à la disposition exclusive du commandement américain en Europe, permettraient aux Etats-Unis d'attaquer l'U.R.S.S. sans risquer de riposte sur son territoire. De quoi faire réfléchir même les plus « atlantistes ».

Enfin, les Etats-Unis ont, en deux ans, et tout particulièrement ces derniers mois, perdu la « guerre de propagande » en R.F.A. Les visites successives de M.M. Haig, Reagan, Shultz et Bush, en dépit du désordre rituel passage à Berlin-Ouest, n'ont rassuré ni convaincu personne d'autre que les convaincus. Les prétendues propositions d'invitations à l'U.R.S.S. ou appels aux Européens dont le vide intérieur n'avait d'égal que la publicité qui leur était faite, ont fourni des arguments aux pacifistes plutôt qu'ils ne leur en étaient. Des gestes comme le renvoi de M. Kostov, représentant américain à Gênes, que l'on crédite de la volonté réelle de négocier, ont achevé d'attiser la méfiance.

Un nationalisme de gauche ?

Lorsque les jeunes Allemands disent tout cela, ils sont entendus, quelles que soient les conclusions qu'en tirent, par la suite, les uns et les autres sur le plan politique. Le fait que l'on arrive maintenant à la troisième génération d'après guerre leur donne, en outre, une certaine liberté par rapport à l'histoire. Il n'est plus la conscience maladroite qui avait encore la génération précédente. Ils n'ont pas, comme elle, été nourris à l'antimilitarisme. Ils n'ont pas, en outre, connu la « guerre froide ». Ils ont, enfin, pour convaincre leurs aînés, un argument de poids : « Cette fois, vous ne pouvez pas dire que vous ne saviez pas ».

Sont-ils, ces pacifistes, les frères jumeaux de leurs homologues suédois, belges ou hollandais ? Sont-ils nordiques, protestants, ou bien sur tout allemands, et en train de s'éveiller à un « nationalisme de gauche » ? La question s'est posée, pas plus tard que l'année dernière. Certains des dirigeants du mouvement pour la paix, comme Volkmar Delle, secrétaire général de l'Aktiva Sühnezeile (fer de lance du mouvement parmi les protestants), avaient, à cette époque, exprimé leurs craintes que la « question nationale » n'en vienne à diviser le mouvement en R.F.A. et à le séparer de ses homologues européens. Plusieurs intellectuels semblaient alors, en effet, lier leurs revendications pacifistes, en particulier celle de la création d'une zone dénucléarisée en Europe, au projet de « soustraire les deux parties de l'Allemagne à la confrontation des deux blocs ».

Ces positions avaient été vigoureusement dénoncées, entre autres, par M. Willy Brandt lui-même, qui rappelait que toute l'Ostpolitik est fondée sur « la reconnaissance des réalités existantes ». C'est-à-dire la « guerre mondiale », c'est-à-dire la division de l'Allemagne. Il affirmait sans ambiguïté qu'« il n'y a pas de vote spécifique allemande hors des blocs et vers la neutralité » et que « l'idée que l'Allemagne pourrait décider de façon isolée de son destin est une dangereuse illusion ». Ces utopies paciféo-nationalistes n'étaient, en réalité, guère partagées que par ces quelques intellectuels. Elles ont néanmoins contribué à ce que la question nationale soit perçue à l'étranger exactement à l'inverse de la façon dont elle se pose en R.F.A.

Indifférence

La Constitution de la R.F.A. affirme l'unité de la nation allemande. Or la politique à l'Est repose sur le renoncement à cette unité dans un avenir prévisible et sur la reconnaissance de fait d'un deuxième État allemand. Qui plus est, cette « deuxième Allemagne » est progressivement sortie de la conscience des Allemands de l'Ouest, hormis pour les familles qui restent séparées et qui vieillissent. Les jeunes n'ont plus de lien direct de l'autre côté du rideau de fer, et des études réalisées dès les années 70 ont montré l'ampleur de leur désintérêt pour la question nationale. N'étaient les voyages scolaires, l'idée ne leur viendrait pas d'aller visiter Weimar, Leipzig ou Léna.

Devant cet état de choses, c'est la gauche qui a pris l'initiative de relancer le débat, pour des raisons opposées à celles dont on la soup-

çonne : d'une part, comme l'écrivain Günter Grass, préventivement, par crainte qu'un vide dangereux ne s'installe à la place du concept de nation d'autre part, par égard pour le peuple est-allemand, comme M. Günter Gaus, qui, revenant de Berlin-Est, où il avait été pendant six ans le représentant du gouvernement de R.F.A., dénonçait à son retour l'inconscience et l'indifférence qui, disait-il, peuvent avoir le même effet qu'un mur.

L'unité allemande, qui n'a, après tout, existé que pendant un siècle, pour s'être chargée de circonstances particulièrement cruelles sur la fin, a-t-elle été refoutée dans l'inconscient allemand et attend-elle son heure ? Ou bien les Allemands de l'Ouest se sont-ils trouvés une autre identité dans le sentiment, sans doute plus développé qu'ailleurs, d'appartenance à l'Europe, et tout simplement dans la loyauté à l'Etat fédéral ? Rien, ou presque, ne permet actuellement de pencher pour la première hypothèse.

Deux institutions cependant, liées l'une et l'autre au mouvement pour la paix, ont voulu témoigner par-dessus le rideau de fer de cette appartenance commune dont la conscience est en train de se diluer dans le reste de la population : les écrivains, qui ont organisé en décembre 1981 un colloque sur la paix avec l'Union des écrivains est-allemands ; les Eglises évangéliques, qui ont publié une déclaration commune sur le désarmement. Les premiers parce que, si communauté il y a, elle est avant tout d'ordre linguistique et culturel ; les seconds, pour des raisons « missionnaires ». Le pacifisme défendu dans l'un et l'autre cas a été d'une extrême prudence et ne s'est pas engagé sur le terrain de la politique.

Les Verts sont moins réservés et prônent le désarmement unilatéral et la sortie de l'OTAN. Mais il suffisait d'assister au « tribunal » contre les puissances nucléaires, organisé récemment par Petra Kelly à Nuremberg, pour prendre la mesure de leur indifférence à la « question allemande ». Alors que la presse, au même moment, faisait abondamment état des arrestations d'Éléna, pas un mot ne fut dit du mouvement pacifiste dissident est-allemand, hormis la lecture d'un message d'un de ses représentants regrettaient de ne pouvoir venir. Ce pacifisme dissident, s'il devait se développer, et bien entendu être réprimé, en R.D.A., serait en dernière analyse gênant, plus encore que ne l'a été la répression de Solidarité en Pologne. Il obligerait à revoir leurs estimations ceux qui, surtout parmi les Verts, créditent Moscou d'une volonté de désarmer.

Sans doute certains Allemands de l'Ouest, certains leaders du S.P.D. notamment, ont-ils le sentiment que l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN rendrait plus difficile la poursuite d'une politique inter-allemande fructueuse. Mais la réaffirmation d'une Allemagne pacifiste n'est décidément pas un thème d'actualité.

Le nationalisme en R.F.A. n'est plus le fait de secteurs étroits de l'opinion de droite, ceux dont M. Zimmermann, ministre de l'Intérieur (C.S.U.), cherchait à rallier les voix, en affirmant le 10 février que la « question allemande » concerne également les anciens territoires se trouvant au-delà de la frontière Oder-Neisse, ce qui a provoqué une vive riposte du gouvernement polonais et l'embarras des amis de M. Zimmermann. Quant aux « intérêts allemands » dont parle le programme des sociaux-démocrates, ce sont les intérêts de la République fédérale par rapport à l'OTAN et rien d'autre.

Les électeurs allemands se prononceraient-ils en fin de compte sur la question des missiles ? Le chômage est pour beaucoup une réalité plus immédiate et plus tangible. De même que le danger de l'instabilité, voire de l'ingouvernabilité, en raison du rapport de forces incertain entre les quatre partis qui espèrent être représentés au Bundestag. La véritable inconnue de ces élections est non pas « pour qui », mais « pour quoi » voteront-ils ?

CLAIRE TRÉAN.

Prochain article :

UN PAYS QUI VEUT COMPTER

Dammare les Lys
3000 F/MOIS
 54 000 F apport personnel
 (5 pièces 106 m² de 355.000 F)
 PRETS
 CREDIT FONCIER 7,40 %
 et complément 12 %
 SEMIDA
 Mairie de Dammare les Lys
 Tél : 439.48.58

Petits immeubles
 à 6 mn gare de Melun
 près parc public
 et forêt Fontainebleau
 Centre administratif
 commerçants, écoles
 C.E.G. tout près

De 2 à 6 pièces

CHEVEUX A PROBLEMES
 PLUS DE 20 ANS D'EXPERIENCE dans nos INSTITUTS ELUROCAP permettant d'affirmer le sérieux avec lequel nous travaillons contre :
 • pellicules, dégrés graisseux, cheveux secs, cassants ;
 • démangeaisons, etc...
 Il importe que les cheveux restent sains.
 APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
 Bordeaux (48-06-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (48-29-97) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-38) - Nantes (48-74-57) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (34-10-78) - Toulouse (63-65-30) - Toulouse (25-25-20)
 Pour les cheveux gras, nous fabriquons nous-mêmes nos indispensables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP

Radio libre: ceci vous intéresse.

1^{er} GRAND PRIX RADIO LIBRE GET 27

Pour la première fois en France
 une association se propose de promouvoir les radios libres.
 Un jury de spécialistes
 procédera à l'élection de la radio libre la plus performante.
 De nombreuses dotations...
 Quelle que soit votre région,
 votre puissance d'émetteur, votre nombre d'auditeurs...

Pour recevoir une cassette d'information
 sur le 1^{er} Grand Prix Radio Libre GET 27,
 Ecrire avant le 15 Mars 1983,
 minuit (le cachet de la poste faisant foi) à :

Association "Grand Prix Radio Libre Get 27"
 EFFI INTERNATIONAL, 6, RUE ROYALE 75008 PARIS

CA, MOI
 JE PEUX PAS.

ILS SONT
 TROP RINGARDS.

D'AILLEURS,
 JE M'EN FOUS.

**ACTUEL DIT
 NON
 AUX NEGATIFS**

Ce mois-ci, Actuel a observé les négatifs. De l'intellectuel qui écrit qu'il n'a rien à dire au Don Juan qui se dégonfle, des critiques biaisées aux politiciens occupés à se contredire, les négatifs sont les gens les plus tristes de la terre. Comment les passer ?

ACTUEL

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Polisario paraît divisé à l'égard du rapprochement algéro-marocain

De notre correspondant

Alger. - « C'est positif, très positif », nous disait à l'oreille un haut fonctionnaire algérien en parlant de la récente rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II. « Encore trop tôt pour faire un commentaire », disait l'ambassadeur de Mauritanie, pays où un proche du chef de l'Etat algérien, M. Larbi Belkheir, secrétaire général à la présidence de la République, s'est rendu pour informer les dirigeants de Nouakchott des résultats du sommet.

La réception offerte mardi 1^{er} mars par M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario, pour le septième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), a fait recette. La haute silhouette du cardinal Duval émergeait des rangs compacts de diplomates venus aux nouvelles. Plusieurs ministres algériens et conseillers à la présidence de la République, des dirigeants du F.L.N., recevaient l'accolade des Sahraouis.

M. Ould Salek distribuait une nouvelle déclaration qu'il avait rédigée le jour même, légèrement différente de celle diffusée le même jour par le quotidien *El Moudjahid*. On y lit : « Nous sommes ouverts et favorables à toute initiative qui aboutirait à l'engagement de négociations directes entre la R.A.S.D. et le Maroc pour trouver une solution pacifique au conflit qui les oppose (...). Cette disponibilité de l'Algérie ne peut pas être mal interprétée comme le veulent certains en présentant la rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le roi du Maroc comme étant une négociation algéro-marocaine sur le Sahara occidental (...). Le conflit étant maroco-sahraoui, le présenter autrement c'est vouloir semer la confusion, c'est se tromper sur l'Algérie, et c'est aussi une fuite en avant qui prouve l'absence d'une volonté politique réelle chez l'ennemi. C'est, en un seul mot, la preuve que la guerre entre la R.A.S.D. et le Maroc continue. »

Ce texte contraste quelque peu avec le discours qu'a prononcé dimanche, dans les « territoires libérés », M. Mohamed Abdelaziz, « chef de l'Etat sahraoui ». Celui-ci s'en prend d'abord à « certains médias occidentaux qui parlent, en se référant, bien sûr, aux sources de l'ennemi, d'une rencontre hier au sommet entre le roi Hassan et le frère Chadli ». Il attribue ce « vocarme » aux « milieux spécialisés dans la guerre psychologique ». Il appelle à la création d'un « front révolutionnaire » entre la R.A.S.D., l'Algérie et la Libye, « pour résister à l'offensive systématique généralisée des Etats-Unis, de la France et de l'Arabie Saoudite », rangés aux côtés du « régime honni » de Rabat.

Sans faire dans la nuance, M. Mohamed Abdelaziz poursuit : « La politique de Mitterrand, comme celle de Giscard d'Estaing, vise un seul objectif : bâtir le Maghreb de Hassan II, de Bourguiba, le Maghreb des multinationales, des bases militaires occidentales, et donc le Maghreb du néo-colonialisme. » Apparemment, le elias des pro-Libyens n'a pas baissé les bras au sein du Polisario. Alger s'en doutait sans doute. L'agence Algérie Presse Service avertissait dès dimanche, « ceux qui sont incapables de faire la distinction entre les mots d'ordre et les principes », que l'Algérie n'était pas « disposée à recevoir des leçons en matière de lutte et de militantisme ».

Le texte du discours de M. Abdelaziz n'est parvenu à Alger que mardi. Fait significatif : l'A.P.S. n'en avait donné dans la soirée qu'une version incomplète, où les propos les plus violents ne figuraient pas.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Zaïre

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE DE NOMBREUX CAS DE TORTURE

Dans un texte rendu public à Paris, Amnesty International affirme que « la plupart des prisonniers politiques au Zaïre sont détenus sans inculpation ni jugement et sont souvent torturés ». Amnesty International précise que « des témoignages reçus parlent de personnes soupçonnées d'opposition, tuées de façon délibérée, et de prisonniers mourant de mauvais traitements, ou de manque de nourriture ou de soins médicaux ».

L'organisation internationale déclare avoir reçu « des témoignages récents de personnes qui disent avoir été battues, torturées à l'électricité ou violées au cours de leur détention ». Amnesty International dit avoir appris en 1982 « l'arrestation de plus de deux cents personnes accusées d'opposition politique, sous une forme ou sous une autre ».

Selon Amnesty International, après avoir reçu en juillet 1981 ses représentants, le Zaïre a « rompu le dialogue » et « retiré formellement » l'invitation à la venue d'une nouvelle mission.

Sénégal

L'opposition qualifie de « mascarade » les élections du 27 février

Au Sénégal, les parti d'opposition qualifient de « mascarade », « comédie grotesque » ou de « fraude généralisée » les élections présidentielles et législatives du 27 février.

Ainsi, M. Abdoulaye Wade, leader du parti démocratique sénégalais, a déclaré, dans une interview au quotidien dakarois *le Soleil* : « Ce ne sont pas des élections, elles ne méritent même pas le nom d'élections frauduleuses. »

De son côté, le premier secrétaire de la Ligue démocratique, Mouvement pour le parti du travail (marxiste), M. Babacar Sane, espère que la Cour suprême — instance chargée du contrôle des élections — se penchera sur « le bourrage des urnes et tous les actes de fraude généralisée qui sont survenus durant ces élections ».

De notre correspondant

Dakar. - Le ministre de l'intérieur a rendu publics, mardi 2 mars, les résultats définitifs, sous réserve du jugement de la Cour suprême, des élections du 27 février.

Au scrutin présidentiel, M. Abdou Diouf l'emporte avec 83,88 % des suffrages exprimés. Il est suivi par M. Abdoulaye Wade (14,60 %) et par MM. Mamadou Dia (1,18 %), Oumar Wone (0,20 %) et Majhemouth Diop (0,14 %).

Aux législatives, le parti socialiste vient lui aussi très nettement en tête avec 79,92 % des voix. Il est suivi par le Parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de M. Wade (13,98 %), le Rassemblement national démocratique (R.N.D.) du professeur Cheikh Anta Diop (2,62 %), le Mouvement démocratique populaire de M. Mamadou Dia (1,14 %), la Ligue démocratique de M. Boubacar Sané — et non pas de Landing Savané, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions de mardi — (1,12 %), le Parti de l'indépendance et du travail (0,55 %), le Parti africain de l'indépendance (0,43 %) et le parti populaire sénégalais (0,20 %).

La nouvelle Assemblée nationale, qui va être formée pour moitié de députés élus au scrutin majoritaire de liste à l'échelon départemental, qui seront tous socialistes, et pour moitié de députés élus à la proportionnelle à l'échelon national, sera composée de cent onze députés membres du parti gouvernemental, de huit P.D.S., dont M. Wade, et d'un seul R.N.D., le professeur Cheikh Anta Diop lui-même. — P.B.

OCÉANIE

Australie

LES ÉLECTIONS DU 5 MARS

Les travaillistes proposent une politique de « reconciliation nationale »

Correspondance

Canberra. - A quelques jours des élections générales du 5 mars, le gouvernement conservateur de M. Malcolm Fraser semble en bien mauvaise posture. M. Fraser est au pouvoir depuis sept ans et a remporté trois élections consécutives (1975, 1977 et 1980). Mais, depuis un an, le parti travailliste a pris l'avantage dans les sondages, à la suite de la récession qui a secoué l'économie et fait grimper le chômage au taux record de 10,1 %.

Le jour où M. Fraser avait annoncé qu'il convoquerait les électeurs aux urnes, le chef du parti travailliste, M. Bill Hayden, qui « passait mal dans les médias et qui perdait de plus en plus la confiance de son parti », avait donné sa démission et cédé la place à M. Bob Hawke. Ce dernier est une des personnalités les plus populaires du pays, bien qu'il ne soit député que depuis 1980. Mais il s'est fait une réputation de négociateur de conflits sociaux pendant ses dix années à la tête de l'actuel conseil des syndicats.

Avec M. Hawke à leur tête, les travaillistes se sont envolés dans les sondages, dépassant les libéraux au pouvoir de 10 % alors qu'il ne leur faut que 1,3 % de votants en plus pour remporter les élections. Pour sa part, M. Fraser demande aux électeurs de lui donner mandat pour poursuivre sa politique de « gel » des salaires. Il affirme que la sécheresse — une des plus graves de l'histoire — la récession mondiale et

l'explosion des salaires en 1981-1982 ont réduit la compétitivité de l'Australie et qu'il faut contourner la hausse des coûts de production pour permettre une relance.

M. Hawke réplique en rappelant que, sous le gouvernement de M. Fraser, l'inflation a atteint un niveau presque double de celui des Etats-Unis et de la plupart des pays européens, que le chômage est élevé et les taux d'intérêt à un niveau record. Il propose de stimuler l'économie pour développer la croissance, et annonce un programme de 2,7 milliards de dollars australiens en réductions d'impôts, dépenses sociales et créations d'emplois. Les travaillistes ont négocié avec les syndicats un accord sur les prix et les revenus qui, selon lui, permettra de contenir le coût de la main-d'œuvre, en échange d'une modération des prix dans les secteurs stratégiques.

Les deux premières semaines de campagne ont été marquées par un cafoillage du gouvernement, incapable de mener le débat sur son propre terrain et constamment pris à contre-pied par les attaques travaillistes ou par les fuites dans la presse à propos de la médiocrité de ses performances. M. Fraser s'est même vu critiquer unanimement par ses collègues, les médias et les banques pour avoir lancé une attaque contre la politique monétaire travailliste, affirmant qu'en cas de changement de gouvernement les économies des Australiens seraient plus en sécurité sous leur matelas que dans les banques. La campagne gouvernementale est donc essentiellement négative, tentant de faire peur aux électeurs sur les conséquences d'une victoire de l'opposition.

Une telle approche, semble-t-il, impressionne d'autant moins les électeurs que M. Hawke s'est montré brillant et a jusqu'à présent évité les gaffes. C'est pourquoi, en dernier ressort, le gouvernement insiste désormais sur ses réalisations, en particulier sur les réductions d'impôt, la hausse des dépenses sociales et les mesures de stimulation de l'économie annoncées dans le budget en août dernier.

Les travaillistes n'ont besoin que de onze sièges pour gagner ; or il semble qu'ils pourraient en remporter une quinzaine. D'autant que l'on voit mal comment le gouvernement pourrait rattraper son retard sur le parti travailliste, surtout après sept ans sous M. Fraser, dont l'équipe apparaît usée. M. Hawke profite enfin de la morosité d'une population frappée par les pertes en vies humaines et en biens à cause des récents feux de brousse, et qui souhaite un consensus pour proposer une politique de « reconciliation nationale ».

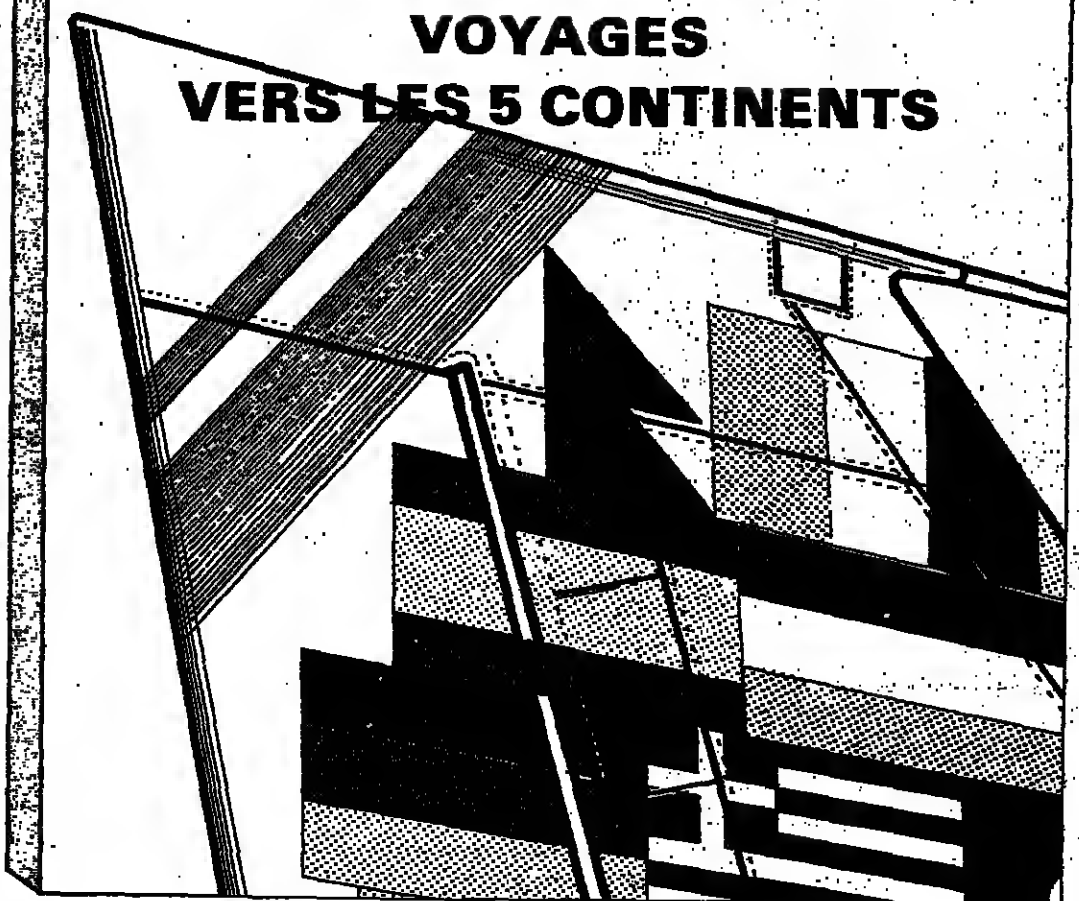
ANNE SUMMERS.

Pour préparer vos vacances

un document du service
tourisme du Monde
196 pages

Le Monde

VOYAGES VERS LES 5 CONTINENTS



5 CONTINENTS, 23 PAYS :

Allemagne fédérale, Australie, Brésil, Canada, Chine, Égypte, Espagne, États-Unis, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Japon, Kenya, Île Maurice, Mexique, Népal, Pérou, Sénégal, Tahiti, Thaïlande, Tunisie.

Des reportages qui ne s'arrêtent pas aux circuits touristiques... Des analyses politiques... Tous les catalogues passés au crible... Adresses utiles... Livres de bord... UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 29 F

QUAND ON CHOISIT UN LOGEMENT NEUF ON NE S'INFORME JAMAIS ASSEZ !



Qualitel et l'Institut National de la Consommation ont associé leurs compétences dans un numéro hors série de 50 millions de consommateurs, « Spécial logement neuf » consacré aux critères de qualité de la construction.

Un numéro que vous ne devez pas manquer ! Il est en vente chez votre marchand de journaux.

Au moment de faire peut-être l'achat le plus important de votre vie, n'oubliez pas que Qualitel est toujours là pour vous aider.

mieux choisir pour mieux vivre.

Qualitel

136, boulevard Saint-Germain 75006 Paris.



V&V

PROCHE-ORIENT

Iran

APRÈS LA PUBLICATION D'UN RAPPORT SUR LA RÉPRESSION

Téhéran a accepté de recevoir un délégué des Nations unies

Le premier rapport des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran fait état de sombres statistiques en matière d'écroulements et de tortures, mais s'accompagne d'un démenti du gouvernement de Téhéran, qui affirme que le rapport est le fruit d'une campagne de propagande occidentale.

Toutefois, l'Iran a finalement accepté de recevoir un délégué des Nations unies pour discuter des questions relatives aux droits de l'homme, a annoncé mardi 1^{er} mars, à Genève, la commission des droits de l'homme de l'ONU. Le représentant, qui n'a pas encore été désigné, pourrait se rendre en Iran dans la première quinzaine de mars.

Le document de soixante pages, préparé pour la réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU, déclare qu'il existe des preuves de nombreuses exécutions sommaires ou arbitraires, et de nombreux cas de torture. Il fait état d'attribution selon lesquelles des femmes et des enfants auraient été exécutés, et mentionne aussi, spécifiquement, des persécutions contre les membres de la minorité religieuse bahá'í.

Le rapport cite longuement une lettre du dirigeant iranien en exil, M. Radjavi, d'après laquelle quelque cinquante mille prisonniers politiques étaient détenus dans les prisons iraniennes en septembre et un total de vingt mille personnes avaient été exécutées, la plupart à cause de leurs opinions.

Néanmoins, à en croire Radio-Téhéran dans ses émissions de lundi 28 février, plus de huit mille prisonniers ont été récemment libérés en Iran, en application du décret d'amnistie de l'imam Khomeiny.

Le sort du Toudéh

D'autre part, trois semaines après l'arrestation à Téhéran des cadres dirigeants du Toudéh - le parti communiste iranien - les autorités de la République islamique ne semblent pas avoir tranché la question des chefs d'inculpation à retenir contre eux. Espionnage ou subversion ? La question paraît toujours posée pour les différents responsables politiques.

Iranien, qui gardent ainsi ouvertes toutes les options quant au sort qui sera réservé aux dirigeants communistes. Signe du refus de certaines fractions du pouvoir iranien de se lancer dans une nouvelle « chasse aux sorcières », on affirmait ces derniers jours de sources sûres que M^{me} Maryam Frouzi, épouse du secrétaire général du parti Nouradine Kianouri et elle-même membre du comité central, aurait été relâchée, ainsi que plusieurs autres personnes parmi la trentaine, arrêtées le 5 février au cours d'une réunion dans un appartement de Téhéran. L'une d'elles serait Eshah Tabari, l'idéologue du Toudéh, connu pour sa très grande culture. Il aurait été placé en résidence surveillée à son domicile en raison de

graves problèmes de santé, selon les mêmes sources.

Aucune déclaration officielle n'est venue confirmer ces informations, pas plus que les rumeurs sur l'arrestation de M. Farokh Noghahdar, l'un des dirigeants des Fedayine majoritaires, organisation très proche du Toudéh. Le nombre des arrestations, une trentaine dans un premier temps, selon différentes sources, n'a jamais été communiqué par le pouvoir judiciaire mais il ne semble pas qu'elles aient été suivies de beaucoup d'autres. « Après l'arrestation des cadres dirigeants, le Toudéh est décapité, il est inutile d'arrêter des membres subalternes », confiait récemment à l'A.F.P. un des responsables des gardiens de la révolution de Chiraz, au sud de l'Iran. — (A.F.P., A.P.)

La Syrie soutient que l'installation de SAM-5 sur son territoire constitue une mesure défensive

Les déclarations de MM. Carl Weinberger et George Shultz sur l'installation de missiles anti-aériens SAM-5 en Syrie, jugées « très préoccupantes » à la fois pour les États-Unis et Israël, ont suscité des réactions indignées à Moscou et à Damas (le Monde du 2 mars). La presse syrienne estime que les déclarations américaines constituent un encouragement à Israël d'attaquer la Syrie. Citant les journaux israéliens, le quotidien Al-Sourat soutient que le nouveau ministre de la défense, M. Moshe Arens, « prépare un coup militaire contre la Syrie avec l'appui et l'encouragement des États-Unis ». Une source autorisée a affirmé, pour sa part, que l'installation de SAM-5 a été dictée par des conséquences défensives « devant les menaces américaines et israéliennes croissantes ».

Quant à l'agence Tass, elle juge « étrange » que les États-Unis considèrent ces mesures défensives comme préoccupantes alors que « les bombardements israéliens de capitales arabes et l'expansion de bases américaines au Proche-Orient » sont qualifiées de « mesures stabilisatrices ».

Par ailleurs, les négociations libano-syriennes, qui se sont poursuivies le mardi 1^{er} mars à Khaldé, paraissent marquer le pas. A en croire une source proche de la délégation libanaise, le gouvernement de Jérusalem aurait rejeté ses positions, en rejetant notamment de nouvelles propositions présentées par le médiateur américain, M. Philip Habib.

Ce dernier devait rencontrer ce mercredi 2 mars au Caire, l'ancien président Jimmy Carter, avant d'être reçu par le chef de l'État égyptien, M. Hosni Moubarak. M. Carter commence une « tournée d'information privée » de dix-sept jours au Proche-Orient. Après l'Égypte, il visitera la

saï, le Jordanie, l'Arabie Saoudite et la Syrie.

Dans une interview accordée au magazine Penthouse, M. Carter avait déclaré qu'il « envisageait la possibilité » de rencontrer M. Yasser Arafat « ne me servant ni par aucun serment ou engagement ». Cependant, à la suite d'un entretien de deux heures qu'il a eu lundi avec le secrétaire d'État George Shultz, M. Carter a déclaré, à son arrivée au Caire, qu'il ne rencontrerait pas M. Arafat aussi longtemps que l'O.L.P. n'aura pas reconnu explicitement le droit d'Israël à l'existence ainsi que la résolution 242 du Conseil de sécurité. Il a ajouté qu'il s'entretiendrait avec d'autres dirigeants palestiniens en Égypte, en Syrie et en Jordanie.

En attendant, l'égitation se poursuit en Cisjordanie. Des colons de l'implantation juive d'Elon-Moreh sont entrés mardi dans la cour d'un lycée à Naplouse, où ils ont tiré en l'air avant de se retirer. Les assaillants, selon une source palestinienne, ont déclaré que leur action était destinée à mettre en garde les lycéens contre les attaques renouvelées de véhicules israéliens. D'autre part, une maison située près du Mur des lamentations, dans le quartier arabe de Jérusalem, a été détruite, mardi, par des bulldozers israéliens.

Les éditeurs des deux quotidiens israéliens, Haaretz et Maariv, ont condamné les auteurs des récents attentats dirigés contre la population arabe d'Hébron, en Cisjordanie. « Par de tels agissements, écrit Maariv, les colons juifs risquent de créer une telle hostilité dans la population arabe qu'ils ne pourraient plus circuler librement. » Haaretz exige, de son côté, que « les autorités militaires mettent immédiatement fin à l'anarchie causée par les colons ». L'éditorialiste affirme que « le gouvernement doit veiller à ce que la loi soit la même pour les deux peuples juif et arabe ». — (A.F.P.-Reuter-U.P.I.)

ASIE

Chine

EN RÉPONSE AUX PROPOSITIONS INDOCHINOISES

Pékin publie son plan de paix pour le Cambodge

Alors que Pékin vient de rendre public, en réponse aux récentes propositions indochinoises et à la veille de la réunion des pays non alignés, son « plan de paix » pour le Cambodge, le Vietnam s'apprête à demander à cette réunion que le siège du Cambodge - vacant depuis la conférence de La Havane en 1979 - soit attribué au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. De son côté, Singapour, membre de l'ASEAN, fait circuler actuellement un document demandant que les non-alignés condamnent l'intervention militaire étrangère au Cambodge et en Afghanistan et met en garde contre toute dérive pro-soviétique du mouvement, qui risquerait de l'enfoncer « dans le borbier dans lequel il a été conduit ». Enfin, selon notre envoyé spécial à Djakarta, l'Indonésie n'a pas l'intention de se retirer du mouvement au cas où elle n'obtiendrait pas gain de cause sur le Cambodge.

De notre correspondant

Pékin. — Le ministère chinois des affaires étrangères a rendu public, mardi 1^{er} mars, un projet de règlement en cinq points de la question cambodgienne. Ce plan lie la normalisation des relations sino-vietnamiennes à une solution de ce problème. Pour l'essentiel, les propositions chinoises étaient déjà connues. Il est très vraisemblable qu'elles ont été communiquées aux Soviétiques, en octobre dernier, lors de la reprise des consultations entre Moscou et Pékin. Leur publication leur confère désormais un caractère officiel.

Le plan chinois fait du « retrait sans conditions » des troupes vietnamiennes du Cambodge la clé de toute solution politique.

Pour ce qui est de la normalisation des rapports sino-vietnamiens, Pékin suggère qu'elle pourra s'engager après le départ d'un premier contingent de soldats, Hanoi ayant préalablement affirmé son intention de se dégager complètement sur le plan militaire du Cambodge. L'avenir de ce pays ne pourra, en revanche, être décidé « par le peuple cambodgien lui-même » qu'une fois tout le corps expéditionnaire vietnamien parti.

Pékin reconnaissant le droit à l'autodétermination des Cambodgiens, il ne préjuge ni la forme de gouvernement ni le système social que ceux-ci seraient libres de se donner. La Chine confirme cependant qu'elle souhaite voir naître un Cambodge « indépendant, pacifique, neutre et non aligné », et qu'elle est prête à s'associer à « d'autres pays » pour « ne s'ingérer d'aucune manière dans les affaires intérieures du Cambodge ». Dans le même esprit, Pékin donne son aval à ce que d'éventuelles élections organisées après le départ des Vietnamiens soient supervisées par les Nations unies. Avant d'en arriver là, Pékin demande que l'Union soviétique cesse son soutien à l'« agression » du Vietnam et se conforme aux résolutions de l'ONU.

La publication de ce plan paraît répondre au double souci de prendre date après le « sommet » indo-

chinois de Vientiane et à la veille de l'ouverture à New-Delhi de la conférence des pays non alignés. Si, dans la forme, il dénote un certain assouplissement de Pékin, sur le fond, la position chinoise reste inchangée. La Chine accepte, certes, l'idée d'une solution politique au Cambodge, mais il n'est nullement question pour elle de reconnaître le fait accompli vietnamien. Elle continue aussi à refuser de faire du Vietnam un interlocuteur privilégié dans la recherche d'une solution politique au Cambodge. La Chine a qualifié de « force » la proposition de « retrait annuel » de troupes du Cambodge lancée par Hanoi lors de la récente réunion des trois pays indochinois à Vientiane (le Monde du 25 février). Sans se faire d'illusions, on peut toutefois se demander si, au-delà de la rhétorique, n'est pas en train de s'ébaucher entre les adversaires une certaine convergence sur l'idée d'un dégagement militaire échelonné du Vietnam du territoire cambodgien. Tout porte, cependant, à croire que dans l'immédiat le plan chinois n'a guère de chances d'être accueilli favorablement tant à Hanoi qu'à Moscou.

MANUEL LUCBERT.

Président du Parlement

M. YE JIANYING NE SE REPRÉSENTERA PAS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS

(De notre correspondant.)

Pékin. — Aucun ordre du jour n'a été rendu public pour la session du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire réunie à Pékin depuis le 28 février. On ignore donc si le question de la présidence de ce comité, actuellement détenue par M. Ye Jianying, y sera évoquée. Rapportant des propos prêtés à M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C., la presse japonaise avait laissé entendre, la semaine dernière, que le vieux maréchal, âgé de quatre-vingt-cinq ans, pourrait s'effacer à l'occasion de cette session (le Monde du 23 février).

Le scénario du retrait de M. Ye pourrait être sensiblement différent. Le ministère des affaires étrangères a déclaré que « M. Ye ne sera pas candidat à l'élection pour la désignation des députés à la prochaine Assemblée ».

Dans ces conditions, la seule conclusion que l'on puisse tirer est celle que formule le ministère lui-même lorsqu'il déclare qu'« il est naturel que M. Ye n'assume plus la fonction de président du prochain comité permanent ». L'Assemblée devrait se réunir au début de juin. D'ici là, il n'est pas impossible que le vieux maréchal conserve formellement sa fonction, M. Peng Zhen, son premier adjoint, le remplaçant de facto. C'est d'ailleurs lui qui préside l'actuelle session du comité. M. Ye séjournera toujours apparemment dans la province de Canton, où il a l'habitude de passer une partie de l'hiver.

M. L.

Bangladesh

● OPOSANTS LIBÉRÉS. — Vingt-sept personnalités politiques arrêtées à la suite des violences qui avaient eu lieu à Dhaka à la mi-février ont été remises en liberté mardi 1^{er} mars. — (Reuter.)

FABRE-LUCE

JOURNAL SECRET

Alfred Fabre-Luce parvient, non seulement à piquer constamment notre curiosité, mais aussi à nous émouvoir.

ROLAND JACCARD "LE MONDE"

Il est le plus vivant, le moins englué dans les conventions, le plus agile dans l'espace intemporel des idées. Avec de surcroît, cette palpitation émouvante d'un cœur qui ne veut pas vieillir.

PHILIPPE NOURRY "LE FIGARO"

Doué d'un cerveau électronique, ce grand bourgeois dilettante s'est voulu un observateur lucide et logique dans une époque de passion qu'il refuse d'admettre. Tout ce qui compte l'intéresse.

MATTHIEU GALEY "L'EXPRESS"

Ses analyses psychologiques sont passionnantes. Elles manquent parfois d'objectivité. Comment faire autrement ? Mais qu'importe ! Nous lisons un grand écrivain.

CAMILLE CLAUZ "LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE"

JULLIARD

SURPRISE: LA PROCHAINE STAR AMERICAINE EST AUSTRALIENNE.

Le beau jeune homme sur la photo, c'est Mod Mox, alias Mel Gibson. Vous pensiez que les Australiens étaient des gros lourds. Actuel est allé les voir. Quelque chose a changé. Aujourd'hui la plus grande banlieue du monde se réveille. Ils inventent les mythes et les stors des années 80 et les Ricoins font la tronche.

ACTUEL



TWA vers et à travers les USA

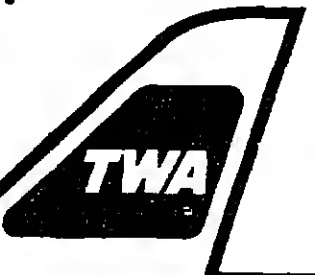
Boston: cinq jours sur sept 3.350 F*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur.

TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît



La gauche cherche à éviter le débat sur l'« après-municipales »

Il reste quatre jours à la majorité pour combler deux handicaps : la remobilisation de l'électorat de l'opposition et l'insuffisante mobilisation de celui de la gauche.

La publication des indices économiques du mois de janvier - prix et commerce extérieur - a permis à la droite de reprendre l'offensive et a conduit le ministre, mardi soir, à Marseille, à un discours particulièrement vigoureux, comme s'il s'agissait de ressusciter par le verbe le phénomène de rejet qui avait ensauvonné le septennat de M. Giscard d'Estaing. Ce durcissement comporte évidemment un risque de dérapage, contraire à la volonté affichée par M. Mauroy de préserver la « qualité » du débat démocratique.

Cette bataille de bilans présente l'inconvénient de reléguer au second plan celui des maires sortants.

Mais il peut aider le « peuple de gauche » à se mobiliser. Si l'on en juge par le ton employé par M. Georges Marchais - « Je lance un appel pathétique », a-t-il dit, - la crainte majeure de la gauche est celle d'un mouvement d'abstention au sein de son propre électorat. Chaque abstention est une voix perdue pour la droite, a expliqué, en substance, le secrétaire général du P.C.F., qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde ». A la tentation de l'abstention, peut s'ajouter, à gauche, celle d'un vote refuge, en faveur des écologistes ou, surtout, de l'extrême gauche. M. Marchais a donc dénoncé celle-ci comme favorisant également l'opposition par sa critique du gouvernement.

Ce dernier, il est vrai, doit faire face sur plusieurs fronts à la fois. Le débat qui a été lancé, dans la mouvance socialiste, à l'initiative de MM. Cot et

Maire notamment, peut, aux yeux de M. Marchais, affaiblir la gauche tout entière. « Il n'est pas de tâche plus urgente pour nous tous que de faire barrage à la droite », a-t-il dit, en évoquant le comportement de « camarades socialistes », déjà condamnés comme « révisionnistes » par le numéro deux du P.S., M. Jean Poperen.

Il n'est pas sûr que l'offensive de la « deuxième gauche » sur le terrain de la rigueur ait été opportune, pas plus que celle de M. Pierre Joxe, lancée contre les rattachés sur le thème des droits de l'homme. Il n'est pas sûr non plus que la riposte de M. Poperen soit le meilleur moyen de « faire barrage à la droite ».

M. Marchais, en tout cas, a saisi l'occasion de donner une leçon aux socialistes, suggérant un contraste que l'attitude des communistes est exemplaire, et qu'on pourra difficilement leur imputer une

éventuelle défaite. Au-delà de ces aspects électoraux, la querelle des indices recouvre en fait deux débats, l'un sur les bilans respectifs de la majorité et de l'opposition, l'autre - plus gênant pour la gauche - sur l'après-municipales. On voit bien que le premier sert à réduire le second : pourquoi ajouter à la querelle sur le présent - mobilisatrice - la crainte du lendemain, qui serait, elle, démobilisatrice ?

M. Marchais admet sans doute que la majorité, dans son ensemble, a intérêt à agir ainsi. Mais pas au point d'occuper complètement la question du devenir de la « rigueur ». Pour les communistes, toute perspective d'austérité doit être rejetée. Passer de la rigueur à l'austérité serait, en effet, à leurs yeux, passer de la politique de gauche, qu'ils soutiennent, à la politique de droite, qu'ils récusent. A bon entendeur, salut !

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Mauroy dénonce « l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance » de l'opposition

De notre envoyé spécial

Marseille. - Après avoir rendu hommage à la « personnalité exceptionnelle » du maire de Marseille, - un maire comme il y en a trop peu -, M. Mauroy a notamment déclaré : « Depuis vingt mois, les assauts se succèdent contre Gaston

Defferre. Des assauts répétés. Sans pitié. Taut est bon : le mensonge, la manipulation, la calomnie. Et voilà que tous ces discours qui appellent à la haine produisent leurs fruits

empoisonnés. Voici la violence, voici les attentats ! Je ne mets pas solennellement en garde contre cette perversion du débat public. Je veux dire à l'opposition qu'elle ne doit ni se tromper d'ennemi, ni utiliser l'importance quel moyen.

« Nous sommes tous collectivement responsables de la qualité du débat démocratique. Le gouvernement, c'est vrai, mais l'opposition également, et l'ajouterais : les hommes des médias. Car j'ai encore pu mesurer ces derniers jours que certains organes de presse se mettent de plus en plus à ressembler à des tracts ! Deux indices économiques suffisent soudain à occuper des pages et des pages pour relancer une campagne catastrophiste, pour annoncer une fois de plus que le pays est ruiné !... »

« Je peux accepter que les Français discutent de cet indice. Comme eux, je remarque que les prix des services ont eu tendance à décoller, alors que les prix industriels se comportent bien. En revanche, trois Français devraient avoir la décence de se taire. Je veux parler de nos bien traités cavaliers de l'opposition. Ils ont tellement peur que leurs compagnons de chevauchée tirent le premier qui se lève de la dégrader et de faire fuir sur tout ce qui bouge. Ils vont finir par se blesser mutuellement. Et en plus on ne pourra même pas leur enlever l'assurance que c'est un accident !... »

« Moi, je vous dirai que j'aurais préféré, en devenant premier ministre, ne pas trouver une inflation de 14 %. Cette inflation, Raymond Barre n'a pas réussi à la faire baisser, même au prix de deux millions de chômeurs. Il ne se remettra jamais du fait que la gauche fasse mieux que lui, même dans ce domaine qui était traditionnellement celui de la droite. Souvenons-nous : Poincaré, Tardieu, Pinay... le plus grand économiste de France ne prendra pas sa place dans la galerie des ancêtres. (...) »

« Entre 1981 et 1982, notre inflation a diminué de 4 points, alors que celle de la droite a augmenté de 2 points. C'est un fait. Mais ce n'est pas tout. C'est la différence entre le rythme de hausse des prix chez nous et chez nos partenaires. Ce différentiel est très important. Là est l'une des plus graves faiblesses de l'économie française. Là est le résultat de la politique de Valéry Giscard d'Estaing, de Barre et de Chirac ! »

« Le différentiel d'inflation diminue depuis que la gauche conduit l'économie française. Avec l'Allemagne, notre différentiel a diminué encore plus nettement puisqu'il a baissé de 2,6 points. Bien sûr, l'écart de l'inflation entre la France et l'Allemagne demeure excessif. Mais cet héritage devrait désoler Chirac, Barre et Giscard au moins autant que le gouvernement. »

« C'est comme pour le commerce extérieur. Ce déficit est préoccupant. Mais ce n'est pas un phénomène apparu en mai 1981 ! En 1980, le déficit du commerce extérieur était déjà en France 1982 de 71 milliards. Les deux tiers de notre déficit, nous les devons à Giscard et à Barre. (...) L'essentiel de notre endettement, c'est à Barre et au septennat de Giscard d'Estaing que nous le devons. »

« Quand j'entends Valéry Giscard d'Estaing disant que les emprunts, je ne dis pas : « Voilà un expert ». Pensez donc, c'est à lui que nous devons l'emprunt de 1973 indexé sur l'or ! Cet emprunt a rapporté six milliards et demi. Son remboursement va coûter à l'Etat dix fois plus. Au prix actuel du lingot, le remboursement est en effet de l'ordre de soixante milliards. Après une telle erreur financière,

Giscard d'Estaing ne me paraît guère qualifié pour donner des leçons.

« Oui, décidément, ils ont prouvé leur incompétence. Ils l'ont prouvée hier au gouvernement et ils sont en train de la prouver à nouveau dans l'opposition. Car il faut bien dire qu'ils sont aussi mauvais dans l'opposition qu'ils l'étaient au pouvoir ! C'est l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance ! »

« Le chantage à la peur »

Le premier ministre a continué : « Parfois j'entends dire que le premier ministre est trop optimiste et qu'il a bien tort parce que la situation du pays est catastrophique. Disons un peu : cela fait combien de mois, combien d'années que nous entendons cette chanson ? Sur quels thèmes s'est faite la campagne présidentielle contre François Mitterrand ? C'était déjà le chantage à la peur ! Cette tentative permanente de la droite !... »

Parmi les orateurs précédant le chef du gouvernement à la tribune, M. Guy Herminier, membre du bureau politique du P.C., député de la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, avait notamment déclaré : « Rien ne peut justifier que jour après jour la droite et sa presse exploitent le sentiment d'insécurité, jouent sur la peur, extorquent à la haine, au racisme, à la violence. On ne dira jamais avec assez de force quelle laurde responsabilité ont prise ces apprentis sorciers en fondant pendant des mois leur campagne sur tout ce qui rabaisse, avilit, sur le mépris de l'homme... Il avait aussi mis en garde contre la tentation de l'abstentionnisme qui pourrait effleurer « certains travailleurs de gauche impatients et inquiets ».

Pour sa part, le président du M.R.G., M. Roger-Gérard Schwartzberg, avait ironisé sur les « sermons » des « grands de l'opposition ». « Déclarons notamment : « Pour ces stars-là de l'état-spectacle, s'il existait un système de récompense, il faudrait décerner à M. Chirac le César de l'inflation, à M. Barre le César du chômage et à M. Giscard d'Estaing le César des inégalités sociales. »

A. R.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barre : organiser des lignes de résistance

M. Raymond Barre a, mardi soir 1^{er} mars, à Laval (Mayenne), commenté les propos de M. Bérégovoy pour qui les « super-milliers économiques de France » sont MM. Mauroy et Delors (Le Monde du 2 mars). L'ancien premier ministre a déclaré que le « meilleur super économiste socialiste » était notamment celui qui « était un dictionnaire, qui voyait les voyants de l'économie française au vert quand, hélas, ils étaient au rouge ». Quant à l'autre part, M. Barre a souligné : « Nous voterons dimanche pour donner un coup d'arrêt, pour permettre à la société française de rester pluraliste, pour organiser des lignes de résistance. » Il a ajouté : « Si les meilleurs économistes de France sont Pierre Mauroy et Jacques Delors, c'est très bien. Mais, moi, je n'ai pas réussi à faire ce qu'ils ont fait... »

M. Le Pors : contre quel occupant ?

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, le 1^{er} mars, à Châlons-sur-Marne (Marne), a parlé des déclarations des dirigeants de l'opposition : « Ils disent vouloir créer des lignes de résistance : mais contre quel occupant ? Ils veulent instituer des contre-pouvoirs : mais sur la base de quelle légitimité ? Ou ces héros sont fatigués, ou l'opposition divague sur une pente bien dangereuse pour la démocratie. »

M. Giscard d'Estaing : après les micros, les urnes

M. Valéry Giscard d'Estaing, le 1^{er} mars, à Tourcoing (Nord) : « La vocation de l'opposition n'est pas de détruire, mais de préparer ce qui sera de meilleur pour la France de demain. (...) Selon l'ancien président de la République, on n'a pas beaucoup abusé de l'expression du vote de la majorité de la France ». « Or, a-t-il ajouté, nous ne la connaissons pas depuis l'été 1981, sinon au travers d'interprétations parfois tendancieuses, mais demain, les micros vont se taire et ce sont les urnes qui vont parler. »

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

Exaspération

De notre envoyé spécial

Marseille. - Venu à Marseille mardi soir 1^{er} mars pour soutenir la liste d'union de la gauche conduite par M. Gaston Defferre, au cours d'une réunion publique rassemblant, salle Vellier, près de trois mille personnes, M. Pierre Mauroy a donné libre cours à son exaspération face aux critiques de l'opposition sur sa politique économique, après la publication des deux mauvais résultats de janvier relatifs à la hausse des prix et à la situation du commerce extérieur.

Tout à tour ironique, sarcastique, virulent, passionné, le premier ministre a tenu en cette circonstance le plus incisif des discours qu'il ait prononcé depuis qu'il dirige le gouvernement. Sans crainte d'accrocher le caractère polémique de la campagne électorale, il a stigmatisé à plusieurs reprises pendant une heure le comportement de MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing qu'il juge « aussi mauvais dans l'opposition qu'ils l'étaient au pouvoir » et qui incitent à ses yeux « l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance ». Se référant à nouveau au bilan de la politique conduite par ses pré-

décesseurs, M. Mauroy n'a pas manqué d'éléments pour étayer son plaidoyer et son réquisitoire. La qualité du débat démocratique dont le premier ministre regrette la dégradation n'y a rien gagné, mais, en répliquant sur le même registre que ses censeurs, le chef du gouvernement a le sentiment de répondre à l'attente des militants de gauche. Cette réaction traduit le colère d'un homme excédé qu'on ne prenne pas assez en compte les résultats positifs, selon lui, de son action et qu'on lui reproche son inclination à l'optimisme, parfois même au sein de son propre parti et du gouvernement, alors que les prédictions catastrophistes multipliées par ses adversaires ne lui paraissent pas confirmées. Mais la colère de M. Mauroy procède aussi d'une volonté de provoquer un sursaut chez les électeurs de gauche dont la démotivation joue en faveur de l'opposition. Dans son envolée finale, le chef de la majorité a ainsi appelé le classe ouvrier à resserrer les rangs pour résister au « chantage à la peur ».

ALAIN ROLLAT.

VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC AISANCE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ
CONVAINCRE, DÉCIDER
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.L.
24, rue Henri-Barbusse - 75007
Tél. : 323-18-10 - 326-15-42

les éditions
ouvrières

Jean FONTENEAU
LE CONSEIL MUNICIPAL
LE MAIRE, LES ADJOINTS
Guide et manuel
sur le nouveau fonctionnement
des communes décentralisées
Collection « Références »
480 pages - 28 F

René DESERRE, François GIGUEL
LA COMMUNE
SON BUDGET, SES COMPTES
Guide pratique
d'analyse financière
226 pages - 64 F

Roger BEAUNEZ, Jacques PIETRI
LES COMMUNES ET L'EMPLOI
Des initiatives municipales
Moyens d'une politique
locale de l'emploi
Préface de Michel Rocard
226 pages - 54 F

André-Hubert MESNARD
AMÉNAGER SA COMMUNE
D'une politique locale
d'urbanisme
226 pages - 62 F

Roger BEAUNEZ, Pierre BOULAIS
CADRE DE VIE
DES MUNICIPALITÉS INNOVANTES
Préface de Hubert Dubouche
226 pages - 60 F

COLLECTION
POUVOIR LOCAL

LE M.R.A.P. S'INQUÊTE DES RELENTS RACISTES DES PROPOS TENUS PAR CERTAINS CANDIDATS

Sans vouloir « intervenir dans les affrontements de la bataille électorale, mais agir exclusivement dans le domaine qui est le sien », le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) estime « nécessaire » de présenter ses options et ses positions aux candidats aux élections municipales. Ainsi, lors d'une conférence de presse, M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., a-t-il présenté la brochure intitulée les « Minorités ethniques, culturelles, religieuses dans la cité, que vient d'éditer ce mouvement.

Informers et sensibiliser l'opinion publique au racisme et aux multiples aspects qu'il revêt ; organiser des structures d'accueil réservées à toutes les minorités vivant en France ; faire participer ces minorités à la vie de l'ensemble et aux responsabilités, tels sont les trois thèmes sur lesquels le M.R.A.P. entend attirer l'attention des élus de demain.

A propos des élections des 6 et 13 mars, M. Lévy a dénoncé, exemples à l'appui, « les deux aspects nouveaux de certaines campagnes pour les municipales, dans les unes s'attachent à rendre les immigrés responsables de tous les maux, notamment l'insécurité et les carences économiques, les autres utilisent ces immigrés pour accabler le gouvernement en faisant passer celui-ci pour le « protecteur » inconditionnel de minorités « indésirables », et en n'hésitant pas à taxer ceux qui nous gouvernent d'« agents à la solde de l'étranger ».

Enfin, le M.R.A.P. a annoncé qu'une journée sur le thème « Dix heures contre le racisme » sera organisée le dimanche 20 mars, à Paris, à la veille de la Journée internationale pour l'élimination du racisme, décidée par l'ONU.

J.-M. D.-S.

(*) M.R.A.P., 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806-88-00.

هكوان الوطن

Grands dictionnaires Puf: les mots qui ouvrent le savoir.



Vocabulaire technique et critique de la philosophie

Par André Lalande et avec la collaboration de la société française de philosophie

Étudier les termes philosophiques dont le sens présente un intérêt fondamental; présenter des définitions sémantiques propres à éclairer la signification d'un mot et à écarter autant que possible les erreurs; donner des renseignements historiques, bibliographiques, documentaires; affirmer la valeur du langage philosophique: tels ont été les buts des auteurs du présent vocabulaire qui ont eu pour souci, enfin, d'inclure également la terminologie existentialiste et celle de la philosophie des sciences.

puf

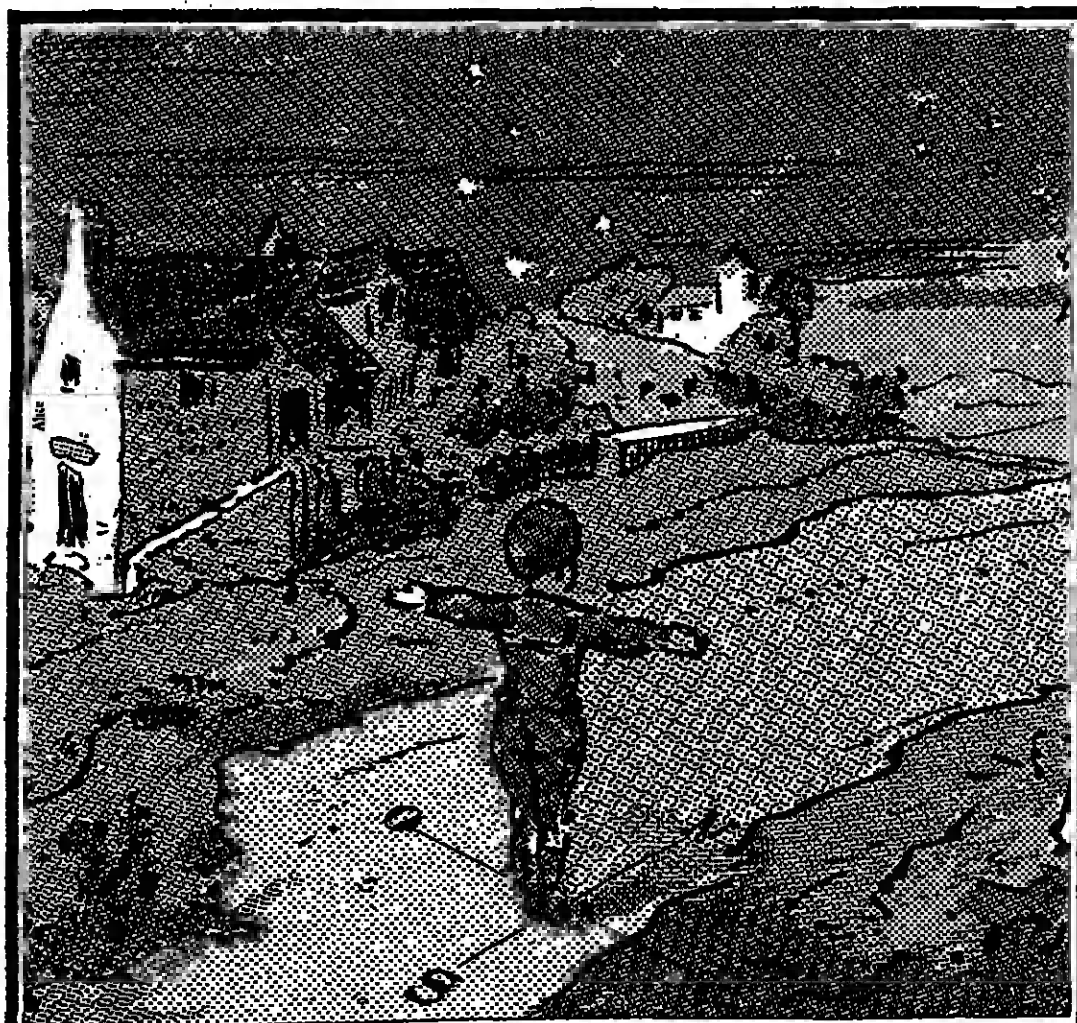


Vocabulaire de psychopédagogie et de psychiatrie de l'enfant

Sous la direction de Robert Lafon

Ce vocabulaire n'est pas simplement le recensement de définitions, mais à partir de mots clés, le rassemblement d'articles de fond et d'exposés schématiques utilisables de façon logique, pour constituer des précis de droit, de psychologie de l'enfant et de l'adolescent, de pédagogie, d'action sociale, de psychiatrie, de psychopédagogie médico-sociale, etc. Il constitue un auxiliaire de travail pour l'étudiant comme pour le praticien. Plus de 3900 entrées.

puf

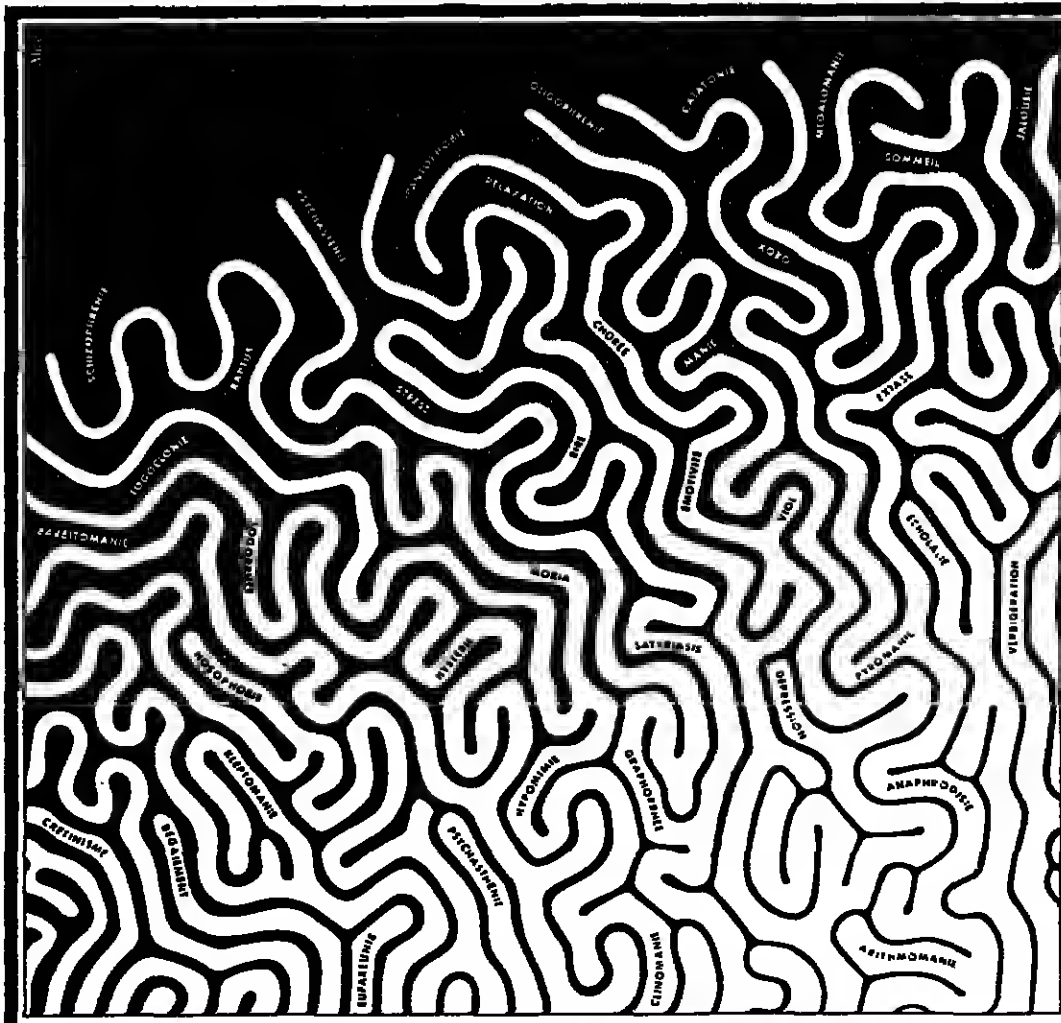


Dictionnaire de la géographie

Sous la direction de Pierre George

Puisant dans le vocabulaire de nombreuses disciplines voisines, la géographie avait besoin d'un dictionnaire bien à elle. La pédagogie de la géographie repose sur un langage et sur un patrimoine de définitions, fruit de longues discussions, d'accords et de conventions. C'est ce patrimoine dont le présent dictionnaire fait l'inventaire. Plus qu'un simple instrument de référence, il constitue une introduction épistémologique et méthodologique à l'étude de la géographie. Plus de 3000 entrées, 57 illustrations.

puf



Manuel alphabétique de psychiatrie.

Par Antoine Porot

Parmi les difficultés que doit résoudre la psychiatrie, la maîtrise du champ notionnel constitue sans nul doute le premier défi. Dans cette perspective, le manuel alphabétique est le meilleur des outils. Loin d'une fausse recherche de l'objectivité, cet ouvrage présente une géologie des stratifications historiques et critiques du langage de la psychiatrie. Ce dictionnaire donne immédiatement le renseignement cherché, l'appartenance clinique ou doctrinale de ce terme, sa signification et les données d'ordre pratique qui en découlent.

puf

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA CAMPAGNE A PARIS

MM. JOSPIN, ESTIER ET DELANOË DANS LE XVIII^e

Les concierges sont-elles de gauche ?

Les concierges du dix-huitième arrondissement sont-elles de gauche ? Les instituteurs de sondage et les politologues n'ont pas encore répondu à cette question. Domage ! La réponse eût été intéressante des circonscriptions législatives de cet arrondissement de Paris élus en juin 1981.

MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., et Claude Estier, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Il fallait voir M. Jospin dans la loge plus étonnée que nature d'un concierge de la Chapelle-Goutte-d'Or à Gien, le premier secrétaire du P.S., gêné mais pas mécontent. M. la concierge, boulotte pipelotte qui, chaque jour, si l'on en croit la réputation qui lui est faite, trotte de la rue Marx-Dormoy à la rue de la Chapelle, explique que les journaux distribués dans l'immeuble ou elle ne les distribue pas, c'est selon.

« Le premier gauche », « le deuxième droite » et « la troisième porte au face » seront privés de littérature électorale.

« C'est-à-dire, dit-elle, ne sont pas avec moi. » En revanche, l'artiste du quatuor, celle qui traite M. Raymond Barra d'« éléphant », sera servie. Avec elle, il n'y a aucun risque d'intoxication.

Géné, le premier secrétaire, mais pas mécontent de cette petite façon de sociologie locale. Il faudrait avoir les concierges dans sa poche. Car les concierges, c'est bien connu, ça bavarde, ça colporte, ça amplifie plus que le commun des électeurs.

M. Bertrand Delanoë, dans le quartier Clichy-la-Guyonne, aurait besoin de leur aide. Il rema à contre-courant d'une population qui a peur des Arabes et des Noirs, de tous ces étrangers qui ont envahi le bas de Montmartre.

Marchande à la sauvette, joueuse de bonneteau, droguée et pourvoyeuse, prostituée des deux sexes, voyous en tout genre : comme si ces gens venus d'ailleurs n'étaient que ça.

Tous les électeurs socialistes n'échappent pas au reclame ambiant. « Moi, je suis prêt à passer mon brevet de pilote et je les raccompagne dans leur pays », dit l'un d'eux, dans l'arrière-salle d'un bistrot de la rue Clichy-la-Guyonne, où M. Delanoë, une fois par mois, organise une réunion sur la sécurité, en compagnie du com-

missaire ou d'un policier de haut rang.

La peur persiste malgré les effectifs de police supplémentaires obtenus par la gauche pour ce quartier, malgré le rôle dissuasif des rondes répétées de C.R.S., les cent soixante-seize saisis de marchandises effectuées sur les boulevards, au détriment des vendeurs à la sauvette, la réfection des « cuisines » de drogue dans les toilettes de plusieurs bistrotiers.

La peur persiste parce que le voisin de la voisine a entendu dire que la voisine du voisin a été agressée dans la rue en plein après-midi et qu'il donne la nouvelle comme sûre et certaine. La peur persiste parce que l'en raconte dix fois, cent fois la même histoire, comme si c'en était une autre. La peur persiste parce que l'opposition exploite à fond le thème de l'insécurité.

« On a été envahis par les Allemands ; maintenant, on est envahis par les voyous. Et des voyous même pas français », dit un commerçant, lui aussi électeur socialiste.

Fragile

M. Delanoë, pourtant, rassure. Il habite le quartier. On le rencontre quand il va porter son linge à la laverie, mais, lui reproche-t-on gentiment, « vous êtes toujours pressé ». Il rassure un peu parce que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, est venu dans le dix-huitième arrondissement et qu'il a annoncé un peu plus tard l'installation d'un commissariat de police rue de Clichy-la-Guyonne. Il y en aura un autre place des Abbesses. Là, c'est le domaine de M. Claude Estier.

Peut-être le commissariat des Abbesses aura-t-il un effet dissuasif sur le trafic de la drogue - la violence va parfois de pair - qui gravite autour des travestis de la rue Houdon, dans la remontée du boulevard de Clichy. Il y a là une école primaire, dont les élèves, quand on leur demande de raconter la vie du quartier, ne parlent pratiquement que de ces prostituées un peu bizarres. Une petite fille de cinq ans a été agressée la semaine dernière, à la sortie de l'école, par un client. Sans raison apparente.

Insécurité : l'opposition a trouvé un bon filon, il faut donc en parler, d'autant que les trois

députés de la gauche agissent et dénoncent l'inaction de la droite, qui tenait le haut du pavé jusqu'en 1981.

Mais il existe bien d'autres problèmes dans cet arrondissement, que MM. Jospin, Delanoë et Estier disent « délaissés » par la mairie de Paris. Il y manque des crèches et des maternelles ; il y manque des H.L.M., et on a milité pour le plan de réhabilitation de la Goutte-d'Or. M. Jospin assure que les quelques demandes de logement qu'il a pu satisfaire l'ont été sans l'aide de la mairie. Il y manquait un moyen de transport capable de desservir le butte Montmartre, et pas seulement le tour de la Butte. C'est fait : la R.A.T.P. a installé des mini-bus, et grâce à qui ? Grâce à moi, dit M. Delanoë.

Pour la gauche, l'arrondissement est fragile. Sur le total des trois circonscriptions, les socialistes l'ont emporté au second tour avec 52,70 % des suffrages exprimés, portée par la vague de juin 1981. La circonscription la plus précieuse, celle de M. Claude Estier, élu avec 50,71 % des suffrages exprimés, est aussi la plus peuplée. Dès lors, les socialistes se sont efforcés de rattrasser large.

Laur liste d'union rassemble notamment - outre les communistes et leur chef de file M. Louis Baillet, ancien député - un radical de gauche, M. Jean-Pierre Thomas ; un gauchiste de gauche, M. Jean-Louis Delacour ; un P.S.U., M. Christian Stepanian ; un socialiste d'origine espagnole, M. Amiel Malik ; le président du Comité national de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S., M. Aviva Koutchinski ; une avocate antislavie, M. George Pau-Langevin.

Aucune de ces candidatures n'est indifférente en regard de la composition sociologique de l'arrondissement. La présence d'un gauchiste de gauche témoigne du souci d'attirer une partie de l'électorat gauchiste de M. José Le Tac, ancien député, battu par M. Delanoë en 1981 et qui avait appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, d'autant que M. Delcort est en position d'être élu. Il est même, remarque M. Jospin, le « seul » vrai gauchiste susceptible de devenir - toutes listes confondues - conseiller municipal du dix-huitième arrondissement. Pourquoi ne l'a-t-il pas dit à la concierge ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

● M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, conteste les déclarations de M. Chirac sur le coût de la construction du Palais omnisports de Bercy, en disant : « Selon l'engagement de Jacques Chirac - tout devait tenir dans l'enveloppe des 200 millions. Or, aujourd'hui, 760 millions ont été engloutis dans l'opération. M. Chirac est un falsificateur lorsqu'il annonce à Bercy un chiffre de 282 millions. La vérité est accessible à chacun : le Conseil de Paris a bel et bien inscrit 760 millions de francs au budget et il faudra ajouter des équipements intérieurs, des aménagements de voirie. Le total excédera 1 milliard de francs. Les Parisiens paieront doublement la frénésie électorale du maire sortant, d'abord en réglant la facture de Bercy, ensuite en supportant la pénurie d'installations sportives dans leur quartier. »

● M. Paul Quilès a été débouté en référendum de l'action qu'il avait engagée devant le président du tribunal de Paris contre les listes « Paris pour tous » (composées de jobistes, de

royalistes et de radicaux de gauche) présentes dans quatorze arrondissements de la capitale. Il leur reprochait d'avoir pris un sigle identique au titre du journal *Paris pour tous* qui soutient sa candidature dans le treizième. Le juge a estimé que la « présentation des documents électoraux » était pas de nature à provoquer une réelle confusion, les bulletins de vote et profession de foi de M. Quilès ne comportant pas ce vocable.

● M. Léo Hemon, président d'initiative républicaine et socialiste (I.R.S.), rappelle que sa formation appartient à la majorité présidentielle, mais regrette de n'avoir pas pu participer aux listes « Majorité pour Paris », conduites par M. Quilès dans la capitale. Il assure que la pratique et la conception qui ont prévalu à la confection des listes « Majorité pour Paris » l'ont empêché.

L'I.R.S. participe donc aux listes « Paris pour tous » en compagnie du Mouvement des démocrates de

Michel Jobert, de la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, et de radicaux de gauche, notamment M. Hamon précise toutefois : « Les participants de ce regroupement ne sont pas d'accord sur toutes les questions, mais sur la volonté de répondre à l'appel du président de la République pour le nécessaire rassemblement. »

● Au Mouvement des radicaux de gauche de Paris, un certain nombre de militants du M.R.G. de la fédération de Paris réunis à l'initiative de M. Louis Cayeux (comité du X^{IV}) indiquent que « les candidats se réclamant du M.R.G. et figurant sur les listes « Majorité pour Paris » (listes Quilès) n'ont pas été mandatés pour cela par la fédération de Paris du M.R.G. ».

RECTIFICATIF. - A Paris, dans le neuvième arrondissement, M. Jacques Bravo, qui conduit la liste Majorité pour Paris, appartient au P.S. et non au P.C., comme une erreur d'impression nous l'a fait écrire dans le Monde du 2 mars.

Un électorat très sollicité

(Suite de la première page.)

C'est la cas à Marseille, où M. Gaston Defferre peut s'inquiéter de refus de M. Roland Amsellem, l'un des principaux responsables de la communauté, de figurer de nouveau sur ses listes (voir le Monde daté 20-21 février). C'est le cas aussi, à Toulouse, où M. Gérard Bapt, député (P.S.), candidat de la gauche à la mairie, compte bénéficier, auprès de ses électeurs, de la sympathie que peut lui valoir son action en faveur des juifs d'Union soviétique.

A Paris, où la population des électeurs juifs est évaluée à 10 % de corps électoral, la campagne est marquée, pour ces électeurs, par une série de gestes de la part des candidats. Ce comportement est lié, pour une part, au renouveau de la vie juive, qui se manifeste, notamment, dans la capitale et dans sa banlieue, à travers l'activité des quatre radios, aujourd'hui associées, deux par deux : Radio-Communauté et Judaïques F.M. d'un côté, Radio-Chalom et Radio-J de l'autre. MM. Roger Chinnod, président de la fédération parisienne de l'U.D.F., Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris, Jack Lang, ministre de la culture, conseiller sortant du troisième arrondissement, ont participé aux débats avec des journalistes organisés par Radio-Communauté, dont M. Jacques Chirac a été le dernier invité, mardi soir 1^{er} mars.

La majorité parisienne présente ses candidats juifs

Du côté des socialistes, certains candidats dans des arrondissements où l'électorat juif est plus concentré qu'ailleurs, lui font une place dans leur campagne. Ainsi M. Georges Sarre dans le onzième arrondissement, a-t-il visité en compagnie du chanteur Enrico Macias, très populaire chez les « pieds-noirs », la partie du quartier Belleville, située dans son secteur. Au reste, M. Sarre évoque les questions auxquelles cet électeur peut être sensible, et qui touchent, d'une part, à la sécurité, depuis les attentats antisémites d'octobre 1980 et août 1982, et d'autre part, à des aspects culturels, tels que la place des écoles juives dans les projets de réforme de l'enseignement ou l'ouverture d'un musée d'art juif, qui suppose un accord entre l'Etat et la Ville.

M. Lang a parlé de ce projet dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Tribune juive* (daté 21-27 janvier), où il affirmait qu'il n'avait trouvé aucun dossier à ce sujet, lors de son arrivée au ministère de la culture, ce que son prédécesseur, M. Jean-Philippe Lecat, et M. Chirac ont démenti. Cet entretien de M. Lang à *Tribune juive*, diffusé par les militants socialistes dans le troisième arrondissement, a été diversement apprécié. Certains sont sensibles à la façon dont le ministre de la culture revendique sa propre judaïté - tout en précisant qu'il est un juif athée - et entendent donner toute leur place à la tradition et à la sensibilité juives dans la culture française. D'autre reprochent à M. Lang, de se découvrir

MISE AU POINT. - M. René Billères, sénateur M.R.G. des Pyrénées, nous demande de rétablir les propos que nous lui avons prêtés dans le Monde du 26 février comme suit : « ... une politique économique et sociale adaptée aux possibilités réelles de notre pays doit être mise en œuvre comme l'ont suggéré Edmond Maire et Michel Rocard ». L'ancien ministre avait ajouté : « La gauche doit devenir rigoureuse. Malgré ces réserves, nous nous séparons de la droite tout en restant à gauche ».

juif, à l'approche d'une échéance électorale difficile, face à M. Jacques Deminati (U.D.F.-P.R.), membre du comité directeur de l'Alliance France-Israël, et de chercher à susciter une solidarité communautaire, qui heurte la façon dont la plupart des juifs vivent leur intégration dans la société française.

C'est la façon dont les socialistes, et surtout M. Lang, mettent ainsi en avant les aspects de la politique gouvernementale auxquels les juifs peuvent être plus sensibles que d'autres, qui a provoqué, selon M. Claude Gérard Marcus, une réaction de la part des candidats juifs des listes de la majorité municipale parisienne. Député (R.P.R.) du dixième arrondissement, adjoint au maire sortant, M. Marcus a réuni seize de ses candidats, le 25 février, pour une conférence de presse destinée aux journaux et radios juifs, initiative relevée comme une « première » par l'Agence télégraphique juive, dans son bulletin du lendemain.

Le gouvernement a été vivement critiqué, au cours de cette conférence, sur deux points : la sécurité et la participation communautaire. Ce second argument est largement utilisé par l'opposition, qui sait combien l'attitude des dirigeants et de la presse du P.C.F., notamment pendant la guerre de Liban, avait été ressentie comme injurieuse par nombre de juifs. Ces écarts de langage sur le thème « génocide » auquel se serait livrée l'armée israélienne et l'assimilation des dirigeants israéliens aux nazis expliquent, par exemple, qu'aucun représentant du parti communiste d'ait été invité aux débats de Radio-Communauté.

Les socialistes soulignent, de leur côté, que c'était M. Jacques Chirac qui avait négocié la vente d'une centrale nucléaire à l'Irak, et sous la présidence de M. Giscard d'Estaing que le terroriste Abou Daoud, responsable de la tuerie de Munich, avait été libéré. Ils mettent en avant l'appartenance à « R.P.R. de M. Maurice Papon, ancien ministre, récemment inculpé au titre de son action pendant la guerre, tandis que la diplomatie du pouvoir de gauche a obtenu l'extradition de Bolivie de Klaus Barbie. Considéré comme respectable, avec M. Giscard d'Estaing, de l'ouverture d'un bureau de

O.L.P. à Paris, en octobre 1975. M. Chirac a déclaré, mardi, sur Radio-Communauté, que le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Jean Sauvagnargues, et lui-même avaient « appris cette décision par la radio ».

En fait, le débat sur la politique française au Proche-Orient repose plus sur des nuances que sur des différences de fond. Certes, dans la *Terre retrouvée*, mensuel reflétant les vues du parti Mapam, M. Roger Ascol, qui est aussi rédacteur en chef de *l'Arche*, souligne, dans un éditorial intitulé « voter socialiste, que les divergences politiques entre les gouvernements français et israéliens » valent tout de même mieux que l'indifférence négligente du précédent septennat. Mais si les relations culturelles franco-israéliennes ont pris un nouveau départ, les relations économiques sont « gelées » depuis la guerre du Liban, et le Quai d'Orsay est toujours considéré comme l'instigateur d'inflexions nettement pro-arabes dans la diplomatie française, sur laquelle certains craignent que ne pèse l'emprise contractée après l'Arabie Saoudite. De sorte que la sollicitation de l'électorat juif repose plutôt sur son comportement d'ensemble, inspiré notamment par l'intelligence particulière de l'histoire et de l'esprit juifs, dont M. Mitterrand a donné les marques et qui entre en consonance avec un réveil de la culture juive, en particulier chez les jeunes et chez les intellectuels. De ce point de vue, les milieux les plus conservateurs ont probablement une longueur de retard par rapport à la gauche, ce qui ne veut pas dire que celle-ci - fait-ce à travers une association comme Socialisme et judaïsme - mobilise, plus que l'opposition, la masse des électeurs juifs.

PATRICK JARREAU.

● M. Jacques Abikessat, président de Siana et de la Fédération sépharade de France sous le nom de « Siana », s'il apporte son soutien à « M. Benussayeg, ami personnel et candidat de la majorité dans le quatrième arrondissement, il n'a jamais été question que ce soutien soit pour la liste générale de la majorité », comme le laisse croire l'appel publié dans le Monde daté du 18 février.

D'une ville à l'autre

VAL-DE-MARNE

ALFORTVILLE. - Le maire sortant, M. Joseph Franceschi (P.S.), secrétaire d'Etat à la sécurité publique, se représente sans commune mesure sur sa liste. Pourtant, dès 1965, il avait mené une liste d'union de la gauche ; mais en 1971 l'accord s'était pu se faire. En 1977, à nouveau, l'union avait été réalisée, et le P.C. avait en sept élus mais pas d'adjoint. Cette fois, il demandait une augmentation de sa représentation. M. Franceschi, qui voulait diriger une liste ouverte à toutes les

forces de gauche et aux personnalités locales, a été très réticent. Finalement, vendredi 25 février à 22 h 45, il proposait aux communistes une place de conseiller municipal dans deux postes d'adjoint ; le P.C. jugeant cela insuffisant, refusait, et M. Franceschi envoyait un mandataire déposer une liste sans participation du P.C. à la préfecture. A 23 h 30, les communistes annonçaient que finalement ils acceptaient la proposition du maire ; mais il était trop tard. A 23 h 54 la liste du P.C. était déposée et à 23 h 57 celle du P.S.

La liste de droite sera menée par M. Altjian, non inscrit.

TIERCE ÉLECTORAL AU « PROGRÈS » DE LYON

Le quotidien lyonnais le *Progrès* réalise, à l'occasion des élections municipales, une « première » en matière de presse. Le quotidien de M. Jean-Charles Lignel propose en effet à ses lecteurs de parler sur les chances de chacun des candidats à la mairie de Lyon.

Annoncé à grand renfort de publicité, ce jeu-concours, doté de nombreux lots, se déroule dans la semaine précédant chaque tour de scrutin. Il est intitulé « Tierce électorale ». Ce rapprochement avec le sport hippique n'est guère apprécié, semble-t-il, par le personnel politique lyonnais.

YVELINES

SAINT-CYR-L'ÉCOLE.

L'union de la gauche n'a pu se faire dans cette ville où le P.C. et partiellement le maire, M. Jean Cuguen, sont solidement implantés. La municipalité sortante réunissait P.C. et P.S., mais les adjoints socialistes n'avaient pas de délégation. Faute d'obtenir de M. Cuguen une représentation « équitable » et la garantie de pouvoir participer à la gestion de la ville, les socialistes ont décidé de présenter leur propre liste. Elle sera menée par un conseiller sortant, M. Michel Fillard, et comprendra un adjoint communiste sortant, M. Christian Laroche, proche de M. Fillard. La liste de droite sera conduite par M. Gourgon, non inscrit, soutenu par le R.P.R. et l'U.D.F.

DÉBAT

Louis MERMAZ - Alain PEYREFITTE

animé par Gérard Carreyrou et Jacques Duquesne

SUR EUROPE 1

MERCREDI
2 MARS
19H30

SPECIAL
MUNICIPALES
le point EUROPE 1

مجلس النواب

CHEZ LES JEUNES IMMIGRÉS DE NANTERRE

« Gutenberg » à bout de nerfs

Les jeunes de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre (Hauts-de-Seine), réunis en association depuis février 1982, ont cru, quelques mois, au « changement ». Malgré la mort, le 23 octobre, par un Français, de l'un des leurs, Abdoullah Guemah, ils acceptaient de contenter la violence des plus violents d'entre eux, allant jusqu'à protéger la maison du meurtrier de leur ami. Ils engageaient des discussions officielles à la préfecture sur l'insertion socio-éducative et culturelle des familles de la cité dans un logement décent, et cela dans un délai de douze à dix-huit mois.

Le ton, il y a six jours, a changé : samedi dernier, tôt le matin, les jeunes d'origine maghrébine de Gutenberg ont saccagé leur propre locaux. Tâche relativement facile : les cloisons, faites d'un mauvais matériau aggloméré, n'ont guère résisté à quelques coups de couteau. Les cadres des fenêtres, en contre-plaqué, ont vite volé en éclats. « Nous, comité des résidents de la cité Gutenberg, écrivions dans un tract le jour même, nous avons décidé de ne plus être les animateurs de la misère. »

« Si ça explose... »

La scolarisation des plus jeunes, l'alphabétisation des plus âgés, les sports d'hiver à Chamoix, dont témoignait, au milieu des grèves, une trentaine de bonnes et solides peines de

chaussures, leur auraient fait oublier l'essentiel, à leurs yeux : le logement. Point de « volonté politique » en ce domaine, estiment-ils, ni à la préfecture ni à la mairie : sept familles seulement ont été relogées, « autant dire rien ». Seuls les Guemah, dont le fils a été tué, constatent-ils, amers, ont été relogés sur Nanterre. « Si Mitterrand leur disait, explique Abdoullah Guemah, « Je ne veux plus de cité de transit dans les trois jours », il n'y en aurait effectivement plus ». Leur action « aurait servi d'alibi » et eux-mêmes « d'éducateurs » à la gomme, de petits bouffons ». Un rôle qu'ils ne veulent plus jouer.

Incontestablement, le drame de Châtigny-Malabry, le 14 février, lors duquel un policier armé a blessé gravement un jeune Tunisien, a avivé la colère : « Il y avait de la rage l'autre soir chez les plus jeunes », explique Ali. Les « nerfs » pourraient craquer à nouveau. A la destruction de leur local pourraient succéder des actions plus violentes. Beaucoup de jeunes de Gutenberg, de quinze à dix-sept ans, désormais armés, parlent des émeutes raciales de Birmingham ou de Miami. Les responsables de l'association, conscients de ces risques, veulent sortir du ghetto, de cette « cité-marquée ». Tout d'abord par l'information sur leur propre mouvement, afin que « si ça explose, tout le monde ait été prévenu » ; ensuite, par des actions spectaculaires, comme l'occupation de la préfecture ou l'arrêt du R.E.R.

comme l'avaient fait les communistes, il y a quelques années. Ces jeunes, déçus de la lenteur du changement, sont décidés « à ne pas être une fois de plus roulés ».

Le préfet des Hauts-de-Seine aura, dans les semaines à venir, fort à faire. Certains de ses fonctionnaires, pourtant, ne sont pas, semble-t-il, si convaincus de la nécessité d'un changement de politique. Ainsi, en matière d'expulsion, la directrice de la réglementation et du contentieux de la préfecture, M^{me} Suzanne Germond, somnait récemment un jeune Marocain d'Asnières, Abdelhadi Atmane, qui avait fait l'objet d'un arrêté d'expulsion le 7 avril 1981, de quitter la France. M^{me} Germond, qui prévenait l'administration centrale de sa décision, estime avoir ainsi respecté les instructions reçues. C'était négliger les directives du ministère de l'Intérieur : la situation de ce jeune devrait être résolue par l'administration centrale et par elle seule. L'immense majorité de ces requêtes en abrogation sont examinées par le ministère de l'Intérieur avec la plus grande bienveillance — ne serait-ce que pour respecter les déclarations du candidat François Mitterrand : « C'est, en effet, une atteinte aux droits de l'homme que de séparer de leur famille et d'expulser vers un pays dont bien souvent ils ne parlent même pas la langue, des jeunes gens nés en France, qui y ont passé une partie de leur jeunesse. »

NICOLAS BEAU.

Le jeune Tunisien de Châtigny-Malabry est sorti du coma lundi 1^{er} mars, après trois semaines d'hospitalisation. Nasser M'Raidi, dix-sept ans, avait été gravement blessé le 14 février d'une balle dans la tête par le brigadier Jean-Paul Lapeyre à la suite d'un banal contrôle de police (le Monde du 16 février). « Nasser est conscient, a déclaré son père. Il nous

a reconnus, mais ne peut toujours pas parler. Il bouge les bras et un peu les jambes, mais les médecins estiment qu'il est trop tôt pour se prononcer. »

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a exprimé, lundi 28 février, « sa très vive émotion » devant la tentative d'attentat commise le 26 février, au soir de la fête de Pon-

rim, contre la communauté juive de Marseille. Le CRIF rappelle aux communautés juives « la nécessité d'une vigilance encore accrue face à ces attaques, qui démontrent qu'un certain activisme antisémite ne désarme pas ». Le CRIF « veut espérer que les pouvoirs de bombes de Marseille seront rapidement retrouvés et jugés, de façon à dissuader tous actes criminels de cette nature ».

MÉDECINE

APRÈS PARIS

La grève des étudiants affecte de nombreux centres hospitaliers universitaires de province

Le mouvement de grève des étudiants en médecine qui a débuté, il y a une quinzaine de jours à Paris, affecte aujourd'hui de nombreux centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) de province parmi lesquels Lyon, Marseille, Nantes, Nancy, Limoges, Besançon, Rennes et Tours. Les étudiants s'opposent, notamment, à la création d'un examen « validant » et élassant « de fin de deuxième cycle (le Monde du 19 février).

Les deux ministères de la santé et de l'éducation ont publié, le 1^{er} mars dans l'après-midi (nos dernières éditions datées 2 mars), un communiqué commun apportant plusieurs précisions. Il est notamment indiqué que « contrairement à certaines allégations », l'examen de fin de deuxième cycle ne constituera pas « une étape éliminatoire et encore moins un concours éliminatoire ». Selon les ministères, les capacités d'accueil des hôpitaux sont suffisantes pour accueillir « la totalité des étudiants arrivant en fin de second cycle ».

Deux sessions

Cet examen pourra comporter deux sessions : éventuelle, estimée-on, qui devrait être exceptionnelle. En cas d'échec, les étudiants ne pourront pas accéder au troisième cycle, mais seront autorisés

sans limitation à redoubler. « Les rumeurs selon lesquelles, après plusieurs échecs, les étudiants seraient contraints à s'engager dans une autre profession sont dénuées de tout fondement. Cet examen ne sera en rien un concours déguisé. »

Le programme de cet examen sera identique à celui des concours interrégionaux qui ouvriront la voie à l'exercice de spécialités, « de manière à ce que tous les étudiants, qu'ils souhaitent devenir généralistes ou spécialistes, préparent ensemble ces épreuves dans le cadre de l'université ». Ces épreuves, dont les modalités seront prochainement connues, seront destinées « à vérifier des compétences plutôt que des connaissances ». Elles comporteront des questions à choix multiple, des problèmes cliniques courts et des épreuves de dossier diagnostique ou thérapeutique ainsi qu'une épreuve de commentaire de texte.

Enfin, diverses précisions sont apportées concernant la période de deux ans à venir pendant laquelle cet examen prendra une forme transitoire « adaptée à la pédagogie des diverses U.E.R. (Unités d'études et de recherche) de médecine ».

D'autre part, une proposition de rencontre a été faite par les deux ministères aux étudiants grévistes. Cette rencontre devait avoir lieu le 2 mars dans l'après-midi.

Y ALLER OU PAS

Y aller ou ne pas y aller ? Telle est la première question qui a été posée lors de la réunion nationale des étudiants grévistes, organisée précipitamment la 1^{re} mars à Paris, à la Pitié-Salpêtrière, et à laquelle participaient les délégués des vingt-quatre C.H.U. (centres hospitalo-universitaires) de Paris et de province. Fallait-il aller au rendez-vous proposé par les ministères de la santé et de l'éducation nationale ? Si oui, dans quelles conditions ?

Une victoire, sans doute, que cette proposition de rencontre connue dans l'après-midi, mais une victoire trop rapide en fait, ennuyeuse, difficile à exploiter. « Il faut s'entendre, dit un délégué au micro, ou on veut une ligne unitaire ou on n'en veut pas ! » C'est un fait qu'après deux semaines les responsables du mouvement de grève n'ont pas encore opté pour une position bien claire, oscillant entre une tendance dure — le refus de tout examen — et une autre, plus

modérée, acceptant la discussion sur les modalités de cet examen.

Mouvement fragile aussi, où Paris craint de laisser la province avec ses hésitations et ses divergences. « Perdre du temps, cela ne fait pas sérieux, crie la déléguée de Besançon. Nous sommes montés de province. Ce n'est certes pas un événement, mais quand même ! » Pour elle, un « premier rendez-vous aux ministères, ça donne de l'espoir ».

On rappelle les conditions des pouvoirs publics : un délégué par C.H.U. et trois représentants syndicaux « observateurs muets ». « Attention ! rappelle quelqu'un, le ministère propose, nous, on dispose. »

Vers 17 heures, le principe de la rencontre est acquis à la majorité. C'est décidé, « on va discuter avec le gouvernement. Le plus dur reste néanmoins à faire : l'élaboration d'une plate-forme commune ».

J.-Y. N.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

Dites-lui vos projets familiaux, il vous dira ce que vous pouvez vous permettre.

Avec Atari, les ordinateurs font leur entrée à la maison. Un simple branchement sur la prise Péritel de votre téléviseur, et voilà votre ordinateur-maison installé. Il vous permet d'utiliser tous les programmes Atari en cartouche ROM. Vous pouvez également choisir les périphériques dont vous avez besoin : unité de disquette (A 810[™]), lecteur de cassettes (A 410[™]), ou coupleur acoustique (pour l'accès aux banques de données). L'Atari 400[™] dispose d'une mémoire vive (RAM) de 16 KO, l'Atari 800[™] de 48 KO. De plus, leurs 3 microprocesseurs spécifiques, vous offrent des possibilités graphiques et sonores exceptionnelles. Les programmes Atari seront là pour vous divertir ou vous rendre service : du jeu vidéo (tel le déjà célèbre PAC-MAN[™]), à la gestion familiale, en passant par l'éducation (orthographe, langues, maths, dessin), la gymnastique, la cuisine et quantité d'autres déjà disponibles, ou à venir. Pour la gestion familiale, il gardera en mémoire toutes les données que vous y entrerez, et jour après jour, fera vos comptes ou les comparant à vos prévisions. Avec le programme Graphes I vous pourrez même les visualiser en pourcentage. Un vrai conseil comptable à la maison.

Pour toute documentation, écrivez à ATARI, 9-11, rue Georges Enesco 94008 Créteil Cedex ou CONFIRMEX, 71, avenue de Cortenberg 1040 Bruxelles.



ATARI. L'ORDINATEUR-MAISON. ATARI

DÉFENSE

SANS TROP S'ÉCARTER DES BESOINS DES CORPS DE TROUPE

Les armées tentent d'affecter les appelés à proximité de leur domicile

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a demandé au général de division Pierre Morison, directeur central du service national, de rapprocher le plus possible de leur domicile, lorsque aucune exigence militaire ne s'y oppose, les appelés au moment de leur affectation. Dès l'incorporation de février, l'objectif a été d'affecter, en moyenne, 19 % des recrues à moins d'une heure, par voie ferrée, de leur domicile (soit, de 9,5 % actuellement), tandis que 19 % d'autres jeunes Français seront en garnison au-delà de six heures de voyage par la S.N.C.F. (au lieu de 30 % actuellement).

Ce problème d'une meilleure distribution géographique du contingent est délicat à résoudre. Il tient au fait que les ressources de la démographie nationale ne coïncident pas avec les besoins militaires. D'une part, le centre démographique de la France se situe entre Bourges et Orléans, alors que le centre du dispositif militaire est proche de Nancy, à 350 kilomètres vers l'est. D'autre part, les qualifications militaires, nécessaires au fonctionnement opérationnel des unités, dépassent les spécialités du secteur civil, si tant est que de jeunes recrues de dix-neuf ans, en moyenne, aient eu le temps de les acquérir.

En pratique, toute affectation d'un appelé à proximité de son domicile, sans tenir compte des autres critères propres à l'intérêt des armées, reviendrait à incorporer une personne de l'Est dans la marine et personne de l'Ouest dans l'aviation ou dans les unités d'infanterie et d'artillerie de l'armée de terre, qui sont peu représentées. Ce problème est, du reste, spécifique de l'armée de terre, qui recrute tous les deux mois jusqu'à trente-trois mille appelés de toute origine, alors que l'armée de l'air et la marine enrégimentent - du fait du volontariat - un excédent des ressources sur leurs besoins.

Le ministre de la défense a donc prescrit à la direction centrale du service national une étude détaillée, par groupes de départements, du transport ferroviaire en France et la suppression, ou l'aménagement, des contraintes qui pèsent sur les conditions d'affectation des recrues. Avec l'espoir de faire mieux correspondre répartition démographique et stationnement des unités - auquel cas des économies sont possibles dans le coût de l'acheminement des permissionnaires - sans, pour autant, négliger les besoins prioritaires des corps de troupe.

C'est ainsi, par exemple, que la direction centrale du service national a dû tenir compte du fait que les forces françaises outre-Rhin doivent être alimentées, tous les deux mois, à raison de 6 200 à 6 300 recrues alors que la ressource démographique y est nulle, et que les forces stationnées dans l'Est requièrent 9 000 hommes avec, seulement, 6 000 appelés de la région. Dans ces conditions, il ne peut s'agir d'un simple réaménagement régional : c'est l'ensemble du territoire national qui doit se prêter au jeu.

Pour parvenir à ses fins, la direction centrale du service national a décidé de supprimer certaines contraintes. Chaque corps de troupe est, désormais, abonné à un nombre plus réduit de bureaux de recrutement. Quelques-uns de ces bureaux

sont même spécialisés, comme celui de Rennes pour la marine. L'intégration à des appelés de la région parisienne ou fils d'étrangers de se regrouper dans certaines unités, où l'on évitait autrefois de les concentrer, a été levée. Tout jeune appelé peut, aujourd'hui, demander à être affecté dans le département de son domicile, à la différence de ce qui se pratiquait précédemment et qui était réservé à des privilégiés ou aux cas sociaux.

A la direction centrale du service national, on indique que ces affectations sont aussi dictées, désormais, par des considérations géographiques liées à la fréquence et à la rapidité des lignes ferroviaires entre la garnison et la gare du chef-lieu du département de résidence. Parmi les contraintes imposées aux recrues à l'occasion du service national, l'une des plus vivement ressenties, à en croire les sondages, était l'éloignement du lieu d'affectation par rapport au domicile familial. Chaque année, les armées dépensent environ 1 milliard de francs pour rembourser la S.N.C.F.

Un service national sur mesure

(Suite de la première page.)

Pièce après pièce, dans ce puzzle de la « modulation », du service militaire au sein d'une armée de terre pour laquelle le pouvoir ne dissimule pas son intention d'en modifier le « format ». Un service long, de volontaires, est le prélude à la création, à terme, de forces plus permanentes et plus disponibles sans être, toutes, de métier. Une affectation plus régionale préfigure cette mobilisation populaire, chère aux socialistes, de défense du territoire, qui, elle, s'accommoderait plus aisément d'une réduction du service.

La machine est en route

Dans un entretien qu'il vient d'accorder à l'hebdomadaire *« Les Nouvelles Littéraires »*, le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, admet en réponse à une question sur le projet du service militaire de six mois : « Le ministre de la défense cherche à changer le vêtu et l'organisation du service militaire. Peut-être pas autour d'une durée de six mois précisément, mais avec un certain raccourcissement. La « machine » est donc en route. Le système devra naviguer entre l'écueil de la complexité administrative,

dans la gestion quotidienne, et, surtout, celui des inégalités dans le sort réservé à chaque appelé, pour qu'il n'ait pas l'impression de subir un impact injustement réparti.

Récemment encore, dans son bulletin *« Correspondance Armée-Nation »* de février-mars 1983, le P.C.F. a évoqué avec insistance le propos du premier ministre, l'an dernier, à l'Institut des hautes études de défense nationale, selon lequel une reorganisation du service militaire ne devrait pas conduire à la création de deux armées distinctes : l'une, de professionnels ou de volontaires ; l'autre, à base d'appelés. Sans s'opposer fermement à la perspective d'un service durée variable, les communistes, dans leurs commentaires, soulignent qu'un appel trop large à des volontaires ouvre la voie à un « dérapage » possible et peut mettre en cause le principe d'égalité des Français devant la conscription.

Pour le gouvernement, la marge de manœuvre est étroite et le casier réel. Mais qui pourrait nier que, sans un aménagement, le service militaire deviendrait hors de prix pour les finances nationales au-delà des années 90 si, d'autre part, il faut renouveler complètement l'arsenal nucléaire de la dissuasion française.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

L'AFFAIRE ROLF DOBBERTIN

Le tarif de la liberté

Depuis le 21 février, M. Rolf Dobbertin, quarante-huit ans, physicien de son état, pouvait se promener librement dans les rues de Paris. La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Louis Gondré, a rendu ce jour-là un arrêt de mise en liberté sous contrôle judiciaire en sa faveur. Seul problème : la chambre d'accusation demande la versement d'une caution de 250 000 francs. M. Dobbertin ne dispose pas d'une telle somme. Pas pour l'instant.

A l'origine, M. Dobbertin est un ressortissant de la République démocratique allemande. En 1959, il quitte la R.D.A. pour passer à l'Ouest. Il devient chercheur en République fédérale d'Allemagne. Il se marie, gagne la France, s'installe. Il est attaché de recherche au C.N.R.S. Tout va bien jusqu'en 18 janvier 1979, lorsqu'un officier de renseignement de la R.D.A. passe lui aussi à l'Ouest... L'officier en question parle documents à l'appui : M. Dobbertin répond au nom de code « Sperber » (l'espion), sa vocation était de transmettre des renseignements scientifiques à la R.D.A. M. Dobbertin se retrouve en prison.

Et il devient un cas. Détenu, accusé, il voit son sort dépendre tout d'abord de la Cour de sûreté de l'Etat. Cette cour disparaît en août 1981. Les militaires du tribunal permanent des forces armées de Paris (T.P.F.A.) le prennent en charge. Les T.P.F.A. disparaissent à leur tour.

M. Dobbertin est désormais promu à la cour d'assises de Paris. Et sa détention préventive à la maison d'arrêt de la Santé se prolonge.

Ses avocats, M^{rs} Henri Loiczer et Yves Lachaud, demandent à nouveau qu'il soit libéré. Le parquet général prend des réquisitions en ce sens. La chambre d'accusation accepte une libération, mais contre le versement d'une caution. En matière d'« intelligences avec une puissance étrangère », une demande de caution est rare. Tout autant qu'une mise en liberté avant jugement. Mais, dans ce cas, la détention préventive se fait vraiment longue : quatre ans révolus.

M. Dobbertin cherche donc 250 000 francs. Sa famille ne sait pas comment réunir cette somme. Il n'est évidemment pas question de la demander à la... R.D.A. M. Dobbertin refuse tout contact avec l'ambassade de la R.D.A. à Paris, même s'il conserve un avocat est-allemand, M^r Friedrich Wolff, qui se serait constitué pour faire le lien avec sa famille.

250 000 francs, c'est peu et c'est beaucoup. C'est, grosso modo, la somme que le ministère public lui reproche d'avoir perdue tout au long de ses activités présumées au profit de la R.D.A. 250 000 francs, c'est le tarif de la défense de la chambre d'accusation à son égard.

LAURENT GRELSAMER.

APRÈS L'ATTENTAT

ARMÉNIEN DE PARIS

Après l'attentat à l'explosif commis, lundi 28 février, contre l'agence de voyages française Mar-mara, 8, rue Boudreau à Paris (9^e), spécialisée dans le tourisme en Turquie, M. Robert Bouchery, procureur de la République, a ouvert une information contre X... pour « destruction volontaire de biens immobiliers par explosif ayant entraîné la mort, tenté contre la paix intérieure, assassinat et tentative d'assassinat ». L'attentat, qui a provoqué la mort d'une jeune secouriste, Renée Morin, et quatre blessés légers (le Monde du 2 mars), avait été revendiqué, le jour même vers 17 heures, par un correspondant anonyme se réclamant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA). L'insurrection a été confiée à M. Jean Zampont, déjà chargé du dossier de M. Abraham Tomassian, arrêté, le 22 janvier à Paris, pour avoir jeté deux grenades dans une agence de la compagnie Turkish Airlines (le Monde date 23-24 janvier).

M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du parti socialiste, chargé des droits de l'homme, a protesté, mardi 1^{er} mars, contre l'« horrible attentat ». « La France, a-t-il ajouté, depuis bientôt soixante-dix ans donne asile sur son territoire aux malheureux rescapés du génocide arménien de 1915 (...). Ils doivent comprendre que leur pays d'accueil ne peut devenir un champ d'opération contre les ressortissants turcs. Le P.S. attend des représentants de la communauté arménienne une condamnation claire des actes terroristes de l'ASALA. »

CARNET

Naissances

— Eric et Nadia de CHANIBURE ont la joie d'annoncer la naissance de Sarah, le 16 février 1983, Paris, 18, rue du Temple.

Mariages

— M. et M^{me} Etienne de VILLIERS de La NOUE. M^{me} Jean VIGNAL, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Anne et Renaud, célébré dans l'intimité le 26 février 1983.

Décès

— Le proviseur, Le personnel de l'École Louis-Massignon à Abou-Dhabi, ont le regret de faire part du décès accidentel, le 24 février 1983, de Claude FERRE, quarante-huit ans, chevalier des Palmes académiques, directeur des classes primaires, Abou-Dhabi, le 26 février 1983.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Allegra GABAI,

survenue le 25 février 1983, à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, dans sa quatre-vingt-dixième année. De la part de M^{me} Rebecca Gabai, M. et M^{me} Aaron Avidov, ses enfants, M. et M^{me} Maurice Albert Lowy, M^{me} Ilana Avidov, M. et M^{me} David Avidov, ses petits-enfants.

Et de toute la famille. L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Symphorien de Tours (Indre-et-Loire), le jeudi 3 mars, à 14 h 15, dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Maxime Javelli, M^{me} et M. Albert Gues, M^{me} et M. Jean Javelli, M^{me} et M. Christian Celestin, leurs enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, père et grand-père, M^{me} Maxime JAVELLI,

sénateur honoraire des Alpes-de-Haute-Provence, conseiller général honoraire, ancien maire de Riez, président.

du Syndicat d'écovallée de Riez, officier de la Légion d'honneur, survenue le 26 février 1983, à l'âge de soixante-seize ans. Les obsèques auront lieu à Riez (Alpes-de-Haute-Provence), vendredi 4 mars 1983, à 15 heures.

— M^{me} Lucien Lazard, M^{me} Pierre Lazard, M^{me} Catherine et Françoise Lazard, M. et M^{me} Paul Choubaud et leur fils, M^{me} Lucille Wilman, Les familles Kahn, Haymann, Chagnon, Lazard, Picard et Salomon, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LAZARD,

survenu le 1^{er} mars 1983 dans sa soixante-troisième année. L'inhumation aura lieu le jeudi 3 mars 1983, à 16 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, porte principale. Ni fleurs ni couronnes. 73, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

— La direction et le personnel de la société Publivit ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur général M. Pierre LAZARD, survenu le 1^{er} mars 1983 dans sa soixante-troisième année. 93, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

— M. et M^{me} Michel Leroux et leur fille, M. et M^{me} Manuel Diez, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Régine Leroux et ses enfants, M. et M^{me} François Leroux, leurs enfants et leur petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Louis, Henri LEROUX, commandeur de la Légion d'honneur, médecin honoraire des hôpitaux de Paris, leur père, grand-père et arrière-grand-père.

survenu le 28 février 1983 dans sa quatre-vingt-quatrième année en son domicile, à Louveciennes. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 mars 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Martin de Louveciennes. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse. Cet avis leur lieu de faire-part, 3, allée des Nourres, 78430 Louveciennes.

« Un adieu, bonjour d'un réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prises de plaisir à leur venir de lecture des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

VENTE A VERSAILLES

200 TABLEAUX MODERNES

et de la FIN DU XIX^e SIÈCLE

Notamment par : BERTRAM, CAVAILLES, DINET, VAN DONGEN, DE SEGONZAC, FORAIN, FRIESZ, GALL, GENIN, GERNEZ, HARTIGNIER, LAMBERT-RUCKI, LAPICQUE, LAPRADE, LAURENCIN, LEGUEULT, LOTIRON, MACLET, MADRELLE, MAURICE MARTIN, NOGUET, OUDOT, PIGNON, PICABIA, POUY, RODO, PISSARRO, SAVARY, SAVIN, SEBIRE, SIGNAC, SOUVERBIE, de WAROQUIER, à VERSAILLES, 5, rue Rameau LE DIMANCHE 6 MARS à 14 heures M^{re} G. BLACHE, commissaire priseur. Tél. : (13) 950-55-06 + Exposition : vendredi 4, samedi 5 : 9/12 h - 14/18 h.

— Le Père René Marie s.j., M. et M^{me} Jean Chazot, leurs enfants et petits-enfants, L'abbé Pierre-Marie, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges MARLÉ, ingénieur agronome, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 1^{er} mars 1983, à V. Châtillon 1911, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 4 mars, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis de V. Châtillon.

— M^{me} Marie-Louise Obin, son épouse, Gérard et Geneviève, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges OBIN, directeur (retraite) général de l'Union française pour la construction (U.F.C.S.I.E.G.)

survenu le 28 février 1983, dans sa cinquante-huitième année, après une longue maladie.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux parisien, le vendredi 4 mars 1983, à 10 h 45. Le présent avis leur lieu de faire-part.

— L'Ermange, 2, allée des Titreux, 92330 Stenay.

— Le directeur et le personnel de la société U.F.C.S.I.E.G. Georges OBIN, directeur (retraite) général, survenu le 28 février 1983.

Remerciements

— Charles et Paulette Fourniau, Jacques et Mady Ménéer, leurs enfants,

très touchés de la sympathie qui leur a été manifestée lors du décès de M. Paul FOLRNIAU, prient tous ceux qui la leur ont marquée par leur présence, leur envoi de fleurs ou leurs messages de trouver ici l'expression de toute leur gratitude.

— M^{me} Louis Limouzy, M. et M^{me} Jacques Micocheau et leur enfants, M. Philippe Limouzy, M. et M^{me} Christian Dours et leur fille,

M^{me} Isabelle Limouzy, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Louis LIMOUZY, maître de Saint-Amant-Soul (Tarn), président de la Confédération européenne des maîtres, vice-président de la Fédération nationale des maîtres, prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Messes anniversaires

— En souvenir et à la mémoire de Marcel SAINT-JEAN, professeur honoraire de mathématiques spéciales, rappelé à la maison du Père, le 1^{er} mars 1982, une messe sera célébrée en l'église de Saint-Stanislas des Bâges, 164, avenue Gabriel-Peri, Fontenay-aux-Roses (92), le dimanche 5 mars 1983, à 10 h 30.

Didier Niveux

Maison fondée en 1978

Spécialistes

Ruiss électriques et mécaniques

Coutellerie - Broderie fine

ELECTRO-MÉNAGER

Cafétières électriques

francophones, italiennes

Sèche-cheveux, miroirs

Cadeaux, gadgets utiles

39, rue Marbeuf, 8° - 225.81.70

Ouvert du lundi au samedi

de 9 à 19 heures

255-84-40

ECHANGES LINGUISTIQUES

ENTRE JEUNES

FRANÇAIS / IRLANDAIS

DE 13 A 18 ANS

ÉTÉ 1983

HOMESTAY

5, rue Boudreau, 75009 Paris

MÉCÉNAT

La mort de Florence Gould

(Suite de la première page.)

Mais trahir quoi ? Son sourire éclatant, sa voix chevêcheuse, demandant le cœur, comme on disait jadis d'une princesse aussi célèbre qu'elle et qui fut moins heureuse. Sa beauté régulière et simple, le teint pur que le maquillage n'abaissait pas, l'air de santé et d'ardeur, c'était la beauté typique des années 30, qu'elle incarnait pour ainsi dire une fois pour toutes, qu'elle a transportée dans les années 50, 60 et 70, sans qu'elle soit jamais démodée.

Dans l'appartement de l'avenue Malakoff où les déjeuners du jeudi ont réuni pendant quinze ans, entre 1945 et 1960, les écrivains et les peintres les plus disparates, personne n'aurait dans l'immense saloon meublé de fauteuils Régence et de tapis persans, on s'entassait dans une sorte d'antichambre qui précédait la profonde salle à manger où les fauteuils enroulés art déco étaient recouverts de satin bleu nuit, Jean Denoel, le fidèle des fidèles, qui connaissait le monde des lettres et le monde tout court, appréciait les nouveaux venus. Jean Paulhan ad-

mirait Jean Dubuffet, Paul Léautaud vitupérait tout seul dans un coin. On y a vu François Mauriac, Marcel Aymé, Henri Thomas, Jean Amrouche, Georges Lambrieux, Pierre Reverdy, Jules Roy. Quelques fois Elise Joubandau.

Ce salon littéraire, que Florence disait avoir hérité de Marie-Louise Bousquet, lui fut longtemps un royaume mais aussi une ménagerie. Les pékins en soie floche n'en étaient pas le moindre attrait. Et, comme Mrs Verdurin, Florence disait parfois qu'un jeudi n'était pas aussi réussi que le précédent. Jeudi, à cause de l'Académie, et de Pierre Benoit, qui fut un de ses premiers fervents.

En été, les privilégiés du moment, invités par elle, se retrouvaient à Juan-les-Pins, où, dans une villa à créneaux et machicoulis, en bordure de mer, Florence recommençait sa vie. Florence disait oui, payait, allait, en grande tenue, avec diamants, assister à la première, et éclatait de fureur : « Ah ! Tous m'avez bien eue. Vous vous fichez de moi, c'est une idiotie. » Mais elle

capricieuse, les querelles. Elle avait modestement ne pas trop connaître la littérature, mais assurait bien connaître les « littérateurs ». On l'écouait plaire, on apprenait ainsi le vic de cour.

Mais Jean Paulhan disait qu'il faut avoir des amis très riches et les amuser, pour leur donner l'occasion de se débarrasser un peu de leurs richesses. Il tirait Florence dans un coin : « Florence, il me faudrait publier un très beau texte, pour lequel je n'ai pas d'éditeur. Ne voulez-vous pas en faire les frais ? Je me charge de l'éditeur. » Florence disait oui, payait. Il y eut quelques livres dont la couverture s'ornait d'une discrète branche fleurie au-dessus des mots : par le don de Flore... Ou encore : « Florence, ne voulez-vous pas nous donner les moyens de monter cette pièce. Très belle, je vous assure. » Florence disait oui, payait, allait, en grande tenue, avec diamants, assister à la première, et éclatait de fureur : « Ah ! Tous m'avez bien eue. Vous vous fichez de moi, c'est une idiotie. » Mais elle

se laissait très gentiment expliquer qu'elle n'y comprenait rien.

« Evié, ans, on ne l'a jamais vue refuser de donner ou d'entreprendre ce que Jean Paulhan ou Jean Denoel lui suggérait. Elle a repris, à la demande du premier, le Prix des critiques ; elle a été, à la demande du second, le prix Max Jacob, les a transformés en fondation, pour qu'ils continuent lorsqu'elle ne serait plus là. Tout ce que par ailleurs on lui doit, on ignore qu'on le lui doit, parce qu'elle n'en parlait jamais. On sait que c'est immense. Quand on voulait la remercier, lui dire qu'elle était le géniosité et la bonté mêmes, elle secouait un peu la tête, murmurait : « C'est seulement que j'essaie... Comme elle a murmuré, dans la nuit de lundi à mardi : « Que c'est difficile de mourir... »

Elle était née Florence Lazare, de parents français, en 1895, à San-Francisco, Américaine donc par le lieu de sa naissance et par son mariage, elle était Mrs Frank Jay Gould. Mais tout le monde l'appelait Florence. DOMINIQUE AURY.

مكتبة الأنجلو

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

IONESCO PAR ROGER PLANCHON A VILLEURBANNE

Le petit homme apeuré

APRÈS six semaines de tournée en France, le spectacle de Roger Planchon-Ionesco s'installe pour un mois à Villeurbanne, au T.N.P. Il s'agit d'un montage de textes pris dans le Voyage chez les morts et les Mémoires. Une autobiographie théâtrale en deux parties, dit Roger Planchon. On pourrait dire l'auto portrait d'un homme à travers ses cauchemars. Sur scène, Ionesco est Jean Carmet.

Costume passe-partout, cravate lâche, Jean Carmet, petit homme bougon aux allures gauches, faussement paresseux, arrive devant le péristyle d'un caveau fermé, blanc, fermé où dorment trois gardiens. Une femme en sarrau noir fendu sur les cuisses lève par terre, le poursuit de son balai. Une autre femme, moins acariâtre que grondante, en combinaison sous son manteau, lui reproche de laisser fuir la notoriété. Des cercueils sont apportés, celui d'Adamov, celui de Sartre. L'ex-ami et l'ennemi de toujours que la mort a réunis dans le même affectueux regret. Sur un autre cercueil est posé un chapeau d'académicien, hochet ridicule, signe désirable d'immortalité littéraire. La mort hante l'œuvre de Ionesco. Depuis longtemps, ils jouent ensemble un jeu de cache-cache inépuisable. Ionesco rattache directement à la mort toutes ses fonctions, elle est la motrice de ses pensées, de ses actes. Elle est son bouc émissaire. Elle le guide au long de ses retours dans les coins obscurs où c'est l'imagination qui recompose les souvenirs. L'« Amarcord » de Ionesco le conduit en un pays sombre et grinçant.

Les portes du caveau s'ouvrent, les murs s'écartent, reculent, se haussent, laissant apparaître une succession de paysages désolés qui ressemblent aux dessins d'un enfant triste. (Les décors, très beaux, sont de Thierry Leprieux.) Des personnages passent, s'arrêtent le temps de quelques mots, partenaires désordonnés du petit homme soucieux et railleur qui se complait à geindre mais ne s'épargne pas, s'abandonne à la ferveur sincère de ses rêves furieux ou idylliquement roses.

Jean Carmet est là, un calitou, un morceau de roc radioactif qui appelle ou renvoie les images, petit homme comme dans les films de Chaplin, en plus concret, plus ambigu. Son côté M. Tout-le-monde rassuré, mais effrayé. Un brave homme, mais trop nous autour de son idée fixe être dangereux, tout au moins dérangeant.

Jean Carmet tient la scène, tient le spectacle, en particulier dans la première partie où on se du mal à se

reconnaître dans les allées et venues d'ailleurs parfaitement réglées des décors et des personnages qui doublaient à partir d'un mot, des tableaux qui illustrent des bouts de phrases en contrepoin d'ironie. La seconde partie est plus grave, moins remuante. On se trouve dans un cimetière, au milieu de pierres tombales renversées sur des monticules de terre noire. Le petit homme a terminé ses fouilles dans le passé. Il s'attarde sur les gens de son enfance, père, mère, grand-mère... Il appelle, interroge. Il ne règle pas ses comptes, il cherche des tendresses qu'il a laissées échapper. Assis sur des bouteilles vides, il regarde, indifférent comme un malade au bout du rouleau, sa femme chasser les somptueuses créatures à longues jambes qui tournent autour de lui et, comme un enfant chagrin, il se réfugie dans ses bras.

Les femmes, l'alcool, l'hôpital. L'hôpital avec ses rites érotiques, sa cruauté blanche et les relents beurrés du comique corps de garde, c'est une mine pour l'inventeur du théâtre de l'absurde. Il y a, dans ces séquences, une sorte de jouissance crispée qui s'exprime en grimace, douloureuse, et Jean Carmet est bouleversant tant il donne avec précision à la fois retenue et impitoyable l'impulsion des convulsions.

D'ailleurs, si la première partie tourne à la virtuosité spectaculaire (on dirait que Planchon ne sait pas se limiter), la seconde est d'une force impressionnante. Elle frappe sec et juste. Ce n'est plus seulement un monologue agrémenté de quelques répliques extérieures, les acteurs qui entourent Jean Carmet ont le loisir d'installer les scènes, de les jouer. Carmet trouve en face de lui du répondant, ce qui lui permet d'aller plus profond encore, de donner la complexité de cette angosée primitive devant la mort, le temps enfié, la nuance la dérive du petit homme insupportable et pathétique, se dépasse, piétine, cherche et finit humblement par dire, assommé d'impuissance « Je ne sais pas ».

Jean Carmet est l'âme et la charpente du spectacle. Il atteint là une dimension supérieure, quand on pense qu'il vient de recevoir le César du second rôle, on se dit que les sarcasmes de Ionesco ne sont pas infidèles à la réalité.

« IONESCO, dit Jean Carmet, je ne le connaissais pas personnellement, mais j'ai su ce qui me fait rire en voyant la Cantatrice chauve. Quand on s'est rencontrés, on s'est découverts un lien : André Fréjérac, un type extraordinaire. C'était un grand ami de Ionesco. Il s'est suicidé en 1957. Avant de se donner la mort, il m'a donné l'humour ».

« Mais je ne joue pas Ionesco. Je ne fais rien pour lui ressembler. Tous les deux, on se regarde avec pudeur. Il a écrit la première personne, et c'est moi qui suis sur scène. Il a écrit des affaires personnelles, dont on tire un personnage, une sorte de polémique, d'impressionnisme, qui se révèle très violent et regrette que la vie n'ait pas été plus simple. Ionesco se réfugie derrière la causticité. Mais, d'abord, il a dû traverser une sentimentalité excessive. A la fin, il dit : « Je voudrais réapprendre » à rire. Un humo-

riste ne rit pas. Ionesco exprime un sentiment universel, au-delà de la politique, domine dans lequel se retrouve ma génération : la peur de l'autorité, le phantasme des hommes en imperméable de cuir, des silhouettes gestapistes.

« Je ne m'accroche pas à l'idée de génération. J'ai la même complicité avec Jean-Marc Thibault, que je connais depuis 1941, avec Depardieu, qui a trente-cinq ans, avec un enfant qui commence à marcher. Seulement, quand je suis arrivé à Paris de ma campagne tourangelaise, je suis tombé dans le théâtre. Je n'étais pas en sabots, mais, enfin, Paris c'était l'inconnu ».

« C'était pendant l'occupation. Je suis tombé avec Mathurins chez Marcel Herrand. Il jouait Sheridan, Georges Neveu, Apollinaire. J'ai connu Derrain, Cocteau, Henri Jeanson... Je ne suis pas cultivé. Je

ne suis pas non plus un autodidacte qui couche sur ses encyclopédies. J'écoute. Tous ces types qui ne se ressemblent pas ont une partie commune avec moi. Finalement — je me mets à parler comme Ionesco — les familles se réinventent, les cellules restent les mêmes. J'admire les acteurs de café-théâtre : les Jugnot, Villeret, Coluche. Comme Fernand Reynaud, ils ont une vérité poétique qui fait partie d'un déchirement intime. Ionesco, en plus, est un grand auteur ».

« Je ne sais pas pourquoi Planchon m'a choisi. Je me suis seulement posé la question : est-ce que je peux le faire ? Elle s'est résolue de façon quasi somnambulique. Je suis toujours un peu comme ça. Les projets me font peur. Le plan quinquennal, c'est au-dessus de ma condition. Je suis mettre le futur en

équation, mais je n'applique pas, et à portée de main se trouve souvent un numéro gagnant sur lequel j'aurais pu m'investir. Cette fois il y a eu la conspiration des pitres (Depardieu, Audiard, Georges Conchon...) qui m'ont poussé à refaire du théâtre. Certains connaissent Planchon. Et un jour, de nouveau, je me suis retrouvé à la répétition ».

« J'ai pensé que je n'arriverais jamais à apprendre le texte. Je ne voulais pas faire le dernier monologue. Planchon, qui ne contrarie jamais personne, m'a dit : « Bon, tu vas le faire en play-back ». J'ai commencé à me dire que c'était dommage. Je l'ai travaillé pour l'enregistrer. Un jour, Planchon l'a lu avec une ponctuation différente de celle qui est sur le manuscrit. Là, j'ai compris, et je l'ai appris en quelques heures ».

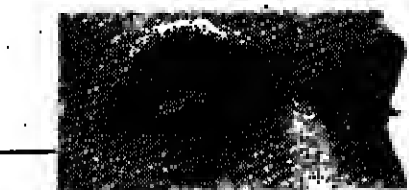
« Je n'ai plus mal nulle part »

« Ce n'est pas une pièce habituelle. On va trap parler de voyages... Mais, enfin, je marche. Je commence une phrase et je la finis douze mètres plus tard. Les répliques se répondent avec le poids d'un gros balancier d'horloge. Planchon m'a appris les temps. Le spectacle est construit comme une revue. J'en ai beaucoup joué, des petits rôles, dans les sketches et je m'arrangeais pour leur trouver une unité et composer un seul personnage. Ici, dans la seconde partie surtout, j'ai plusieurs possibilités d'interprétation. Je ne joue jamais la vérité, je joue comme un menteur. Je ris quand on parle de mon « réalisme ». Dans les patrons de bistrot, c'est vrai, je suis à mon aise. Je suis fils de viticulteur. J'ai débouché des litres toute ma vie ».

« De plus en plus souvent, j'ai des rôles de salaud et les gens me disent : continuez à nous faire rire. Peut-être que mon œil exprime autre chose. Plus un personnage est odieux, plus il faut lui donner une chance de sympathie. On prend le personnage à 80 %, on en laisse 20 % à l'imagination des spectateurs. Comme ça, ils sont en complicité avec nous. On raconte que ça marche pour moi parce que les gens s'identifient à moi. Je ne pense pas qu'ils aient envie de s'identifier à un type de 1,65 m. Je n'ai pas de complexe : je suis capable de représenter un géant sans mettre de talon-

nettes. J'aime les individus qui ont un défaut physique. Une fois, un journaliste m'a demandé des portraits de ma famille. J'ai envoyé des photos de bossu que j'avais trouvées aux puces en disant qu'il s'agissait de mon fils ».

« Ionesco est quelqu'un à qui j'aimerais dire des choses, avec qui j'aimerais boire un coup, mais il est privé de boisson. Quand l'entre en scène, je prends un choc terrible, pire que la trousse, et je sais que j'en ai pour trois heures. Je vais vous dire une chose que je raconte à tout le monde, mais elle est très importante : à la fin, je suis heureux et je n'ai plus mal nulle part. Un jour, il faudra que je parle des comédiens et des techniciens, de leur rigueur, de leur souplesse. Ils sont vraiment bons ».



« JEAN CARMET, étonnant acteur, étonnant homme. Un peu effrayant aussi, pour moi. Il m'effraie, en effet, car il me rappelle le sentiment d'angoisse que me procurait ma propre image quand je le regardais dans la glace ».

« Il est un trop grand comédien pour qu'il devienne moi-même. Mais il me joue. En me jouant, il me montre : c'est moi, c'est aussi ma caricature, me semble-t-il. Je suis entre ses mains, moi-même et un autre, il fait de moi sa marionnette. Mais surtout, malgré tout, il fait ressortir de moi non seulement ma personne, mais ce qui est essentiel chez toutes les personnes. De cette façon, il me réhumanise. De cette façon, il me justifie, en même temps qu'il m'explique, à moi, aux autres ».

« Dire que c'est un grand, un très grand acteur, c'est peu et on le sait. La simplicité dans la vérité, l'unique dans le multiple ou la multiplicité ».

« Maurice Chevalier disait que les comédiens sont les derniers religieux de notre époque. Prendre à sa charge quelqu'un, un auteur, un personnage, assumer ses angoisses, est, en effet, le signe d'une grande générosité et d'un grand pouvoir. Et puis, apprendre un tel texte et le tenir, de bout en bout, pendant trois heures, c'est une prouesse physique dont on a du mal à croire capable un tel homme. C'est aussi un scrutateur, un analyste ».

« Je connaissais un comédien qui reprenait sur scène mes tics. Quelques temps après, je me suis aperçu qu'il m'en avait débarrassé. Mais les tics qu'il me reprend, lui, ce sont les tics de mon langage et les tics de mes profondeurs. Me débarrasserai-je de ce malaise existentiel qui s'exprime dans mes textes, et qu'il exprime avec amitié et tendresse, ironie et humour, et quelque cruauté. Déjà, je lui dois beaucoup ».

EUGÈNE IONESCO.

« L'Homme invisible », de James Whale

Le pouvoir du langage

DANS son panorama du Cinéma américain (PUF, 1983), Jean-Loup Bourgeois relève au passage l'importance qu'a souvent eue l'héritage britannique (sujets, atmosphères, comédiens) pour les rivages californiens. Avant la venue d'Alfred Hitchcock en 1940, un autre Anglais sur imprimer à une compagnie, l'Universal, alors spécialisée dans le fantastique, un ton inimitable : James Whale, qui, entre le début du parlant et la déclaration de guerre, régna en souverain sur Universal city (avec John Stahl, le prince du mélodrame).

Venu du théâtre, il porte à l'écran la pièce de R.C. Sheriff sur la guerre qui l'avait imposé à Londres, puis à Broadway, *Johnny's End* (1930). En 1931, c'est le triomphe avec *Frankenstein* et son horreur gothique : il y révèle déjà un sens affiné non seulement pour le décor et la maquette, mais surtout pour la direction d'acteur et l'emploi de la parole. Un certain William Pratt, son compatriote, y façonne, sous le nom de Boris Karloff, un robot humain à la démarche saccadée qui fit peur et sourire en même temps, mais dont restent gravés dans la mémoire les brefs hurlements gutturaux de détresse.

Avec *L'Homme invisible* (1933), adapté du roman de H.G. Wells et interprété par un autre citoyen de Sa Majesté, Claude Rains, l'horreur, impossible à localiser, naît en majeure partie, cas unique dans l'histoire du cinéma, de la parole. Une parole éminemment british, tour à tour douceâtre et sarcastique.

James Whale retrouve comme scénariste R.C. Sheriff, un Sheriff inspiré, mordant, moquant une lointaine Angleterre confite dans son folklore, ses pubs, sa bière Bass, ses mœurs managères. Un inconnu au visage envahi de bandages blancs, portant lunettes noires et gants, débarque dans une auberge campagnarde. Il cherche la tranquillité, régit contre l'hospitalité trop attentive qu'on veut lui accorder. Chercheur en délire, il croit avoir trouvé le sérum qui va lui assurer l'invisibilité et la puissance. Agressé par la vindicte populaire, après avoir joué forces tours pendables à la maréchalesse et aux villageois, il court à son destin tragique, non plus assailli par les flammes dans un moulin comme le monstre de *Frankenstein*, mais incrimant ses pas dans la neige fraîche. Toujours invisible, il est abattu et réintègre son corps, son visage. Apparaît enfin l'acteur...

Le cinéma parlant, avec James Whale, affirme sa spécificité, l'horreur n'est plus exactement celle du cinéma muet. *L'Homme invisible* n'existerait pas, certes, sans ses prodigieux trucages, mais davantage encore sans le voir de Claude Rains. Du jour au lendemain, un acteur sans visage ni contenance devient célèbre. Il poursuivra à Hollywood une carrière exceptionnelle avec Frank Capra (*Mr. Smith au Sénat*, 1939) et Alfred Hitchcock (*Morokius*, 1946), après avoir donné vie par la seule phonétique à un fantasme de maîtrise absolue du monde. Hitler n'est pas loin. H.G. Wells avait raison.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les grandes reprises.

« L'Avventura » d'Antonioni

Elles et Lui

L'AVVENTURA, film auquel, après une rude bataille au Festival de Cannes de 1960, Antonioni dut enfin la célébrité, est un film-tournant décisif d'un nouveau langage cinématographique, fut produit par Cino Del Duca, empereur de la « presse du cœur » et du photo-roman. L'Avventura fut d'ailleurs publiée, sous cette forme, dans *Sélection-Nous Deux*, et si l'on relit cette publication, on constate que l'intrigue ainsi immobilisée, avec des dialogues en « bulles », aurait pu être celle d'une simple aventure amoureuse dans un milieu de gens riches, selon les conceptions de la presse Del Duca. Raison de plus pour remercier en passant — ce n'est pas un paradoxe — le producteur de cette œuvre fondamentale du cinéma moderne, clé de voûte de l'univers et du style antonionien. Mais revoir l'Avventura, après l'identification d'une femme qui vient de marquer l'éclatant retour d'Antonioni, invite à plusieurs réflexions sur les rapports des sexes, préoccupation essentielle du cinéaste.

Après quelques scènes d'exposition à Rome, Antonioni amène ses personnages dans une croisière aux îles Eoliennes, où Anna (Lia Massari), la fiancée de l'architecte Sandro (Gabriele Ferzetti), disparaît, au bout d'une demi-heure. Puis en Sicile, changement de décors (naturels) important, après ses films précédents, situés en Italie du Nord. Si les îles Eoliennes donnent une impression d'autisme, de désert un peu froid, la recherche d'Anna par son amie Claudia (Monica Vitti) et Sandro se fait ensuite, à côté de l'enquête policière esquissée, dans une Sicile baignée et brûlée de soleil. On savait déjà qu'il ne s'agit pas vraiment d'une recherche, mais c'est plus évident maintenant. On ne croit pas qu'Anna soit vraiment morte. Elle a

disparu, peu importe comment, c'était sa solution à elle, pour échapper à la médiocrité d'un rapport amoureux dominé par l'homme. Et Sandro n'a rien de plus pressé que de conquérir Claudia, d'abord hostile, hésitante, puis cédant à son pouvoir. A cette époque-là, les femmes, chez Antonioni, ne dirigeaient pas leur destin. Elles luttaient bien pour y arriver, elles avaient leur monde à elles, mais l'homme pouvait encore tout se permettre et « l'incommunicabilité », c'était lui qui le créait.

L'Avventura dure deux heures vingt minutes ; son style non psychologique, ses plans-séquences, ses temps morts marquant les vides de l'existence, ne peuvent plus déconcerter. On est plus attentif à l'événement dont Claudia, d'une certaine manière, fait les frais.

Monica Vitti est vraiment étonnante, superbe dans les changements de ton, de sentiments intérieurs que lui imposent les circonstances. Il ne lui reste, dans la scène finale qui a fait couler beaucoup d'encre, qu'à accomplir, malgré sa douleur et sa révolte, un geste de pardon.

Antonioni ne se faisait et ne laissait aucune illusion sur ses personnages masculins des années 60-60. Mais la femme tentait encore la raffinerie du couple. Une vingtaine d'années plus tard, c'est fini. Identification d'une femme, cette « Avventura » à l'envers, consacre la défaite de l'homme, séducteur et possessif. « Elles » se débattent, s'en vont, refusant les compromis, ne pardonnant rien. Et « lui » n'a plus qu'à regarder vers les étoiles.

JACQUES SICLIER.

* Voir les grandes reprises.

COMÉDIE-FRANÇAISE
salle Richelieu

MARS 1983

INTERMEZZO
Giraudoux
mise en scène
Jacques SEREYS

SPECTACLE MARIVAUX
la Seconde Surprise de l'amour
la Colonie
mise en scène
Jean-Pierre MIQUEL

L'AVARE
Molière
mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

en alternance de 11h de 11h à 18h T.L.J.

206-10-20

COMÉDIE-FRANÇAISE 1680

Une année de cinéma hongrois

Les irréductibles

COUTE que coûte, la cinématographie hongroise reste une des plus importantes du monde. Elle exerce patiemment les traumatismes nationaux et s'adresse aussi à toutes les sociétés en crise - crise économique, faillite des valeurs morales - pertes dont les films répercutent ou analysent l'écho.

Chaque hiver des critiques du monde entier sont conviées à voir la production de l'année précédente (une vingtaine de longs métrages). Pour les réalisateurs hongrois, c'est un moment important. Les invités, eux, sont heureux parce qu'ils ne s'ennuient pas, parce que les films sont souvent bons. Tout au moins, ils résonnent.

Il s'agit de suivre une évolution. En un an les choses ont changé. Réapparait le suspense policier, en quantité suffisante pour que l'on puisse parler d'une tendance, d'un choix délibéré de la part des officiels qui délivrent les autorisations de tournage.

Une épouvantable coproduction américano-hongroise met en scène un maniaque des années 30. Il fait sauter des trains, plein de trains, et ce n'est pas son rôle de provocateur antisoviétique qui sauve l'histoire du désastre. A l'opposé, nettement plus drôle, *Pas de panique s'il vous plaît*, enquête loufoque jouée par des cousins du tandem Bud Spencer - Terence Hill.

Mérite davantage d'attention *Le Vautour*, de Ferenc Andras, sélectionné pour le Festival de Berlin, et *Sans laisser de trace*, première œuvre commerciale de Peter Fabry. *Le Vautour*, c'est un ingénieur devenu chauffeur de taxi, situation plus rentable, qui se transforme petit à petit en criminel. Deux voleurs happés ont pris ses économies. La police ne fait rien pour l'aider et sa propre enquête va dégénérer en vengeance. L'intérêt ici n'est pas dans l'action, assez sous-développée, mais dans la transgression. Après le traditionnel déterminisme social, bientôt l'individu échafaudé son destin.

Même phénomène plus marqué encore avec le héros de Fabry, puni d'avoir volé, non par la police mais par ses comparses, instruments de son génie, qu'il a lui-même choisis. Car génial il l'est, se débrouillant en effet pour ne jamais laisser de trace. Le scénario est parfaitement ingénieux.

Des individus emportés dans le tourbillon collectif, on en a croisé quelques-uns à travers documentaires et récits. Les plus frappants sont deux femmes. Au centre de *Guernica*, film de Ferenc Kosa (l'auteur de *Dix Mille Soleils*), l'une prend en charge l'angoisse devant la fin de la course aux armements. L'autre, plus crédible, est

une jeune tisseuse ballottée de joies en drames.

Trahisons et petits moments de tendresse alternent en une histoire cruelle, intitulée *la Princesse* parce que l'héroïne, qui a seize ans, demande simplement un droit élémentaire à l'espoir, à l'amour. Tourné en noir et blanc par un documentariste dont c'est la première fiction, Pal Erdos, le film souffre d'une certaine hésitation, comme si le cinéaste, doué pour reconstruire la vie, ne savait jamais à quel moment ne pas finir une scène trop tôt ou trop tard. Mais peu importe. L'actrice Erica Ozsda a quelque chose de si poignant, de si gracieux qu'on ne re-

tient finalement que la noblesse de l'ensemble.

Ni protagonistes de série noire - bien que leur équipe sanglante soit menacée comme telle - ni adolescents victimes de l'infirmité collective, ils sont quand même d'autres enfants perdus, ceux de *l'Alliance par le sang*. Gyorgy Dobray raconte l'amitié de deux garçons, un débrouillard et un timide, lequel se lancera dans de violentes extravagances lorsqu'il s'agira de tirer son copain d'un mauvais pas. Ils font des bêtises pendant leur service militaire. On les enferme. Ils s'échappent toujours, et ainsi de suite, irrédutibles jusqu'à la mort. Beaucoup d'humour, un certain charme, raebitent les conventions du genre.

Le réalisme des corps

Ces irréductibles-là, ils sont perdants. *Les Rédivivants*, titre du film présenté par Zolt Kezdi-Kovacs, enfreignent impunément le plus grand des tabous. Ils tombent amoureux l'un de l'autre pour s'apercevoir peu après qu'ils sont frère et sœur. Autour d'eux, il y a le père dont l'image s'estompée vite, et la mère qui tombera folle de toute la bonté qu'elle n'arrive pas à effacer, même en dénonçant ses enfants. Il y a la société qui ne peut rien faire contre le couple incestueux, sinon enfermer l'un ou l'autre, six mois ou un an. Et puis enfin il y a leur frère à tous deux, discrètement solidaire.

La grande force de Kezdi Kovacs est d'avoir opté pour l'évidence de ce couple. Il ne décrit pas, comme on aurait pu s'y attendre, une lutte contre l'environnement, une succession de conflits où la normalité serait à sa bonne et due place. Au contraire les amants ignorent ce qui pourrait les séparer, ils vivent, ils ont des enfants et tous les codes viennent se briser, dérisoires, contre la forteresse de leur passion.

La nature - la plaine, le fleuve - devient l'espace mythique de l'inceste. Le seul réalisme est celui des corps, des conversations des deux personnages, magistralement assurés par Lili Mészáros et Miklós B. Szekeli. *Les Rédivivants*, œuvre dense et lumineuse, est une des deux meilleures productions de l'année - mettons à part *Un autre regard* déjà vu à Cannes - et de loin la plus originale.

Différent, plus classique mais également impressionnant, est *Daniel prend le train*, de Pal Sandor, où pour la première fois un cinéaste aborde de front l'exil vers l'Autriche en 1956, de plusieurs dizaines de milliers de Hongrois.

Qu'est-ce qui pousse ces gens à tout abandonner pour prendre le train un jour de décembre ? La peur

de l'idée qu'il n'y a rien à perdre, ou bien le désir de recommencer une nouvelle vie, ou la nécessité de fuir, ou l'envie de rejoindre quelqu'un qu'on aime comme dans le cas de Daniel.

Daniel est très jeune, il regarde d'abord assez gaiement ses compagnons, puis finalement il décide de ne pas passer la frontière. Entre-temps, entassés dans le train puis dans un hôtel, les voyageurs auront laissé s'exacerber une dernière fois les contradictions de leur départ, tout ce qui pouvait les dresser les uns contre les autres ou les réunir.

Parmi les documentaires, un seul était aussi fondamental que ce témoignage-là. C'est *Feux roulants*, de Sandor Sara, série télévisée gigantesque - avec une version écourtée pour le cinéma - sur la seconde armée hongroise, celle que les Allemands envoyèrent en 1942 sur le front soviétique, et qui fut presque totalement anéantie. On connaît un peu la tragédie des années 50, mais on ne parle jamais de ces Hongrois partis parfois pour défendre les valeurs chrétiennes contre le bolchevisme, en tant que guides par un indéracinable nationalisme.

On les découvre, d'entretien en entretien, on écoute les horreurs d'une expédition particulièrement dure, et les horreurs d'après, quand il fallait se justifier de n'être pas passé du côté des Soviétiques. Mais dans une occupation il y a aussi des moments de répit, et sur les rives du Don, un soldat hongrois a aimé une ancienne institutrice, épouse d'un officier de Kiev.

Lorsque l'image sait ainsi faire parler les gens pour retrouver la quotidienneté d'une époque, elle est plus forte que l'écriture. Un livre n'aurait pas la même utilité que *Feux roulants*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Des amitiés si rares

D EUX films sortent ce mercredi 2 mars : *Mon ôter avec André*, de Louis Malle, destiné plutôt aux salles d'art et d'essai, et *Tootsie*, de Sydney Pollack, destiné aux grands circuits. Rien de commun entre eux, semble-t-il, si ce n'est que deux cinéastes utilisent la faculté pirandellienne des comédiens de théâtre à fabriquer leur réalité, plus vraie que la vraie, en affabulant ou en transformant leur apparence et qu'ils se servent de ce talent particulier pour parler « d'une chose qu'on ne peut décrire » : l'amitié.

Mon ôter avec André, c'est une histoire du théâtre des années 70, c'est-à-dire d'utopies racontées par deux acteurs qui ont fait la tour. Deux acteurs de théâtre, André Gregory et Wally Shawn, dont Louis Malle, homme de cinéma, cherche à saisir la part de jeu, la part d'une véritable connivence.

Tootsie, diminutif de Dorothy, est un acteur qui joue la femme pour obtenir un rôle.

Le film de Sydney Pollack n'est pas un de ces vaudevilles homo mis à la mode par la *Cage aux folles*, ni une histoire de travestissement, de la transformation, du jeu des identités variables. Mystère du charisme indispensable aux acteurs. Comme aux femmes. Être jeune et jolie, ce n'est pas toujours drôle. Être d'âge mur et de physique ingrat, c'est pire. Être un jeune homme qui se lance tête baissée dans toutes les expériences et reçoit des coups, ça fait mal. Ne plus croire en ses illusions, c'est plus douloureux encore... Retrouver un copain perdu de vue et laisser renaitre l'amitié, la laisser traverser la mer de solitude, est un moment sans doute unique, à garder en soi. Pour un homme, vivre un moment d'intimité confidente avec une femme qu'on aime, c'est presque impensable, sauf dans une comédie qui traite de la contradiction masculin/féminin sur le mode optimiste.

Faux cils, fausses moustaches, talonnettes, talons hauts. Ambiguïté troublante du travestissement, de la transformation, du jeu des identités variables. Mystère du charisme indispensable aux acteurs. Comme aux femmes. Être jeune et jolie, ce n'est pas toujours drôle. Être d'âge mur et de physique ingrat, c'est pire. Être un jeune homme qui se lance tête baissée dans toutes les expériences et reçoit des coups, ça fait mal. Ne plus croire en ses illusions, c'est plus douloureux encore... Retrouver un copain perdu de vue et laisser renaitre l'amitié, la laisser traverser la mer de solitude, est un moment sans doute unique, à garder en soi. Pour un homme, vivre un moment d'intimité confidente avec une femme qu'on aime, c'est presque impensable, sauf dans une comédie qui traite de la contradiction masculin/féminin sur le mode optimiste.

C. G.

L'homme est une femme comme les autres

Michael (Dustin Hoffman) acteur, drogué, chômeur, partage la vie précaire de l'intelligentsia marginale. Il bricole, donne des cours, couche avec une copine introvertie (Terri Garr) qui rate régulièrement ses auditions. Par révolte, il se déguise en femme et se présente pour un feuilletage nubileux, mais qui marche fort. Comme il n'a rien à perdre, il gagne. Le voilà devenu Dorothy, *Tootsie* pour les machos.

Sa vie est un double jeu permanent entre sa copine qui l'aime, sa partenaire (Jessica Lange) qu'il aime. Avec elle, il connaît la douceur de l'amitié, avec les autres les épines de la condition féminine ; il devra résister aux avances des hommes mâles. Il en aura assez, se dévoilera en public, perdra la confiance de la femme de ses rêves et l'amour. « Nous avons déjà été intimes », dit-elle...

C. G.

VOICI un certain nombre de précisions destinées à donner envie de voir absolument *Tootsie*, qui est la première franche incursion dans le comique d'un cinéaste familier de l'action dramatique, on mélodramatique (1).

En changeant de genre, Sydney Pollack n'a pas modifié sa vision du monde. Il est humain, généreux, il opte pour la richesse de l'individu. Metteur en scène traditionnel, très conscient de ce que le grand public peut recevoir, il n'est pas non plus paresseux. Classique, oui, mais inventif. On retrouve dans *Tootsie* son goût pour certaines séquences un peu lentes où il prend le temps d'expliquer les composantes psychologiques d'un milieu donné (ici, les comédiens). Et, parallèlement, son sens du spectacle se traduit en raccourcis qui vont mener une histoire bien construite, dense, à son terme.

Tous les personnages de *Tootsie* sont investis par la tendresse qu'il a pour eux. Ils sont réunis, et non dressés les uns contre les autres. Les uns servent de catalyseurs aux au-

tres, et vice versa, pour le meilleur d'eux-mêmes, cahin-caha dans l'inévitable aventure pas toujours solitaire des hommes et des femmes.

Ce qui fait rire et met de bonne humeur après le film, c'est la preuve apportée que les hommes verraient les femmes différemment s'ils se mettaient un peu à leur place. Les contraintes de l'habillage, par exemple, les désagréments d'une trop grande beauté ou d'une trop grande banalité, la désinvolture, voire le mépris des interlocuteurs, sont le lot commun à reconsidérer.

Sydney Pollack s'y emploie et sans chercher à réfléchir plus avant, montre que la femme n'est pas le prolétaire de l'homme, et que l'homme est une femme comme les autres.

Pour cela, il fallait de bons comédiens. Ceux du film, les héros au chômage, ou les victimes de la popularité, sont incarnés par des trésors : Jessica Lange, Teri Garr, Billy Murray, Dabney Coleman, Charles Durning et Pollack lui-même. En tête, Dustin Hoffman le rusé, qui est, là, une actrice magnifique.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Voir les films nouveaux.

POUR 60 REPRÉSENTATIONS

UNE PIÈCE DE

GENEVIEVE SERREAU

PEINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE

Par le groupe TSE

THÉÂTRE DE PARIS

15 RUE BLANCHE 75009 PARIS

LOCATION : 280.09.30

CLUB St JAMES JAZZ CLUB

les mardis, jeudis et vendredis

JACK DIEVAL - DUO

(de 21 h. 30 à 1 h. du matin)

le vendredi : GUEST ARTIST

RÉSERVATION : 286-57-11

HOTEL St JAMES et ALBANY

202, r. de Rivoli - 6, r. 28-Juillet (1^{er})

CRÉPERIE LES 3 ANNEAUX

3, rue Lambeau (5^e) - 364-31-15

EXPOSITION **PHILIPPE JACQUET** PEINTURES

Tous les jours sauf dimanche de 12/15 h. et 16 h.30/23 h.

JUSQU'AU 14 MARS

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

47 bis, avenue Bosquet (7^e) - 556.79.15

l'univers magique des Indiens Huicholes

Tous les jours (sauf dim.) 10 h - 18 h

samedi 12 h - 18 h

DU 4 FÉVRIER AU 12 MARS

Galerie LOUISE LEIRIS

47, rue de Monceau, 75008 PARIS

563-28-85 et 37-14

ANDRÉ MASSON

« Instants » - 1948-1953

3 mars - 9 avril

Tous les jours sauf dimanches et lundis

BOLIN

GALERIE COARD

12, rue Jacques-Cadot - Paris (6^e)

du 2 mars au 2 avril

PIGA

3 mars - 30 avril

GALERIE J.-P. JOUBERT

38, av. Maignon - 75008 PARIS

Tél. : 562-07-15

GALERIE ISY BRACHOT

35, rue Guénégaud - PARIS (6^e) - 354-22-40

ROLAND CAT

2 mars - 16 avril

GALERIE CAILLEUX

136, Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

ROME 1760-1770

Fragonard, Hubert Robert

et leurs amis

du 16 Février au 26 Mars

12 ARTISTES AUX BEAUX-ARTS

AILLAUD
CUECO
ERRO
KERMARREC
KLASEN
MONORY
PIGNON-ERNEST
POLI
RANCILLAC
RIVIERE
TELEMAQUE
VELICKOVIC

LA DONATION LINTAS

Exposition offerte au public par l'Association Culturelle du Pont Neuf

avant le départ de la donation pour la future Maison des Arts d'Avignon.

2 au 18 mars 1983, de 12 h 30 à 19 h (sauf le mardi)

Entrée gratuite. Ecole des Beaux-Arts, 11 quai Malaquais, Paris 6^e.

LE NOUVEL ESSOR - 40, rue des Saints-Pères (7^e) - 548-94-02

Joinville - Bougival

DUNOYER de SEGONZAC

GRAVURES - Jusqu'au 26 Mars 1983

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne

de carpeaux à matisse

tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h

DU 2 MARS AU 30 MAI

COACH

18 6170 - Coach Classic Bag

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6^e

326.29.17

de Sydney Pollack et « Mon dîner avec André » de Louis Malle

Vieux rêves remis à neuf

SYDNEY Pollack ressemble davantage à son nom qu'à ses films. Il ressemble à un intellectuel d'Europe centrale : grand, mince, des lunettes. Les cheveux bouclés gris, un pull-over gris. Il est gris de fatigue, désorienté par le décalage horaire entre Los Angeles et Paris, où il est resté trois jours, prisonnier dans sa chambre d'hôtel pour répondre aux interviews.

Le temps est compté, on ne le perd pas en fioritures, on va droit au but. Combien de fois Sydney Pollack a-t-il raconté la genèse du film — d'ailleurs écrite dans le dossier de presse. Combien de fois a-t-il répété que deux points étaient importants pour lui. D'abord démontrer la vérité de ce paradoxe : un homme peut devenir plus viril s'il accepte sa part de féminité. Ensuite dire qu'un homme et une femme peuvent s'aimer, être amants, mais que le

confiance absolue de l'amitié se trouve seulement entre personnes du même sexe.

« C'est le point le plus crucial, le seul message du film, dit Sydney Pollack. Dustin Hoffman et Jessica Lange ont dormi ensemble sans faire l'amour. Ils s'aiment et ne sont pas amants. Ils ont connu une intimité que l'on ne peut pas décrire. Tout est là. »

Il y avait déjà quelque chose de semblable dans *On achève bien les chevaux* : la solidarité raisonnée de Jane Fonda essayant de faire tenir le vieil homme éméché jusqu'à la fin du marathon de danse, la scène la plus terrible d'un film implorant sur la misère et l'humiliation. *Tootsie* parle également d'humiliation, de dépendance chez la femme et chez l'acteur, mais c'est une comédie.

Commander, rassurer, répondre

« Faire seulement une comédie, essayer d'être drôle tout le temps, m'aurait ennuyé. J'ai voulu des moments sensibles, pathétiques. Le thème du film — la contradiction masculin/féminin — est sérieux. Je l'ai traité sur le mode léger et en définitive optimiste, puisque le personnage de Dustin Hoffman devient meilleur en tant qu'acteur et en tant qu'homme, l'un ne va pas sans l'autre. »

Le travail de Dustin Hoffman a été très complexe. Il devait continuellement faire attention aux détails : la façon de pencher la tête, de marcher, de s'asseoir, de tenir les épaules pour porter son sac, le coup de main pour le rouge à lèvres. A la fin, quand il se réveille et reprend son identité, l'effet de surprise doit être crédible et violent. Dustin Hoffman peut paraître étrange, mais pas grotesque. Dans une comédie, montrer une réaction de dégoût, est délicat. Quand il ôte sa perruque, on a coupé la prise. On a anticipé le maquillage autour des yeux, on a tourné en plan rapproché. Si on montrait son corps en même temps que son visage, il avait l'air d'un travesti et ça n'allait plus. Il ne doit pas être pitoyable. Il est un homme en colère. »

La contradiction masculin/féminin est un thème sérieux, universel. Sydney Pollack a choisi de le situer dans la société du spectacle, parce que le scénario est écrit comme ça, et que cette société il la connaît. Il s'

d'ailleurs été acteur et professeur, comme Dustin Hoffman dans le film, et dans la réalité. L'un et l'autre avaient besoin de tirer d'eux-mêmes la vérité de la comédie.

« La vie des acteurs, dit Sydney Pollack, c'est ça : les auditions, l'attente. Nous avons seulement souligné, un peu exagéré. C'est parce que je ne voulais plus auditionner, attendre, dépendre de qui que ce soit, que je suis devenu metteur en scène. La situation des femmes est la même partout, c'est vrai. Dans le monde du spectacle, leur seule pas-

sibilité de réussir est de devenir actrices. Une femme directrice de studio, chez nous, on dit que ça coûte cher. Des femmes metteurs en scène, il n'y en a pas. Il y en a, mais elles tournent des films à petits budgets. Un metteur en scène est à la fois un général, un père, une mère, un baby-sitter. Il endosse toutes les responsabilités. Les Américains acceptent mal d'être dominés par une femme. Au théâtre, c'est la même chose, quoiqu'il n'y ait pas cent soixante personnes à régenter sur un plateau. »

« La misogynie est profonde. Elle ne se modifiera pas en quelques années, même chez les hommes qui veulent sincèrement changer, qui en parlent tout le temps. Comme moi. Au fond, on n'en a pas tellement envie. Les acteurs, même les plus libéraux, s'ils ont à choisir un metteur en scène, choisiront un homme. Regardez dans l'aviation : les femmes pilotes sont nombreuses. Quand elles sont aux commandes, on ferme les portes de la cabine. Si les passagers savaient, ils s'effraieraient tout de suite. »

« Le metteur en scène est quelqu'un qui doit commander, rassurer, répondre à toutes les questions, trouver des solutions à tout. Je ne possède pas toutes les réponses, mais je ne peux pas le montrer. Je fais comme si. C'est angoissant. Quand je rentre chez moi, ma femme prend soin de moi, elle devient ma mère, mon père, mon baby-sitter... »

C.G.

Dustin Hoffman

« AUCUN rôle ne m'a jamais autant ému », a déclaré Dustin Hoffman à propos de *Tootsie*. Et cela, en partie, parce que sa mère Lilian qui l'a inspiré, dit-il, est morte pendant le tournage. Et aussi parce que, comme son personnage d'acteur déguisé en femme, il s'est épris de son double féminin.

Dans son interview à l'hebdomadaire *People*, Dustin Hoffman a déclaré : « Ma femme pense que je me suis épris, à la comédie et partagé les difficultés de Dorothy et de toutes celles qui se sentent ignorées, voire rejetées par les hommes. Perfectionniste, Dustin Hoffman raconte comment, dans son déguisement féminin, il est entré dans un bar élégant de Manhattan sans attirer le moindre regard méfiant. Il en veut aux hommes, y compris à lui-même, de ne pas reconnaître les jolies femmes, et de rester indifférents à « toutes les Dorothy du monde, pourvu qu'elles soient plus intelligentes et plus amusantes ». Il a été très ému de constater que, en dépit d'un bon maquillage, *Tootsie* ne serait jamais belle : « Elle le mérite pourtant... Et quand j'ai compris qu'elle était trop âgée pour avoir des enfants, je me suis mis à pleurer. »

HENRI PIERRE.

Wally écoute

ramène chez lui, Wally se dit qu'il va raconter à sa femme le dîner avec André, c'est important.

André Gregory et Wally Shawn jouent leur propre personnage : jouent ce qu'ils sont, se servent de ce qu'ils savent. Ils racontent leur vie, ou presque. André raconte merveilleusement bien, donne l'intensité de souvenirs encore vifs, plus le recul du temps, le détachement de ce qui a été fait et n'est plus à faire, ironie et détresse étroitement unies. Il a besoin de Wally, de sa bonne bouille intelligente, de son humour acide comme d'un phare dans une mer de gadoue. Wally a besoin des dévies de cet homme enfantin, qui veut toujours savoir jusqu'où il peut jouer sans dire puce.

« Parler, refaire le monde et se retrouver sur des vérités simples, tout le problème était d'arriver là, dit Louis Malle. Il ne s'agit pas d'un film d'idées, bien qu'il s'agisse de la fin des années 60 vues à la fin des années 70. C'est une comédie de caractère, de comédie. Je tenais beaucoup au côté Laurel et Hardy des deux personnages, tellement américains, si que je regarde, moi, en européen. »

Avec deux Français, on aurait eu tout de suite quelque chose de plus idéologique. Eux parlent en anecdotes imagées. André décrivant le Sahara quand il se retrouve à bouffer du sable en compagnie de son moine bouddhiste japonais... Ce serait criminel de visualiser, rien n'est plus intéressant que les visages. Chacun peut se déplacer au fil des mots, faire son flash back. »

Louis Malle a tourné *Mon dîner avec André* avec une petite équipe, en deux semaines à Richmond, dans la salle de bal d'un hôtel qui venait de fermer. La première semaine s'est passée en mouvements de caméra. La deuxième semaine, Louis Malle a tout recommencé. A l'origine, il y avait un scénario que Wally Shawn — qui avait travaillé sur *Atlantic City* — lui avait proposé et dont il a d'abord monté un « workshop » off Broadway. Aucun producteur de Broadway ne s'y est intéressé — ce n'est pas un sujet pour un public qui paie 40 dollars le fauteuil — et c'est devenu une pièce de théâtre que Shawn et Gregory ont jouée à Londres, au Royal Court. Expérience qui leur a servi de répétition.

Des vies sans fard

« Il ne faut pas se tromper, c'est de la fiction. Je les connais tous les deux, dit Louis Malle, je leur ai conseillé de faire comme s'ils interagissaient des personnages. C'était déjà dans le scénario d'ailleurs. Rien n'est improvisé, tout est écrit à la virgule près. Le montage, que j'ai fait avec Suzanne Baron, nous a donné un mal de chien. Pour chaque page, il y a douze changements de plans. Les variations d'intensité, de rythme, la violence, l'humour, existent par le montage. André Gregory a eu beaucoup de mal à apprendre son texte. Il a de longues tirades, il est plus metteur en scène qu'acteur et ce ne sont pas ses propres mots, ils sont écrits, en somme, par Wally Shawn. Nous avons d'ailleurs envisagé la possibilité de faire appel à d'autres acteurs. Mais c'était moins intéressant, moins tendu. Il ne doit pas y avoir de « jour » entre l'interprète et le personnage. »

L'histoire leur appartient. Wally écrit des pièces très fortes, montées chez Joe Pepp, au Public Theater. André est fasciné par Grotowski et, comme lui, il a voulu abandonner le théâtre. En définitive il y est revenu. Il est torturé, rien n'est médiocre chez lui. Et ni l'un ni l'autre ne sont pauvres. »

C'est vrai aussi qu'ils ont été amis et se sont perdus de vue pendant dix ans. Je crois que l'idée d'un film sur ces dix ans de vies opposées est venue d'André. Ils ont travaillé pen-

dant des mois. La texte original — gigantesque — offrait toutes les possibilités. Quand ils m'en parlaient, je ne voyais pas ce que je pouvais en faire. Je n'ai pas de goût spécial pour les tours de force. J'avais peur que ce soit d'une prétention intolérable. Et j'ai plongé. J'avais envie de faire exister ces retrouvailles, cette amitié au-delà des mots. »

Le film a été présenté au Festival de New-York, avec de bonnes critiques. Il est allé en salle. Le premier mois, il n'a pas marché. Un week-end, les recettes ont commencé à monter et il est resté un an. Il est parti en province, dans des circuits marginaux. Mon idée était de le laisser longtemps dans une petite salle. Dans les villes comme Boston, Cambridge, près des universités, il a eu un impact étonnant sur la nouvelle génération, qui est plutôt apolitique au sens large, et s'est passionnée pour ce grand débat ironique. »

L'effet-passion de *Mon dîner avec André* vient de l'intérêt passionné pour ces visages sur lesquels on suit des vies pleines de coups, d'espoirs, de malice, de naïveté, d'humour, de finesse, d'angoisse, de chagrin... Des vies sans fard. Ça que Louis Malle révèle, ici, dans ce va-et-vient qui cherche à saisir l'authenticité, c'est sa fascination pour les acteurs et leur mystère.

COLETTE GODARD.

THEATRE VICTOR HUGO BAGNEUX 863.10.54 - 3 FNAC création

LADY MACBETH AU VILLAGE

d'après la nouvelle de Nicolas LESKOV

par le THEATRE DU CAMPAGNOL

Centre Dramatique de la Banlieue Sud

14, av. Victor Hugo - Bus 188 A et B - Pte d'Orléans - arrêt JEAN MARIN NAUDIN

T.H.E.A.T.R.E.

MOGADOR

dernière le 5 mars Location au 285.28.80

UN GRAND AVOCAT

Mise en scène : Robert Hossein

LE GRAND SPECTACLE DE BROADWAY 50 CHANTEURS, DANSEURS ET MUSICIENS

à partir du 11 mars

TU AS LES BRAS TROP COURTS POUR BOXER AVEC DIEU

Conçu et réalisé par VINNETTE CARROLL

Location au 285.28.80

Theatre MOGADOR 25, rue de Mogador 75009 PARIS

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

DU 15 FEVRIER AU 20 MARS

NOCE

D'ELIAS CANETTI

Texte français de François Rey et Heinz Schwarzwinger

Av. de la République - Square Stalingrad TCA 833.16.16

DU 7 AU 15 MARS 9 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

LA COMPAGNIE DARU

TRISTAN ET YSEULT

Théâtre Musical pour Marionnettes

La plus célèbre et la plus belle des légendes celtiques nous apporte des émotions éternelles

A DEJAZET 41, Bld du Temple, 75003 Paris 887.97.34

DERNIERES

Théâtre de la Bastille 357 42 14

Les 3, 4, 5 à 19 h 30 - le 6 à 15 h

LILA GREENE "Pandora Suite"

KREHLER

Le spectacle frôle l'émotion, la violence, et pironette, se reploie sur l'humour pincé. Il est très beau, vraiment.

Colette GODARD LE MONDE

de GEORG KAISER

mise en scène R. CIRONES

Fêtes Baroques

Mars

23. DELER CONSORT Mark Deler

Eglise St-Médard - 20 h 30

14, rue Mouffeur - 75005

THEATRE INCARNAT présente

« LOIN ET LONGTEMPS »

de et par B. Binet et C. Rognant

assistés de A. Bruguère et C. Filhol

les 8-10-11-15 mars à 14 h - 11 mars à 21 h

Théâtre Paul-Eluard - BEZONS - 962-30-88

19 mars à 21 heures

M.L.C. FRESNES - 297-61-42

JOCKEY

127, bd du Montparnasse 320-63-02

Pas comme les autres on s'y amuse !...

18 h 15

t.a.f.

présente

om-saad

d'après ghassan kanafani

réalisation anne petit - hichem rostom

lucernaire 544-57-34

théâtre opéra chronique/michel raffaelli

lamentu di l'omu persu tra mare e surgente

lamentu de l'homme perdu entre la source et la mer

20h30

dimanche 15h30

Salle I

théâtre de la tempête cartoucherie 328.36.36

à partir du mardi 8 mars

théâtre de l'utopie

KLEBER ET MARIE-LOUISE

de Jean-Marie Thôte

mise en scène Patrick Collet

théâtre de la tempête cartoucherie 328.36.36

21h

dimanche 16h

Salle II

SÉLECTION

CINÉMA

Sans soleil de Chris Marker

Lettres d'un voyageur qui, du Japon à l'Afrique, regarde le monde, ses contrastes, ses injustices, ses beautés, ses rêves aussi, et qui, à San-Francisco, cherche les traces de Hitchcock tournant *Vertigo*, qui s'interroge sur son rôle de témoin, d'instrument, de médiateur, Chris Marker, inventeur du premier documentaire subjectif — *Lettres de Sibérie* — établit un jeu éblouissant entre les mots, les images, entre la vérité des images brutes et fabriquées par le mirage de l'électronique.

— ET AUSSI : le *Mystère Picasso* de Henri-Georges Clouzot — les secrets de la création. *T'es heureuse?... moi, toujours* de Jean Marboeuf — battements de cœur, *La Traviata* de Zeffirelli — Teresa Stratas, Plácido Domingo, Verdi. *Tout l'or du ciel* de Herbert Ross — paillettes et dépression. *Le Jour des idoles* de Werner Schroeter — le reflet du soleil.

THÉÂTRE

Combat de nègre et de chiens à Nanterre

La nuit, unité de temps. Un terrain vague, unité de lieu. Un lieu où semblent se superposer des angles de vision multiples. Un ouvrage d'art, autoroute mythique, écrase quatre exilés de la vie, déboussolés. Ils existent par ce qu'ils disent, par les mots qui développent une âpre musique en quatuor. Un grand texte, de Bernard Marie Koltes, happé par le monde fabuleux de Peduzzi-Chéreau.

MUSIQUE

Fêtes baroques à Muffetard

Pleins feux sur la musique ancienne à « la Mouffe », en l'église Saint-Médard, avec les « Fêtes baroques » qu'organise Harmonia Mundi. Des artistes exceptionnels : Ensemble Janequin (le 3), Kenneth Gilbert (le 8), puis les Hilliard, les Arts florissants, René Jacobs, le Concerto vocale, etc. (14, rue Muffetard). De son côté, le Festival des instruments anciens accueille John Elwes dans Couperin et Rameau (Saint-Julien-le-Pauvre, le 3), Blandine Verlet (Conciergerie, le 6, à 17 h 30), Stephen Preston dans Rameau (St-Julien, le 8), etc. (Rens. FIRCA, 353-29-83).

Panorama lyrique : la *Vie brève* de Falla (Champs-Élysées, le 2); *Tristan* (Monte-Carlo, les 3, 6, 9), *la Frischkätz* (Bruxelles, du 3 au 19); *les Noces de Figaro* par Strehler (Opéra de Paris, les 3, 7, 9); *Eugène Onéguine* par N. Sadoul (Lille, les 4, 6, 8, 10, 13); *la Traviata* par Lavelli (Toulouse, les 4, 6, 8, 11, 13).

Quelques concerts marquants : au Châtelet, Jessye Norman chante Verdi (le 3), Wagner (le 8), Mozart (le 13); premières auditions de L. Petitgérard, par l'auteur et E. Friedman (Caveau, le 4); Misha Dichter et la Philharmonique de Varsovie (Châtelet, le 5); la *Passion selon saint Jean* dirigée par M. Corboz (Pleyel, le 6); Hommage à Poulenc (Espace Cardin, le 7).

JAZZ

Christian Escoudé au TEP

Virtuosité, mélange des genres, science de l'instrument, conscience

de son histoire, il a toutes les qualités des grands guitaristes modernes. Il tient toutes les comparaisons. Peut gagner tous les concours de vitesse. Servir tous les « plans » à la mode. Mais à ces pauvres mérites qui ennoblient à juste titre les vastes publics d'aujourd'hui — la plupart du temps pour pas grand-chose — il ajoute un petit rien : le sentiment intuet (le « feeling ») d'un musicien de jazz. Et c'est toute la différence ! Il se nomme Christian Escoudé. Avec son groupe, des invités : Didier Lockwood au violon et l'harmoniste Toots Thielmans... (au TEP, le 3 à 20 h 30).

— ET AUSSI : le pianiste Horace Parlan, compagnon de Mingus, Lou Donaldson ou Roland Kirk (au New Morning, les 3 et 4); la Compagnie Lubat au Forum des Halles jusqu'au 5; Michel de Villers au Caveau de la Huchette jusqu'au 6.

DANSE

4^e Festival de danse au Théâtre Présent

Jean-Claude Ramseier présente — étalé sur un mois et soixante programmes différents — un aperçu panoramique de la création moderne en France, avec les lauréats de Bagnolet 83, la Compagnie lyonnaise de Michel Hallet, et plusieurs chorégraphes aux écritures très contrastées comme Jackie Taffanel, Karine Saporta... Il y aura aussi des surprises et une improvisation de J.-C. Ramseier avec le jazzman sud-américain Villaroel (à partir du 8 mars).

Créations à l'Opéra de Lyon

Gray Veredon aime axer ses ballets sur un thème défini. Il propose une soirée triptyque sur « la quête d'identité » avec *Bagurodzica*, ou le peuple polonais à la recherche d'un leader, *Intérieurs*, un moment dans la vie d'une femme, *Celluloïd*, l'univers mythique du cinéma hollywoodien.

— ET AUSSI : une création de Quentin Rouillif à la Maison de la culture du Havre (une option culturelle), *Duos* à la Maison de la danse de Lyon (une soirée, trois couples), première le 8 mars, et *Pandora Suite*, au Théâtre de la Bastille (la perversion amusée de Lila Green) jusqu'au 6 mars.

EXPOSITIONS

Giorgio De Chirico au Centre Georges-Pompidou

Cent tableaux et quatre-vingts dessins et lithographies de la période métaphysique de Giorgio De Chirico. Initialement organisée par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition a d'abord transité par Londres et Munich avant de finir à Paris, au Centre Georges-Pompidou. L'ensemble a été complété par des œuvres des années 20-30 peintes par De Chirico lors de son second séjour parisien.

Des Burgondes à Bayard au musée du Luxembourg

Mille ans d'histoire médiévale bourguignonne, illustrée par des objets. L'exposition réunit les grandes pièces de l'archéologie de cette région, prêtées par les musées, et celles, en majeure partie inédites, découvertes au cours des fouilles ces dix dernières années.

FORMES

L'avvers du décor

LES toiles de Jean-Paul Jappé portent toujours sa griffe — dans tous les sens du terme — prête à les lacérer (1). Du moins multiplie-t-elle sa trace dans une pâte d'une richesse et d'une légèreté en progrès d'année en année. Force nous est de nous rendre à l'évidence : y a-t-il encore une commune mesure entre les œuvres montrées en 1981, remarquables sans doute, et celles qu'il nous a ramenées aujourd'hui de sa Bretagne ? Une Bretagne réduite au sable, à l'eau, à la lumière. L'essentiel, quoi ! Et encore cet essentiel est suffisamment sublimé pour gommer ses origines et se muer en plénitude rayonnante. L'île de Sein, par exemple, et ses libres espaces ont mis l'artiste en condition. La peinture pure a fait le reste et mis l'émotion en couleurs, dont l'éclat somptueux et assourdi nous comble.

Cécile Muhlstein

« LES belles endormies, pas celles de Kawabata, celles de Cécile Muhlstein (2), avaient sans doute besoin d'être ligotées, comme si le sommeil ne suffisait pas à leur faire prendre la pose pour l'éternité. De solides cordes, de vrais câbles, n'arrivent pourtant pas à altérer leur beauté, qu'exalte un dessin sensible, précis, austère, épuré, quasi glacé, ni les voiles ou suaires protecteurs. Elles ne dorment pas toutes. Il leur arrive de secouer leurs liens en hurlant (*les Évadées*) ou de s'en dégager (*les Epouses déliées*), convulsives alors. D'autres variantes ajoutent à la composition quelque tête caprine (*la Colère du berger*). Les symboles sont lisi-

bles, propices à de longues méditations. Au spectateur de jouer. On se contente ici de souligner les qualités formelles d'une œuvre qui se réserve les collages pour faire appel à la couleur.

Madeleine Follain-Dinès

MADELEINE Follain-Dinès a de qui tenir (3). On pense moins aux lois capricieuses de l'hérédité qu'aux vertus de l'exemple et de l'enseignement paternel. Ainsi ont pu s'épanouir en toute indépendance ses dons, qui sont réels, et s'affiner sa vision des choses les plus banales : paysages en général urbains que des snobs attardés diraient « prosaïques », intérieurs très modestes avec leurs lits défaits ou pas, matelas, ou une chaise ou un gros pain. Le soleil est parfois de la fête. On aimera, entre autres, *Patia*. Des personnages aussi qui pourraient être anecdotiques et qui ne le sont pas. Des portraits, comme celui d'Armen Lubin. Le tout d'une facture délibérément traditionnelle ou qui le serait si elle ne rendait pas terriblement présente la vie cachée que ces objets évoquent et ne leur arrachait pas leur langage.

Mnikowski

ARCHITECTE paysagiste saisi comme bien d'autres par la rage de peindre, Mnikowski se décide à montrer sa peinture et quelques dessins (4). C'est un violent qui projette ses figures et autres rêves

rouges sur des fonds noirs. Un expressionniste furieux que l'humain seul intéresse. Les visages, une série de petites toiles les multiplient. Les corps, il les soumet puissamment. Ainsi cet autoportrait au raccourci audacieux. Et comment rester de glace devant cet infernal tourbillon qui s'intitule *Varsovie 13 décembre* ? Avec son pendant où s'allume la flamme bleue de l'espoir. Pas celui de la normalisation, bien sûr.

En bref

Il est grand temps de signaler la petite exposition organisée autour du dernier numéro de *Clivages*, revue qui, dans une présentation impeccable, accueille des textes majeurs et des dessins et lavés exécutés exprès pour elle (5). On y voit non seulement toutes les publications antérieures de *Clivages*, mais aussi des œuvres des illustrateurs de cette copieuse livraison : Cordesse, André Marfaing, Albert Rafols Casamada, Tal Coat.


Aux antipodes de cet art quintessencié, il est permis d'apprécier les aquarelles joliment pastichées de Jacques Vallery Radot (6), vues de Paris ou paysages méridionaux, telle la rade de Cassis aux couleurs lumineuses.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.
- (2) Galerie Visconti, 37, rue de Seine.
- (3) Brigitte Scheu, 44, rue des Tournelles.
- (4) Le Haut Pavé, 3, quai de Montebello.
- (5) *Clivages*, 46, rue de l'Université.
- (6) Denise Vahat, 59, rue La Boétie.

NOUVELLE REVUE

Bal du Moulin Rouge



femmes, femmes, femmes...

MOULIN ROUGE

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
06.00.19 ET AGENCES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 2

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h : Orchestre national de France, dir. L.G. Navarre, Chorus de R.E., chef de chœur : J. Jouineau (Falla).

EGLISE SAINT-MEDARD, 20 h 30 : Deller Consort (Gibbons, Weelkes).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : F. Pien-Tham (Bach, Beethoven, Chopin...).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim (Beethoven, Rameau, Strauss).

EGLISE SAINT-ROCHE, 21 h : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Waller (Beethoven).

A. DEJAZET, 20 h 30 : M. Lafont.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : F. Elphège, J. Martin (Mozart, Debussy, Brahms).

JEUDI 3

SALLE PLEYEL, 15 h et 18 h : C. Joly (Liszt) ; 20 h 30 : voir le 2.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Ensemble instrumental du nouvel orchestre philharmonique, dir. : P. Mestral (Debussy, Varèse, Stravinsky...).

EGLISE SAINT-MEDARD, 20 h 30 : Ensemble Cl. Jaquez (Jouquin des Prés, Jaquez, Bernard...).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : Quatuor Amadeus (Brahms).

SALLE GAVEAU, 21 h : Les philharmoniques de Châteauroux, dir. : J. Komives (Méhul, Berlioz, Liszt...).

MUSEE CARNAVALET, 20 h 30 : B. Bournet (Bach, Gounod, Haydn...).

A. DEJAZET, 20 h 30 : A.-L. Savin.

AMERICAN CENTER, 21 h : G. Douglas (Wolfe, Bocini).

SALLE BERLIOZ, 20 h 30 : Quatuor Romande (Mozart, Bartók) ; N. Zahaly (Beethoven, Chopin, Liszt).

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Récital Orchestre de Lyon, dir. : D. Renzetti, Jesse Norman, soprano (Verdi).

VENREDI 4

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : Nouvel orchestre philharmonique, dir. M. Jankowski (Strauss, St-Saëns, Dvorak).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 2 ; 21 h : Trio d'Alsace-Provence (Beethoven, Brahms).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Beethoven, Brahms).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. et Ch. Astruc (Mozart, Vivaldi, Chopin...).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : E. Friedman, L. Peignard (Bach, Bloch, Franck...).

CENTRE MUSICAL BOSENDORFER, 20 h 30 : A. Rahman et Bacha (Mozart, Beethoven, Schumann...).

SALLE DE L'ANCIEN CONSERVATOIRE, 20 h 30 : leçons des concours internationaux.

FIAP, 20 h 30 : J. Haas-Delphs (Schumann, Schubert, Bartók...).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : Ensemble choral Contrepoint, ensemble instrumental Dardanus, dir. : O. Schœnbelt (Vivaldi, Fuchs, Bach...).

MUSEE CARNAVALET, 21 h : Y. Nagamura, J. Vanderville (Grieg, Bach) ; B. Bournet (Bach, Mozart).

A. DEJAZET, 20 h 30 : E. Devost.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : K. Gilbert (Proberger, Haendel, Rameau...).

SAMEDI 5

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 4.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : ensemble Caix d'Hervé (Coperin, Rameau).

SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor Talich (Smetana, Borokov, Brahms) ; 20 h 30 : F. Jacquinot (Schubert, Schumann, Chopin...).

EGLISE SAINT-MERRE, 21 h : J. Tardos, E. Joye (Bach, Telemann, Coperin...).

EGLISE DES BILLETES, 20 h 30 : Quatuor Gabriel (Haydn, Chostakovich, Schubert).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : G. Aloka (Rossini, Paganini, Ravel).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : M. Nakai (Beethoven, Schubert, Chopin...).

PORT DE LA SUISSE, 20 h 30 : Gern (Celarius, Berio, Rost...).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : M. Tikh, N. Carby.

THEATRE DE L'ALLIANCE, 20 h 30 : Polyphonies d'Arcen.

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Récital Orchestre de Lyon, dir. : S. Bando, Jesse Norman-Soprano (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER, 321-42-20, le 6 à 16 h 30 : Kim Porter Quartette.

BASILIQUE SAINT-CLOTILDE, 21 h : ensemble instrumental Gerson, dir. : D. Gencel, chœur d'hommes de Châteauroux (Vivaldi, Bach, Schubert).

CONCERGERIE, 17 h 30 : Trio de Paris, M. Gelis (Handel, Naderman, Mozart...).

THEATRE DE PARIS, 18 h : F. Agnèsy, A. DEJAZET, 20 h 30 : A. Andouy.

EGLISE SUEDOISE, 18 h : S. et A. L. Ventura.

EGLISE SAINT-GERVAIS, 16 h 30 : G. Litauz (Bach).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : M.-M. Diego (Dowland, Frescobaldi, Ravel...).

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Philharmonie nationale de Varsovie, dir. Kazimierz Kord, M. Dichter, piano (Bartók, Moszkowsky, Ravel).

DIMANCHE 6

NOTRE-DAME, 17 h 45 : Ch. Mantoux (Grigny, Buxtehude, Franck...).

THEATRE DU ROND-POINT, 11 h : Trio à cordes de Paris, D. Merlet (Beethoven, Schumann).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 2 ; 21 h : H. Calot (Beethoven).

EGLISE SAINT-MERRE, 16 h : G. Cotin, C. de Premao (Bach, Donizetti, Chopin...).

CENTRE ASSAS, 16 h 30 : Orchestre de jeunes A. Lowenguth (Prokofiev).

CONCERGERIE, 17 h 30 : B. Vollet (Bach).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Ensemble vocal M. Figeac, Orchestre de chambre J.-F. Pellard, dir. : M. Corboe (Bach).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 18 h : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. : I. Karabatchevsky (Villa-Lobos, Tchaïkovski, Nopomnenski).

SALLE CORTOT, 17 h : M.-Ch. Brunen, A. Sutor (Schumann, Ravel, Debussy).

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVAILDES, 17 h : J.-M. Louchart (Bach, Haendel, Chausson...).

EGLISE DES BILLETES, 17 h : N. Lee, Ph. Bida, P. Bouff (Brahms, Schubert).

CARRÉ SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Groupe Musique oblique, musique du XIX^e siècle (A. Weber, Sir W. Walton).

LUNDI 7

LUCERNAIRE, 21 h : H. Guery (Prokofiev, Schubert).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : M. Tagliaferro (Chopin).

RADIO-FRANCE, GRAND AUDITORIUM, 20 h 30 : Quatuor Talich (Beethoven, Ohana, Bartók).

EGLISE DE LA TRINITÉ, 21 h : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : J. Von Welyky (Brahms).

EGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : J. Dufour.

SALLE A. MARCHAL, 20 h 30 : R. Desgareil, M.-P. Strugnet (Schumann, Ravel, Brahms).

ATHENÉE, 21 h : W. Barry, E. Werba (Schubert).

ESPACE CARDIN, 21 h : G. Tacchino, A. Marzina, J.-C. Benoit (Poulenc).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, GRAND THEATRE, 20 h 30 : S. Ramon (Bach).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Weyenberg.

EGLISE DE L'ANNONCIATION, 20 h 30 : Ensemble musical art et amitié (Vivaldi, Telemann, Bach, Haendel).

KANELAGEL, 18 h 30 : ensemble instrumental Sayat-Nova, dir. : J.-P. Nergarian (musiques traditionnelles d'Arménie).

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Toronto Symphony Orchestra, dir. : A. Davis, B. Hendricks (Mahler).

CARRÉ SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Groupe Musique oblique, Musique du XIX^e siècle (A. Weber, Sir W. Walton).

MARDI 8

LUCERNAIRE, 19 h 45 : E. Pia Moncau, J.-L. Soyot, P. Douilliez (Rossini, Schubert, Macon...); 21 h : voir le 7.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : S. Preston, M. McGaughey, A. Hana (Rameau).

EGLISE SAINT-MEDARD, 20 h 30 : K. Gilbert (Coperin, d'Anglebert, DuMont...).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : G. Aloka (Rossini, Paganini, Ravel).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : M. Nakai (Beethoven, Schubert, Chopin...).

PORT DE LA SUISSE, 20 h 30 : Gern (Celarius, Berio, Rost...).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : M. Tikh, N. Carby.

THEATRE DE L'ALLIANCE, 20 h 30 : Polyphonies d'Arcen.

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Récital Orchestre de Lyon, dir. : S. Bando, Jesse Norman-Soprano (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER, 321-42-20, le 6 à 16 h 30 : Kim Porter Quartette.

ARC (723-61-27), le 2 à 20 h 30 : Violoncelle Orchestre ; le 3 à 20 h 30 : H. Sokal, R. Schwall, J.-F. Jony-Clark, D. Humeau.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-63-05), 21 h 30 : M. de Villers (dernière le 6).

CAYRNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : Solo et Naxos.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-20), (D., L.), 22 h 30 : Carnaval Comto.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-05), les 3, 4, 5 à 23 h : Les Sektors ; le 6 à 23 h : Ganja.

DEPOT-VENTE (637-31-87), le 2 à 21 h 30 : Sagan ; 22 h 30 : B. Bessoul, 23 h 30 : D. Dupuis.

DUNOIS (384-72-00), 20 h 30, le 3 : G. Marria, F. Leriche, L. Van Wimbeghe, Radault ; le 4 : Le Gos Big Band ; le 5 à 18 h : Trio G. Pazmicki, à 20 h 30 : Polyclin ; le 6 à 20 h 30 : Polyclin.

EXEMPLE-MONTMARTRE (606-38-79), le 8 à 20 h 30 : R. Guérin.

FNAC FORUM (261-81-18), le 7 : M. Sauer, M. Ten Horn, A. Roulès ; le 8 : M.-A. Martin, G. Marria.

FORUM (297-53-39), le 7 : Ph. Catherine Quartet ; le 8 : P.-J. Gauthier, A. Devos, J. Gauthier, P. Michalot, Ph. Combelles.

LUCERNAIRE (544-57-34), les 2 et 3 à 22 h 30 : B. Pionot.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, les 7 : H. Paderis, le 5 : M. Chapman ; le 7 : G. Adams, Don Polles.

OLYMPIA (742-25-49), le 7 à 21 h : Chris de Burgh.

PATRO (758-12-30), 22 h : Cl. Bolling (dernière le 5) (à partir du 7) : Mousset.

PEIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : mor. : R. Lagrange, Quartet Pizary ; jeu. : Watergate Seven + One ; ven. : Swing at six ; sam. : Metropolis Jazz Band ; dim. : Alligator Jazz Band ; mar. : E. Le Lann Quartet.

PEIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Eric (dernière le 6) (à partir du 7) : F. Fauré, Ph. Lemaître, E. Duvivier.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-10), le 2 à 18 h 30 : Ch. Lavigne, F. Machali, M. Moutana.

SLOW CLUB (233-84-30), les 2, 3, 4 à 21 h 30 : M. Laferrère ; les 5 : J. Caroff ; le 8 : S. Guenay.

SUNSET (261-46-60), les 3, 4 : Panam Festival ; le 5 : Kadja.

VILLE HERRE (321-33-01), le 3 à 20 h : Dao.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42), les 4 et 5 à 21 h, le 6 à 17 h : I. Cardellini dell Amata.

BORINO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. dim., à 16 h : J. Bessac.

CENTRE CULTUREL CANADIEN (551-55-73), le 3, à 20 h 30 : Châtelet, D. Clontier.

GYMNASE (246-79-79) : voir théâtre.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.), à 21 h : mat. dim., à 15 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), le 2, 3, 4, 5 à 21 h ; le 6 à 14 h 30 et 18 h : Chants et danses de l'ensemble soviétique de Géorgie ; le 5 à 14 h 30 : Groupe Lenchabek ; le 6 à 21 h : R. Gauthier.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.), à 20 h 30 : mat. dim., à 15 h : Dimitri.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), jeu., ven., mar., à 21 h ; sam., à 14 h 15.

17 h 30 et 21 h : dim., à 14 h 15 et 17 h 30, mer., à 15 h : Holiday on Ice.

PORT DE LA MUETTE (288-46-10), (D. soir), 20 h 45, mat. merc., sam., 15 h ; dim., 14 h 30 et 17 h 30 : Les nuits du cirque.

PORT DE FANTIN, sous chapiteau (245-49-11) (D. soir, L.), à 20 h 30 ; mat. dim., à 16 h : J. Clout.

THEATRE DE PARS (874-10-75), 18 h 30 : S. Malagugin.

THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), les 3, 4, 8 à 20 h 30 ; les 2, 6, à 15 h, le 5 à 15 h et 20 h 30 : A. Corby.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) (D., L.), à 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Jofreina ; dim., à 21 h 30 : O. Guidi, J.-C. Carrasco.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), le 2 à 14 h 30, le 5 à 14 h 30 et 20 h 30, les 3, 4, 8 à 20 h 30 ; le 6, à 14 h 30 et 18 h 30 : Le Vagabond tricolore.

La danse

ATHANOR (859-28-86), les 3, 6, à 20 h 30 : Le regard quarelle.

BASTILLE (357-42-14) (D. soir, L.), 19 h 30, mat. dim., 15 h : Pandore Suite.

CENTRE CULTUREL DE L'ARBAVE (354-30-75), le 3 à 20 h 30 : Bharata Nattam.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : les 3 et 4 : L. Saravali ; les 5 et 7 : Woo Kyung Cho ; le 8 : Karunkar.

FOUR SOLAIRE (372-98-81), les 4, 5, 6 à 21 h : Miroir à trois faces.

ESPACE CARDIN (266-17-30), jeu., ven., sam., à 20 h 30 : Contes d'Andersen.

PALAIS DES CONGRES (758-13-03), le 8 à 20 h 30 : Le Ballet au bois dormant.

SOLEIL D'OR (543-50-12), le 5 à 20 h 30 : Bharata Nattam.

TEMPLEERS (272-94-56), jeu., ven., sam., à 20 h 30 : dim., à 14 h 30 : Ballet Iberia.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), les 5 et 8 à 20 h ; le 6 à 14 h 30 : Spectacle de l'école de danse de l'Opéra de Paris.

THEATRE 18 (226-47-47) (D. soir, L.), 19 h mat. dim., 16 h : El si elle e chaudi, elle ; 22 h : Le Paradis sur terre (à partir du 8).

THEATRE DE PARIS 12 (343-19-01), le 8 à 20 h 45 : Cl. Roussier.

THEATRE PRESENT (203-02-55), le 8 à 20 h 30 : Danse au présent.

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS

ALL BY MYSELF

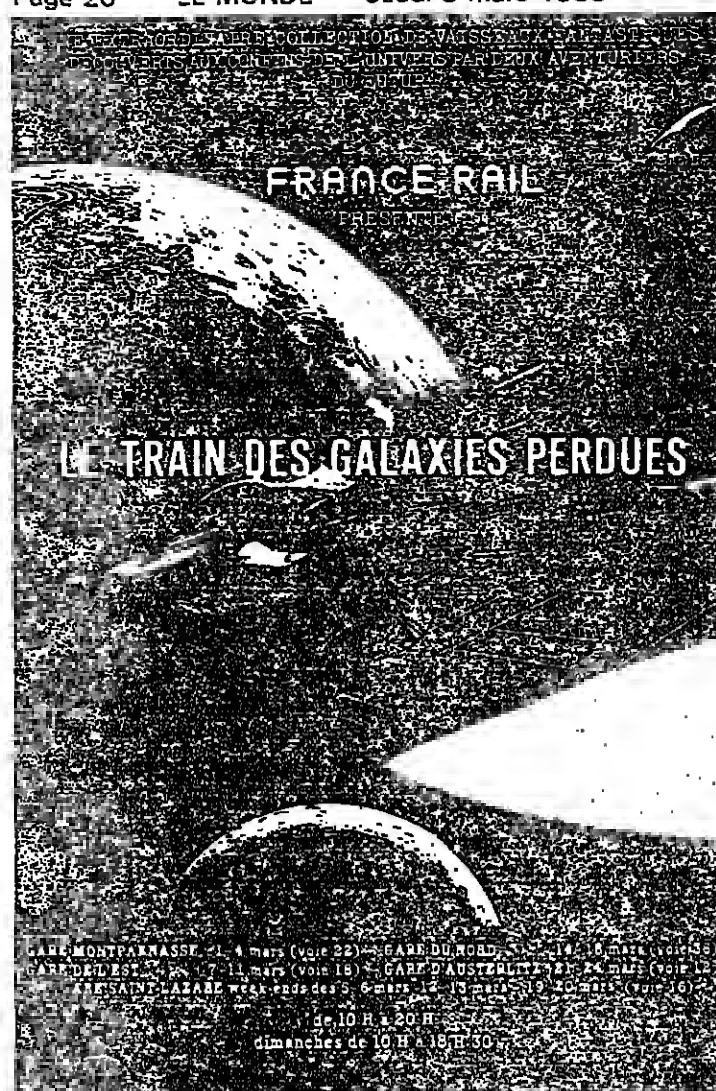
UN FILM DE CHRISTIAN BLACKWOOD

Seul à Paris au SAINT-SÉVERIN

SCANDALEUSE

EARTHA KITT

DANS



CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 2 MARS
15 h. Beethoven, de L. Mogy. 19 h. Hommage à K. Pajonou : Uncle Silas, de Ch. Frank ; 21 h. Hommage à Jan Lenica : Moving pictures : Landscape : UBU ou la Grande Oidoulle.

JEUDI 3 MARS
15 h. Il suffit d'une fois, de A. Feix ; 19 h. Hommage à K. Pajonou : L'île d'Aphrodite, de G. Skalenakis ; 21 h. les Beaux Souvenirs, de F. Mankiewicz.

VENDREDI 4 MARS
15 h. la Maison dans la dune, de P. Billon ; 19 h. Hommage à K. Pajonou : Noctes de sang ; 21 h. le Confort et l'indifférence.

SAMEDI 5 MARS
15 h. Zouzo, de M. Allégret ; 17 h. la Machine à tuer les méchants, de R. Rossellini ; 19 h. Hommage à K. Pajonou : Tante Zita, de R. Enrici ; 21 h. la Vraie nature de Bernardette.

DIMANCHE 6 MARS
15 h. Macao, l'enfer du jeu, de J. Delannoy ; 17 h. Pave pour un homme épuisé, de M. Kobayashi ; 19 h. Hommage à K. Pajonou : Echec à Borgia ; 21 h. le Temps de l'avant.

LUNDI 7 MARS
17 h 30. Hommage à J. Ivens : Cinéma et histoire ; 18 h 30. Films IDHEC ; 21 h. Elle voulait faire du cinéma, de C. Huppert.

MARDI 8 MARS
15 h. Cheque au porteur, de J. Boyer ; 19 h. Hommage à K. Pajonou : Electro, de A. Melisopoulos ; 21 h. Hommage à K. Pajonou : Mémoire de Katina Pajonou, de C. Aristopoulos ; 21 h. Concile d'amour, de W. Sroeter.

BEAUBOURG (378-35-57)

MERCREDI 2 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Loin du Vietnam ; 17 h 15. le Peuple et ses fusils ; 19 h. Une femme qui s'affiche, de G. Cukor.

JEUDI 3 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Le 17 parallèle ; 17 h. Sorinaga : l'Indonésie appelle ; Nouvelle terre ; 19 h. Hold-up, de H. Cornfield.

VENDREDI 4 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Les quatre cents millions ; Lettre de Chine ; 17 h. Comment Yukong déplaça les montagnes ; les Artistes : Autour du pétrole-taking ; 19 h. La rançon de la peur, de J. Pevney.

SAMEDI 5 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes ; Entraînement au cirque de Pékin ; la Pharmacie ; 17 h. Comment Yukong déplaça les montagnes ; l'Usine des générations ; 19 h 30. Rétrospective du cinquième Festival de Clermont-Ferrand : Café-plongeon, de J. Boivin ; Ulysse, de A. Varda ; Les Sortes de Charline Dupas, de J. Morder ; Sœur Anne ne voit-elle rien venir ? de D. Dubroux ; la Dragonne, de Fr. Dupeyron ; 21 h 30. Rébellion, de M. Kobayashi.

DIMANCHE 6 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes ; le Ballon, lycée n° 31 ; Une répétition à l'opéra de Pékin ; Impressions d'une ville : Shangai ; 17 h. Comment Yukong déplaça les montagnes ; Une femme, une famille ; 19 h 30. Rétrospective du cinquième Festival de Clermont-Ferrand : Farnelore, de V. Lombard ; la Frite, de R. Guillot ; Point d'eau, de V. Moncorpe ; Un hôte à Paris, de J. Loyseau ; L'assaut inachevé à Tokyo, de O. Assayas ; 21 h 30. Hommage à L. Comencini : Sans rien savoir d'elle.

LUNDI 7 MARS
15 h. Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes ; le Professeur Tien ; Une caserne : Un village de pêcheurs ; 19 h. Tu seras un homme, mon fils, de G. Sidney.

MARDI 8 MARS
Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHERE ROSE (A. v.o.) : Parnassiens, 14 (329-83-11).

AMERIQUE INTERDITE (A. v.f.) : U.G.C.-Odéon, 2 (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62).

ANTONIETA (Fr.-Mex. v.o.) : Trois Parnassiens, 14 (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Berlitz, 2 (742-60-33) ; Gaumont-Ambassade, 8 (359-19-08).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.f.) : Tempeliers, 3 (272-94-56) ; Grand Pavois, 15 (554-46-55) ; Palace Croix-Nivert, 15 (374-93-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHER PERDUE (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; (V.f.) : Trois Hausmann, 9 (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Francis, 9 (770-33-88) ; Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Mistral, 14 (339-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Passy, 16 (288-62-34) ; Calypso, 17 (360-30-11) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Paramount-Maitlot, 17 (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Champs-Élysées, 8 (359-20-12) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 7 Parnassiens, 14 (329-83-11).

BLADE RUNNER (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-36).

LA BOMME N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A.1. v.f.) (Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand Pavois, 15 (554-46-55).

LES CADAVERES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.) : Elyées Lincoln, 8 (359-36-14).

LE CAMION DE LA MORT (A. v.o.) : Paramount City, 8 (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (742-60-33) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-42-62).

CAP CANAILLE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C.-Montparnasse, 14 (320-12-06) ; U.G.C.-Biarritz, 8 (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Images, 16 (522-47-94) ; Secrétan, 18 (241-77-99).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Arg.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-31) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1 (260-43-99) ; Haute-Goulle, 6 (633-79-38).

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE (A. v.o.) : Studio Médicis, 3 (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

DANTON (Fr.-Pol.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Cujas, 5 (354-89-22) ; Marbeuf, 8 (225-18-45) ; Miramar, 14 (320-89-52).

DE MAO A MOZART (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47) ; Pagode, 7 (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Arg.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Parnassiens, 14 (329-83-11) ; (V.f.) : Maxéville, 9 (770-72-86) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Mistral, 14 (339-52-43) ; Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15 (828-20-64) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Images, 18 (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69) ; Panthéon, 5 (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

L'EMPRISE (v.o.) : Studio Alpha, 3 (354-33-47) ; Paramount Odéon, 6 (325-58-83) ; Paramount Mercury, 8 (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2 (742-60-33) ; Paramount Bastille, 12 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-42-62) ; Convention St-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Maitlot, 17 (758-24-24) ; Paramount Montmartre, Secrétan, 18 (241-77-99).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A) (v.o.) : Ermitage, 8 (359-15-71) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2 (742-60-33) ; Paramount Opéra, 2 (742-60-33) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50).

L'ÉTAT DES CHOSES (A.1. v.o.) : St-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; Calypso, 17 (360-30-11).

LE DÉ DE NOS CINQUANTE ANS (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2 (261-50-32) ; Le Paris, 8 (359-53-99).

LES FEUX DU THÉÂTRE (A) (v.o.) : Action Christine B., 6 (325-47-86).

LA GUERRE FEU (Fr.) : Lucernaire, 6 (564-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It. v.o.) : Haute-Goulle, 6 (633-79-38).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFRICAIN, film français de Philippe de Broca : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; Champs-Élysées, 8 (359-92-82) ; George V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43) ; Francis, 9 (770-33-88) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15 (828-20-64) ; Bienvenue-Montparnasse, 15 (542-52-52) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ; Paramount-Maitlot, 17 (758-24-24) ; Wepler, 18 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (626-10-96).

ALL BY MYSELF, film américain de Christian Blackwood, v.o. : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

CAPTAIN MALLARD DIT LA BOMBE, film italo-américain de Michele Lupo, v.o. : Paramount-Odéon, 6 (325-58-83) ; Paramount-City, 8 (562-45-76) ; Max-Lander, 8 (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12 (343-04-67) ; Paramount-Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Paramount-Orléans, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

COBRA, film américain d'Enzo Castellari, v.o. : Ermitage, 8 (359-15-71) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2 (742-60-33) ; Rca, 2 (261-50-32) ; Rca, 2 (261-50-32) ; U.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (331-60-74) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

MY DINNER WITH ANDRÉ, film américain de Louis Malle, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; La Pagode, 7 (705-12-15).

POUR QUI VOTE L'OXYGÈNE, film hollandais de Johan Van der Keuken, v.o. : Movies, 1 (260-43-99).

RANERO (*), film américain de Ted Kutchell, v.o. : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62) ; Normandie, 15 (359-41-81) ; Colson, 8 (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Rca, 2 (261-50-32) ; U.G.C.-Opéra, 2 (742-60-33) ; U.G.C.-Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (331-60-74) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Mistral, 14 (339-52-43) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 18 (241-77-99).

SANS SOLEIL, film français de Chris Marker, Action-Christine, 6 (325-47-86).

TOOTISIE, film américain de Sydney Pollack, v.o. : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Saitat - Germain-Huchette, 5 (632-20-01) ; U.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08) ; Ambassade, 8 (329-14-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount-Maitlot, 17 (758-24-24) ; Murat, 16 (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (626-10-96).

OSCARS HOLLYWOOD 83 5 NOMINATIONS

MEILLEUR FILM
MEILLEUR ACTEUR : PAUL NEWMAN
MEILLEUR SECOND RÔLE : JAMES MASON
MEILLEUR METTEUR EN SCÈNE : SIDNEY LUMET
MEILLEUR SCÉNARIO



THE VERDICT
TWENTIETH CENTURY FOX FILMS A PRODUCTION ZANUCK-BROWN
PAUL NEWMAN/CHARLOTTE RAMPLING
JACK WARDEN/JAMES MASON
THE VERDICT
MUSIC BY CHILDO OSHKES
EDITED BY JAMES HANLEY
PRODUCTION DESIGNER: RICHARD D. ZANUCK
EXECUTIVE PRODUCERS: SIDNEY LUMET
PRODUCED BY RICHARD D. ZANUCK
DIRECTED BY SIDNEY LUMET

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

NATHALIE BAYE SUPERSTAR JOURNAL DU DIMANCHE

NATHALIE BAYE FRANCIS HUSTER

J'AI EPOUSE

UN FILM DE ROBIN DAVIS



MADLEINE ROBINSON GUYETREAN
VICTORIA ABRI
RICHARD BOHRINGER

En v.o. sous-titrée : ST-ANDRÉ-DES ARTS-LA PAGODE

LE PLUS GRAND SUCCÈS DE LOUIS MALLE AUX U.S.A.

My DINNER with ANDRÉ

LE NOUVEAU FILM DE LOUIS MALLE

ÉCRIT ET INTERPRÉTÉ PAR ANDRÉ GREGORY ET WALLACE SHAWN

مكتبة الأنجلو

CINEMA

L'EMPOSTEUR (Ita.) (v.o.) : Forum, 12* (297-53-74) ; St-Germain Village, 5* (634-53-20) ; Elysees Lincea, 5* (359-36-14) ; Parisiens, 14* (325-83-11) ; v.f. : Impérial, 2* (742-72-52) ; Nations, 12* (343-04-67).

J'AI EPOUSE UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 12* (297-53-74) ; Berlitz, 2* (742-60-33) ; Richelieu, 2* (233-56-70) ; Huguette, 6* (633-79-38) ; Colisée, 8* (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8* (387-35-43) ; Lumière, 9* (246-49-07) ; Athènes, 12* (343-00-65) ; Faurville, 13* (331-60-74) ; Montparnasse-Panthé, 14* (320-12-06) ; Mistral, 14* (339-52-43) ; Bievre-Montparnasse, 15* (544-25-02) ; Gaumont-Concorde, 15* (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15* (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16* (727-49-75) ; Wepler, 18* (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20* (636-10-96).

LE JOUR DES IDOTS (All.) (v.o.) : Epée de Bois, 5* (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr.) (v.f.) : Saint-Ambroise, 11* (700-49-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9* (770-47-55).

MEURTRES EN TROIS DIMENSIONS (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8* (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2* (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6* (633-08-22) ; Paramount-Galaxie, 13* (580-18-03).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (*) : St-Germain Studio, 5* (633-09-83) ; Normandie, 9* (339-41-18) ; v.f. : Paramount-Mariavux, 2* (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9* (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13* (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14* (320-12-06) ; Convention-Saint-Charles, 14* (320-12-06).

PHOBIA (A., v.o.) : Paramount-City, 8* (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9* (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14* (320-12-06).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Arcades, 2* (333-54-39).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 6* (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6* (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6* (544-14-27) ; Normandie, 9* (339-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9* (246-66-44).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2* (333-54-39) ; Cléchy-Pathé, 18* (522-46-01).

LE RUFFIAN (Fr.) : Richelieu, 2* (233-56-70) ; Ambassade, 8* (359-19-08) ; George V, 8* (562-41-46) ; Français, 9* (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06).

SUPERVIVENS (A., v.f.) (*) : Hollywood Boulevard, 9* (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6* (329-42-62) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; Marbeuf, 8* (225-18-43).

THE VERDICT (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 14* (297-49-70) ; Quintette, 5* (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08) ; Marignan, 8* (359-92-82) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11* (337-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14* (589-68-42) ; Parnassiens, 14* (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2* (742-60-33) ; Maxville, 9* (770-63-68) ; Athènes, 12* (343-00-65) ; Miramar, 14* (320-89-52) ; Gaumont-Concorde, 15* (828-42-27) ; Cléchy-Pathé, 18* (522-46-01).

TIR GROUPE (Fr.) (*) : Paramount-Mariavux, 2* (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6* (325-71-08) ; Publicis-Marignan, 8* (359-92-82).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8* (359-92-82) ; Français, 9* (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14* (320-12-06).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysees-Lincea, 5* (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang.) (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6* (326-58-00).

LA TRAVIATA (Ita.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 14* (297-49-70) ; Vendôme, 2* (742-57-52) ; Impérial Pathé, 2* (742-72-52) ; Rautefeuille, 6* (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8* (350-04-67) ; Ambassade, 8* (359-19-08) ; Nations, 12* (343-04-67) ; Faurville, 13* (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06) ; Kinoparasma, 15* (306-50-50).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17* (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : St-Lazare Pasquier, 8* (387-35-43).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Marais, 6* (278-47-86) ; St-Michel, 5* (326-79-17) ; Marignan, 8* (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2* (742-72-52) ; Montparnasse, 14* (327-50-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8* (723-69-23).

LES UNE ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14* (320-12-06).

YOL (Turc.) (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6* (326-58-00).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8* (225-18-43).

LES CHASSES DU COMTE ZARROF (A., v.o.) : Rialto, 19* (607-87-61).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escorial (H.S.P.), 13* (707-28-04).

LA DAME AU PETIT CHIEN (A., v.o.) : Olympie petite salle, 14* (542-67-42).

DEEP END (Ang.) (v.o.) : Studio de la Harpe, 9* (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8* (561-10-60).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2* (296-62-56).

LA DEROBATE (Fr.) : Lumière, 9* (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3* (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) (*) : Paramount-City, 8* (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16* (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2* (296-62-56).

ELVIS SHOW (A., v.o.) : Escorial, 13* (707-28-04).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escorial, 13* (707-28-04).

FAMILY LIFE (Ang.) (v.o.) : Studio Bertrand, 7* (783-64-66).

LE FASCISME ORDINAIRE (Sov.) : Cosmos, 6* (544-28-80).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christiane, 6* (325-47-60).

FRITZKARLDO (All.) (v.o.) : Lucerna, 6* (544-57-34).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2* (296-62-56).

FRENZY (A., v.o.) (*) : A-Bazin, 13* (1337-74-39).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6* (633-97-77).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36) ; Parnassiens, 14* (329-83-11).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gh-le-Cœur, 9* (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14* (542-67-42).

LA MONTE (Suéd.) (v.o.) : Saint-Lambert, 15* (533-91-68).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9* (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Rex, 2* (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6* (544-14-27) ; U.G.C. Gobelin, 13* (336-23-44) ; Napoléon, 17* (380-41-46).

JEREMIAH JONHSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2* (296-62-56).

JE SUIS UN ÉVADE (A., v.o.) : Bonaparte, 6* (326-12-12).

JÉSUS DE NAZARETH (Ita.) (1^{re} partie, 2^e partie) (v.f.) : Grand Pavois, 15* (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champlo, 5* (354-51-60).

LE LAUREAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5* (326-84-25).

MAD MAX I (A., v.f.) : Arcades, 2* (233-59-96).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (*) : Capri, 2* (508-11-69).

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15* (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang.) (v.o.) : Cluny-Ecoles, 5* (354-20-12).

MOURIR A TRENTA ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36) ; Publicis St-Germain, 6* (122-72-80).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Forum, 12* (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6* (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6* (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8* (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11* (337-90-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5* (337-57-47).

OUT ONE SPECTRE (Fr.) : République-Cinéma, 10* (805-51-33) H. Sp.

PAPILLON (A., v.f.) (*) : Capri, 2* (508-11-69).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Odéon, 6* (325-59-83).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6* (633-10-82).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5* (354-47-62).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4* (1272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8* (225-18-43) ; 7 Parnassiens, 14* (329-83-11).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Ranelagh, 16* (288-64-44).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2* (296-62-56).

SI DISNEY MÉTAIT CONTÉ (A., v.f.) : La Royale, 8* (265-82-66).

LA STRADA (Ita.) (v.o.) : Cinoches St-Germain, 6* (633-10-82).

TÉMOIN A CHARGE (A., v.o.) : Acadia, 17* (1764-97-83).

TOM JONES (Ang.) (v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6* (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6* (633-10-82).

UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Rialto, 19* (607-87-61).

LA VEUVE MONTIEL (Mex.-Cub.) (v.o.) : 3-Parnassiens, 14* (329-83-11).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5* (337-57-47).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14* (542-67-42).

ODEON THEATRE NATIONAL
direction Jacques Toja

du 17 février au 20 mars

TRIPTYQUE
DE MAX FRISCH • Mise en scène ROGER BLIN
En co-réalisation avec la Comédie-Française

V.O. : MERCURY - 70 mm [DOLBY DIGITAL]
PARAMOUNT ODEON [DOLBY DIGITAL] • STUDIO ALPHA
V.F. : PARAMOUNT OPÉRA - 70 mm [DOLBY DIGITAL]
PARAMOUNT MARIVUX [DOLBY DIGITAL]
PARAMOUNT MONTPARNASSE [DOLBY DIGITAL]
PARAMOUNT MAILLOT D'ORLÉANS
PARAMOUNT GALAXIE • PARAMOUNT OREANS
PARAMOUNT BASTILLE • PARAMOUNT MONTMARTRE
CONVENTION SAINT-CHARLES • LES 3 SECRETAN
Périphérie :
4 TEMES La Défense • ARTEL Créteil • FLAMARES Sarcelles • ARGENTEUIL
ARTEL Nogent • ARTEL Marne-la-Vallée • PARAMOUNT La Varenne

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FANTASTIQUE
AVORIAZ 1983
PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE
ET ANTENNE D'OR

L'Emprise
"THE ENTITY"

voyage au bout de la peur et du désir.

UN FILM DE SENEZ J. FURE
L'EMPRISE
Avec BARBARA HEDDER
Musique de CHARLES HENRI
Produit par SENEZ J. FURE et C. CHALLÉON
© ANDREW D. PIERRE
Scénario de FRANK O. GEITH
D'après l'œuvre de THE ENTITY
Régie de SENEZ J. FURE
Montage de SENEZ J. FURE
Distribué par FOX-HACHETTE
CinémaScope

En V.O. (Dolby) : U.G.C. NORMANDIE - GAUMONT COLISÉE - U.G.C. DANTON
En V.O. : QUINTETTE PATHÉ - GAUMONT HALLES
En V.F. (Dolby) : GRAND REX - U.G.C. MONTPARNASSE 83 - MAGIC CONVENTION
CLICHY PATHÉ
En V.F. : BERLITZ - U.G.C. OPÉRA - MIRAMAR - MISTRAL - U.G.C. GOBELINS
U.G.C. GARE DE LYON - 3 MURAT - 3 SECRETAN
ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE

SYLVESTER STALLONE
CETTE FOIS, IL SE BAT POUR SA PROPRE VIE.

RAMBO
"FIRST BLOOD"

MARIO KASSAR et ANDREW VAINA présentent un film de TED NOTIC
SYLVESTER STALLONE "RAMBO" RICHARD GRENNA
avec BRIAN DENNEHY • musique de JERRY GOLDSMITH • directeur de la photographie ANDREW VAINA
producteur exécutif MARIO KASSAR et ANDREW VAINA • coproducteur exécutif HERMAN WASSERMAN
coproduit par BUZZ FEINBERG • scénario de MICHAEL KOZOLLA WILLIAM SACKHEIM et SYLVESTER STALLONE
d'après l'œuvre de DAVID MORRELL • mise en scène de TED NOTIC
CinémaScope • son de DAVID MORRELL • PANAVISION • TECHNICOLOR • [DOLBY DIGITAL] • Diamant • GEM PRODUCTIONS
MONTAGE COPIES BELFORT

PUBLICIS SAINT-GERMAIN - U.G.C. OPÉRA - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES

ROMAIN GOUPIL
CESAR DE LA MEILLEURE 1^{re} OEUVRE
MOURIR A TRENTA ANS

RÔLE PRINCIPAL POUR TOURNAGE FILM
Jeune homme 15-18 ans
Parlant Américain
Libre de Mars à Fin Juin
AUDITION
Studios Boulogne
135 Av. J.B. Clément à Boulogne

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Jeudi 10 mars - 20 h 30
3^e concert de l'intégrale
SONATES DE BEETHOVEN
BELLAS
Location 723-47-77 et théâtre

CENT FILMS LUMIERE (1895-1905)
sauvés et restaurés
par le Service des Archives du Film
grâce à l'aide de la
FONDATION KODAK-PATHÉ
Ces films seront projetés
à la Cinémathèque Française
Palais de Chaillot
Av. Albert de Mun, Paris-16
Le mercredi 9 mars 1983
à 21 heures
FONDATION KODAK-PATHÉ

LE PIRGOM
SUCCÈS DE
LOUSMALE
AUX USA
MY DANCE
with
ANDRÉ
LE NOUVEAU
DE LOUSMALE

CINEMA

Les festivals

BUSTER KEATON : Marnie, 4* (278-47-66), mer. : Ma vache et moi ; jeudi : Steamboat Bill Jr. ; vend. : Le Mécano de la « Général » ; sam. : Sherlock Jr. ; dim. : Les Lois de l'hospitalité ; lun. : Flancones en folie ; mar. : Le Dernier Round.

MARK BROTHERS (v.o.) : Action-Écoles, 5* (325-72-07), mer. : Une nuit à l'Opéra ; jeudi : Chercheurs d'or ; vend. : Nuits de coco ; sam. : Monkey Business ; dim. : La Soupe au caudard ; lun. : Exploiteurs en folie ; mar. : Un jour au cirque.

FANTASTIQUE (v.o.) : Contraste, 5* (325-78-37), en sht. : Dans les griffes de la mort ; Drama, prince des ténements ; Zardos ; la Mouche noire.

NUIT DU COURS MÉTRAGE : La Pagode, 7* (705-12-15), sam., à partir de 22 heures.

CARY GRANT (v.o.) : Action-La Fayette, 9* (878-80-50), mer. : L'impossible M. Bébé ; jeudi : Soupçons ; vend. : Chérie, je me sens réjoui ; sam. : Les Enchaînés ; dim. : Elle et lui ; lun. : Honey-moon ; mar. : La Mort aux trousses.

L'ÉTERNEL RETOUR DE BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9* (878-80-50), mer. : mer. : Le Grand Sommeil ; jeu. : Dark Victory ; vend. : Passage à Marcella ; sam. : La mort n'était pas un rendez-vous ; dim. : Casablanca ; lun. : Le Port de l'angoisse.

JACQUES RIVETTE : République-Cinéma, 11* (805-51-33), mer. : Le Pont du nord ; jeu. : Duelle ; vend. : dim. : mar. : Out Out : Spectre ; sam. : Céline et Julie vont en bateau ; sam. : Merry go round ; dim. : Nord.

MARLON BRANDO (v.o.) : Eucurial, 13* (707-28-04) : Viva Zapata ; l'Homme à la peau de serpent ; la Comtesse de Hong-Kong ; Quinzaine.

SEMAINE DU CINÉMA GREC (v.o.) : Danfort, 14* (321-41-01), mer. : Blocko ; jeu. : Témoins et martyrs ; ven. : Happy Day ; sam. : 1922 ; dim. : Alexandre le Grand ; lun. : la Grille ; mar. : la Digne.

YVAN PASSER (v.o.) : Espérance-Galé, 14* (327-95-94), mer. : ven. : dim. : mar. : Cutter's Way ; jeu. : sam. : lun. : Né pour vaincre.

HOMMAGE A SIDNEY POLLACK (v.o.) : Olympia, 14* (542-67-42), mer. : Nos plus belles années ; jeu. : dim. : Jeremiah Johnson ; ven. : le Chasseur de scalps ; lun. : Yalusa ; mar. : le Cavalier solitaire.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Pléiade des Arts, 16* (527-77-55), l.j. 20 h 30.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Mac-Mahon, 17* (380-24-81), mer. : lun. : Showery Blonde ; jeu. : mer. : Cover Girl ; ven. : O ta ta ta charmante ; sam. : la Blonde ou la Rousse ; dim. : L'amour vient en dansant.

STUDIO 28 (606-36-07), mer. : la Boum II.

STUDIO 43 (770-63-40), Des images et des jeux ; jeu. 18 h, dim. 16 h et 22 h ; la Guerre d'un seul homme, le Journal filmé (Joseph Morder) ; mer. 20 h : l'Été indigne ; mer. 22 h : Un chien apocryphe ; jeu. 20 h : la Fautisme en vert ; ven. 20 h : Carrière tombent en amour ; sam 20 h : le Lapin rose ; dim. 20 h : le Lapin à deux têtes ; lun. 20 h : Au petit saucis ; jeu. 22 h : mer. 18 h : Histoires dans le Lino ; 18 h : Octobre à Madrid ; ven. 18 h, sam. 22 h : l'Ambassade ; ven. 22 h, lun. 18 h : Victor Cordier ; dim. 14 h, lun. 22 h : Souvenirs de l'été dans le Lino ; 18 h, sam. 22 h : le Florin ; jeu. 22 h, dim. 18 h : Confession d'un cinéaste ; sam. 17 h : Diction Notes and Schedules ; mer. 20 h : Pen d'homme, quelques femmes.

STUDIO 28, 18* (606-36-07), mer. : la Boum II ; jeu. : l'Épouvantail ; ven. : le Mépris ; sam. : Danton ; dim. : mar. : la Balance.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 15 h 35, ven. 9 h 15.

APOLYPTIC NOW (A. v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 17 h 40, sam. 0 h 15.

BABY DOLL (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), dim., lun., mar., 12 heures ; Olympia, 14* (542-67-42), 18 heures (cf. sam., dim.).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), 11 h 55.

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), mer. 21 h 15.

LE CHAGRIN ET LA PITTIE (Fr.) : Tempeliers, 3* (272-94-56), mer. 19 h 45.

LE COUP DE GRACE (AIL, v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), mer., jeu., ven., 11 h 40.

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Studio Galande, 5* (354-72-71) 14 heures + Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), dim. 19 h 45, lun., 18 heures.

RAY RIDER (A. v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4* (272-63-32), 22 h 15.

ET DIEU CREA LA FEMME (Fr.) : Tempeliers, 3* (272-94-56), sam., dim., 17 h 30.

LEXORICISTE (A. v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 20 h 10.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (*) : Tempeliers, 3* (272-94-56), 22 heures (cf. mar.).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), 11 h 50.

LA FÉLINE (A. v.o.) (*) : Olympia-Luxembourg, 6* (633-97-77), 12 heures et 24 heures.

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 13 h 50.

HAMMETT (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 20 h 20.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6* (633-97-77), 12 h et 24 h.

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), sam., dim., lun., 11 h 45.

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (*) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 14 heures.

LETTRE D'AMOUR EN SOMAILE (Fr.) : Olympia-Saint-Germain, 6* (222-87-23), 12 heures.

MARAT-SADE (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), dim., 21 h 45.

MARATHON MAN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14) 22 h 10.

MEAN STREET (A. v.o.) (*) : Olympia-Luxembourg, 6* (633-97-77), 12 heures et 24 heures.

MEDÉE (IL, v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), jeu., 19 h 15, ven., 19 h 15, mer., 22 heures.

MÈRE JEANNE DES ANGES (Fr., v.o.) : Olympia, 14* (542-67-42), 18 heures en semaine.

MISSING (A. v.o.) : Ciné Internationale, 14* (389-39-69), mer., 21 h.

MORT A VENISE (IL, v.o.) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 16 heures.

MURIEL (Fr.) : Olympia, 14* (542-67-42), 18 h 20 (cf. sam., dim.).

NEIGE (Fr.) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 18 h 20.

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) (*) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 16 heures.

PLAY-TIME (Fr.) : Tempeliers, 3* (272-94-56), mer., 21 h 45.

PROFESSION : REPORTER (Ang., v.o.) : Olympia, 14* (542-67-42), 18 heures (cf. sam., dim.).

PSYCHOSE (A. v.o.) : Boite à films, 17* (622-44-21), l.j. 18 h 20.

QUERELLE (AIL, v.o.) (*) : Boite à films, 17* (622-44-21), mer., jeu., ven., lun., 13 h 30 + l.j. 22 h 30.

Rivoli-Beaubourg, 4* (272-63-32), 18 h 10.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 22 h 30.

RAGTIME (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 15 h 30 ; Palais Croix-Nivert, 15* (374-95-94), mer., jeu., ven., sam., dim., lun., 21 heures ; sam., 21 h 15.

LES RANGS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : Studio Contraste, 5* (325-78-37), 14 heures.

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), jeu., 21 h 15, mer., 20 heures.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), ven., lun., 21 h 30.

SAMEDI SOIR DEMANCHE MATIN (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3* (272-52-36), sam., 11 h 55.

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.o.) : Olympia, 14* (542-67-42), 18 heures (cf. sam., dim.).

SUBWAY RUNNERS (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), 24 heures.

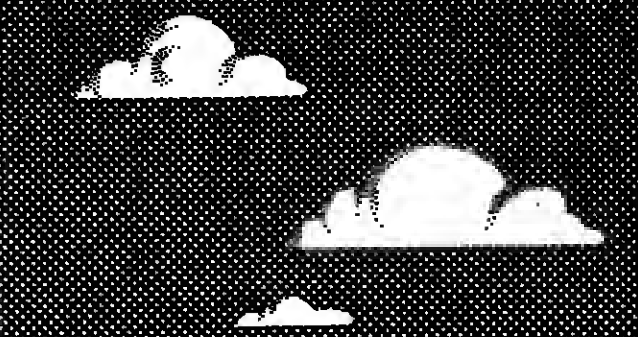
LE TAMBORRE (AIL, v.o.) (*) : Tempeliers, 3* (272-94-56), l.j. 18 h 20.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) (*) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 22 h 25-0 h 10.

TOMMY (Ang., v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), sam., 23 h 15.

WANDA (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), 12 heures.

NOUVEAU ROYALE EXTRA-LONGUES LÉGERES



Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 15 h 35, ven. 9 h 15.

APOLYPTIC NOW (A. v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 17 h 40, sam. 0 h 15.

BABY DOLL (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), dim., lun., mar., 12 heures ; Olympia, 14* (542-67-42), 18 heures (cf. sam., dim.).



POCHE 548.92.97

LE BUTIN

de JOE ORTON Adapté par ERIC KAHANE

CATHERINE RICH

HUBERT DESCHAMPS

ETIENNE BERRY

« Irrésistiblement drôle. Un chassé-croisé hilarant ». Le Nouvel Observateur

« Vainqueur d'une étonnante et délicate compétition, les auteurs ont tous percuté » (Le Monde)

« Vainqueur du... Humour britannique... » (Le Figaro Magazine)

« Très provocant, très drôle, ne se manque pas ! » (Le Canard Enchaîné)

25 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

indra

LE RESTAURANT INDIEN A PARIS

Spécialité « TANDOORI »

10, r. du Gdt Rivière, 8* (St Paul-Roulet)

359.46.40

Commandes jusqu'à 23h - r. Dim.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J., H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLES	
FLORA DANICA	ELY, 20-41
142, Champs-Élysées, 8*	Ts.l. js
19 h à 22 h. Vue agréable sur jardin. Spécialités danoises et scandinaves. Hors-d'œuvre danois. Festival de saumon. Mignon de renne. Caviar.	
DINERS	
RIVE DROITE	
LE POTAGER DES HALLES	296-83-30
15, rue de Cyprie, 1*	
Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1 ^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.	
VISHNOU	297-56-54
Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2*	
GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharajahs à Paris dans un décor authentique. AGREEE par TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage, F. dim.	
RELAIS BELLEMAN	723-54-42
37, rue François-1 ^{er} , 8*	F. et s. dim.
Jusq. 22 h. Cadre élégant, confort, salle d'attente. Cuisine française traditionnelle. Soles aux courgettes. COTE DE BŒUF. Soufflé glacé-chocolat.	
CHEZ DIEP	256-23-96
22, rue de Pontéux, 8*	Ouv. l.j.
Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamite. P.M.R. : 90 F.	
AUB. DE RIQUERWILLER	770-62-39
12, rue du Fg-Montmartre, 9*	Ts.l. js
De 12 h à 2 h du matin. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsace. Son BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.	
DOUCET EST	206-40-62
5, rue du 8-Mai-1945	Ts.l. js
1. 24 h. Cadre nouveau au rez-de-chaussée. Brasserie, menu 48.90 F. a.c. et carte Rest. gastronomique au premier. Spéc. du chef : Poissons, Chateaubriot, Gibiers.	
AU PETIT RICHE	770-68-68
25, rue de la Pépinière, 9*	F. dim.
Son étonnant MENU à 95 F. S.e. Ses vins de Loire. Décor contemporain authentique. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., Dîners-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Drouot.	
LE LOUIS XIV	208-56-56/200-19-90
8, bd St-Denis, 10*	F. dim. et mar.
Déjeuner, Dîner, SOUPER APRES MINUIT. Huitres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers, Salons, Parking privé assuré par volants.	
LA BOLÉE	344-23-57 F. Dim.
10, pl. Colonel-Bourgoign, 12*	
(Apr. 166, r. de Charcuterie). BAR CRÉPERIE. Déj. Dim. Serv. jusqu'à 21 h. Spéc. typ. BRETONNE, de un cadre rustique. Dégustation crêpes et galettes. P.M.R. 60 F.	
LE SAINT-SIMON	380-98-68
116, bd Pereire, 17*	F. sam. midi-dim.
Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. a.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.	
EL PICADOR	F. dim. et mar.
80, bd des Batignolles, 17*	387-28-37
Déjeuner, dîner, 22 h. Spéc. espagnols : rizzoles, gambas, bacalao, calamars et tins. P.M.R. 120 F. Salons pour banquets.	
LE GRAND VENEUR	574-61-58
6, r. P.-Demours, 17*	F. sam. midi-dim.
Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Cassoulet. Sals grand veau, Cuisson de mouton, Noix de biche, Soufflé français. Eau: 160 F. Salons, Park.	
LE GUILLAUME TELL	622-28-72
111, av. de Villiers, 17*	F. sam. midi, dim.
BANC D'HUITRES. Spécial. POISSONS, CRUSTACÉS, BOULLABAISE et BOURRIÈRE. Cartes créb. Park. assuré, 210, rue de Courcelles.	
AU POULBOT GOURMET	606-86-00
39, rue Lamark, 18*	F. sam. midi/dim.
NOUVEAU - Un bistrot sympathique, dans un décor plein de charme. Avec une cuisine française de tradition. Prix moyen de repas 80 F. Déjeuner/dîners.	
CHEZ GEORGES	574-31-00
Porte Maillot, 273, bd Pereire	F. sam.
Maison chapeau-croûte. L'un vous reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de propriétaires.	
L'ORÉE DU BOIS	747-92-50
Pte Maillot, bois de Boulogne	Ts.l. js
Déj. d'aff. menu 150 F. vin compris. Dîners-soupers d'été. Jeudi, vendredi, samedi 190 F. Ouch. assuré avec Carte NELL. Sal. p. réception. 10 à 800 pers. Park. ass.	
RIVE GAUCHE	
LA FERME DU PÉRIGORD	
1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 9*	
DÉJEUNERS D'AFFAIRES. DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. - OUVERT TOUTS LES JOURS - Parking gratuit.	
AU COCO DE MER	F. dim. soir, lundi
34, bd St-Marcel, 9*	707-06-64
Carte de poissons, arrimage direct des Seychelles coté par le chef du Boulgaville aux Chateaux. Proj. de dîners. Amb. et cadre d'origine, tradition. P.M.R. 120 F.	
LE MAHARAJAH	325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6*	F. mardi.
Jusq'à 23 h 30. Carrefour Montparnasse/Raspail, venez déguster les spécialités de TANDOORI. Egalement 72, bd Saint-Germain, 354-26-07. F. lund.	
AISSA FULS	F. dim. et lundi
5, rue Ste-Beuve, 6*	548-07-22
J. 0 h 30, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FES. Pastilla. Couscous-Bœuf. DESSERT MAISON. Réservation à partir de 17 h.	
LAFÉROUSE	326-90-14 et 68-04
51, qu. Grande-Angustine, 6*	F. dim.
1. 23 h. Grande carte. Carte à prix fixe : 190 F. vin et s.e. Menu dégustation : 240 F. s.e. Salons de 2 à 50 couv. Cadre ancien et réputation mondiale.	
OL. FRANÇOISE	551-47-20/705-49-03
Aérogare des Invalides, 7*	
Son menu à 90 F. et carte. Fois gras maison. Laperouse au vin rouge de Xéché. Grands crus de Bordeaux en carte. Ouvert dim. au déj. F. dim. soir et lundi.	
SOUPERS APRES MINUIT	
LA CHAMPAGNE	10 h. pl. Cléty
Huitres - Coquillages toute l'année	
GRANDE BRASSERIE DE LA MER	
LE LOUIS XIV	208-56-56/200-19-90
8, bd St-Denis. Huitres. Fruits de mer. Crustacés.	
Néts. Gibiers. Park. privé assuré par volants.	
WEPLER	14, place Cléty, 18*
SON BANC D'HUITRES	
Fois gras frais - Poissons	
LA TOUR D'ARGENT	6, place de la Bastille, 344-52-19
Cadre élégant et confort. Ts l. js	
de 12 h à 1 h 15. Grill. Poissons	
BANC D'HUITRES	
LA CLOSERIE DES LILAS	171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68	
Au piano : Yvan MEYER.	
AU PETIT RICHE	770-68-68/60
SON ÉTONNANT MENU	
à 96 F. service compris	

Mercredi 2 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 25 Coupe d'Europe de football. Paris-Saint-Germain-Marseille en direct du Parc des Princes. 1/4 de finale match aller.
- 22 h 25 Les mercredis de l'information. Laquais ou prophètes, le dilemme des prêtres en Amérique centrale.
- 23 h 25 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Sur un même bateau. De M. Feiler. Un navire chargé d'esclaves fait naufrage vers une petite île des Antilles. Deux Blancs, le maître et son valet, et trois Noirs se retrouvent quasiment, sans armes, sur la plage. Que va-t-il se passer ? Une fable au passé, une nouvelle version de Robinson Crusoe, racontée avec peu de mots, et beaucoup d'humour.
- 22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma. de M. Boulet, A. André et C. Ventura. Du sonnette : la lettre d'un cinéaste : J.-P. Mocky : une journée de tournage de R. Goupil ; le cinéma du George Y ; un entretien avec le photographe G. Hurell ; un document sur le cinéaste Paradjanov.
- 23 h 10 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Emission de Guy Lux, Lela Milic et Pascal Daniel. Avec Sheila.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Dramatique : La Narration. Réal. G. Sorre avec B. Agnès, A. Chénin, J. Herviale. Les retrouvailles d'une mère et d'un fils dans une maison-couvent sur le bassin d'Arcachon : quelques moments tendres et émouvants.

22 h 48 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.

PIERRE AMOYAL
GRAND ÉCHIQUEUR
du 21 février 1983
CONCERTO POUR VIOLON
DE MAX BRUCH
DISQUE STU 71164 MCE 71164

22 h 50 Prélude à la nuit. Étude N° 1 - Allegro Sostenuto - et étude N° 2 - Presto - de F. Chopin, par J.-B. Pommier, au piano.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 25 Jazz à l'ancienne. 19 h 30, La science en marche : Hippocrate dit oui, Galien dit non.
- 22 h 30, Nuits magiques : Jauru antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h, Musique espagnole (en direct du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : « Airs, duos et préludes de Zarzuela », « La vie brève » opéra de M. de Falla ; par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. L. García Navarro ; sol. C. Hernandez, M. Ysa, Perez-Luque, M. Cid.
- 23 h, La nuit sur France-Musique : le club des archives.

Jeudi 3 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h HF 12 (Info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Objectif santé. Tumeurs de la vessie.
- 14 h Les rendez-vous du jeudi (C.M.D.P.).
- 15 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'un rire.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Liberté Liberté. Réal. A. Dhontally, avec C. Hancin, M. Beaume, M. Loubé. Un professeur de philosophie, coincé par une éducation rigide et un innérent sort de prison. Des conceptions de la liberté diamétralement opposées. Malheureusement les deux personnages sont de pâles caricatures et rendent le téléfilm bien ennuyeux.
- 22 h 10 Documentaire : Un continent perdu, les Piques-Taloises. Réal. R. Kuper. N° 2 : La gélée et la fusil : Témoignages, souvenirs sur les temps anciens d'un vieux militant syndicaliste, d'un vétérinaire, tous deux natifs du pays de Chalosse dans les Landes. Intéressant.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 50 Jeu : L'Académie des neufs.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : La vie des autres.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie. Sonner nous tous spasmodiques ?
- 15 h Film : Intrigue à Suez. Film italien de P. Heusch (1969), avec R. van Nutter, M. Tola, E. Tardito, P. Hancin, J. Jaspé. Après l'envoie en terre de deux savants atomistes irrédigés, un agent spécial de la C.I.A. vient enquêter à Istanbul. Il découvre qu'un armateur presque ruiné prépare une opération hasardeuse dans le canal de Suez. Espionnage atomique, bagarres, catastrophe en perspective. Ce film est bécot, invraisemblable et très ennuyeux.
- 16 h 30 Un temps pour tout.
- 17 h 45 Récré A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Planète bleue : Les codes secrets de la vie, de L. Brochard. Les espoirs et les limites de la biotechnologie : soigner les maladies incurables, les nouvelles substances alimentaires et énergétiques, etc.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Les Stranglers ; Gary Brooker, Chagrin d'amour. Ice House ; portrait de Gérard Marnet.
- 23 h 10 Coupe d'Europe de football.
- 23 h 25 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Scènes de la vie de provinces.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 34 La minute nécessaire de M. Cyclophède.
- 20 h 35 Hommage à Maurice Biraud : Notre bien chère Mily. De Ch. Watton, réal. A. Boudet, avec M. Biraud, M. Bapet, B. Avon. Deux hommes sont brutalement frappés par la mort d'Emile. Albert et Charles, qui le deuil rapproche, renouent une jeune lycéenne du même nom, surnommée Mily. Bonne chance !
- 22 h 05 Journal.
- 22 h 28 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.

La soirée électorale sur les trois chaînes de télévision

Yves Mourousi sur la « 1 », Christine Ockrent et Patrick Poivre d'Arvor sur la « 2 » et vingt-cinq stations sur la « 3 » - la concurrence sera sévère entre les trois chaînes pour donner et commenter les résultats des élections municipales le 6 mars au soir. Antenne 2 innove avec des technologies de pointe et FR 3 en alternant émissions nationales et régionales.

TF 1 : des envoyés spéciaux

Sur TF 1, le magazine « Sept sur sept » se terminera un quart d'heure plus tôt que d'habitude (à 19 h 45) afin de diffuser exceptionnellement le journal télévisé de 19 h 30 à 19 h 59. À partir de 20 heures, Yves Mourousi animerà la « soirée électorale » en direct du studio 102 de la Maison de Radio-France. Les premières estimations Sofres/TF 1 seront commentées par Noël Copin et Roland Cayrol et par les envoyés spéciaux à Lyon (Bernard Chevalier), à Toulouse (Jean-Claude Narcy), à Marseille (Patrick de Carolis) et à Rennes (Françoise Kramer).

Coupe à 20 h 30 avec la diffusion du film Duo sur canapé.

La « soirée électorale » reprend à 22 heures, toujours en direct du studio 102, avec une série de résultats commentés par Bruno Masure et par Jean-Marie de Morant. François Lantier et Roger-Xavier Lantier recevront des personnalités politiques. Déjà annoncés : MM. Bernard Pons (R.P.R.), Jean Lecanuet (U.D.F.), Lionel Jospin (P.S.) et Georges Marchais (P.C.). Et des représentants de l'art, de la culture, de la presse (MM. Jean Cau, Philippe Lussan, René Andrieu, etc.), Christian de Dadeisen interviendra de son côté, dans les studios de Cognac-Jay, les représentants des « petites formations », tandis que les envoyés spéciaux interviendront à partir des

villes déjà citées, ainsi que de Bordeaux (Patrick Bourral), Besançon (Julien Brunn) et Lille (Francine Buchi).

Antenne 2 : les nouvelles technologies

Sur Antenne 2, Patrick Poivre d'Arvor ouvre la soirée à 20 heures en direct du studio 4 de Cognac-Jay. Dès cette heure-là, C.I.I. Honeywell-Bull présentera une estimation des pourcentages obtenus par chaque liste dans douze villes de province. À 20 h 30 une deuxième estimation portera sur quatre secteurs de Paris et sur trois secteurs de Marseille. Autour de Patrick Poivre d'Arvor, Albert Du Roy, Paul Amar, René Rémond et le service politique commenteront les résultats présentés par Philippe Harrouard et Patricia Charnelet.

Vers 21 h 30, Christine Ockrent prend le relais pour animer deux débats successifs, le premier réunissant des responsables des quatre principaux partis, le second avec plusieurs membres du gouvernement et des anciens ministres. Le tout entrecoupé des résultats et des réactions venus de tous les coins de France en duplex.

Cette présentation, somme toute assez classique, sera pimantée par des dispositifs de visualisation utilisant les technologies les plus avancées. Tout commence avec le générique : en effet sur le titre « Municipales 83 » suivi d'une plongée au cœur d'un petit village français. Ces images spectaculaires sont entièrement artificielles, produites par le simulateur de vol du groupe Thomson. Une équipe de graphistes et d'informaticiens ont adapté le programme qui sert à la formation des pilotes pour calculer chaque image, chaque couleur, chaque mouvement de caméra. Il s'agit d'une des premières applications télévisuelles des images de synthèse au temps réel, puisqu'un simple man-

che à balai permet de piloter la caméra artificielle - à travers le décor généré par l'ordinateur.

La société Thomson a également fourni le Vidifon graphics V, déjà utilisé aux États-Unis mais dont c'est la première exploitation sur les écrans français. Cet appareil permet de traiter les estimations ou les résultats obtenus par les candidats au fur et à mesure de leur arrivée et d'en donner immédiatement une représentation graphique. On verra donc grimper les pourcentages jusqu'à la barre fatidique des 50 %.

Enfin, l'association IMEDIA, qui regroupe des ingénieurs de la Direction générale des télécommunications, a conçu un troisième système de visualisation associant vidéodisques et micro-ordinateurs. Les vidéodisques stockent les photos des deux ou trois principaux candidats dans plus de deux cents villes. Le micro-ordinateur soigne une Marianne symbolique qui viendra coiffer la photo du vainqueur.

L'ensemble de ce dispositif représente un effort assez exceptionnel de mise en œuvre des technologies les plus sophistiquées. Un effort coûteux, puisque le budget de l'opération dépassera sans doute 1 million de francs.

FR 3 : « décrochages » régionaux

FR 3 se targue de réaliser une véritable performance technique et journalistique en mobilisant toutes les stations régionales, soit vingt-cinq bureaux d'information sept cents journalistes, la totalité des relais de T.D.F. et même un ou deux circuits P.T.T. supplémentaires.

● D'une part, des émissions nationales - à heure fixe - diffusées sur l'ensemble de la France et réalisées depuis le studio 101 de la Maison de Radio-France. Celles-ci seront animées par Gilles Vaubourg et Michel Naudy, qui présenteront des analyses, des commentaires des premières estimations et des résultats, et organiseront des débats avec les grandes formations politiques. Déjà annoncés : MM. Michel Pinton (U.D.F.) et Jean Poperen (P.S.). Jean-Jacques Peyraud présentera l'essentiel de l'actualité nationale et internationale dans « Soir-3 », vers 22 heures. Au cours de ces émissions, Paris sera en liaison permanente avec les stations afin que celles-ci puissent intervenir quand il est besoin.

● D'autre part, des émissions régionales proprement dites, réalisées par chacun des vingt-cinq B.R.I. (bureaux régionaux d'information), qui reprendront ainsi leur autonomie et « décrocheront » - également à heure fixe - afin de diffuser sur leur zone leurs propres reportages et analyses et de donner des résultats d'intérêt local.

La soirée du 6 mars se déroulera donc de la façon suivante : à 19 h 45, programme national (avec inserts régionaux) ; à 20 h 30, décrochage des vingt-cinq B.R.I. ; à 21 heures, national (avec inserts régionaux et « Soir-3 ») ; à 21 h 30, décrochage des vingt-cinq B.R.I. ; à 22 heures, national ; à 22 h 30, décrochage des vingt-cinq B.R.I. ; à 23 h 15, Prélude à la nuit.

Enfin, dès 20 heures, FR 3 sera en mesure de fournir aux téléspectateurs une première estimation des résultats élaborés par C.I.I. - Honeywell-Bull sur dix-neuf tests, opération conjointe avec Europe 1 et Antenne 2.

Vu

Janus

Hommes, femmes, vieux combat. On a tout dit, tout écrit sur ce qui les distingue, sur ce qui les oppose, sur ce qui les sépare. Ça va de l'antonomie à l'antonymie en passant par l'anatomie. C'est une différence spécifique, fondamentale, essentielle, hormonale, génétique, existentielle, métaphysique, aux yeux des existences en tout cas. Des existences des deux sexes. Les uns et les autres attribuent ces mystérieuses et insaisissables dissimilitudes à un principe féminin : cet éternel féminin devant lequel les hommes autrefois se perdaient en conjectures agacées ou éblouies, cette féminité derrière laquelle les femmes aujourd'hui se débattaient à la concurrence et à la comparaison.

Femmes, hommes, même combat, nous s'affrontent, au contraire, mardi soir-midi sur T.F. 1, ces femmes soldats, ces officiers mécaniciens aux ongles peints. Elles sont seize mille environ à porter l'uniforme en France. Et devant cette assurance crâne, cette façon absolument naturelle

de piloter un hélicoptère, de sauter en parachute ou de prendre un tour de garde, on ne pouvait s'empêcher de sourire en songeant à toutes les billes déversées sur nos pauvres têtes depuis des siècles.

Parce que c'est là, précisément, c'est sur le champ de bataille, que se situe la pierre de touche. La femme est destinée à donner la vie, pas le mort. Le fait qu'elle puisse s'entraîner à viser, à tirer (même si ce n'est pas sa fonction première) à l'armée ou à l'industrie (au titre d'auxiliaire), le fait qu'elle apprenne à tuer, en disent long sur l'évidente dualité, sur l'ambivalence profonde de l'être humain. C'est au cœur de chacun de nous que se dessine la ligne de partage. Partage des traits de caractère, des attitudes et des rôles. Rien n'est mieux confondu et distribué que la terreur et l'agressivité. Rien n'est plus difficile à distinguer dans un ordre aboyé qu'un contrat de ténor léger.

CLAUDE SARRAUTE.

Lu

« LE GAULLISME D'OPPOSITION », de Jean Charlot

L'ombre du général

Le gaullisme d'opposition qu'étudie Jean Charlot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, n'est pas celui du R.P.R. d'aujourd'hui contre le gouvernement de la gauche. Ce n'est pas non plus celui du mouvement de M. Jacques Chirac contre la giscardisme des années 1978-1981. C'est celui d'avant-hier ou, pendant douze ans, de 1946 à 1958, de Gaulle et ses partisans ont combattu le IV^e République.

Lorsqu'il se démet de ses fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement le 20 janvier 1946 pour ne pas céder « au régime exclusif des partis », de Gaulle pense-t-il qu'il sera rapidement repêché aux affaires ? Rien ne permet de l'établir vraiment, et les sondages révèlent qu'une majorité de Français ne souhaitaient pas son retour. Pourtant de Gaulle se ressaisit vite. Il part en guerre contre les institutions, contre le régime des partis, mais se voit contraint de fonder en 1947 son propre mouvement, le Rassemblement du peuple français. C'est aussitôt le succès populaire, et la victoire avec 38,7 % des voix (41 % dans les grandes villes) aux élections municipales d'octobre 1947 malgré les efforts (d'été) du ministre de l'Intérieur, M. Depraux (S.F.I.O.), pour en minimiser la portée.

Le R.P.F. apparaît ainsi comme « le rassembleur d'une droite désorientée et d'une gauche désunie et déjà usée par le pouvoir », ainsi que le rappelle Jean Charlot en citant Jérôme Jaffré. De Gaulle veut exploiter son triomphe, et il proclame : « Les pouvoirs publics actuels se trouvent privés de la base légitime qui est la confiance de la nation. » La querelle de la légitimité n'est décidément pas, en France, une invention des années 1982-1983.

De Gaulle demande la dissolution de l'Assemblée nationale, esquivant ainsi ce que l'on n'appellerait pas encore un « scénario ». Cette revendication provoque un réflexe de défense de la classe politique, qui organise le barrage contre l'intrus. Le « troisième force » se constitue au Parlement entre les communistes et les gaullistes, les intrigues se développent, et une loi électorale sur mesure, celle des apparentements, mêlant les scrutins majoritaires et proportionnels, empêche le R.P.F. de remporter en 1951 une franche victoire législative. Malgré la campagne que le général mène lui-même, ses élus ne sont plus en état de combattre le troisième force. Jean Charlot montre clairement le jeu des hommes du pouvoir et les dissensions progressives du camp gaulliste, dont certains éléments se laissent sé-

duire par « les délices et les poisons du système », selon l'expression méprisante de Gaule.

C'est ensuite la disparition du R.P.F. et la « traversée du désert », avec ses périodes d'attente et ses bouffées d'espérance, jusqu'au retour de mai 1958, favorisé non par des complots que Jean Charlot juge quel que peu mythiques mais par l'effondrement du régime.

L'auteur, qui a lu tout ce qui a été écrit sur de Gaulle, estime que, si le général avait accepté de transiger, de composer avec les institutions de la IV^e République, il aurait sans doute pu les absorber. Mais ce qu'il voulait, c'était une victoire totale et populaire. Cette intransigence l'a conduit à une double cure d'opposition et de silence, sans laquelle, peut-être, il n'aurait pas pu encaisser diriger le pays pendant onze ans, y fonder de nouvelles institutions et y imprimer sa marque durable puis, quatorze ans après son départ, son ombre plane encore sur la France et que la référence à son œuvre - même par ses pires ennemis de naguère - est entrée dans la patrimoine politique national.

ANDRÉ PASSERON.

★ Le Gaullisme d'opposition, de Jean Charlot. Fayard, 436 pages, 95 francs.

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de passages.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur des achats FLODOR

Nous sommes le leader français des produits dérivés de la pomme de terre : 450 millions de chiffre d'affaire et 700 personnes. Nous recherchons notre Directeur des achats. Rattaché au Directeur de l'usine, ce collaborateur gère un budget de 150 millions de francs et dirige un service de 5 personnes : approvisionnement, contrôle, gestion de stock. Il contacte et négocie personnellement avec nos fournisseurs d'armes, d'emballages et de carburants. C'est un spécialiste de la fonction achats que nous voulons recruter, ayant si possible l'expérience de l'achat des emballages. Une bonne pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est à pourvoir à PERONNE, dans la Somme.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 245.82 M à notre Conseil - 61, bd Hausmann 75008 PARIS



Chantal Baudron S.A.

MEMBRE DE SYNTEC



ROUGIER OCEAN LANDEX

1er fabricant français contreplaqués-particules

crée le poste d'ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION au sein de l'usine de Labouheyre. Cette usine, implantée dans le massif forestier des Landes, est la seule à produire du contreplaqué en pin. Le succès de ses productions entraîne un accroissement de sa capacité de 10% par an. On cherche pour ce poste un

JEUNE INGENIEUR

E.S.B. - E.N.I. - I.N.S.A. - COMPIEGNE... Une première expérience en production serait appréciée.

Résidence à Labouheyre. Un logement est réservé au futur embauché.

Ecrire avec C.V., explicite sous réf. : R/ACF à CETAGEP

30, avenue Armand Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Al-Fateh University, Tripoli

invites applications for the posts of Faculty Members (Professors / Associate Professors / Assistant Professors / Lecturers) in the following fields of specialization:

French Language and Literature.

Master Doctorate or equivalent degrees
and University Teaching
and Research experience required.

Annual salary scales:

Professor	LBD 25,920
Associate Professor	LBD 22,680
Assistant Professor	LBD 20,529
Lecturer	LBD 18,720
Assistant Lecturer	LBD 15,795.

Round trip air ticket annually for staff member's spouse and four children under eighteen years of age.

Real baggage allowance up to 25% of the price of air ticket.

Children LBD 1,500 allowance for those studying abroad in private schools under eighteen years of age.

Free furnished accommodation gratuity - equal to two months salary for the first two years of service and equal to three months salary for the subsequent years of service.

45 days paid annual leave and free medical service.

Applications accompanied by non-returnable photocopies of academic and specialized experience credentials should be mailed to:

LIBYAN PEOPLE'S BUREAU

Ambassade de la République Arabe Libyenne

2, rue Charles Lamoureux

F-75016 PARIS

ALHAN S.A. 30217



La bureautique
chez Agfa-Gevaert

AGFA-GEVAERT

Dans le cadre de la décentralisation des pouvoirs de décision voulue par la Direction Générale, la DIVISION EQUIPEMENT DES ENTREPRISES recherche pour développer ses activités BUREAUTIQUE :

PHOTOCOPIE, MICROFILMS, SYSTEMES INFORMATIQUES COM., IMPRIMANTES A LASER.

UN DIRECTEUR REGIONAL

pour l'agence de STRASBOURG, et la région ALSACE-LORRAINE, CHAMPAGNE, ARDENNES.

Si vous êtes de Formation Commerciale Supérieure, âgé d'environ 35 ans, ayant la pratique de la direction d'une agence dans ce domaine et les introductions nécessaires à l'efficacité commerciale dans la région, cette proposition vous intéresse.

La rémunération composée d'un salaire fixe important et d'un intéressement sera supérieure à 200 000 F par an. Une voiture de fonction (taxi 2000) est fournie.

Merci d'écarter sous la référence 212051 M à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

L'UNIVERSITE D'ANGERS recherche

UN INFORMATICIEN

responsable du Service de Gestion Administrative et Financière contractuel type CDD ou CDI - rémunération 7.200F par mois, primes comprises. Diplôme indispensable : 3ème ou DEA Informatique, exceptionnellement 2ème année de Licence à présenter à l'Université d'Angers, 30, rue des Arènes, S.F. 3502.

48005 ANGERS CEDEX Téléphone académique général : (41) 88-48-24. Dans limite : 15 mars 1983.

IMPORTANT GROUPE LATITE

recherche pour son département

pour développer ce secteur et

implanter des marques auprès des

centrales.

Profil : vendeur jeune, dynami-

que, parfaite connaissance des

centrales, active expérience du

marché de l'Ultra-mar.

Fonction : proposition de cen-

trales ; assistance des direc-

teurs régionaux.

Ce poste est basé à Paris avec

de nombreux déplacements

dans toute la France.

Salaire : 100.000F + voiture.

Env. à : 75010, Le Monde Pub.

service ANS-2, CLASSE 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Un patron technique pour une petite unité opérationnelle

Ingénieur production et développement

Nous sommes une société française exploitant des techniques de pointe, filiale d'un groupe international en forte expansion.

Nous recherchons pour occuper le poste d'ingénieur d'une division très performante, un ingénieur qui aura des talents d'organisateur lui permettant de prendre en charge l'ensemble des problèmes et des orientations techniques de cette division.

Véritable responsable d'une unité opérationnelle, il devra s'intégrer à une équipe petite mais très motivée.

Son champ d'action inclura notamment :

- les opérations de production (fabrication, conditionnement et contrôle),
- la définition des axes de développement et l'interface

avec nos groupes de R & D basés à l'étranger.

• l'assistance technique aux ventes.

Pour bien réussir dans cette fonction, il faut une

formation Arts et Métiers ou équivalente, avec quelques

années d'expérience et une bonne pratique de l'anglais.

Une connaissance des matières plastiques serait un

atout supplémentaire.

Pour un candidat motivé, les possibilités d'évolution

sont importantes au sein du groupe.

Le poste est à pourvoir dans l'Oise.

Adresser CV, photo et prétentions, en mentionnant sur

l'enveloppe la réf. 2993, à Media-System,

104 rue Réaumur 75002 Paris.

Chef de service formation-information

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIELLE, plus de 2000 personnes, plusieurs usines, leader dans son domaine, recherche pour son usine principale, grande ville Ouest France, un Chef de Service Formation-Information.

Compte tenu de la fois de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail dans les 10 prochaines années, il devra adapter les niveaux de qualification du personnel en conséquence :

- par une formation interne et/ou externe dont il sera le maître d'œuvre,
- par une orientation du plan d'embauche à moyen ou long terme.

Connaissant bien ainsi l'ensemble des activités de l'usine, il sera responsable de la communication interne et externe qu'il aura à développer, à l'aide de supports modernes.

Peu à peu son activité sera étendue aux 4 autres usines.

Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, d'excellent contact, réalisateur, diplômé d'une grande école, ayant une première expérience de la fonction Formation.

La réussite dans ce poste ouvrira de larges perspectives de carrière soit dans la fonction Personnel, soit (pour un ingénieur) dans des postes de responsabilités opérationnelles.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F

Ecrire sous
réf. RB 440 CM

4 rue Massenet 75016 Paris



IMPORTANT GROUPE PAPIETIER FRANÇAIS recherche pour une de ses usines de fabrication de papier d'impression-écriture région SUD-EST

INGÉNIEUR PROCESS PAPIETIER

Profil souhaité : Ingénieur EFP ou Chimiste. Quelques années d'expérience d'exploitation, en particulier en couchage, seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence n° 2371 à



Emplois et Entreprises

16, rue Voltaire 75002 Paris

assistant marketing industriel



LYON, Leader européen sur l'un de nos marchés de composants électroniques automobiles (BOUCIORD) nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels. Notre stratégie d'expansion et de diversification sur le plan international nous amène à créer la fonction d'Assistant Marketing. Rattaché au Directeur Commercial, il participera, à partir de l'analyse de l'évolution des besoins du marché et des moyens de l'entreprise, à l'élaboration de la politique produits et assurera le développement de l'image de l'entreprise auprès de ses différents interlocuteurs.

Ce poste évolutif s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement supérieur (École d'ingénieurs - CESMA, ESCI ou niveau équivalent) possédant une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans l'exercice d'une responsabilité marketing variée appliquée à des produits à dominante technique. Il sera capable de démontrer son efficacité par des réalisations très concrètes. La maîtrise de l'anglais est nécessaire, complétée si possible par une autre langue.

Nous vous remercions d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 02101 à REALISE 57, place de la République 69002 LYON, qui nous assistera dans cette recherche et garantira une totale discrétion.

Ingénieur débutant pour poste évolutif en production

FIRME INDUSTRIELLE EN CROISSANCE appartenant à un secteur porteur (production liée à l'alimentaire) offre à un jeune ingénieur débutant AM, ENSI, INSA... une réelle opportunité de carrière en production.

L'équipe de Direction Technique dynamique et performante souhaite, suite à la promotion d'un de ses jeunes ingénieurs de fabrication, confier ce poste, après une période de formation sur le terrain, à un candidat ayant le goût de l'encadrement et des réalisations concrètes. Poste motivant dans un groupe disposant d'équipements modernes s'appuyant sur une informatisation de sa gestion de production et pratiquant une politique de développement alliant l'économique et le social.

Lieu de travail : région Chartres-Rambouillet.

Ecrire sous

réf. AP 333 CM

4 rue Massenet 75016 Paris



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	81,32
IMMOBILIER	52,00	27,04
AUTOMOBILES	52,00	81,67
AGENDA	52,00	81,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs qualité-fiabilité

Le Centre National d'Etudes Spatiales recrute plusieurs ingénieurs qualité-fiabilité :

- Ingénieurs moteurs, structures et équipements
- Ingénieurs systèmes électriques
- Ingénieurs fiabilistes

Vous êtes attiré par la conquête de l'espace.

Vous avez une expérience industrielle (qualité, études production) dans l'aéronautique, moteurs, cellules, équipements ou autres systèmes complexes.

La qualité est une discipline d'avenir dans les techniques de pointe et le clé de leur succès. Elle a besoin d'ingénieurs de 1^{er} plan.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Envoyer lettre manuscrite C.V. au service du Personnel du C.N.E.S. - 129 rue de l'Université - 75007 PARIS.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

csee

5300 personnes dont 620 ingénieurs et cadres

INGENIEURS ENTREPRENEURS ELECTRICITE

installation d'automatismes industriels et d'équipements en industriel et tertiaire

- ingénieur d'affaires courants faibles (94) RUNGIS
- 2 ingénieurs d'affaires courants forts (94) RUNGIS
- jeune ingénieur BE/devis automatismes REIMS
- jeune ingénieur secondant chef de centre ROUEN
- jeune BE affaires export (92) PLESSIS ROBINSON

L'ingénieur d'affaire a une responsabilité globale : commerciale, étude, production, gestion. Les exigences CSEE sont : fiabilité/sécurité, innovation, rigueur, qualité des relations.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 place Etienne Permet 75015 Paris

UN DES PREMIERS GROUPES ALIMENTAIRES

implantation mondiale, recherche

UN JEUNE FINANCIER de grande envergure

Une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP... + MBA appréciée, associée à une première expérience réussie en Finances, Contrôle de Gestion - Planification, lui permettra, au sein de la société mère, d'être le Responsable plan-budjet pour les filiales France - étranger.

Un candidat de valeur pourra accéder à des postes de haut niveau dans le groupe. Poste à Paris.

Ecrire sous référence 3.281 à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

recherche

dans le cadre du renforcement du réseau commercial de ses agences parisiennes

DEMARCHEURS EXPERIMENTES

pour :

- la RECHERCHE d'une Clientèle de Dépôts : Particuliers de bon niveau, Commerçants et Professions libérales.
- l'entretien et le développement de cette clientèle.

L'expérience de la Banque et des Produits bancaires est souhaitable mais n'est pas impérative.

En revanche une expérience de la démarche, même dans d'autres secteurs que la Banque, sera un atout très favorable. Seront considérés comme indispensables, le sens commercial, le dynamisme et le goût de convaincre.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. photo et prétentions à Banque N.S.M. - Section Recrutement B.P. 466-08 - 75366 PARIS CEDEX 08.

TRES GRANDE ENTREPRISE METALLURGIQUE

recherche pour son établissement

NORD (59) de 1000 personnes

directeur de production

conviendrait à ingénieur grande école, minimum 35 ans, ayant le souci de l'organisation et de la productivité joint, à un sens développé du commandement.

Adresser CV détaillé, prétentions sous No 62520 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

LA FILIALE PETROLIERE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS

recherche des :

FORMATEURS de très haut niveau

Dans les domaines d'activités suivants :

- Electromécanique
- Electricité
- Electronique
- Instrumentation - Automatismes
- Hydraulique - Pneumatique - Logique
- Production pétrolière et utilités.

PROFIL : • Ingénieurs ou techniciens supérieurs confirmés dans un des domaines ci-dessus. • Expérience de formateur ou pédagogique. • 5 ans d'expérience de conception ou d'opérations en milieu pétrolier, para-pétrolier ou industriel des technologies utilisées dans un des domaines ci-dessus. • Très bonne maîtrise de l'anglais souhaitable. • Age indifférent.

POSTE : • Formateur de personnels opérateurs d'ensembles pétrolier ou industriels pour : - analyser les besoins en formation. - Concevoir des programmes de formation, les préparer, les diffuser, en contrôler l'efficacité. - Réaliser les documents et supports utiles à cette formation et à son contrôle.

Poste basé à PARIS et à l'ETRANGER, déplacement en rotation ou permanent en famille.

Prière d'envoyer curriculum-vitae, références, photo et niveau de rémunération (discretisation assurée) sous référence S 773 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Importante entreprise française du secteur aéronautique, recherche

debutant, diplômé grande école

ou TECHNICIEN TRÈS EXPERIMENTE

et formé à l'ELECTRONIQUE NUMERIQUE.

Il prendra une part majeure

aux études-développements en place

de nouveaux moyens d'essais, en liaison

avec les fournisseurs spécialisés et

les services de l'entreprise concernés.

Adresser lettre de candidature et CV

sous référence 203 M à

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche

75008 PARIS

INSTITUT FRANCAIS DE L'ENERGIE

recrute pour son

CENTRE D'ETUDES ET D'INFORMATIONS

LE RESPONSABLE ETUDES

Ingénieur - maîtrise - D.E.A. - D.E.S.S. en thermique ou

thermique du bâtiment

- Langues : anglais - allemand.

- Habitude à rédiger des documents techniques.

- Expérience pratique en entreprise souhaitée.

Adr. C.V., ph., prêt. à L.F.E., 3, rue H.-Heine, 75016 Paris.

Un Groupe Français en pleine expansion en

Région Parisienne

recherche pour son siège social

un adjoint administratif

et relations publiques

Directement attaché au Directeur commercial

Ce poste s'adresse à un jeune homme ou jeune

femme de formation juridique ou économique

ayant une première expérience professionnelle

réussie.

Sa mission :

• Organisation du service commercial siège.

• Supervision de tous problèmes, relations publiques,

publicité et expositions.

Veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V., photo

et prétentions sous réf. 6046/M à : A.M.P.,

40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS

ATTACHE (E) CCIAL (E)

NEGOCIATEUR - TRICE

DE HAUT NIVEAU

Rémunération contractuelle

motivante.

Adresser C.V. + photo à :

KFR

16, place Vendôme,

1750011 PARIS.

La Direction départementale

des Affaires sanitaires

et sociales

recrute

UN EDUCATEUR

SPECIALISE (D.E.)

pour un travail en externe

à l'agence de l'aidé sociale

de l'entente de

VILLENEUVE-LA-GARENNE

16/20, av. Ch.-de-Gaulle,

Tél. : 798-13-86

Les candidatures accompagnées

d'un C.V. doivent parvenir

au service du Personnel de

la D.O.A.S.S. des Hauts-

de-Seine au 130, rue du

8-mai-1945

92021 NANTERRE CEDEX

Bureau 12-17.

PARIS (17^e)

ORGANISME D'INTERMEDIATION

du LOGEMENT SOCIAL

offre poste stable de

CHEF SERVICE

FINANCIER

et STATISTIQUES

Ce poste conviendrait à candi-

dat âgé de 35 ans minimum.

- De formation supérieure.

- rompu aux travaux d'études.

- ayant expérience de l'organi-

sation et de l'animation

d'un service (7 personnes).

RÉMUNÉRATION

180.000 F (+)

Adresser lettre man. avec C.V.

détailé à S.E.O. Int. 8 2021,

3, rue de Téhéran, 75008 Paris.

CENTRE DE FORMATION

recherche

FORMATEUR (TRICE)

3 ans d'expérience minimum

pour actions de préformation

et de formations qualifiantes à

temps plein.

Envoyer C.V. + lettre

motivations + photo

sous réf. T 038 528 M à

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS

(300 personnes - C.A. de

130 millions de Francs)

spécialisée dans la

conception et la réalisation

de matériels d'optique, recrute pour son

Service Industrialisation/Développement

ingénieur IOU II

électromécanicien ou électronicien

Formation Ecole d'Ingénieurs. Débutant

ou quelques années d'expérience pour con-

ception et réalisation d'installations pour

lasers militaires et industriels.

Adresser votre candidature

(CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI

Chef du Personnel de CILAS

Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

consultant

Performante en matière de systèmes

d'information et de gestion, adaptation

des structures, organisation administrative et

bureaucratique, notre équipe de

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

basée à Paris - souhaite s'adjoindre un

diplômé GRANDE ECOLE

avec complément de formation

(comptable ou informatique) + 1 à 3 ans de

pratique en entreprise.

Une expérience en Bureaucratie

serait très appréciée.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, et pour

étude confidentielle de votre candidature,

adrez votre dossier sous réf. 1948 à AXIAL

27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Association Implantation nationale, cas sociaux garçons, recherche

ÉDUCATEURS(trices)

pour petite structure

POISSY

et MANTES-LA-JOLIE (78)

Envoyer curriculum vitae ma-

nuscrit + photo à J.C.L.T.,

17, rue Garbier, 75015 Paris.

Association Implantation nationale, cas sociaux garçons, recherche

ÉDUCATEURS(trices)

pour foyer 30 les scolaires

et formation professionnelle

extérieure

BEAUVAIS (60)

Envoyer curriculum vitae ma-

nuscrit + photo à J.C.L.T.,

17, rue Garbier, 75015 Paris.

ANIMATEUR (TRICE)

Foyer i. travailleurs, vie collect.

loisirs ins. soc. ex. p. ex. p.

même bénévol. formation sou-

haitée c. collective F.J.T.

Logement de fonction F.2 -

C.V. + lettre + photo à

C.L.J.T.,

165, rue de Charonne,

75011 Paris.

Société Industrielle Paris

recherche

RESPONSABLE

D'EXPLOITATION

DE 2 CENTRALES

TRANSFORMATION

ÉNERGIE

Puissance totale 15 mW, for-

mation DUT ou BTS ou diplôme

d'officier mécanicien 2^e classe

de la marine marchande. Bonne

connaissance électromécanique

HT-ET et thermique.

Age : 30 ans minimum, expé-

rience responsabilité de person-

nel, gestion matériel de produc-

tion d'énergie.

Situation stable

Envoi avec curriculum vitae,

photo et prétentions au

Service du Personnel

Société Urbaine

d'Air Comprimé

5, rue de Liège

75009 PARIS

Organ. de formation

ch. professeurs allem., angl.,

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Le salon des arts ménagers change de style

Soixante ans après sa création, le salon des arts ménagers a changé de style. Les dates, les lieux, les visiteurs, et même le contenu, sont différents.

A la demande des exposants, le salon des arts ménagers, un salon réservé aux professionnels, a eu lieu du 14 au 17 février, au parc des expositions de Paris-Nord à Villaparte. Le palais du C.N.I.T., lui, abritera, du 5 au 14 mars, un salon des arts ménagers destiné au public.

A Villaparte, les constructeurs français et étrangers ont présenté leurs nouveautés (1). Pour le cuisinier des années 80, le choix des fours à micro-ondes s'est élargi et leur prix se situe aux alentours de trois mille francs. Parmi les nouveaux modèles, deux grands fours de trente-cinq litres (Brandt, Thermor), un appareil à sélecteur de puissance (Kenwood) et un autre doté d'une sonde thermique augmentant la souplesse d'utilisation (De Dietrich).

Les fours électriques multifonction, apparus l'an dernier, permettent dans une même enceinte - plusieurs modes de cuisson : par convection naturelle, chaleur tournante ou grill, porte fermée (Arlux, A.E.G., De Dietrich). Une innovation technique : un four aux multiples fonctions intègre un émetteur de micro-ondes, réunissant ainsi deux appareils de cuisson complémentaires en un seul (Boech, Siemens). Dans des fours électriques normaux, un dispositif contrôle le niveau de cuisson à l'intérieur de la viande. Placé dans celle-ci, une sonde reliée au programmeur du four permet de choisir la température de cuisson « à cœur » ; lorsque celle-ci est atteinte, un signal sonore se déclenche et le four s'arrête (« Pio-control » Arthur Maron ; « Thermosonde » Electrolux).

Les appareils de froid dits « combinés » ont maintenant leur partie congélation presque aussi grande que celle de réfrigération (Brandt, Kelvinator, Laden, Philips, Vedette, Zanussi). Sur de nouveaux réfrigérateurs, à glacer sous un plan de travail, les clayettes sont remplacées par des tiroirs (Boech, Naff). La plupart des nouveaux congélateurs - coffres ou armoires - ont une isolation renforcée qui, outre une économie d'énergie, permet de résister à une panne de courant pendant deux jours.

Les lave-linge se partagent en deux clans : les français, étroits et faciles à cacher dans une petite cuisine (celui de Vedette ne mesure que trente-neuf centimètres de large) et les étrangers - allemands et italiens surtout - plus larges et à hublot. Les vitesses d'essorage sont accrues (Bauknecht, 1.000 tours-minutes ; Miele, 1.200 tours-minutes) réduisant ainsi le temps de séchage. Les sèche-linge rotatifs électroniques se multiplient.

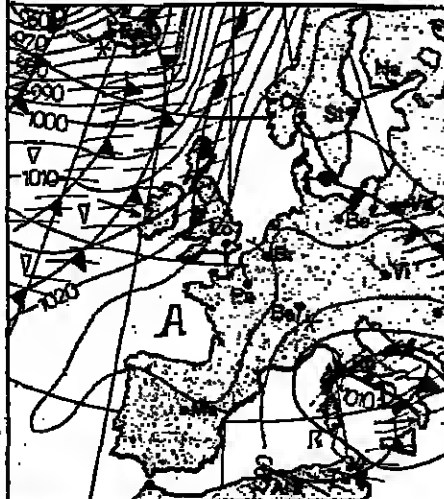
Peu d'innovations sur les lave-vaisselle : leur niveau sonore continue de s'abaisser jusqu'à égaliser celui d'un réfrigérateur. Pour réduire la consommation d'électricité, certains appareils (Kelvinator, Laden, Zoppas) peuvent se brancher sur une arrivée d'eau chaude.

JANY ALLJAME.

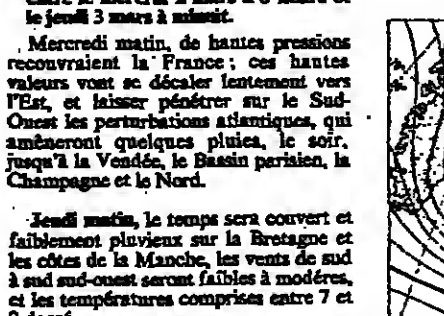
(1) La majorité de ces fabricants ne participent pas au salon du C.N.I.T.

MÉTÉOROLOGIE

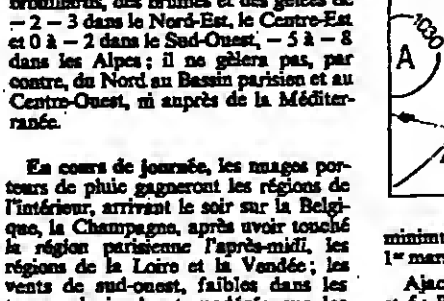
SITUATION LE 02.03.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 03.03.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 mars à 0 h et le jeudi 3 mars à minuit.

Mercredi matin, de hautes pressions recouvraient la France ; ces hautes valeurs vont se décaler lentement vers l'Est, et laisser précéder sur le Sud-Ouest les perturbations atlantiques, qui amèneront quelques pluies, le soir, jusqu'à la Vendée, le Bassin parisien, la Champagne et le Nord.

Jusqu'à minuit, le temps sera couvert et faiblement pluvieux sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les vents de sud à sud-ouest seront faibles à modérés, et les températures comprises entre 7 et 9 degrés.

Sur les autres régions, il y aura des bruyantes, des brumes et des gels de -2 à -3 dans le Nord-Est, le Centre-Est et 0 à -2 dans le Sud-Ouest, -5 à -8 dans les Alpes ; il ne gèlera pas, par contre, du Nord au Bassin parisien et au Centre-Ouest, ni a priori de la Méditerranée.

En cours de journée, les masses portées de pluie gagneront les régions de l'intérieur, arrivant le soir sur la Belgique, la Champagne, après avoir touché la région parisienne l'après-midi, les régions de la Loire et la Vendée ; les vents de sud-ouest, faibles dans les terres, deviendront modérés sur les côtes.

Ailleurs, après la dissipation des brumes et bruyantes, le temps sera nuageux du Nord-Est au Centre, peu nuageux avec du soleil sur les régions méditerranéennes, les vents seront faibles, mais modérés de secteur nord près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront de 13 à 18 degrés dans le Nord et le Centre, de 10 à 11 degrés en Bretagne et à l'Ouest, 5 à 6 degrés dans le Nord-Est, 7 à 8 degrés dans le Centre-Est, 11 à 13 degrés dans le Sud-Ouest, 13 à 14 degrés sur les côtes méditerranéennes.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, le 2 mars à 7 heures, de 1 027,6 millibars, soit 770,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 février ; le second le minimum de la nuit du 28 février au 1er mars) :

Ajaccio, 11 et 4 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Bourges, 7 et 0 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 7 et 3 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et 0 ; Dijon, 7 et -2 ; Grenoble, 6 et -1 ; Lille, 6 et 3 ; Lyon, 7 et -1 ; Marseille-Marianne, 11 et 4 ; Nancy, 5 et -2 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 4 et 6 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 9 et 3 ; Perpignan, 12 et 8 ; Rennes, 10 et 4 ; Strasbourg, 5 et -2 ; Toulon, 9 et -1 ; Toulouse, 10 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 6 degrés ; Amsterdam, 6 et 2 ; Athènes, 14 et 0 ; Berlin, 7 et -1 ; Bonn, 5 et -3 ; Bruxelles, 6 et 1 ; Les Canaries, 19 et 16 ; Copenhague, 3 et 1 ; Dakar, 29 et 19 ; Djibouti, 19 et 11 ; Casablanca, 5 et -2 ; Jerusalem, 14 et 3 ; Lisbonne, 20 et 10 ; Londres, 9 et 4 ; Luxembourg, 4 et -1 ; Madrid, 20 et 4 ; Moscou, -8 et -12 ; Nairobi, 27 et 16 ; New-York, 7 et 6 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rome, 14 et 6 ;

PARIS EN VISITES

- VENDEDI 4 MARS**
- « L'église Saint-Roch », 15 heures, 296, rue Saint-Honoré, M^{me} Bouquet des Champs.
 - « Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Brossais.
 - « Institut du radium », 15 heures, angle rue Pierre-Curie - rue d'Ulm, M^{me} Legrégois.
 - « La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée (Caisse nationale des monuments historiques).
 - « Palais de justice », 15 heures, métro Cité, M. Czorny.
 - « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

- VENDEDI 4 MARS**
- 17 heures et 20 h 30, 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Hang-Tchou et l'apogée des Sang du Sud ».
 - 19 h 30, sorbonne, amphithéâtre Bachelard, M. M. Tavernier : « Le chômage : une chance pour la France et le monde » (Université populaire de Paris).
 - 20 h 15, 6, place d'Iéna : « La magie du folklore et de la tradition chinoise ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés un Journal officiel du mercredi 2 mars :

UN DÉCRET

Portant publication de l'accord portant création d'une Grande Commission mixte de coopération franco-gabonaise, signé à Paris le 2 octobre 1980.

UN ARRÊTÉ

Relatif au financement de certains organismes interprofessionnels de vins.

UNE LISTE

Des auditeurs de la soixante-septième session régionale de l'Institut des hautes études de défense nationale.

EN BREF

LA MAISON

EN MARS AU C.N.I.T. - Une nouvelle formule du Salon des arts ménagers sera proposée au public, du 5 au 14 mars. Si les appareils électro-ménagers y auront une place restreinte, l'aménagement de la cuisine et de la salle de bains gardera son importance. Orientation vers la décoration avec trois nouvelles sections : l'ameublement contemporain, le « Foyer d'aujourd'hui » et les métiers d'art. Le temps libre et les loisirs qu'il engendrent seront l'occasion de présenter divers produits, de la machine à coudre à l'orgue électronique. La gastronomie et les vins conserveront leur place habituelle.

* Du 5 au 14 mars, au C.N.I.T. à la Défense. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, le mercredi et le vendredi jusqu'à 23 heures. Entrée : 15 F, le vendredi : 20 F.

TELECOMMANDE. - Pour mettre en marche, au travail, à distance, un chauffage, un aérateur, un appareil ménager, l'Automatophone est un produit français agréé par les P.T.T. Il comprend une boîte émettrice, grosse comme une calculatrice de poche, qu'il suffit d'approcher du combiné téléphonique de départ (après avoir fait le numéro de l'endroit où se trouve l'appareil à commander) et un coffret récepteur, branché sur le téléphone d'arrivée, qui transmet l'ordre à exécuter et ouvre de sa bonne audition. Cet Automatophone CR-1, pour la commande d'un appareil, vaut 2 500 F environ. Un autre modèle permet une télécommande et le contrôle d'un appareil déjà en fonctionnement.

* Société B.F.A. - Fedorex, 3 bis, rue de Nanterre, 92150 Suresnes. Tél. : 596-10-01.

PRÉCISION. - Dans l'article « Le meuble en mouvement », paru le 26 janvier 1983, était annoncée la création d'une chaîne de magasins, à l'enseigne « A + B », par la société Copart. Celle-ci nous demande de préciser qu'elle n'est pas une « filiale de Conforama », mais que dans son équipe se trouvent plusieurs affiliés à Conforama, lesquels participent à titre personnel.

FORMATION

CONFÉRENCES SUR LA FORÊT. - L'Association française des eaux et forêts (A.F.E.F.) organise une série de conférences sur la forêt qui auront lieu chaque lundi ouvrable à 18 heures, dans les locaux de l'Ecole nationale de gestion rurale, des eaux et forêts (ENGEF), 19, avenue du Maine, 75014 Paris.

* Renseignements et inscriptions : A.F.E.F., 1^{er}, avenue de Lorraine, 75007 Paris. Tél. 555-95-56, poste 3253, après 15 heures.

JUSTICE

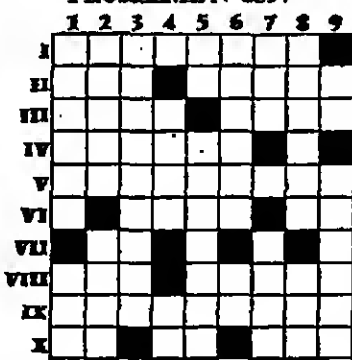
CONSEILS TÉLÉPHONIQUES. - Création d'un service téléphonique d'assistance-conseil consommation à Paris. A l'initiative des avocats du barreau de Paris, un nouveau service de conseils juridiques aux consommateurs fonctionne depuis le 17 février. Des renseignements concernant les litiges courants sont donnés en téléphonant au 233-80-55, de 11 heures à 19 heures, du mardi au samedi inclus. D'autre part, l'A.A.R.C. (Association d'assistance et de recours des consommateurs), qui existe déjà, peut, sur rendez-vous, donner des consultations payantes (60 F) et prendre en charge les procédures de mise en demeure (120 F), au Forum des Halles, 202, Porte Berger, niveau 2 (A.A.R.C. : 233-80-55).

ACHÈTE POUR DÉCORS CINÉMA
CHEMINÉES TOUTS STYLES
URGENT
Téléphone : 526-17-08

Lisez
Le Monde des PHILATÉLISTES
JOURNAL DE LA PRESSE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3397



HORIZONTALEMENT

I. Il a fait des farces à l'hôtel de Bourgogne. - II. Plus près du zéro que du neuf. Avec lui, un et un font deux. - III. Même riche, elle n'enrichit pas toujours son auteur. L'ennemi du plaisir. - IV. Perd la notion du temps quand celui-ci se couvre. - V. Science prenant ses lettres de noblesse par l'étude de certains « châteaux ». - VI. Possessif. Rares à croquer. - VII. Démonstratif. - VIII. Promet à une heureuse survie. Nettoyé ou lessivé. - IX. Pour lui la balance penche du mauvais côté. - X. Préposition. Point de départ. Bugle d'intéressant que de loin un musicien. - XI. Actions profitables, même faites pour des primes.

VERTICALEMENT

I. Gardien des coffres d'un roi serrurier. Attribut académique de Daniel-Rops et partie du nom d'une de ses œuvres. - II. On le singe n'est pas elle qu'on enfume quand on les met au feu. - III. Adeptes de la théorie du mouvement. - IV. Présence silencieuse des premiers rendez-vous. Pen accessible. - V. Note. Toujours en avant lors d'une grève des bras croisés. - VI. Blé ou oseille, pour rester dans ce genre de culture. Préposition. - VII. Fin qu'impose la nécessité. Le bon côté de la balance. - VIII. L'est bien celle qui n'a du bien. Voyage de nuit.

SOLUTION DU N° 3396

Horizontalement
I. Habitué. - II. Epatement. - III. UP. Op. Al. - IV. Raine. - V. Vers. Bhaja. - VI. Astre. - VII. Tués. AL. - VIII. Eau. IL. - IX. RD. Extase. - X. Ouen. Emen. - XI. Couturier.

Verticalement
1. Heure. Proc. - 2. Apparat. Duo. - 3. BA. Issue. Eu. - 4. Iton. Téton. - 5. Ténébrieux. - 6. Une. Hériter. - 7. Dé. Cas. Ami. - 8. E.N.A. Aisée. - 9. Travailleur.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
4, rue des Italiens
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 601 F 1 874 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER (par voie aérienne)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) verseront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AMICALE des PROFESSEURS ITALIEN de la RÉGION PARISIENNE

150, avenue de Wagram
75017 PARIS

Lettre ouverte à monsieur François Mitterrand, Président de la République française

Monsieur le Président,

C'est avec une grande satisfaction que nous avons pris connaissance de la déclaration que vous avez faite à l'occasion du sommet franco-italien : « Il y a un redressement à opérer sur l'enseignement de l'italien en France et du français en Italie » (le Monde 16 février 1983).

Il est vrai que, jusqu'à présent, l'enseignement de l'italien en France occupait une place mesquine dans les collèges et les lycées.

On assiste, depuis une dizaine d'années, à des fermetures de classes à effectifs dits « faibles » qui entraînent inévitablement la suppression de certaines disciplines (italien, russe, langues anciennes...).

De récentes circulaires rectoires risquent d'aggraver cette situation. Nous ne citerons pour exemple que la circulaire N° 829815 (20 décembre 1982) pour la préparation de la rentrée 1983 dans l'académie de Versailles.

Faut-il bâillonner les minorités ? La richesse n'est-elle pas dans la diversité ?

La situation de l'italien en France est déjà sans commune mesure avec l'importance des échanges économiques, scientifiques et culturels entre les deux pays latins. Depuis quelques mois la fréquence des manifestations franco-italiennes témoigne de besoins de rapprochement et de dialogue ressentis par les deux pays. Vous avez, vous-même, à maintes reprises, marqué votre volonté, et celle de votre gouvernement, de rééquilibrer les rapports de la France avec ses voisins.

Pour-on concilier ce désir d'ouverture avec des dispositions qui amèneront - si elles sont appliquées - la disparition, à brève échéance, de l'italien de l'enseignement public ?

Nous espérons que votre déclaration encourageante sera suivie de mesures saines et le développement de l'enseignement de l'italien dans le cadre d'une politique harmonieuse de l'éducation nationale.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'expression de notre très haute et très respectueuse considération.

- Amicale des professeurs d'italien de la région parisienne.
- Fédération nationale des associations d'italianistes.

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 6 mars

Tous fichés cinq cents fois?

(une enquête de Daniel Schneider)

Gros. chauve. lecteur de journal ou acheteur d'actions.

chacun des Français figure dans de multiples fichiers,

qui se vendent et s'échangent.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0393 - 2037

SOCIAL

Journée de grève à l'Agence nationale pour l'emploi

Le 2 mars, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ont appelé les onze mille cinq cents salariés de cet organisme à faire grève. Expliquant « les raisons de la colère », une Agence « malade de sa direction et de son ministre de tutelle », les réclames l'embauche de mille cinq cents agents supplémentaires dès 1983. A moyen terme, l'effectif total devrait être de vingt mille employés, parce que l'Agence « accueille quatre millions de personnes par an ». Ces syndicats demandent également pour le personnel le statut de la fonction publique.

Force ouvrière, dans un tract, se montre très hostile à cet appel à la grève, jugeant la négociation en cours satisfaisante.

Selon les premières informations communiquées par la direction de l'A.N.P.E., la grève est suivie à un taux variant entre 25 % et 30 % sur le plan national, 30 % et 33 % sur Paris.

Selon diverses rumeurs, M. Jacques Delpla, directeur de l'A.N.P.E., serait prochainement remplacé par M. Gérard Vanderpott, actuel numéro deux.

« On n'a pas le temps de tout faire »

Porte de Clichy, à Paris... En ce début de matinée, à l'agence locale de l'emploi, des dizaines de personnes se pressent, attendant leur inscription comme demandeurs d'emploi. C'est ainsi chaque jour. On le sait. On l'accepte, plus ou moins bien. Les employés s'efforcent de garder leur calme. Des demandeurs malgré tout. Gare à celui qui, dans la file, cherche à devancer le voisin. Les protestations fusent; on frise l'altercation. Au libre service des « offres », la foule est tout aussi nombreuse. Parmi les propositions d'emploi enregistrées par l'A.N.P.E., quelques-unes s'inscrivent dans le cadre des contrats de solidarité.

Chacun étudie le tableau des « petites annonces », fait son choix. Puis il attend d'être reçu par un employé de l'agence, qui s'assurera sur le champ de la validité de l'offre, téléphonant au chef d'entreprise demandeur, présentant le candidat et lui présentant éventuellement un rendez-vous.

Les bureaux de l'agence ferment à l'heure du déjeuner. Mais, dès 11 heures, au libre service des offres, l'affluence est telle qu'il faut fermer les portes si on veut pouvoir satisfaire tous les candidats avant midi. Deux personnes assurent la permanence de ce service, plus rapide aujourd'hui qu'hier, et donc plus efficace. L'agence déborde d'activité. Ici, se fait l'accueil collectif des nouveaux arrivants. Deux fois par jour, leur sont données les informations de démarrage. Là, les prospecteurs-placiers, les conseillers professionnels, reçoivent chaque postulant, sur rendez-vous. Le délai d'attente est d'environ quinze jours.

Au total, une trentaine de personnes, dont quatre temporaires, assurent le fonctionnement de cette agence qui a enregistré, à la fin février, quelque cinq mille demandeurs de l'emploi. Parmi ces derniers, beaucoup n'ont aucune qualification, un bon nombre sont étrangers.

A la rentrée de septembre, les tâches déjà nombreuses se sont multipliées au fil des opérations successives lancées par le ministère de l'emploi. Ce furent les actions dites « seize-dix-huit ans », « chômage longue durée », « contrats de solidarité », « dix-huit-vingt et un ans ». Chaque fois, un accueil et une orientation spécifiques s'ajoutèrent aux traditionnels services de l'agence sans que ses effectifs soient augmentés. Certes, la mensualisation du pointage (il était quinzainier avant octobre 1982) avait permis de libérer du temps — équivalent à vingt jours de travail d'un salarié

pour l'ensemble de l'agence. Mais les nouvelles actions ont amené très vite la saturation.

« On n'a pas le temps de tout faire. Comprenez bien, nous sommes favorables à ces actions, surtout celles concernant les chômeurs longue durée. Elles sont un progrès pour le client mais nous n'avons pas les moyens de les mener à terme », expliquent quelque militants C.G.T. et C.F.D.T. de l'agence. Le départ en retraite du directeur se fera en fin de semaine. Mais par qui sera-t-il remplacé? Nul ne le sait. D'aucuns redoutent, en attendant, « la volée des charges de mission, qui désorganise le travail ». De même, quand sera donc informatisée l'agence? se demandent-ils sans trop d'illusion. Les unités pilotes, comme celle d'Avignon déjà équipée, paraissent un luxe lointain, porte de Clichy, à Paris. Lourdeurs administratives, manque de moyens, incertitude sur l'avenir de l'organisme, tels sont les griefs qui alimentent le malaise.

« Une agence malade »

Feutrée porte de Clichy, la contestation se fait plus vive dans d'autres agences et à la direction générale, accusée depuis un mois par sept grèves successives dans divers services. « L'Agence est malade de sa direction et de son ministre de tutelle », accusent les syndicats nationaux C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C., qui appellent à la grève le 2 mars. Le malaise semble réel en cette période de l'année où, d'ordinaire, on discute les mutations, les augmentations d'effectifs.

Les responsables syndicaux ont, depuis quelques mois, une cible : M. Le Garrec, ministre de tutelle. Ils lui reprochent son manque d'esprit de concertation. « Il ne consulte personne quand il prend des décisions importantes », autre cible : l'actuel directeur des affaires sociales, M. Claude Juin. « Les points sont coupés depuis janvier avec la direction générale », affirment les trois syndicats. Ils réclament une meilleure gestion du personnel et réitèrent une demande ancienne : le statut de fonctionnaire pour le personnel de l'Agence. Selon eux, M. Mitterrand, alors candidat à la présidence, leur aurait, dans une lettre, promis la titularisation dans la fonction publique. « Jusqu'à maintenant, disent-ils, M. Le Garrec a refusé de nous recevoir pour aborder cette question ».

Sur ce problème du statut, sont-ils suivis par leur base? Les employés de l'A.N.P.E., cette fois-ci, paraissent plus sensibles aux blocages de

gestion qu'à la modification de leur statut — un serpent de mer quelque peu défrayé. Le fonctionnement de l'A.N.P.E. a sans doute pâti des remous qui agitent la direction générale depuis la nomination de M. Le Garrec. Dès septembre, le rumeur annonçant le départ « forcé » de M. Delpla, arrivé à la tête de l'Agence deux mois plus tôt. On lui reproche en haut lieu, disaient-ils, ses sympathies rorcardiennes. On voyait même le nom de son remplaçant, conseiller à Matignon. Par la même occasion, l'A.N.P.E. fusionnerait avec les services extérieurs de la main-d'œuvre, l'Association pour la formation professionnelle des adultes dans une unique « service public de l'emploi », tel qu'il existe par exemple en R.F.A. Les syndicats s'en inquièrent sérieusement. M. Le Garrec fit alors quelques déclarations qui mirent le rumeur en sourdine. Pour un temps. Aujourd'hui, le départ de M. Delpla est à nouveau évoqué, et cette fois-ci donné pour très proche. Il pourrait être remplacé par M. Vanderpott, l'actuel numéro deux. Le ministère de l'emploi dément. Quoi qu'il en soit, « mieux vaut s'adresser à Dieu qu'à ses saints. De toute façon, à qui s'adresser à la direction? », font remarquer certains grévistes venus en manifestation au ministère de l'emploi.

DANIEL ROUARD.

ÉNERGIE

La politique charbonnière

(Suite de la première page.)

Pour cette dernière, l'objectif est clair. Elle dispose en 1983 d'une aide de l'Etat globale de 6,5 milliards de francs dont 2,855 milliards consacrés à subventionner le charbon national pour l'aider à faire face aux charbons importés. « L'effort accru de gestion des Charbonnages de France », annoncé le 31 janvier par M. Mauroy dans une lettre adressée à M. Marobais passe donc par la fermeture des puits les moins rentables qui « mangent » l'essentiel de cette subvention et empêchent de consacrer ces sommes à des puits d'avenir.

Dans les Cévennes, les puits du Gard (Destival, Ladrecht) sont à la tonne de Destival — qui supporte, il est vrai, le coût de certains

travaux de reconnaissance — atteint 2 865,87 francs soit plus du cinq fois son prix de vente (567,43 francs). La plupart des sièges du Nord, d'autre puits des bassins du Centre-Midi seront aussi plus tard fermés. Seules resteront à terme, les houillères du bassin de Lorraine, la Provence et les découvertes du Centre-Midi. Cela permettra au mieux un maintien de la production nationale à 20 millions de tonnes, plus vraisemblablement un déclin vers 1990 autour de 15 millions de tonnes, soit 5 millions de tonnes de plus que ne le prévoyait le plan Giraud.

Une autre politique est-elle encore possible? Malgré une aide croissante de l'Etat — 5 791 milliards de francs en 1982, 6,5 milliards en 1983 — l'endettement des Charbonnages va augmenter pour

passer de 12,41 à 14,69 milliards de francs. Les embauches seront donc réduites au maximum (648 au fond pour 1983), et les Charbonnages comptent une meilleure productivité (3,2 tonnes par homme-poste au lieu de 3,3 en 1982) pour éviter le déclin de la production cette année.

La gestion des Charbonnages sera d'autant plus difficile qu'ils vont devoir faire face au double problème de la consommation et de la concurrence. M. Hug a toujours défendu que la reprise de la consommation française de charbon tirerait la production nationale. Or les gros consommateurs que sont E.D.F. et la sidérurgie prévoient une baisse de leurs embauches. Les industriels qui devaient prendre le relais, seront sans doute d'autant plus réticents qu'il est question d'abaisser les prix de l'électricité dans l'industrie, et que, avec le déclin des prix du pétrole, le fuel lourd continuera de concurrencer la houille. Sans parler des charbons importés dont les prix, ils aussi, se tassent. Dans ces conditions, la subvention pour « préservation nationale » risque d'être insuffisante.

Ce raisonnement économique, tenu dans les cabinets ministériels, a toutefois du mal à être accepté sur le terrain. Carmaux vit de sa mine, quasi mono-industrie. Trois mille personnes attendent d'y être embauchées. Que leur importe que la mine, qui emploie 2 238 personnes — dont 900 au fond — ait un déficit de 200 millions de francs en 1982 (plus de 50 % du budget de la région). Peut-être cet argent pourrait-il être dépensé plus utilement? Mais la reconversion, les mineurs n'y croient pas : ne l'ont-ils pas vu échouer à Decazville et ailleurs. Symbole de la relance ou du déclin du charbon français, Carmaux pourrait bien être aussi celui du hiatus entre une politique, certes cohérente au plan national, et une politique qui perd toute logique au plan local.

BRUNO DETHOMAS.

L'affaire de toute une population

De notre correspondant

Toulouse. — Murt mille personnes dans les rues de Carmaux, une ville morte, magasins fermés et activités paralysées tout le bassin, un dimanche jour de grève, le conflit de Carmaux est devenu l'affaire de toute une population qui veut que sa mine vive. Au point que les maires des vingt-cinq communes environnantes ont menacé de ne pas organiser le scrutin du 6 mars. La semaine dernière, la mise en exploitation de la découverte de Sainte-Marie (6 millions de tonnes de charbon) avait été acceptée par les Charbonnages. Selon les mineurs la gisement devrait commencer à produire à partir de 1984 et permettre un maintien des activités jusqu'à vers l'an 2000.

Mais l'aura grande revendication des deux mille mineurs en grève à Carmaux concerne les embauches. Invités par les Charbonnages de France à se rendre à Saint-Etienne pour entamer les négociations, les mineurs refusent ce déplacement, exigent que les discussions se déroulent dans leur région.

Les deux cents à trois cents mineurs qui avaient suivi les discussions de l'intersyndicale de Carmaux ont vainement battu la semelle la nuit du 1^{er} au 2^{ème} mars devant l'annexe de la préfecture de région à Toulouse. Le chiffon rouge et le Carmaux, version

tamisée, n'ont pas suffi à réchauffer les corps. Au fil des heures, l'enthousiasme se perdait dans le fraîcheur de la nuit.

Commencées à 21 heures dans les locaux mis à la disposition par la préfecture de région, les négociations, auxquelles participait d'un côté M. Badey, directeur de Houillères de Carmaux, et M. Bayle, directeur des services sociaux des Charbonnages, et, de l'autre, une douzaine de syndicalistes C.G.T., C.F.O.T. et F.O., se sont poursuivies jusqu'à 2 heures du matin, heure à laquelle les syndicats déclarent d'interrompre ces discussions qui n'avancent pas. La direction des Houillères proposait trente-cinq embauches, les organisations syndicales en réclamaient toujours entre cent et cent quarante. Les négociateurs se sont séparés sur ce constat de désaccord, les syndicalistes déçus et fatigués déclarant à la sortie ne plus pouvoir répondre des réactions des Carmauxiens.

C'est probablement au cours de l'intermission de la séance à 23 heures que le sort de la négociation s'est scellé. Les représentants des Charbonnages recevaient alors un long appel téléphonique de M. Michel Hug, directeur général des Charbonnages.

GEORGES VALES.

هكرا من العمل

LES NÉGOCIATIONS SUR LE STATUT DE L'ENCADREMENT

Le C.N.P.F. proposera un texte aux syndicats avant le 28 mars

Dans une discrétion qui contraste avec le climat des précédentes réunions partielles — sur l'assurance-échange, la formation ou la retraite à soixante ans — le C.N.P.F. et les cinq centrales syndicales ont continué, le 1^{er} mars, les négociations entamées le 3 février sur le « statut de l'encadrement ». Pour la C.G.C., cette négociation est l'aboutissement d'une vieille revendication présentée avec éclat lors des « Etats généraux de l'encadrement », le 7 novembre 1980 à Vincennes. Le 26 mars 1981, M. Ceyrac avait donné son accord à M. Menu pour l'ouverture de discussions sur ce point, mais il aura fallu près de deux ans pour qu'elles s'engagent. Il est vrai que le combat de la C.G.C. est un peu solitaire et qu'il y a bien peu de chances pour que d'ici à la prochaine réunion, le 28 mars, un statut de l'encadrement, au plan national, soit défini en bonne et due forme.

Comme les quatre autres organisations, la C.G.C. a remis un projet en onze points au C.N.P.F. Pour la centrale de M. Menu, l'encadrement, tout en faisant partie du salariat, est « une entité caractérisée par la nature de ses tâches, l'exercice de ses responsabilités et ses aspirations propres ». C'est cette « spécificité » qui doit être consacrée par un statut, d'autant plus que pour la C.G.C. il est nécessaire de « lutter contre la notion insidieusement répandue d'un monde du travail monolithique, sans catégories, sans collèges et soumis à la loi du nombre ». La C.G.C. demande donc un « accord-cadre » définissant le minimum du contenu d'un statut, une seconde étape au niveau des branches, permettant de toiletter et de « compléter » les conventions collectives.

Pour MM. Menu et Marchelli, un tel statut doit définir clairement l'encadrement (ingénieurs, cadres, agents de maîtrise, techniciens et représentants), en y intégrant les sala-

riés qui ont un pouvoir d'animation ou de commandement ou dont l'emploi nécessite un bon niveau de connaissance et de maîtrise de techniques. Dans cette optique, un tel statut devrait également préciser les conditions d'activité de l'encadrement (responsabilités, « particularités », concertation, évolution de carrière, horaires, action syndicale, expatriation, etc.). La C.G.C. indique ainsi, dans son projet, que l'encadrement doit « organiser, animer et gérer » l'expression des salariés.

Déclaration d'intention, ou « accord-cadre »?

Si l'U.G.I.C.T.-C.G.T. inclut globalement les mêmes catégories que la C.G.C. dans l'encadrement, elle ne revendique pas un statut — M. Obadia, secrétaire général, s'y est même déclaré hostile, le 14 février — mais une « approche diversifiée ». Dans le projet qu'elle a remis au C.N.P.F., l'U.G.I.C.T. fait le distinguo entre ce qui pourrait être défini nationalement, au niveau interprofessionnel (l'emploi des jeunes diplômés et des cadres de plus de cinquante ans, les cadres expatriés, le rôle de l'encadrement dans l'expression des salariés), et les « dispositions spécifiques à inclure dans les conventions collectives », étant entendu que c'est prioritairement à ce niveau qu'il faut, pour elle, aborder les problèmes de l'encadrement.

A la charnière de la C.G.C. et des autres organisations syndicales, l'U.G.I.C.T.-C.F.T.C. a proposé un « statut minimum de l'encadrement », lequel lui apparaît « trop souvent coté entre les directions arbitraires et une base marxiste ». Mais elle met surtout l'accent sur la négociation de « contrats d'objectifs » entre les cadres et les directions, « pour mettre au point la répartition des charges de travail, la

définition des objectifs recherchés, la délimitation des moyens, la formation ».

L'U.G.I.C.T.-C.F.T.C. pour sa part ne veut entendre parler ni de statut ni d'encadrement. Elle a ainsi soumis au patronat un « projet de déclaration commune sur les problèmes des ingénieurs, cadres et agents de maîtrise », qui propose de se livrer, dans les branches, à un « examen méthodique » des avantages de ces catégories dans les conventions collectives autour de six points principaux : le contrat de travail (avec une suppression du salaire au forfait), la formation, les conditions de travail et des questions diverses. Un an après le coup d'envoi des négociations dans les branches professionnelles, les partenaires sociaux feraient le point au niveau national, proposition que formule également la C.G.C.

Dans une récente pré-enquête (auprès d'un petit échantillon de trente ingénieurs et cadres), l'U.C.I.F.O. a noté que les cadres « supportent mal de se sentir un maillon sans cesse plus petit dans une entité qu'ils connaissent, contrôlent et comprennent de moins en moins ». Cependant, pour M. Hubert Bouchet, nouveau secrétaire général, il n'est pas question de statut ni d'intégration des agents de maîtrise et des techniciens dans l'encadrement. L'U.C.I.F.O. suggère ainsi une « recommandation » ouvrant dans les branches professionnelles une réflexion sur les nouvelles techniques et les métiers de demain à travers les problèmes d'information, d'emploi et de formation.

Face à une telle diversité de positions syndicales, le C.N.P.F., pour lequel cette négociation est techniquement légère mais politiquement importante, devrait présenter un projet de texte quelques jours avant le 28 mars sans avoir encore précisé — « le contenu d'ensemble de l'intitulé » — s'il s'agit d'une déclaration ou d'un « accord-cadre » (pour l'U.I.M.M., un tel accord devrait respecter « intégralement l'autonomie des conventions collectives »). Le choix du patronat pourrait consister à souligner solennellement l'importance du rôle de l'encadrement et à formuler quelques recommandations aux branches. Mais il n'est pas question de définir un niveau interprofessionnel au statut. Juridiquement, il n'est pas habilité à le faire. Économiquement, ce serait, pour lui, mais aussi pour d'autres organisations comme l'U.G.I.C.T., sans doute une erreur dans une période où l'encadrement est soumis à de profondes mutations technologiques. C'est à chaque branche qu'il devrait donc revenir de définir ses cadres et d'en préciser les conditions d'activité.

MICHEL NOBLECOURT.

LE SMIC A 21,02 FL HEURE AU 1^{er} MARS

Le conseil des ministres du mercredi 2 mars devait entériner une augmentation de 3,6 % du SMIC au 1^{er} mars 1983, soit un taux horaire de 21,02 F, contre 20,29 F, depuis le 1^{er} décembre 1982.

Sur la base légale de 39 heures hebdomadaires, soit 169 heures par mois, le SMIC mensuel devrait atteindre 3 552,38 F, et, sur la base de 40 heures, soit 173,33 heures, 3 643,40 F.

Conformément aux dispositions légales, il y aura 2,8 % d'indexation automatique sur l'évolution des prix : 1,9 % au 1^{er} novembre 1982, 0,9 % au 1^{er} décembre 1982 et 0,9 % au 1^{er} janvier 1983. La revalorisation est automatique dès que l'inflation dépasse le cap des 2 %.

Doivent s'y ajouter 0,8 % de progression de pouvoir d'achat, reliquat qui n'avait pas été attribué durant l'année 1982, au cours de laquelle avaient été accordés à ce titre 3,2 % et non les 4 % promis.

Au total, avec ces 0,8 %, la progression globale de pouvoir d'achat du SMIC aura été de 14,6 % depuis mai 1981, selon les calculs des pouvoirs publics.

M. Francis Blanchard est réélu directeur du B.I.T.

De notre correspondante

Genève. — M. Francis Blanchard (France), directeur général du Bureau international du travail, a été réélu, le 1^{er} mars, pour un nouveau mandat de cinq ans par le conseil d'administration du B.I.T. Ce vote a été acquis par 46 voix, 8 abstentions et 1 bulletin nul. Un délégué n'a pas pris part au vote, les deux autres candidats, MM. Albert Tévoédjré (Bénin) et Alberto Martini (Venezuela) s'étaient retirés, estimant que la candidature de M. Blanchard — qui est né en 1916 — n'était pas conforme au statut du personnel, lequel fixe l'âge de la retraite à soixante ans, avec prolongation exceptionnelle jusqu'à soixante-cinq ans.

Le conseil d'administration, composé de cinquante-six membres (vingt-quatre gouvernementaux, quatorze employeurs et quatorze travailleurs), est l'organe qui élit le directeur du B.I.T. en vertu de sa Constitution, dont l'article 9 indique que « le personnel du Bureau international du travail sera choisi par le directeur général ». Il est apparu donc pour le moins illogique, aux délégués, que le statut du personnel puisse être interprété au détriment de celui-là même qui l'établit. On irions-nous, nous faisons ironiquement remarquer un délégué, si les gouvernements de nos pays et les représentants de nos Assemblées légis-

latives devaient réélire leur mandat à l'âge où les fonctionnaires placés sous leurs ordres prennent leur retraite? Notons encore que, au B.I.T. et dans les autres institutions des Nations unies, la notion de limite d'âge n'a jamais prévalu.

Selon M. Sène, ambassadeur du Sénégal : « En Afrique, l'âge avancé est souvent synonyme d'expérience et de sagesse ». Il a ajouté, à l'adresse du directeur général, que « la majorité absolue de notre conseil qui vient de s'exprimer a voulu rendre hommage à vos grands mérites ». En dépit du caractère secret du scrutin, des sondages de couloir permettent d'avancer que les abstentions sont celles de ressortissants des pays de l'Est et de leurs alliés.

Dans son allocution de remerciements, M. Blanchard, dont le mandat actuel n'expirerait qu'en février 1984, a demandé que lui soit accordée « la liberté de considérer que ce jour est [...] le premier jour de cette nouvelle et dernière étape », réduisant ainsi de son chef son nouveau mandat d'une année.

M. Tévoédjré, qui dirige l'Institut d'études sociales rattaché au B.I.T., a l'intention de porter plainte en violation du statut du personnel auprès du tribunal administratif du B.I.T.

ISABELLE VICHNIAC.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1983 date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session : lundi 14 mars 1983.

CONJONCTURE

Le rapport de la commission de la concurrence

Il est très important que la commission de la concurrence puisse « faire entendre ses préoccupations » au moment « où la tentation du protectionnisme est renaissante et où l'Etat intervient par voie réglementaire ou contractuelle dans l'évolution des prix », a déclaré M. Jean Donnedieu de Vabres, président de la commission, en présentant mardi 1^{er} mars à la presse le bilan pour 1982 des activités de cet organisme.

Un certain désenchantement

La décision de bloquer les prix et les marges arrêtée en juin 1982 a-t-elle été à la politique de la concurrence et plus précisément à la chasse aux ententes et aux positions dominantes. M. Donnedieu de Vabres n'a pas clairement répondu par l'affirmative mais le sens de ses déclarations est clair. Dans la conclusion de son rapport on peut d'ailleurs lire : « Dans la perspective des mois à venir la commission souhaite que les accords de régulation des prix, ac-

tuellement mis en œuvre, n'incitent pas les organisations professionnelles à des comportements déviants, en particulier sous la forme de diffusion de barèmes. »

Deux autres signes expriment un certain désenchantement de la commission. Celle-ci a rendu vingt et un avis en 1982, dont seize ont fait l'objet d'un contentieux (quatre étaient des avis sur des projets de loi, un était un avis sur la prise de contrôle envisagée, de Jacques Borel par Sodexo). Sur ces seize avis donnant lieu à contentieux (vingt et un en 1981), deux seulement ont débouché sur des amendes : l'affaire des horlogers et celle du commerce des produits agricoles du département de l'Hérault, la première étant beaucoup plus grave que la seconde. Une troisième affaire - celle des fabricants de skis et d'attaches de ski (le Monde du 17 février) - est sous le coup du ministre des finances depuis des mois, ce qui semble beaucoup affecter la commission. Ce dossier, qui concerne principalement Rossignol et Look, est en effet révélateur des pressions exercées par le petit commerce spécialisé sur les fabricants pour éviter la concurrence des grandes surfaces.

LES HAUSSES DE PRIX A LA PRODUCTION CONTINUENT DE SE MODÉRER

Les perspectives d'activité ont peu varié et les industriels s'attendent à une stabilisation de leur production au cours des prochains mois, écrit l'INSEE au vu de sa dernière enquête de conjoncture effectuée en février auprès des chefs d'entreprise. L'INSEE ajoute que « les perspectives de prix continuent de se modérer ».

AFFAIRES

LA REMISE DES PÉNALITÉS DUES PAR THOMSON AUX P.T.T.

La méthode du discours

Emporté par son volontarisme, M. Chevènement n'est pas allé un peu vite sur certaines sommes lorsqu'il annonçait, le 9 février, que les entreprises nationales recevraient 20 milliards de francs de fonds propres ? En particulier lorsqu'il précisait : « Thomson bénéficiera, de remises des pénalités de retard sur les livraisons de centraux téléphoniques d'un montant d'environ 400 millions de francs. » En tout cas, grande a été la surprise des P.T.T. - responsables de ces pénalités - en l'apprenant par la presse du lendemain. Le ministère de l'Aviation de Sécurité n'en avait pas prévu, non plus que le ministère du budget, semble-t-il.

Surprise, puis interrogations. Que recouvrent exactement ces 400 millions ? Les pénalités « notifiées » par les P.T.T. au groupe Thomson ne dépassent pas 200 millions. Les services du ministère de la Recherche et de l'Industrie contestent-ils les pénalités infligées par les administrations étrangères pour les retards à l'exportation ? A moins - ce qui semble être le cas - qu'ils prennent aussi en compte les pénalités qui seront dues fin 1983 si le groupe ne livre toujours pas. Quoi qu'il en soit, les P.T.T. indiquent que Thomson n'est pas

le seul à subir des pénalités pour retard. Beaucoup de fournisseurs de l'administration sont dans le même cas. La C.G.E. en particulier, pour une petite centaine de millions de francs. « Il est légitime de se demander si, dans ce cas, il est légitime d'exiger des remises à tout le monde ou bien à personne », fait-on savoir. « De toute façon, il existe une procédure administrative de remise de pénalité qu'il faudra suivre. » Les P.T.T. ajoutent qu'il n'est pas souhaitable de créer un précédent d'annulation totale de pénalité. En revanche, ils ne sont pas hostiles à une remise « négociable ». La cote des marchés des P.T.T. concu dans la période où il fallait vite combler le retard du téléphone pourrait être revu à l'occasion.

Mais rien n'est encore décidé et les négociations prendront du temps.

M. Chevènement aime bouculier. Il pratique volontiers la méthode qui consiste à annoncer dans un discours des décisions encore en suspens. Puis à se référer ensuite au discours pour que la décision ne le contredise pas. On l'a vu dans la chimie et l'informatique. C'est habile. Est-ce souhaitable ? - E. L. B.

GRUNDIG-THOMSON : PHILIPS ATTEND...

Le groupe néerlandais Philips s'est refusé, selon l'A.F.P., à démentir ou à confirmer les informations selon lesquelles il préparerait une contre-proposition visant à prendre le contrôle de la société allemande Grundig (le Monde du 2 mars).

Son porte-parole à Eindhoven a indiqué que Philips attendrait la décision de l'Office des cartels de Berlin-Ouest sur le projet de rachat par Thomson de 75,5 % du capital de Grundig avant de déterminer sa propre attitude.

Le porte-parole a rappelé qu'en 1979 l'Office des cartels avait empêché Philips de prendre le contrôle de Grundig et que le groupe néerlandais avait dû se contenter de 24,5 %. « C'est toujours cela de pris », a ajouté le porte-parole.

D'autre part, M. Max Grundig a prorogé, mardi 1^{er} mars, pour quelques jours le protocole d'intention signé avec le groupe Thomson. Signé le 18 novembre, celui-ci était arrivé à échéance. Il semble donc que les grandes manœuvres vont marquer une pause jusqu'à la décision de l'Office, attendue pour la semaine prochaine.

MOTOBÉCANÉ CONTINUE SES ACTIVITÉS

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, ce mardi 1^{er} mars, la mise en règlement judiciaire de Motobécane après le dépôt de bilan intervenu le 23 février (le Monde du 25 février). L'activité du deuxième constructeur français de cyclomoteurs et de bicyclettes continuera dans l'attente d'un plan de restructuration industrielle. Le gouvernement a déjà promis son soutien financier à un tel plan, pour lequel divers partenaires français et étrangers auraient été contactés.

Les 2 milliards de francs du fonds spécial de grands travaux réservés aux économies d'énergie sont pratiquement épuisés, a déclaré mardi 1^{er} mars M. Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) : 1,95 milliard de francs ont été engagés pour les économies d'énergie dans les bâtiments existants, ce qui doit se traduire par l'économie de 540 000 TEP, estime-t-il. Une demande « insatisfaisante » de 450 millions de francs subsiste pour les hôpitaux et les réseaux de chaleur.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les travailleurs de la sidérurgie acceptent une réduction de 9 % de leur salaire horaire

De notre correspondant

Washington. - Les ouvriers des sept plus grandes sociétés sidérurgiques américaines (U.S. Steel, Bethlehem, L.T.V., National, Republic, Inland et ARMO) ont accepté une réduction de leurs salaires pour soulager cette industrie en crise. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale qu'ils se résignent à une telle formule. L'an dernier, les ouvriers de l'automobile avaient fait des concessions similaires chez Ford et chez General Motors.

L'accord ne devait pas être soumis à la base, mais aux présidents des unions locales, qui l'ont approuvé, mardi 1^{er} mars, par 169 voix contre 63 et 3 abstentions. Deux autres projets, encore moins avantageux, avaient été rejetés en juillet et en novembre.

Le contrat, d'une durée de quarante et un mois, concerne deux cent soixante-dix mille métallos, mais se répartira sur cent mille autres, employés par des compagnies plus petites. Son effet immédiat est d'annuler la grève éventuelle que le syndicat menaçait d'organiser pour la première fois depuis 1959. Plusieurs gros clients de la sidérurgie - dont General Motors, qui absorbe 7 % de l'acier local - avaient fait savoir qu'en cas d'arrêt de travail ils se fourniraient chez des producteurs étrangers.

Quatre dispositions principales sont contenues dans le contrat :

● Le salaire horaire est réduit de 1,25 dollar, soit 9 %. Les métallos récompenseront ce manque à gagner en trois étapes, à partir de février 1983. Le dimanche, ils ne toucheront plus qu'une fois et quart le montant horaire, au lieu d'une fois et demi ;

● Les ajustements sur le coût de la vie sont supprimés jusqu'en juillet 1984. A partir de cette date, le mécanisme indiciaire n'entrera en vigueur - et partiellement - que si l'inflation est supérieure à 4 %. Ce plafond sera ramené à 1,5 % durant la dernière année du contrat ;

● Les ouvriers renonceraient à une semaine de vacances la première année et à une journée de congé payé ;

En Allemagne fédérale

LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 3,7 % EN UN AN

Les prix, en R.F.A., ont augmenté en moyenne de 0,1 % en février, contre 0,2 % en janvier, selon les statistiques provisoires de l'Office des statistiques de Wiesbaden, publiées mardi 1^{er} mars.

Sur un an, de février 1982 à février 1983, le coût de la vie en R.F.A. a enregistré une hausse de 3,7 %, ajoute l'Office, soit moins qu'en janvier où sa progression sur un an était de 3,9 %.

Le patronat augmente sa contribution à un fonds spécial de chômage. Il s'engage à consacrer l'argent épargné grâce au contrat (quelque 2 milliards de dollars) à la modernisation des équipements.

« Je ne suis pas transporté de joie », a avoué M. Joseph Odorich, chef de la délégation syndicale. Le patronat ne pavoise pas non plus, soulignant que le coût du travail horaire restera « le plus élevé du monde ».

Il est vrai que les métallos avaient obtenu de nombreux avantages depuis vingt-cinq ans, et que la hausse du dollar pénalise l'industrie locale. Au cours des neuf premiers mois de 1982, le coût total du travail horaire dans la métallurgie américaine était de 24 dollars - presque le double de ce qu'il est en France (12,37 dollars). Les autres grands producteurs d'acier se situaient également très loin derrière (11 dollars pour le Japon, 13,45 dollars pour la Grande-Bretagne) ; la Corée du Sud en était à 2,39 dollars.

La sidérurgie américaine vient de traverser une crise terrible. Ses effectifs fondent d'année en année. Un ouvrier sur trois est au chômage. Aucune des huit principales sociétés n'a fait de bénéfices en 1982. Ensemble, elles ont perdu plus de 3 milliards de dollars.

La production locale d'acier n'a été que de 59,9 millions de tonnes l'an dernier - le volume le plus faible depuis 1949. On sait qu'elle ne retrouvera jamais le niveau-record de 1973 (150,8 millions de tonnes). Les responsables mettent en cause la « concurrence déloyale » des Européens et des Japonais, n'étant satisfaits ni de l'accord de limitation établi au grand jour avec les premiers ni de celui qui a été conclu « sous la table » avec les seconds. Mais ils savent que d'autres causes ont été déterminantes : coût du travail trop élevé, équipements inadéquats, demande plus faible. A elle seule, la réduction de la taille de certaines voitures américaines a en des effets désastreux sur les commandes d'acier.

Une reprise est en cours, mais la révision modeste du gouvernement (80 millions de tonnes produites en 1983) laisse sceptiques des spécialistes. La semaine dernière, les usines sidérurgiques américaines ne jornaient encore qu'à 50,3 % de leur capacité.

ROBERT SOLÉ.

La croissance économique a été de 6,3 % à Singapour en 1982. « La persistance d'une baisse de la demande extérieure aurait des conséquences particulièrement néfastes pour la santé de l'économie de Singapour, dont elle dépend presque exclusivement », constate, notamment, le rapport du ministère du commerce et de l'industrie. - (A.F.P.)

En Espagne

L'opposition critique davantage la forme que le principe de la nationalisation de la Rumasa

De notre correspondant

Madrid. - L'« affaire Rumasa » continue de défrayer la chronique en Espagne. Tandis que le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, se présentait le mardi 1^{er} mars devant le Congrès des députés pour obtenir la ratification du décret-loi de nationalisation du holding promulgué le 23 février, on affirmait le même jour dans les milieux bancaires que les retraits effectués dans les banques du groupe, lundi, jour de leur réouverture, atteindraient 40 milliards de pesetas (2,1 milliards de francs), soit 8 % du total des dépôts.

Durant le débat au Congrès, qui a duré cinq heures et prendra fin le mercredi 2 mars, M. Boyer a apporté, avec une profusion de chiffres, de nouvelles précisions sur les irrégularités de gestion auxquelles se sont apparemment livrés les dirigeants du plus important holding d'Espagne. Certaines, si elles sont confirmées, devraient normalement conduire M. Ruiz Mateos, l'ancien président de Rumasa, devant les tribunaux. C'est le cas notamment des impayés en matière fiscale. Selon le ministre, 5 % seulement des prélèvements à la base opérés en 1981 et destinés au fisc ont été versés par Rumasa au ministère des finances. En matière de sécurité sociale également, a affirmé M. Boyer, le holding versait les cotisations correspondant à la quote-part des travailleurs, mais pas à celle des entreprises.

Titres que les cotisations du groupe s'achetaient successivement l'une à l'autre, enflant artificiellement leurs cours : actions dont la valeur comptable apparaissait jusqu'à dix fois supérieure à la valeur cotée en Bourse ; passif de plusieurs milliards de pesetas non inclus dans les comptes... les procédés étaient nombreux apparemment pour manipuler la comptabilité du holding.

M. Boyer a signalé, en se basant sur les premières inspections réalisées depuis la nationalisation, qu'outre les deux cent douze entreprises de Rumasa déclarées au fisc, quatre-vingt huit autres, sans rapport formel avec le holding, avaient pour unique objectif de canaliser des fonds vers le groupe. Le ministre est revenu sur les pressions toujours vaines des gouvernements antérieurs pour que Rumasa accepte une étude

comptable de ses établissements bancaires. Ceux-ci, en mars 1979, avaient fait l'objet d'une condamnation formelle de la Banque d'Espagne, parce qu'ils présentaient une concentration de risques dans les entreprises du groupe égale à 32 % des dépôts. Quatre ans plus tard, le pourcentage n'en était pas moins passé à... 62 %.

Face à la solide position du gouvernement sur le plan économique, l'opposition a préféré porter le débat sur le terrain juridique. « Nous ne sommes pas venus ici pour parler de droit et des libertés... », a affirmé M. Miguel Herrero, porte-parole de la principale formation d'opposition, Alliance populaire (droite). Celle-ci a déposé un recours contre la nationalisation devant le tribunal constitutionnel, considérant qu'une telle mesure ne pouvait être prise par décret-loi.

« Nous serions d'accord avec le gouvernement s'il s'agissait seulement d'exiger d'une entreprise le respect de la loi, a dit M. Herrero, mais nous ne pouvons pas admettre que l'on évoque l'urgence en matière économique pour violer la Constitution. Affirmer que la réalité économique prime sur le droit est inacceptable dans une démocratie. »

Dans les milieux proches du gouvernement, on considère que l'opposition, en centrant le débat sur la forme, a réussi à éluder le problème de fond : la nécessité pour l'Etat d'intervenir énergiquement, après l'attentisme des gouvernements antérieurs, pour rétablir la stabilité du système financier.

THIERRY MALINIAK.

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	9/16	11/16	1/16	5/16	3/16	1/16	5/16	3/16	1/16
\$ E.U.	8 3/4	9 1/8	8 11/16	9 1/16	8 11/16	9 1/16	8 7/8	9 1/4	5 9/16	5 11/16
D.M.	5 7/16	5 13/16	5 1/4	5 5/8	5 3/16	5 9/16	4 7/16	4 13/16	4 1/2	4 1/4
Franc	4 1/2	5 1/8	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 3/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4
S.E.	11	13	13	13	13 1/2	15	13 1/4	14 3/4	13 1/4	14 3/4
F.S.	1 7/8	2 5/8	2 13/16	3 3/16	2 7/8	3 1/4	3 5/16	3 11/16	2 1/2	2 1/2
L. (1 000)	15 3/4	17 3/4	21	23	21 1/2	23 1/2	21	22 1/4	21	22 1/4
£	11 1/8	11 5/8	11 5/16	11 11/16	11 1/4	11 5/8	11 1/8	11 1/2	11 1/8	11 1/2
F. franc	24	25	25	27	25	27	21	22 1/2	21	22 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS		SIX MOIS			
	+ base + hauc	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -		
\$ E.U.	6,9038	6,9060	+ 230	+ 265	+ 450	+ 500	+1340	+1460
S. can.	5,6228	5,6268	+ 130	+ 160	+ 280	+ 330	+ 945	+1060
Yen (100)	2,9015	2,9035	+ 140	+ 170	+ 280	+ 320	+ 720	+ 790
D.M.	2,8360	2,8390	+ 180	+ 280	+ 350	+ 380	+1065	+1130
Franc	2,5470	2,5490	+ 180	+ 280	+ 350	+ 380	+1070	+1125
F.S. (100)	14,3910	14,4020	- 285	- 65	- 390	- 240	- 770	- 360
F.S.	3,3575	3,3620	+ 285	+ 310	+ 545	+ 580	+1595	+1685
L. (1 000)	4,9855	4,9884	- 450	- 340	- 825	- 695	-2850	-1850
£	10,3585	10,3685	+ 95	+ 160	+ 220	+ 315	+ 830	+1030

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Commerce

SO. NA. CAT.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 003/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

CHAINES COMPLÈTES DE FABRICATION DE CRÈME GLACÉE.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGCI-DMP du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- Liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux dernières années ;
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à :

SONACAT - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS
85, boulevard Mohamed-V - ALGER

contre la somme de 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté et recommandé, au plus tard le 12 MARS 1983 à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement, la mention d'avis d'appel d'offres international n° 003/83/OEI - A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

A VENDRE

USINE DÉSFFECTÉE ET MATÉRIEL POUR

- 1 Production d'écrous et de boulons
- 2 Fabrication de boîtes de conserve
- 3 Revêtement et laquage pour taches
- 4 Fabrication de pailles en papier
- 5 Fabrication d'assiettes et tasses en papier

Installations à Chypre

Pour de plus amples informations,

contacter :

HENRY BUTCHER
LEOPOLD FARMER

Derby House, Exchange Buildings,
Liverpool L2 9RS. Tel: 051-236 6507
Télex: 628012

Autres bureaux à : Birmingham, Bristol, Dublin, Leeds, London et Milan.

AGRICULTURE

Bruxelles devrait autoriser la distillation de 4 millions d'hectolitres de vin

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne devrait décider ce mercredi 2 mars d'autoriser la distillation de 4 millions d'hectolitres de vin de table. Un avis favorable a été donné lundi par le « comité de gestion », où siègent les experts des Etats. Cette distillation, dite de soutien, se fera à un prix égal à 82 % du prix d'orientation, c'est-à-dire, en France, à 17,08 francs par degré-hectolitre pour le vin rouge, et à 15,60 francs pour le vin blanc. L'opération, qui intéresse la France, la Grèce et l'Italie, coûtera au Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles 86 millions d'Ecu (560 millions de francs).

Compte tenu du marché, Bruxelles pensait s'en tirer sans distillation de soutien. Les Français, constatant que les cours sur leurs marchés se situent aux alentours de 80 % du prix d'orientation, ont cependant demandé qu'elle soit déclenchée. Le seul problème, qui doit être réglé mardi, concerne les modalités. Les Français, afin d'avantager les petits rendements, ont insisté pour que les quantités pouvant être distillées soient plafonnées, selon la surface des exploi-

tions (au maximum 9 hectolitres par hectare) ; la Commission a accueilli favorablement cette demande, mais il s'est avéré qu'il ne serait pas possible, compte tenu de l'organisation de la production, d'appliquer un tel système en Grèce et en Italie. La Commission a donc proposé une seconde modalité : les quantités portées à l'alambic ne pourraient excéder pour chaque viticulteur 10 % de sa récolte. Le service juridique de la Commission a estimé que la coexistence de ces formules n'était pas conforme au règlement.

Ph. L.

● Transports : une semaine d'action de la C.G.T. - La C.G.T. appelle le personnel des entreprises de transport à une Semaine d'information et de débats, du 7 au 11 mars, pour faire connaître les avancées réalisées dans ce secteur depuis plus de dix-huit mois. C'est ce qu'a indiqué M^{me} Sylvie Salmon-Tharreau, secrétaire de la fédération C.G.T. des transports, le 1^{er} mars, au cours d'une conférence de presse à l'occasion de laquelle elle a dressé « le bilan des luttes et l'importance des acquis liés à l'arrivée de la gauche au pouvoir ». La responsable C.G.T. a cité particulièrement la loi d'orientation des transports, adoptée fin 1982, et le décret d'application, entré en vigueur le 1^{er} mars, sur le temps de travail des chauffeurs routiers.

LOGEMENT

LA S.C.I.C. VA LOUER SES LOGEMENTS NEUFS INVENUS

La S.C.I.C. (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) va transformer en logements locatifs ou offrir en location-vente une partie de son stock vacant de logements construits pour l'accession à la propriété, a annoncé au personnel du groupe le nouveau directeur général, M. Frédéric Pascal, dans un discours reproduit dans le dernier bulletin interne de la société. Le stock de logements terminés livrables est de 6 238, dont les plus anciens datent de 1980. Il faut y ajouter 5 468 logements en cours de construction. Une « analyse très fine » de ce stock doit être entreprise pour déterminer ceux qui seront mis en location, ceux qui seront destinés à la location-vente ou ceux dont les prix seront baissés afin de trouver des acquéreurs au des investisseurs, a dit M. Pascal, qui a ajouté : « Il vaut mieux reconnaître certaines pertes immédiatement que de dégrader des capitaux importants dans le temps ».

En 1982, la S.C.I.C. a mis en chantier 11 987 logements, dont le quart sont situés en région parisienne et dont 40 % étaient destinés à l'accession à la propriété.

EXPORTER, OUI FINANCER, COMMENT ?

C'est le problème des responsables d'entreprises qui investissent ou exportent dans les pays en voie de développement.

UNE SOLUTION :

Les banques et fonds internationaux

Quels sont les fonds susceptibles d'intervenir ?

Quels sont leurs modes d'intervention ?

Voici quelques-uns des thèmes du séminaire

« FINANCEMENT DES PROJETS PAR LES BANQUES ET FONDS INTERNATIONAUX »

PARIS - quatre demi-journées : 21-3 - 18-4 - 16-5 - 13-6

Pour toute information sur le programme, téléphonez à :

ISSEC : 233-21-88

Etablissement privé de formation continue
35, bd de Sébastopol, 75001 PARIS

RÉGIONS

LA DÉCENTRALISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'opposition réclame une large concertation et pose quatre préalables

Dix présidents de conseils régionaux de l'opposition, sur les onze que celle-ci dirige (1), viennent d'écrire une lettre à M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle pour lui faire part de leurs préoccupations communes devant les problèmes que pose le prochain transfert de la formation professionnelle aux régions, dans le cadre de la loi sur le transfert des compétences.

Tout en étant prêts à prendre en charge ce secteur économique et social, les dix présidents énumèrent quatre préalables. Ils veulent d'abord connaître « aussi rapidement que possible les opérations qui seront placées sous leur autorité ainsi que, pour chaque région, la liste des conventions correspondantes et leurs montants financiers », de façon à éviter tout risque de confusion entre les actions qui resteront du domaine de l'Etat et celles qui tomberont dans le domaine de la région.

Les présidents s'inquiètent aussi de la définition exacte du futur comité régional de la formation professionnelle et proposent une organisation qui préserve les mécanismes de concertation avec les partenaires sociaux. Cette organisation reposerait sur le comité régional « pour la composition duquel une certaine marge de manœuvre, pourrait être laissée aux régions », sur une « délégation » de ce comité régional, (sorte de bureau exécutif), et sur « un groupe de coordination entre

les administrations de l'Etat et celles de la région ».

Les responsables régionaux demandent ensuite « le transfert aux régions des personnels actuellement chargés, pour le compte de l'Etat, de gérer les opérations de formation professionnelle ». Cela pour éviter, expliquent-ils, que « les régions ne soient conduites à recruter de nouveaux fonctionnaires pour gérer les tâches transférées ».

Le dernier préalable à toute décision est que le gouvernement « donne l'assurance aux régions que les crédits transférés par l'Etat (les ressources procurées par la carte grise) suivront bien la progression des dépenses ». Les présidents des conseils régionaux de l'opposition font remarquer, en outre, à M. Rigout que « certaines régions n'ont pas arrêté le taux de la taxe sur les cartes grises, parce qu'elles ne connaissent pas l'étendue des charges qui vont leur être transférées, et elles ne seront pas en mesure de le faire avant le mois de mai, en raison des élections municipales. Il en résulte que le produit de cette taxe alimente toujours le budget de l'Etat et que le manque à gagner pour le fonds d'apprentissage et de formation professionnelle continue des régions risque de se chiffrer en centaines de millions de francs. Le mode de calcul du montant des crédits transférés doit donc être entièrement revu de toute urgence ».

C'est là le prix à payer, concluent les dix présidents, pour que les régions soient en mesure de définir des politiques de formation professionnelle cohérentes et planifiées, et la raison pour laquelle ils réclament une très large concertation avec « l'ensemble » des présidents des conseils régionaux.

OLIVIER SCHMITT.

(1) MM. Charles Béraudier (Rhône-Alpes), Jean Delanau (Centre), Roger Fosse (Haute-Normandie), Michel Girard (Ile-de-France), Olivier Guichard (Pays de la Loire), Léon Jazecou-Nangis (Basse-Normandie), Raymond Marcellin (Bretagne), Jean-Marie Rausch (Lorraine), Marcel Rudloff (Alsace) et Bernard Stasi (Champagne-Ardenne). M. Edgar Faure, président de la région française, ne s'est pas associé à cette démarche.

● Philippe est autorisé à racheter les actifs de l'entreprise de Westinghouse. Aucun autre acquéreur ne s'étant présenté, l'administration autorise cette reprise après y avoir mis un veto en janvier. Pour 200 millions de dollars, Philips acquiert une douzaine d'usines en Amérique du Nord et au Mexique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT VORM. AUGUST THYSSEN-HITTE

La société convoque ses actionnaires en assemblée générale ordinaire, le vendredi 8 avril 1983 à 10 heures, à la Mercatorhalle, König-Heinrich-Platz, Duisburg, afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

- 1) Présentation du bilan et des comptes consolidés au 30 septembre 1982, ainsi que du rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1981-1982 ; Répartition du bénéfice de l'exercice 1981-1982 ;
- 2) Quitus en faveur du directeur et du conseil d'administration ;
- 3) Renouvellement du conseil de surveillance ;
- 4) Nomination du commissaire aux comptes ;
- 5) Mise hors du groupement Thyssen de la division Agier et conclusion d'un accord de maîtrise entre Thyssen Aktiengesellschaft vorm. August Thyssen-Hütte et Thyssen Stahl Aktiengesellschaft ;
- 6) Mise hors du groupement Thyssen de la division Agier spéciaux appartenant à Thyssen Edelstahlwerke Aktiengesellschaft.

Tous les actionnaires sont habilités à participer à l'assemblée générale ou à s'y faire représenter.

En France, les actionnaires désireux d'assister à cette assemblée ou de s'y faire représenter devront faire immobiliser leurs actions avant le 30 mars 1983 chez l'Européenne de Banque - 21, rue La Fayette, 75009 Paris - ou de faire notifier à cette-ci, avant la même date, l'immobilisation de leurs titres par leur banque ou leur agent de change.

L'Européenne de Banque détiendra les cartes d'admission à l'assemblée aux actionnaires qui en feront la demande.

Service des domaines VENTES AUX ENCHÈRES Salle des Ventes, 17, r. Scribe Paris (9^e)

1^{re} QUINZAINE DE MARS Jeudi 3 mars, 9 h 30 et 14 h VEHICULES

Lundi 7 mars, 14 h MACH. A ECR. ET CALCUL. PHOTOCOPIEURS

Mardi 8 mars, 14 h 30 BIJOUX OR

Jeudi 10 mars, 14 h Mat. et mobil. bureau - Véhicules

Mardi 15 mars, 14 h MACHINES-OUTILS

Mobil. et mat. bur. - Mat. labo. élect., cuis. - Project. son. cinéma

Renseign. : S.C.P. 17, r. Scribe 75436 PARIS Cedex 09 Tél. : 266-93-46 poste 204

Pour con. le détail de ces ventes et de ttes les ventes faites par les Domaines, abonnez-vous au R.O.A.D., magazine illustré, (65 F les 22 n^{os}), ch. banc. à l'ordre du Trésor public, à adr. au S.C.P., 17, r. Scribe 75436 PARIS Cedex 09 Tél. : 266-93-46 poste 204.

ÉPARGNE-CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration, réuni le 24 février 1983, a nommé président directeur général M. Claude Reinhard, directeur général adjoint de la Banque Nationale de Paris.

M. Reinhard succède à M. Daniel Olchanski, directeur de la Banque Nationale de Paris, récemment nommé président de Natixis-Valéry et qui est par ailleurs Président d'Épargne-Invest.

M. Olchanski démissionne administrateur d'Épargne-Croissance.

M. Eric de La Guierne a été confirmé par le conseil dans ses fonctions de directeur général.

Rappelons que la présidence d'Épargne-Croissance a été assumée de 1975 jusqu'en avril 1982, date de son décès, par M. Gérard Llewellyn, directeur général de la Banque Nationale de Paris.

BTP

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la B.C.B.T.P. s'est réuni le vendredi 4 février 1983 pour examiner le budget 1983 et le projet d'établissement d'un plan de développement à moyen terme.

Le président a attiré l'attention des membres du conseil sur l'importance importante des concours que la B.C.B.T.P. pourra consentir en 1983 aux entreprises de B.T.P. :

- augmentation de 25 % des crédits court terme, essentiellement : prêt à terme B.T.P. - crédits global d'exploitation inspirés de la loi Bailly ;
- octroi de 42 millions de prêts à long terme préférentiels (prêts participatifs ou prêts à taux réduits).

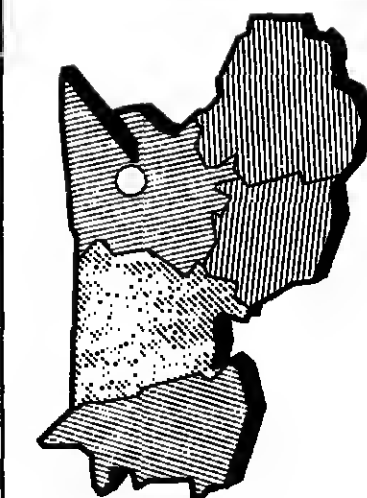
Cet effort est rendu possible par l'émission d'un emprunt obligataire (150 millions de francs), les procédures mises en place par les pouvoirs publics (décongestionnement de certains concours et garantie Sofaric) et la priorité donnée, dans les nouveaux concours, aux entreprises de B.T.P.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 16,90 % MARS 1982

Les intérêts courus du 9 mars 1982 au 8 mars 1983 sur les obligations Électricité de France, 16,90 % mars 1982, seront payables à partir du 9 mars 1983, à raison de F 760,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 10 % (montant global : F 845,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 126,69, soit un net de F 633,81.

EMPRUNT GROUPE DES COLLECTIVITÉS LOCALES DE LA REGION AQUITAINE



28 Février 1983 - 300 millions de F.

15,40 %

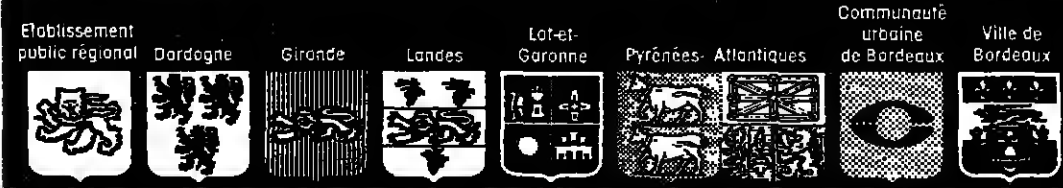
Emission de 60.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : 4.980 F. Jauissance : 14 Mars 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).
Taux de rendement actuariel brut :

15,48 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus auvent droit à l'abattement de 5 000 F par on.

Une note d'information (visu C.O.B. n° 83.42 du 15.02.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

La Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales est chargée du service financier de l'emprunt.



MAJORETTE

leader de la voiture miniature

Lettre aux Actionnaires (extraits)

L'exercice 1982 se solde avec un chiffre d'affaires de F. 236.146.000 contre F. 235.153.000 en 1981, en progression globale de 0,42 %.

La stabilité du chiffre d'affaires par rapport à 1981 est due essentiellement à l'abaissement du chiffre d'affaires à l'exportation (- 7,4 %), l'activité en France progressant de près de 11 %.

Les motifs de cette contre-performance à l'exportation ne sont pas le résultat d'une perte de marché mais la conjonction de plusieurs faits extérieurs à l'entreprise, parmi lesquels nous pouvons citer :

- la crise mondiale,
- l'attente par les clients étrangers durant le premier semestre de la dévaluation du franc,
- la mise en liquidation de la société LESNEY "MATCHBOX" qui a été précédée d'une liquidation importante des stocks à des prix particuliers, etc...
- la fermeture de certaines frontières telles que celles du Mexique, ou bien l'accroissement des tarifs douaniers tels que ceux du Portugal.

La société a estimé que cette stabilisation ne pouvait étre que de courte durée et n'a pas jugé utile de freiner ses investissements. Elle a au contraire élargi la gamme des produits fabriqués et y a consacré dès 1982, les sommes nécessaires : il a été investi environ F. 50 millions dont plus de 90 % en matériel, outillages et agencements de production.

ACTIVITÉ FINANCIÈRE

● Capital social : il a été porté de 39.390.000 F à 85.052.800 F par la réalisation de trois augmentations de capital successives dont la dernière par attribution gratuite à raison d'une action ancienne pour une nouvelle. Par ailleurs, il est rappelé que la société avait préalablement distribué au titre de 1981 un dividende exceptionnel de 76 F net par action permettant à l'actionnaire de financer la souscription à l'augmentation de capital en numéraire.

● Emprunts nouveaux : La société a, par ailleurs, emprunté à long terme F 15 millions à court terme F 15 millions également. Ces emprunts ont été contractés plus dans un objectif d'indépendance financière à court terme : les investissements pouvaient facilement étre autofinancés par le cash-flow net qui a évolué comme ceux des exercices précédents (+ 23 %).

LES RÉSULTATS

En dépit de la stabilité du chiffre d'affaires, le bénéfice net devrait étre du même ordre que celui réalisé au cours de l'exercice précédent. Cette performance a été obtenue malgré le poids croissant des frais généraux qui ont pesé sur le résultat d'exploitation. Par contre, au niveau du compte des pertes et profits, le résultat est favorablement influencé par l'aide fiscale à l'investissement, la participation des salariés aux fruits de l'expansion et les dividendes déductibles de l'assiette de l'impôt (résultat des augmentations de capital en numéraire antérieures).

SOLIDITÉ

La société a réalisé un chiffre d'affaires de F. 20.795 millions dont F. 8.196 millions à l'export (39,4 %).

La rentabilité sera sensiblement identique à celle obtenue au cours des 7 mois de 1981.

PERSPECTIVES : Les salons du Jouet de Paris - Milan - Nuremberg et Harrogate se sont tenus entre fin janvier et mi-février. Nous avons attendu la clôture de ces différents salons qui nous permettent de mieux estimer les perspectives 1983 du Groupe MAJORETTE.

La nouvelle gamme de produits "MAJO-KIT" constituant l'environnement de la voiture miniature a été particulièrement bien accueillie. A cette dernière s'ajoute une nouvelle série de véhicules (série 600). Ces éléments et une faible augmentation de nos tarifs par rapport à la concurrence doivent permettre de retrouver la courbe ascendante qui fut celle de MAJORETTE depuis sa création.

Plus que jamais, nous conservons présent à l'esprit le souci de l'équilibre entre nos possibilités commerciales, financières et surtout humaines.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2. LE SEIZIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN A MILAN : Les votes torquassent de l'alternative démocratique ; La difficile renouveau à la référence à l'U.R.S.S.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- Le voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale.
4. EUROPE
- LA FILIÈRE BULGARE : Tribune internationale, par Nina Ninov : « Plaidoyer pour Antonov ».
6. AFRIQUE
- LE CONFLIT DU SAHARA.
- SÉNÉGAL : l'opposition qualifie de « mascarade » les élections du 27 février.
6. Océanie
- AUSTRALIE : à la veille des élections du 5 mars.
7. ASIE
- CHINE : Pékin publie un plan de paix pour le Cambodge.
7. PROCHE-ORIENT
- IRAN : après la publication d'un rapport sur la répression.

POLITIQUE

8 à 10. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES : la majorité cherche à éviter le débat post-électoral ; M. Mauroy dénonce à Marseille, l'« incompétence, l'inconstance et l'inconsistance » de l'opposition.

SOCIÉTÉ

11. MÉDECINE : la grève des étudiants, 12. DÉFENSE - JUSTICE.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. THÉÂTRE. - Inconnu monté par Roger Planchon au T.N.P. de Villetaneuse : un entretien avec Jean-Carmet.
- 14-15. CINÉMA : L'homme invisible, de James Uhale ; L'aventure, d'Antonio ; Totale, un film de Sydney Pollack avec Dustin Hoffman et Conversation avec André, de Louis Malle.
16. Une sélection : « Formes ».
17. Programmes des expositions.
- 18 à 22. Programmes des spectacles.
23. COMMUNICATION. - Lu : La grande d'opposition, de Jean Charlot.

ÉCONOMIE

28. SOCIAL : les négociations sur le statut de l'encadrement.
29. CONJONCTURE : le rapport de la commission de la concurrence.
30. AGRICULTURE.
- RÉGIONS : La décentralisation de la formation professionnelle.

RADIO-TÉLÉVISION (23)
INFORMATIONS
- SERVICES (27) : La maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (24 à 26) ; Carret (12) ; Programmes des spectacles (18 à 22) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 2 mars 1983 a été tiré à 508 136 exemplaires

CHAMPAGNES CHOCOLATS VINS/ALCOOLS

AVANT HAUSSE

Tarif C.C.A. : hausse du 1er février non appliquée. N'oubliez pas la vignette de tarification.

Vente par carton de 6 : 3 - 3 - 3 - 3

REIDSIECK MONOPOLÉ brut	69,80 F
MARGAUX AMARY DE L'AST promotion	32,80 F
HENNESSY VSOP	92,50 F
POIRE WILLIAM	86,50 F
PORTO FERSEN 10 ans	53,80 F
ARMAGNAC réserve 1973	68,80 F

Magasin principal : 103 rue de Turin Paris 75003
Tél. : 887.55.87

Magasins distribution :
Forum des Halles - 8° - 13° - 15°
C.C. Commercial 4 temps, Versailles.
Bistrot à vins, 66 bis rue Lafayette.

A B C D E F G

La Haute Autorité oblige France-Inter à donner un temps de parole à M. Toubon (R.P.R.)

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient d'obliger France-Inter à donner dix minutes d'antenne, ce mercredi 2 mars, à M. Toubon, candidat (R.P.R.) dans le treizième arrondissement de Paris contre M. Paul Quilès (P.S.). Celui-ci avait bénéficié de vingt minutes, jeudi 24 février, le face-à-face prévu avec M. Jacques Chirac n'ayant pu avoir lieu. Ce dernier s'était en effet désisté, arguant qu'il n'était pas l'adversaire de M. Quilès dans son arrondissement. Il avait également refusé les dix minutes d'antenne qui lui étaient proposées.

Trois logiques se sont en effet affrontées dans cette affaire. Celle, politique, du maire de Paris, qui a le droit de débattre avec qui il veut. Celle, journalistique, de la rédaction de France-Inter et de son directeur, M. André Chambrault. Pour eux, l'enjeu de Paris, c'est la capitale, et non un arrondissement particulier : il était donc normal de faire débattre les deux leaders. D'autre part, ajoute M. Chambrault, « il n'est pas difficile de faire débattre les hommes politiques, un peu partout en France. Ce n'est qu'en adoptant un dispositif contraignant que nous sommes parvenus ». Le dispositif : celui qui refuse le bénéfice, seul, de la moitié du temps d'antenne, mais il est indiqué clairement qu'il s'est « défilé ». Le résultat : des débats réussis après bien des tractations dans sept villes (Lyon, Nantes, Nice, Nîmes, Reims, Roubaix, Toulouse) et deux villes (Paris et Marseille).

La troisième logique, juridique, est celle de la Haute Autorité. Chargée de veiller à l'équilibre de l'information, elle a édicté un certain nombre de règles à l'occasion de la campagne pour les élections municipales.

pales (le Monde du 2 février) et accepté le programme et les modalités prévues par France-Inter. Dans ce cas particulier, elle a estimé pourtant que le passage à l'antenne pendant vingt minutes de M. Quilès portait préjudice à son adversaire direct, M. Toubon. Elle a coupé la poire en deux, car le R.P.R. réclamait vingt minutes (et non dix) pour son candidat.

La rédaction de France-Inter - après le syndicat C.F.D.T. qui a estimé « intolérable » l'ordre donné aux journalistes - de « se plier pour la deuxième fois au diktat du même parti » (1) - a protesté, au cours d'une assemblée générale réunie mardi 1er mars, contre cette décision, et réclamé au P.D.G. de la chaîne, M. Jean-Noël Jeanneney, « d'attendre l'injonction de la Haute Autorité ». Celle-ci est arrivée mardi soir et M. Toubon devait prendre la parole ce mercredi 2 mars à 19 h 20. M. Jeanneney, toutefois, a estimé que le conflit qui opposait la rédaction à la Haute Autorité était grave puisque de chaque côté des « principes nobles » étaient en jeu, mais qu'il fallait s'en remettre au jugement de la haute instance, qui « représentait à terme une garantie d'indépendance pour les journalistes ».

Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, rappelle de son côté que celle-ci « ne juge pas le travail des journalistes, mais qu'elle est garante de l'équilibre, notamment en période électorale, entre majorité et opposition ». - Y.A.

Polémique à Nantes sur l'utilisation d'un fichier informatique

De notre correspondant

Nantes. - Le ton de la campagne des municipales vient de tourner à l'aigre à Nantes. Une violente polé-

Au tribunal de Paris
« MINUTE »
EST A NOUVEAU CONDAMNÉ POUR AVOIR DIFFAMÉ LE MAIRE DE CHARTRES

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mardi 14 février, pour la seconde fois en moins d'une semaine, M. Jean-Claude Godeau, directeur de Minute, pour avoir diffamé M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense et maire de Chartres.

La veille, déjà, le même tribunal, présidé par M. Jacqueline Clavery, avait infligé une amende de 4 000 francs au directeur de l'hebdomadaire qui accuse, depuis six semaines, M. Lemoine de « connerie » dans une affaire immobilière. Et au cours d'un premier procès, le 22 février, le secrétaire d'Etat avait convoqué une vingtaine de témoins à faire la preuve qu'il n'était pas intervenu en faveur de l'entreprise Bouygues dans le marché d'Etat de l'hôpital de Chartres, en échange, affirmait Minute, de la rénovation gratuite d'une ferme qu'il possédait dans l'Orne (le Monde du 24 février).

La dix-septième chambre correctionnelle est donc passée, mardi, au second acte de ce procès, qui sera suivi par d'autres audiences, puisque M. Lemoine poursuit tous les numéros de l'hebdomadaire depuis le 22 janvier. Étaient, cette fois, soumis à l'appréciation du tribunal des articles du numéro du 26 février qui s'appuyaient sur les comptes rendus de la première audience pour répéter les accusations de l'équipe de Minute.

L'avocat de M. Lemoine, M. Christian Charrière-Bourazel, a critiqué les interprétations de Minute de l'audition des témoins et dénoncé « cette manipulation des témoignages et des pièces produites ». Il a demandé au tribunal de prononcer une condamnation plus ferme, car, pour lui, la moitié de la première amende infligée permet à l'hebdomadaire de « continuer chaque semaine à couvrir M. Lemoine d'exercices ».

Après deux heures de délibéré, le tribunal a condamné le directeur de Minute à 3 000 francs d'amende, un franc de dommages-intérêts, 3 000 francs au titre des frais engagés par M. Lemoine et non compris dans les dépens, ainsi qu'aux frais d'insertion de ce jugement dans trois publications.

mique a éclaté mardi 1er mars après la réception, par les employés communaux de la ville, à leur domicile, d'une lettre circulaire à l'entête de « Nantes plus », signée Michel Chauray, candidat de l'opposition à la mairie. Dans ce courrier, le sénateur R.P.R. qui conduit la liste d'opposition utilise un langage très direct. Il écrit notamment : « Pendant six ans, la plupart d'entre vous ont été considérés, voire bafoués : certains même spoliés d'un avancement de carrière justifié... ». Il s'engage à mener « une concertation créative et vivante avec les représentants syndicaux » et dénonce d'« innombrables charges de missions budgétaires ».

Alain Chénard (P.S.), député et maire sortant de Nantes, a réuni l'après-midi même son bureau municipal et décidé la convocation, jeudi 3 mars, du conseil en séance exceptionnelle, avec pour seul point à l'ordre du jour : « Réactions à cette violation des libertés individuelles ». Un dépôt de plainte en correctionnelle et une saisine de la Commission nationale informatique et libertés devraient être annoncés au cours de ce conseil.

M. Chénard estime que l'envoi de ce courrier de propagande électorale n'a pu être organisé par son concurrent qu'avec le « détournement, l'usage ou le vol d'un des fichiers de la ville de Nantes affecté au paiement ou à la gestion du personnel ». Seuls, en effet, les employés communaux domiciliés à Nantes et donc électeurs (2 500 sur 5 200) ont reçu la lettre, et quelques erreurs d'adresses relevées sur des enveloppes coïncident très précisément avec le libellé du fichier.

« Nous n'avons eu accès à aucun fichier. Nous travaillons depuis des mois, au contraire, sur les annuaires publics et les listes électorales pour nous adresser directement à des catégories d'électeurs », proteste M. Chauray.

La C.G.T. des personnels communaux a condamné « ces méthodes fascistes qui ne laissent planer aucun doute sur le manque de respect des libertés individuelles de leurs auteurs ». - J.-C. M.L.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1